

SERVICES AUX PUBLICS DU PAYS NORD HAUT-MARNAIS

PHASE 1 : DIAGNOSTIC

Sophie Barthés

Laurent Boithias

Marielle Bourgoïn

Alexandra Coché

Benoit Pinneau

Stage de groupe IUP 3

Février, Mars, Avril 2006

Polytech'Tours
Département Aménagement
35 Allée de Lesseps
37 200 TOURS
Tél. : 02 47 36 14 52

SERVICES AUX PUBLICS DU PAYS NORD HAUT-MARNAIS

PHASE 1 : DIAGNOSTIC

Tuteur de Projet : M. Buisson

Source des photographies : les étudiants du stage de groupe

Sophie Barthés
Laurent Boithias
Marielle Bourgoïn
Alexandra Coché
Benoit Pinneau

Stage de groupe IUP 3
Février, Mars, Avril 2006

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons remercier chaleureusement toutes les personnes qui, en nous consacrant de leur temps, ont contribué à la réalisation de ce projet :

- le Président du Pays Nord Haut-Marnais Monsieur BOSSOIS pour nous avoir confié cette étude, Monsieur LAVOCAT élu référent, ainsi que l'ensemble des élus du Pays ;

- les membres du Conseil de Développement que nous avons rencontré ;

- notre maître de stage Audrey KERMOAL " Chargée de mission Aménagement et Développement local ", pour son aide tout au long de notre travail ;

- les communes du Pays qui ont répondu à nos questionnaires ;

- les prestataires de services qui nous ont accueilli et renseigné ;

- Emmanuelle CLERMONT, Alexandra COFFRE, Mélanie DUCHEMIN, Cécile PERRIN et Anne-Laure SIRAMY pour leurs conseils utiles ;

- notre tuteur Jean-Claude BUISSON, Maître de Conférence au Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours et Directeur des Gares et de l'Escale, Unité Décentralisée Est, SNCF VFE.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	6
MÉTHODOLOGIE	7
PARTIE 1 : PRÉSENTATION DU TERRITOIRE ET DES SERVICES AUX PUBLICS	9
I. Présentation du contexte général	10
II. Définition des services aux publics	21
III. La politique de l'état en matière de restructuration des services	22
IV. La vocation des pays en terme de services	25
V. La typologie	27
PARTIE 2 : DIAGNOSTIC DES SERVICES PAR THÈME	28
THÈME 1 : S'OUVRIR AUX AUTRES, S'OUVRIR AU MONDE	29
<u>Sous-thème 1 : Enfance, éducation</u>	30
I. Enfance, jeunesse	31
II. L'enseignement	39
<u>Sous-thème 2 : Culture, Loisirs et Sports</u>	44
I. L'offre culturelle	44
II. Loisirs et Sports	56
Fiche EMOFF : Bilan et orientations	59
THÈME 2 : ETRE EN LIEN, COMMUNIQUER	60
<u>Sous-thème 1 : Les transports</u>	61
I. Un potentiel mal exploité	61
II. Une offre en transport collectif assez restreinte sur le territoire Nord Haut-Marnais	62
<u>Sous-thème 2 : Le Haut-Débit et la Téléphonie Mobile</u>	67
I. Le Haut Débit	67
II. La Téléphonie Mobile	69
Fiche EMOFF : Bilan et Orientations	71
THÈME 3 : DISPOSER DES SERVICES DE PROXIMITÉ	72
<u>Sous-thème 1 : Les chambres consulaires, les services publics et les collectivités</u>	73
I. Les chambres consulaires	73
II. Les services déconcentrés de l'Etat	74
III. Les mairies	76

<u>Sous-thème 2 : les commerces de proximité</u>	78
I. Le contexte général	78
II. Une offre commerciale concentrée autour de Saint-Dizier	80
III. Une répartition inégale des commerces	81
IV. Des dispositifs d'aide et d'amélioration à développer	86
<u>Sous-thème 3 : Le service postal et les services bancaires</u>	89
I. Le service postal	89
II. Les services bancaires	93
Fiche EMOFF : Bilan et Orientations	95
 THÈME 4 : ETRE ACCOMPAGNÉ, SOUTENU	96
<u>Sous-thème 1 : L'accompagnement des actifs dans leur parcours professionnel</u>	97
I. Une population en décalage avec les entreprises	97
II. Un accompagnement des demandeurs d'emploi adapté au contexte nord haut-marnais	98
III. La présence de structures d'aide aux entreprises en matière de gestion des compétences	101
IV. Des organismes de formation nombreux	102
<u>Sous-thème 2 : Soutenir les personnes rencontrant des difficultés</u>	104
I. Les associations d'insertion par l'emploi	107
II. Le service à domicile, essentiel pour les milieux ruraux	109
Fiche EMOFF : Bilan et Orientations	112
 THÈME 5 : ACCÉDER AUX SOINS	114
<u>Sous-thème 1 : L'activité médicale et paramédicale</u>	115
I. Les soins médicaux	115
II. Les soins paramédicaux	120
<u>Sous-Thème 2 : Les établissements médicaux</u>	124
I. L'offre de soins dispensée par les centres hospitaliers	124
II. Le rôle structurant des hôpitaux locaux	127
Fiche EMOFF : Bilan et Orientations	131
 CONCLUSION	132
GLOSSAIRE	133
BIBLIOGRAPHIE	135
TABLES DES CARTES	139
TABLES DES FIGURES	141
TABLE DES PHOTOS	143
TABLE DES MATIERES	146
ANNEXES	154

AVANT-PROPOS

Dans le cadre de sa formation universitaire, le Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours propose aux étudiants en troisième année d'IUP (Institut Universitaire Professionnalisé) de se préparer à entrer dans la sphère professionnelle grâce à un exercice pratique.

Durant les mois de février, mars et avril, nous avons réalisé une étude pour le Pays Nord Haut-Marnais (52), concernant tout d'abord un diagnostic des services aux publics, et ensuite des orientations de travail servant de guide pour le prochain Contrat de Pays.

INTRODUCTION

Le Pays Nord Haut-Marnais est un territoire vaste, situé au cœur du Grand Est, entre les villes de Troyes et de Nancy. Il rassemble actuellement 109 communes et recouvre une majeure partie de l'arrondissement de Saint-Dizier, au nord du département de la Haute-Marne. Sa Charte de Développement est adoptée en juillet 2004 et son périmètre définitif est arrêté en février 2005.

Malgré des caractéristiques fortement rurales au regard de sa faible densité de population, il accueille au nord le pôle urbain de Saint-Dizier. Le reste du territoire s'appuie sur les trois pôles intermédiaires de consommation que sont Montier-en-Der, Wassy et Joinville.

Sa Charte de Développement, qui doit être reconduite en 2007, s'articule autour de 3 axes de travail :

- renforcer l'attractivité, l'équilibre et le maillage du territoire ;
- stimuler l'initiative, la formation et la poly-compétence ;
- créer des activités économiques performantes.

C'est dans le cadre du premier axe que le Pays a souhaité mener une réflexion concernant les services aux publics.

Le rôle de ceux-ci est de répondre qualitativement et quantitativement aux besoins de la population. Par leur présence, ils constituent un environnement favorable, contribuant à maintenir et attirer la population, le territoire subissant un déclin démographique persistant.

Les enjeux concernent principalement l'adaptation des prestations de services aux publics, ainsi que l'amélioration de leur accessibilité. Mais les problématiques se posent différemment au nord du Pays, sous l'influence de Saint-Dizier, et au sud, plus rural.

Après avoir étudié les principales caractéristiques démographiques et socio-économiques du Nord Haut-Marnais ainsi que les évolutions les plus récentes touchant directement les services aux publics, notre étude s'est déroulée en deux phases distinctes :

- un état des lieux critique des services présents regroupés par thèmes, basé sur une confrontation de l'existant et des besoins exprimés par la population. Il nous a permis de définir de grandes orientations de travail ;
- la définition de propositions dont l'objectif est, à moyen terme, d'accroître l'accessibilité et la qualité des services aux publics actuellement présents sur le territoire.

Ce rapport se veut être une base de travail sur laquelle les acteurs du territoire pourront s'appuyer pour définir et mener à bien des actions visant à améliorer les prestations de services aux publics nord haut-marnais. Certaines propositions faites dans l'étude pourront s'inscrire dans le Contrat de Pays de 2007 et ainsi être reprises par les collectivités, maîtres d'ouvrage.

METHODOLOGIE

Notre travail s'est déroulé en deux grandes phases :

- un diagnostic des services aux publics présents sur le Pays ;
- des orientations et propositions pour améliorer leur cohérence sur le territoire.

Phase 1 : Diagnostic

1. Approche de la commande et du territoire

- Contexte démographique et socio-économique du Pays ;
- étude de la politique de l'Etat en matière de restructuration des services publics et ses incidences sur le territoire nord haut-marnais ;
- définition des services aux publics ;
- élaboration d'une typologie.

2. Recensement des services aux publics

- Envoi de questionnaires aux 48 communes les plus peuplées (taux de retour de 81 %) ;
- inventaire des services aux publics inscrits dans l'annuaire téléphonique.

3. Analyse qualitative de l'offre

- Rencontre des prestataires de services ;
- questionnaires aux usagers pour tenter de cerner leurs attentes.

4. Analyse transversale de la quantité et qualité des services en lien avec les besoins de la population : définition de 7 orientations de travail

17/03/2006 : Présentation du diagnostic et validation par le Conseil d'Administration et ses partenaires (membres du Conseil de Développement, représentants des chambres consulaires, membres du Conseil Général et Conseil Régional, représentant de l'Etat).

Phase 2 : Propositions

Nous avons choisi durant les trois dernières semaines du stage, de développer plus précisément certaines actions, en fonction de leur faisabilité et des priorités mesurées sur le territoire. Notre travail s'est inspiré des expériences menées sur d'autres territoires, notamment celles présentées lors du forum interrégional du 11/03/2006 à Vittel sur le thème : " Renforcer l'attractivité des territoires ", échanges autour d'approches innovantes, auquel nous avons participé.

03/04/2006 : Présentation des propositions par le Conseil d'Administration et ses partenaires.

06/04/2006 : Présentation de notre travail devant la Commission Départementale d'Organisation et de Modernisation des services publics en milieu rural.

07/04/2006 : Validation de l'étude par le Conseil d'Administration.

PARTIE 1 :

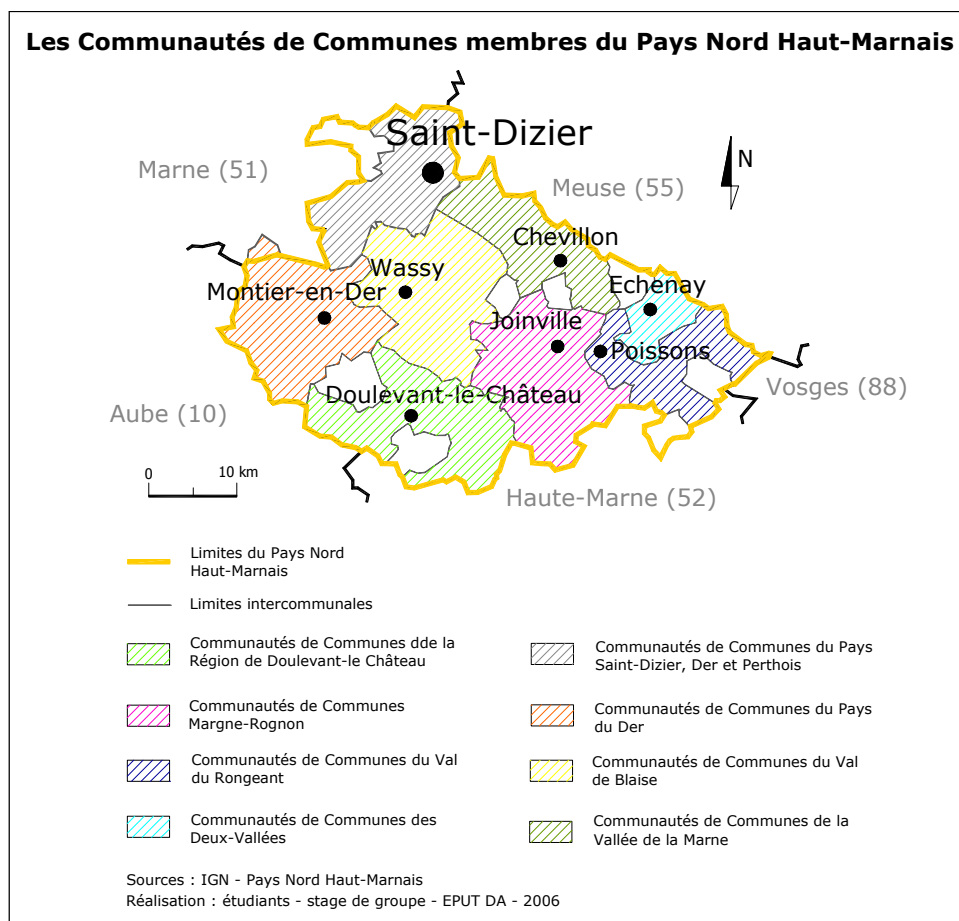
PRESENTATION DU TERRITOIRE ET DES SERVICES AUX PUBLICS



I. PRESENTATION DU CONTEXTE GENERAL

Le Pays Nord Haut-Marnais rassemble actuellement 109 communes et huit Communautés de Communes. Sa population s'élève à 78 000 habitants dont 30 900 à Saint-Dizier, la première ville du département.

Le territoire possède donc des caractéristiques marquées que doivent nécessairement prendre en compte les prestataires de services pour s'assurer de la pertinence de leur offre.

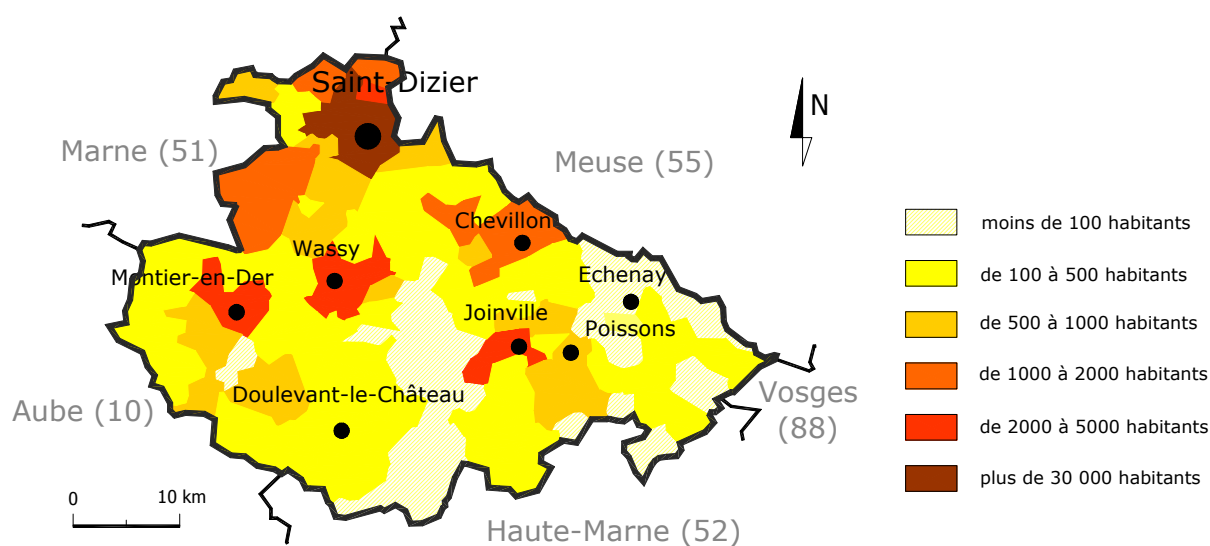


A) Une baisse persistante de la population

La région Champagne-Ardenne est la seule des 22 régions françaises à enregistrer une évolution négative de sa population pour la période 1999-2004 et compte 1,3 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2005. Cette tendance se confirme au niveau départemental puisque la perte démographique moyenne y est même supérieure à 1 200 habitants par an depuis 1999.

Le territoire nord haut-marnais possède des caractéristiques rurales, comme l'illustre sa faible densité. En 1999, celle-ci est de 50 hab./km² dans l'arrondissement de Saint-Dizier alors que la moyenne française est de 107 hab./km².

Répartition de la population nord haut-marnaise en 1999



Source: IGN - INSEE RGP 1999

Réalisation : étudiants- stage de groupe - EPUT-DA - 2006

Le Pays Nord Haut-Marnais est touché par une baisse persistante de la population. En effet, on constate qu'entre 1982 et 1999, la ville de Saint-Dizier a perdu 12% d'habitants. Cette baisse démographique est liée à deux phénomènes :

Une baisse du solde migratoire

Tableau 1 : Evolution du solde migratoire entre 1990 et 1999

Communes	Solde migratoire
Saint-Dizier	-5,80%
Haute-Marne	-4,50%
Champagne-Ardenne	-0,40%
France	3,40%

Source : INSEE, RGP 1999

Une baisse du solde naturel : **Tableau 2**

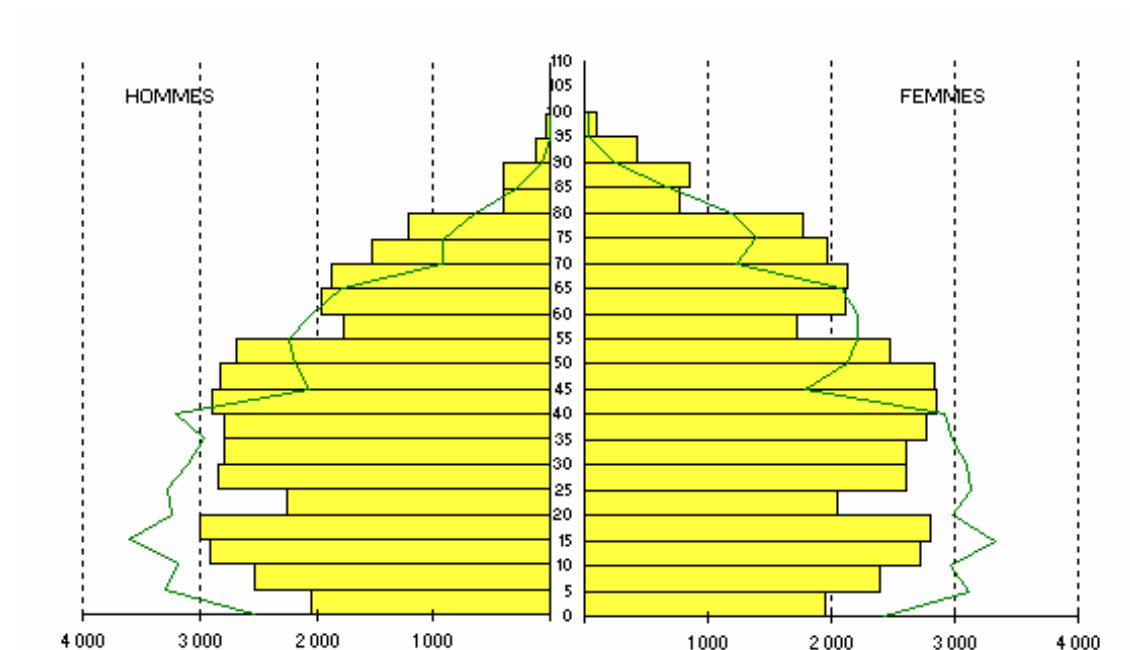
	1990-1999	1982-1990	1975-1982
Taux annuel moyen du solde naturel	0,32	0,59	0,67

Source : INSEE, RGP 1999

Le territoire Nord Haut-Marnais est également touché par le phénomène de vieillissement de sa population. Les plus de 60 ans représentent 23 % (contre 21% au niveau national), cette part ayant augmenté de quatre points entre 1990 et 1999.

En outre, ce phénomène est accentué par le départ des jeunes qui quittent le Pays pour continuer leurs études et n'y reviennent que très rarement du fait du manque d'emplois.

Graphique 1 : Pyramide des âges du Pays Nord Haut-Marnais en 1999



Sources : Diagnostic de l'étude de préfiguration du Pays Nord Haut-Marnais, INSEE, RGP 1999

Cependant, malgré une tendance au vieillissement de la population, l'indice de jeunesse, c'est-à-dire le rapport entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans, reste de 115 pour le Pays contre 104 au niveau départemental. Effectivement, en 1999, les moins de 20 ans représentaient 26 % de la population du Pays (contre 24,6% au niveau national).

Ceux-ci sont surtout présents à Saint-Dizier et ses alentours, dans les zones les plus urbanisées.

B) La prépondérance du secteur industriel

Dans le Nord Haut-Marnais, le sol riche en minerai de fer est exploité pour la production de la fonte dès le XVIème siècle. Celle-ci est à la base de l'activité économique jusqu'au milieu du XIXème siècle, le secteur se restructurant par la suite face à la concurrence toujours plus forte des régions alentours. Les établissements se concentrent alors au sud de Chaumont et au nord du département, à Saint-Dizier.

La métallurgie bénéficie à la fin de la seconde guerre mondiale des effets de la reconstruction et voit de nouvelles entreprises s'implanter. Cette tradition industrielle explique également la part significative de population étrangère (environ 3,52 %) souvent inhabituelle dans les départements ruraux, due aux besoins en main d'œuvre de la métallurgie pendant de nombreuses années.



Photo 1 : Entrée du métro parisien fabriquée dans les fonderies du Pays.

Face à l'accentuation de la concurrence depuis les années 1980, l'ensemble de la Région Champagne-Ardenne connaît des difficultés économiques. Les deux secteurs phares qu'étaient l'agriculture et l'industrie ont aujourd'hui des taux de croissance inférieurs aux autres régions. La Haute-Marne est particulièrement touchée par ces difficultés. Par exemple, la taxe professionnelle perçue en 2003 est nettement inférieure à celle des autres départements.

Tableau 3 : La taxe professionnelle dans les départements de Champagne-Ardenne en 2003

	Montant de la TP en 2003 (en euros)	Evolution entre 2002-2003
Ardennes	147 645 000	-0,50%
Aube	117 836 000	3,90%
Marne	234 999 000	2,20%
Haute-Marne	66 499 000	4,80%

Source : CRCI de Champagne-Ardenne

Malgré ce contexte fragile, l'industrie garde toute son importance dans le Nord Haut-Marnais et reste le fer de lance de l'économie départementale. En 2002, selon leur chiffre d'affaires, 24 des 50 premières entreprises haut-marnaises sont localisées sur le Pays. Par ailleurs, en novembre 2005, le Nord Haut-Marnais regroupe les sept premiers exportateurs du département.

Cependant, pour de nombreux acteurs économiques locaux, l'enjeu est de faire émerger de nouvelles activités.

1. Le secteur agricole

L'agriculture du Pays Nord Haut-Marnais est caractérisée par la présence d'exploitations de taille importante tournées vers la grande culture, qui freine l'installation des jeunes. De plus, le choix du modèle " productiviste ", lié aux politiques agricoles européennes, rend les agriculteurs particulièrement dépendants de la Politique Agricole Commune (PAC). Ce phénomène tend à fragiliser les exploitations, au vu de l'évolution des aides.

En 1999, 4,4% des actifs de l'arrondissement de Saint-Dizier travaillent dans le secteur primaire. La population agricole a fortement chuté, près de la moitié des effectifs ayant disparu au cours des deux dernières décennies.



Photo 2 : Le secteur agricole, très présent en Haute-Marne.

2. Le secteur industriel et la construction

Selon les chiffres de l'ASSEDIC, l'emploi industriel reste important puisqu'il concerne en 2004 dans l'arrondissement de Saint-Dizier près de 8 740 salariés (soit 50% de l'ensemble de l'emploi salarié), dont 3 400 dans le secteur de la métallurgie (soit 19% des effectifs). Les autres secteurs phares de l'emploi industriel sont la construction et l'industrie des équipements métalliques, avec respectivement 1 363 et 1 886 salariés.

Les activités industrielles sont toutefois confrontées à de multiples difficultés comme le prouve la perte de plus de 1 500 emplois du secteur secondaire entre 1994 et 2004, dont 440 dans la métallurgie et la transformation de métaux.

Le poids important du secteur industriel comporte plusieurs risques :

- une sous-qualification de la main-d'œuvre qui rencontre des problèmes de reconversion en cas de perte d'emploi ;
- une dépendance du tissu économique local vis-à-vis d'une situation proche de la monoactivité. Les problèmes rencontrés par l'entreprise Mc Cormick en sont un bon exemple, celle-ci travaillant avec 160 fournisseurs et sous-traitants basés essentiellement à Saint-Dizier.

Tableau 4 : Evolution de l'emploi salarié de 1994 à 2004

	Emploi salarié en 1994	Emploi salarié en 2003	Emploi salarié en 2004	Evolution 1994-2004	Evolution 2003-2004
Secteur de la métallurgie	3 844	3 500	3 403	-11,50%	-2,70%
Ensemble du secteur II	8 800	7 416	7 277	-17,30%	-1,90%
Ensemble du secteur III	9 262	10 320	10 218	10,30%	-1%
Ensemble des secteurs	18 062	17 739	17 497	-3,10%	-1,40%

Source : ASSEDIC, 2005

Par ailleurs, la Haute-Marne, en temps que département voisin de la Meuse, perçoit annuellement 9,2 millions d'euros, depuis le début des travaux du laboratoire de recherches souterrain de l'Agence Nationale de gestion des Déchets Radioactifs (Andra), en 1999 à Bure.

Cette somme, allouée au titre d'un accompagnement financier prévu dans le cadre de la loi Bataille (définissant les règles de l'expérimentation sur la gestion des déchets radioactifs), est gérée par un Groupement d'Intérêt Public (GIP) et utilisée pour la création d'infrastructures routières, scolaires ou sportives. Elle a notamment permis au département d'accélérer le programme d'investissement dans l'accès à l'Internet Haut Débit. Mais beaucoup reprochent à ces fonds publics de ne pas être assez exploités par les collectivités pour des projets ambitieux de développement, créateurs d'activités.

La commune de Bure étant limitrophe au Pays, l'enjeu est actuellement, pour les élus nord haut-mar-nais, de faire d'une telle implantation, qui nuit à l'image du territoire, un levier de développement pour les entreprises locales. Pour ce faire, un " contrat de site " est en projet. Son objectif est de favoriser la sous-traitance par les entreprises locales, qui pourraient être la source de nombreux emplois pérennes. Le site permettrait aussi l'implantation de nouveau actifs, chercheurs ou techniciens.

3. Les services et le tourisme

La perte d'emplois spécifique aux activités industrielles n'est pas entièrement compensée par la croissance pourtant forte des effectifs dans le secteur tertiaire, dont le gain est de 956 emplois salariés entre 1994 et 2004. La situation tend à s'aggraver, l'arrondissement de Saint-Dizier ayant perdu plus de 565 emplois en 10 ans, dont 242 entre 2003 et 2004. Par ailleurs, le nombre de salariés du secteur tertiaire a lui aussi diminué en 2004 de 102 emplois.

Les services apparaissent comme l'un des points faibles de l'économie nord haut-marnaise, notamment en raison de la faible densité de population sur le territoire, surtout dans le sud et l'est du Pays. Certaines zones atteignent en effet de très faibles densités avec parfois 10 ou 20 habitants au km². C'est le cas des cantons de Poissons, Doulevant-le-Château et Doulaincourt-Saucourt.

C'est notamment pour tenter de remédier à la disparition de certains services de proximité qu'une Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC) a été mise en place en 2003 et que la réflexion autour d'un schéma de cohérence des services au public est envisagée.

Le tourisme nord haut-marnais est centré autour du Lac de Der, le plus grand lac artificiel d'Europe (4 800 hectares) qui accueille chaque année plus de 132 000 visiteurs. Les opportunités de développement du tourisme industriel ou de tourisme fluvial (valorisation du canal) offrent un potentiel touristique riche qui mérite d'être exploité.

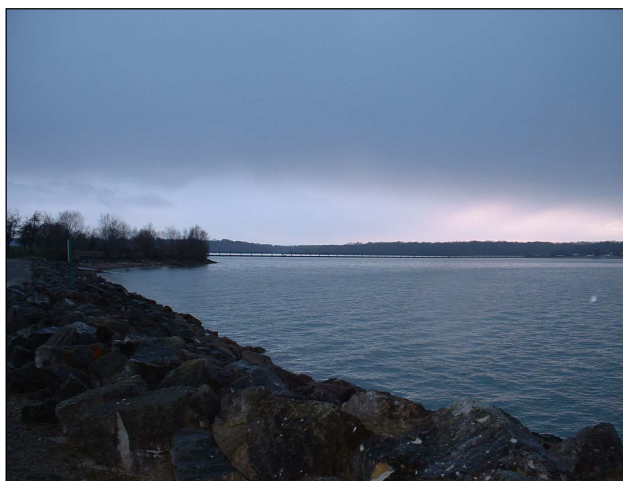


Photo 3 : Le Lac de Der vu de Giffaumont.

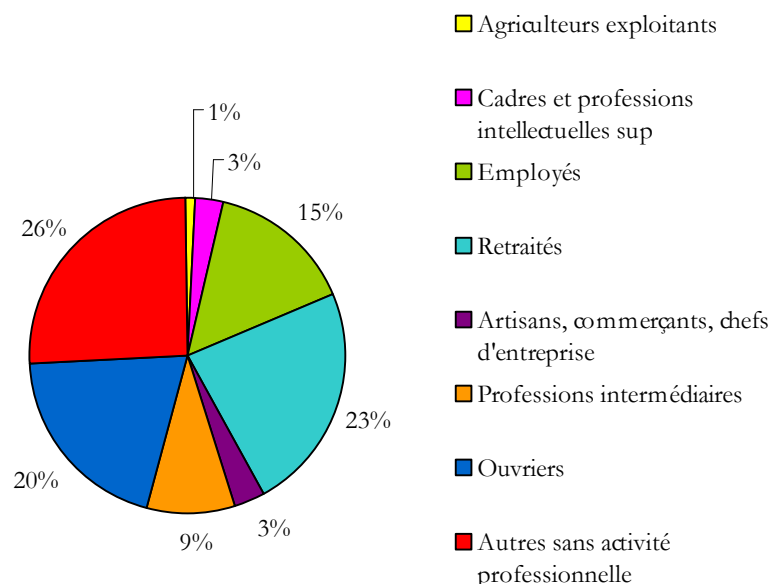


Photo 4 : Les grues cendrées, attraction touristique liée au Lac de Der.

C) L'emploi au cœur des préoccupations

La répartition de la population dans les différentes catégories socioprofessionnelles laisse apparaître une importante part d'ouvriers qui représentent 1/5e de la population active.

Graphique 2 : Répartition par catégorie socio-professionnelle des plus de 15 ans



Source : INSEE, RGP 1999

Le faible niveau de qualification des habitants ne permet pas toujours de répondre aux besoins des entreprises et on y compte deux fois moins de cadres et de techniciens que dans les autres régions françaises. Le territoire ne possède pas de centre universitaire propre, mais il bénéficie de la proximité des grandes agglomérations voisines (Reims, Nancy, Dijon...) qui offrent un panel très diversifié en formations supérieures.

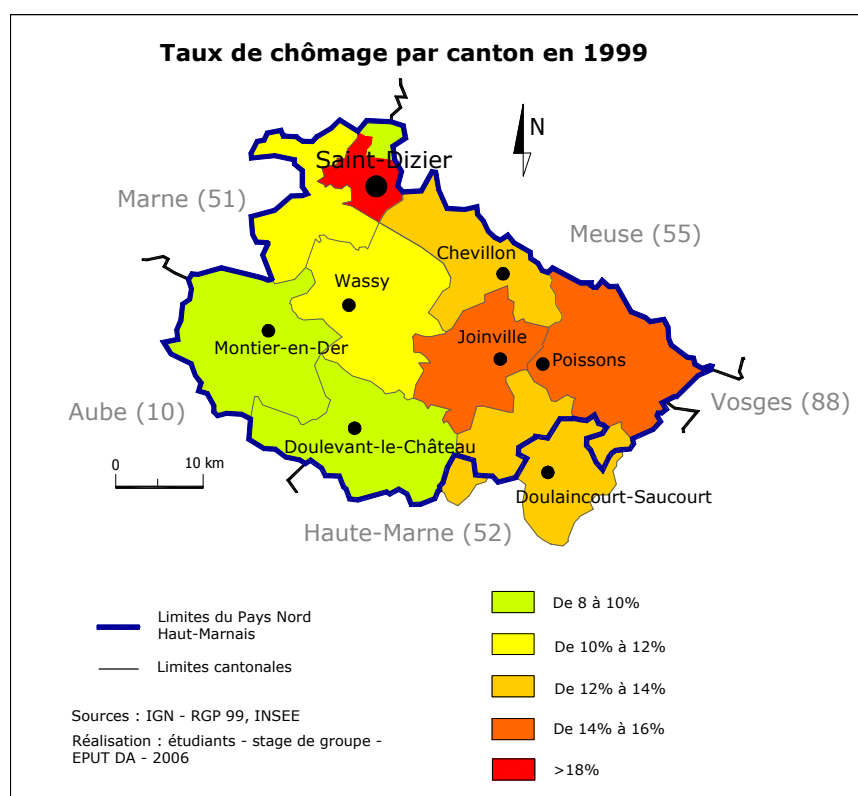
En raison du poids important de la métallurgie, le Pays Nord Haut-Marnais subit d'autant plus les effets de cycle sur le marché de l'emploi, entraînant de fortes pénuries en période de croissance et un important taux de chômage en période de crise. Ce taux de chômage s'explique en partie par des problèmes de réinsertion de la population la moins formée.

Le taux de chômage est important puisqu'il atteint 11,7% des actifs de l'arrondissement de Saint-Dizier en septembre 2005, soit deux points de plus que la moyenne nationale. Il concerne ainsi à Saint-Dizier, en octobre 2005, près de 4 320 personnes et culmine avec un taux supérieur à 18% des actifs.

Tableau 5 : Taux de chômage de la population active en septembre 2005

	Taux de chômage
Arrondissement de Saint-Dizier	11,70%
Haute-Marne	9,70%
Champagne-Ardenne	10,50%
France métropolitaine	10,10%

Source : ANPE, 2005



Par ailleurs, certaines catégories de population sont plus particulièrement touchées.

Tout d'abord, 18,7 % des femmes actives sont à la recherche d'un emploi en 1999. Elles sont aussi plus concernées par le chômage de longue durée (39,9 % des demandeuses d'emploi en septembre 2005) que les hommes (33,9 % des demandeurs d'emploi).

Ensuite, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale, le chômage touche plus particulièrement les jeunes actifs. En effet, en 1999, sur l'arrondissement de Saint-Dizier, 33,4 % des actifs de moins de 24 ans étaient demandeurs d'emploi. En 2005, 21,3 % des demandeurs d'emplois ont moins de 25 ans, alors même que les 20-25 ans continuent de quitter massivement le territoire, faute d'emplois et d'établissements d'études supérieures.

D'autre part, en 1999, le salaire net horaire moyen des employés est systématiquement inférieur dans le Pays à celui de la Région, n'incitant pas les actifs les plus qualifiés à venir travailler dans le Pays.

Tableau 6 : Revenu net imposable moyen en 1998 de la population active du Pays et de la Région

	Revenu net imposable moyen en 1998
Pays Nord Haut-Marnais	11 814 €
Région Champagne-Ardenne	13 463 €

Source : Direction Générale des Impôts, 1998

Ainsi, le paysage social du Pays Nord Haut-Marnais paraît fragile. Les niveaux de vie semblent pourtant s'améliorer au vu de la hausse du nombre de foyers fiscaux imposés dans le Pays.

D) Un territoire hiérarchisé

Le Pays Nord Haut-Marnais est composé de communes possédant des caractéristiques démographiques et socio-économiques résolument distinctes. Selon les critères de l'INSEE définissant les pôles de consommation, les communes du territoire peuvent être classées en quatre catégories, en fonction de leur nombre d'habitants, de leur dynamisme économique et de l'offre de services qu'elles proposent (services publics et services aux publics).

1. Saint-Dizier, le pôle principal

Saint-Dizier apparaît comme le pôle moteur du Pays, avec 40 % de la population nord haut-marnaise.

Le niveau de services y est important. D'ailleurs, parmi les entreprises de plus de 100 salariés du département, près de 40 % sont situées dans le Pays et 29 % sur Saint-Dizier.

Le nombre d'entreprises commerciales progresse légèrement à Saint-Dizier et sur les cantons périphérique entre 1991 et 2001 (+0,94%), alors que, sur la même période, celui-ci régresse sur l'ensemble du Pays (- 11,9 %). Ainsi, la commune de Saint-Dizier accueille plus de la moitié des commerces du nord haut-marnais, principalement sur deux zones commerciales situées autour de la ville que sont le Chêne Saint-Amand et le Val d'Ornel.

2. Les pôles intermédiaires

Malgré l'influence de Saint-Dizier, on relève la présence de pôles intermédiaires correspondant aux communes de Joinville, Wassy et Montier-en-Der. Ces pôles structurent le sud du Pays Nord Haut-Marnais. Dotés de la plupart des commerces, des activités de santé et des services administratifs, les pôles intermédiaires offrent aux personnes des localités voisines la possibilité d'utiliser des équipements qui leur font défaut.

3. Les bourgs ruraux

Certaines communes ne disposent pas de l'ensemble des équipements nécessaires pour être nommées " pôle intermédiaire ". Il est néanmoins important de faire valoir l'existence de ces communes qui proposent dans une moindre mesure des services de proximité. Elles sont désignées sous le vocable " bourgs relais " et " centres ruraux ". Selon les critères de l'INSEE, cinq de ces pôles existent au sein du Pays : Chevillon, Doulevant-le-Château, Eclaron, Eurville-Bienville, Poissons.



Photo 5 : La rue commerçante d'Eurville-Bienville.

4. Les Communes rurales

L'accès aux services est beaucoup plus difficile dans les zones rurales, d'une part par l'insuffisance de l'offre de services présente, et d'autre part en raison de problèmes de mobilité et de transport. Le niveau de services tend à diminuer dans les communes très faiblement peuplées, entraînant l'isolement de certaines catégories de population et accentuant le phénomène de désertification de ces zones.

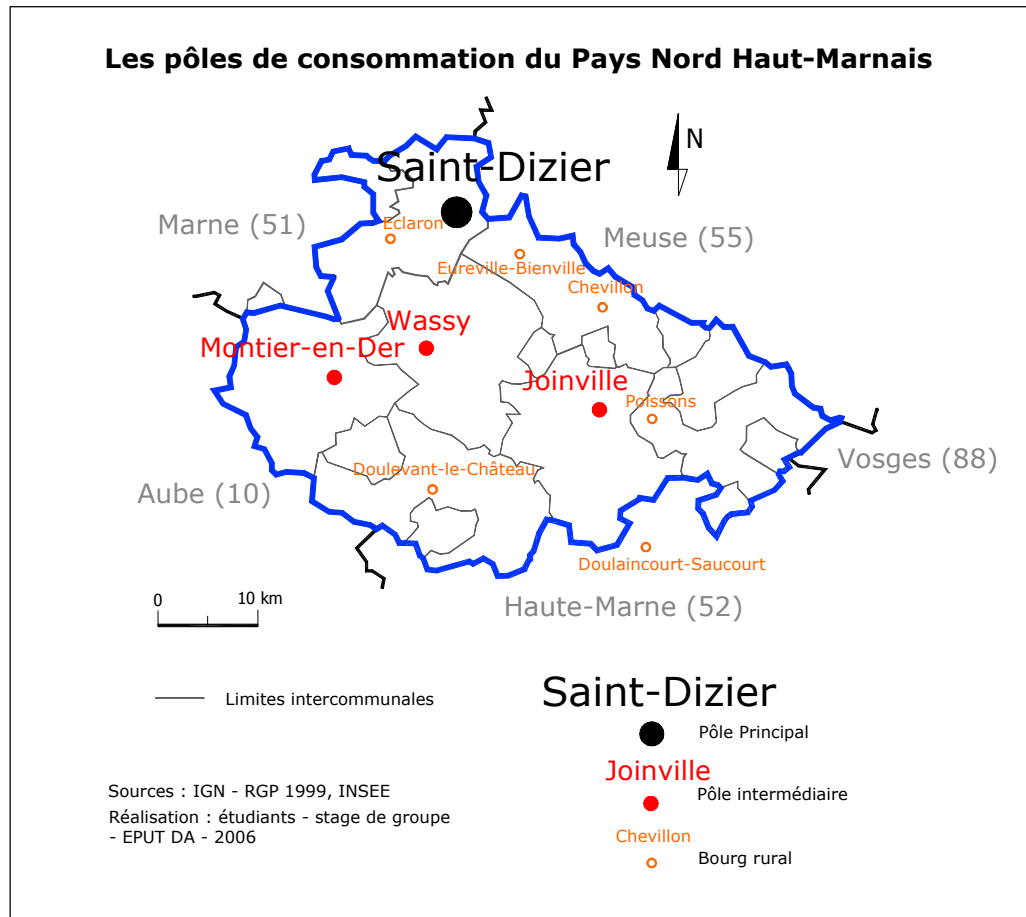
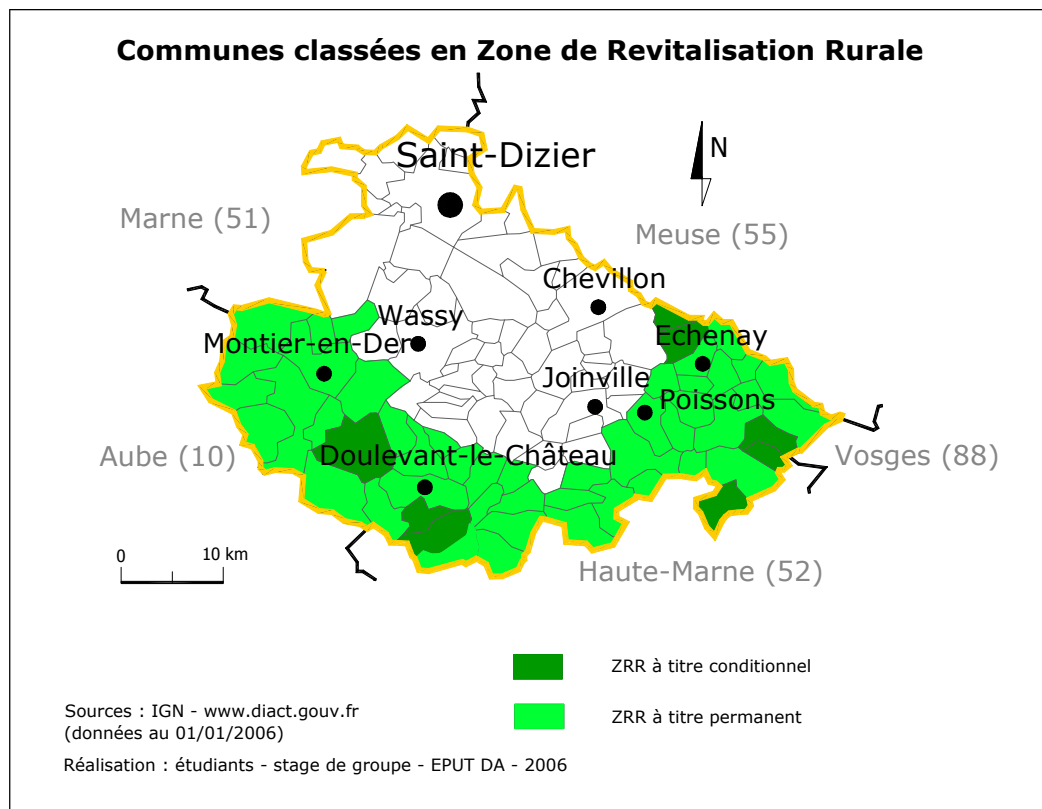


Photo 6 : La commune de Poissons sous la neige.



Conclusion

La diversité des caractéristiques démographiques et socio-économiques du Pays Nord Haut-Marnais est à l'origine de forts déséquilibres territoriaux. Le nord est directement influencé par Saint-Dizier, le moteur économique du territoire, tandis que le sud est très fragile. Pour preuve, 52 des 109 communes du Pays sont classées en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR), espace connaissant un faible niveau de développement économique, selon des critères d'ordre démographiques, économiques et institutionnels. Créé en 1995 et reconduit par la Loi de Développement des Territoires Ruraux du 23 février 2005, ce classement donne la possibilité aux collectivités territoriales et aux EPCI d'exonérer de certains impôts locaux les entrepreneurs lors de leur installation.

Malgré l'hétérogénéité du territoire, l'existence d'une hiérarchie de pôles de consommation peut servir de base à la mise en place de politiques territoriales cohérentes.

II. DEFINITION DES SERVICES AUX PUBLICS

Les services publics et plus généralement les services aux publics constituent un facteur essentiel de l'attractivité et du développement du territoire, un noyau dur de la cohésion sociale et un élément structurant pour l'aménagement du territoire.

DES SERVICES PUBLICS ...

Les services publics en tant que tels, sont issus et gérés par la puissance publique, c'est-à-dire l'Etat et les collectivités locales. Ils ont deux missions :

- une mission économique et sociale, puisque l'accès aux services publics garantit la répartition des aides et prestations ;
- une mission politique car ils représentent le bien collectif qui doit être le même pour tous.

... AUX SERVICES AUX PUBLICS

La notion de service public est donc souvent élargie à une gamme de services qui ne sont pas rendus uniquement par la puissance publique. Ces derniers répondent à l'ensemble des besoins fondamentaux de la société. On les appelle aussi services d'intérêt général.

Ils regroupent :

- les services publics gérés directement par la puissance publique ;
- les missions de service public, gérées par des organismes publics ou des entreprises nationales sous tutelle de l'Etat (ANPE, SNCF, EDF, La Poste...) ;
- les délégations de service public, assurées par le secteur privé conventionné (transport, établissements culturels, enseignement privé conventionné...) ;
- les services des chambres consulaires ;
- les services assurés par les partenaires sociaux, les associations ;
- les services de proximité privés (assurés par les commerces de proximité ou par les professionnels de la santé notamment).

On observe aujourd'hui une évolution des services. Les services à la personne se développent, avec l'arrivée de nouveaux besoins (accueil de la petite enfance, aide aux personnes âgées) et les services privés prennent une dimension vitale (professions de santé libérales), tandis que les services publics au sens propre ne représentent plus un besoin aussi fréquent pour les populations (trésoreries...).

L'ensemble de ces services participe à l'organisation et à la cohésion sociale du territoire. C'est dans ce cadre que notre étude sur les services aux publics s'inscrit dans l'axe 1 de la Charte de Développement du Pays qui s'intitule " renforcer l'attractivité, l'équilibre et le maillage du territoire ". Les services aux publics seront donc l'objet de notre étude.

III. LA POLITIQUE DE L'ETAT EN MATIERE DE RESTRUCTURATION DES SERVICES

Le rôle de l'Etat en matière de services publics, est d'assurer une répartition homogène des structures sur le territoire, afin que son développement soit équilibré et de garantir un accès équitable aux services pour tous. Le dépeuplement du milieu rural le pousse aujourd'hui à mener une politique de restructuration des services publics. L'Etat fixe le cadre général d'organisation au niveau national qui sera ensuite décliné à l'échelle locale. Les orientations définies lors des CIADT et les textes législatifs visent un maillage équilibré du territoire.

A) Les orientations préalables à la Loi sur le développement des territoires ruraux

1. Les Lois d'Orientation relatives à l'Aménagement et au Développement (Durable) du Territoire (LOADT- LOADDT) de 1995 et 1999

L'article 1 de la LOADDT précise que " La politique d'Aménagement et de Développement Durable du territoire assure l'égalité des chances entre les citoyens en garantissant à chacun d'eux un égal accès au savoir et aux services publics sur l'ensemble du territoire. "

Les dispositions de la LOADT et de la LOADDT placent l'approche territoriale de l'organisation des services aux publics au cœur des démarches d'accompagnement des projets de pays.

2. Les Comités interministériels à l'Aménagement et au Développement du Territoire (CIADT) de 2002 et 2003

Les CIADT (décembre 2002, septembre 2003) ont décidé d'engager un réexamen en profondeur des dispositifs de concertation et de coordination sur l'organisation des services publics dans les territoires ruraux. En application de ces décisions, des expériences pilotes ont été menées dans quatre départements : Charente, Corrèze, Dordogne et Savoie.

Ces expériences pilotes avaient pour objectif :

- d'identifier les dispositions législatives réglementaires et financières pour faciliter la réorganisation des services publics ;
- de définir une méthode de construction de l'offre d'accès aux services publics susceptibles d'être étendue à d'autres territoires et généralisée ;
- de construire localement une offre d'accès aux services publics efficiente et financée à l'échelle des bassins de vie ou des bassins d'emploi ;
- de tester concrètement de nouvelles formes d'organisation et de financement contribuant à la mise en œuvre d'une offre d'accès aux services publics simple et adaptée aux besoins des usagers (en particulier publics fragiles et en difficulté) ;
- d'apporter une réponse adaptée aux besoins particuliers des territoires sensibles, et tout particulièrement des territoires ruraux.

Au vu des premiers résultats, le gouvernement a décidé d'étendre ces expériences pilotes à onze autres départements dont celui de la Haute-Marne.

Par ailleurs, les CIADT ont démontré qu'une réforme des dispositions législatives en vigueur était indispensable. Celui de 2003 a établi des objectifs majeurs repris par la nouvelle loi relative au développement des territoires ruraux et recentre le dispositif de concertation locale autour du représentant de l'Etat.

B) L'apport de la loi relative au développement des territoires ruraux en matière de services au public

Cette loi, adoptée le 23 février 2005, prévoit de nombreux dispositifs en faveur du maintien et du développement des services dans les territoires.

1. Le maintien des services publics de proximité

a) Garantir un accès équitable aux services

La Conférence nationale des services publics en milieu rural

Créée à l'initiative du premier ministre, le 17 février 2005, cette conférence est composée d'élus, de représentants de grands réseaux de services au public et de fonctionnaires d'Etat. Elle est chargée notamment de proposer de nouvelles formes d'organisation du service public dans les territoires, en développant la polyvalence et en permettant l'égal accès des usagers aux services.

Une concertation locale renforcée

La Loi modifie la LOADT de 1995 en introduisant davantage de transparence dans le processus d'évolution des services publics (article 106) :

- renforcer l'égal accès de tous aux services publics (par le biais d'objectifs gouvernementaux);
- renforcer le rôle du préfet : il sera informé de tout projet de réorganisation des services, il assurera la concertation au niveau local et s'assurera que l'offre d'accès aux services publics est adaptée au territoire concerné ;
- pendant la concertation, la mise en œuvre du projet est suspendue.

L'élargissement des possibilités de mutualisation des services et des moyens

La Loi (article 107) élargit le domaine d'intervention des maisons de services publics qui pourront désormais accueillir des personnes dont l'activité ne relève pas directement d'une mission de service public (sous réserve de réglementation).

Les articles 108 et 111 prévoient que dans les zones présentant une faible densité de médecins par habitant (ou dans les zones de montagne), les collectivités locales puissent financer l'installation des médecins, de centres de santé, de maisons médicales ou encore de structures participant au maintien de la permanence des soins.

Une personne publique peut, par ailleurs, confier à une personne privée l'exercice d'un service public dans le but de le maintenir dans la commune concernée.

b) La présence postale territoriale

Le cas de la Poste est traité dans deux textes législatifs. En premier lieu, la loi du 20 mai 2005, relative à la régulation des activités postales, introduit une norme d'accessibilité au réseau postal : moins de 10 % de la population de chaque département doivent être situés à plus de 5 km d'un point de contact du réseau.

La loi sur le développement des territoires ruraux complète le code des postes et des communications électroniques et impose les mêmes tarifs de base sur l'ensemble du territoire national.

2. La création de services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population

a) Le rôle pivot reconnu aux associations

La loi reconnaît le rôle que jouent les associations rurales dans le développement local et dans l'analyse des besoins en matière de services (article 215). Dans le cadre de l'installation d'un service inexistant ou imparfaitement satisfait ou dans le cas du maintien d'un dernier service, la loi autorise désormais les communes à faire appel aux associations et à leur apporter une aide dans ce cadre (article 12). Cette loi permet désormais à des personnes privées, en principe sans but lucratif, de créer des services publics.

Enfin, en cas de carence constatée de l'offre de services de transport, l'autorité compétente peut faire appel à une association, qui bénéficie, dans un périmètre encadré, des conditions dérogatoires d'inscription au registre des transporteurs (article 54).

b) La distinction entre les services nécessaires aux besoins de la population et les services de proximité

Les services de proximité (article 107), à la différence des services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population (article 12), sont explicitement qualifiés de services publics.

Aujourd'hui les services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural sont le plus souvent des activités purement commerciales (petits commerces de proximité) qui ne sont plus assurées par le libre jeu de la concurrence. Les services de proximité, désormais ouverts à la concurrence et dépendants de grands opérateurs publics nationaux, se retirent, eux, des campagnes pour une meilleure compétitivité.

La différence entre services de proximité, véritables services publics, et services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population reste donc tenue.

Bien que l'Etat conserve son rôle de régulateur, il tend à déléguer de plus en plus la responsabilité du maintien des services aux publics aux collectivités locales et associations, notamment en milieu rural. Les pays s'inscrivent dans cette démarche et ont aujourd'hui la charge d'organiser la répartition des services à l'échelle de leur territoire.

IV. LA VOCATION DES PAYS EN TERME DE SERVICES

Les deux textes à l'origine de la création des pays - la Loi d'Orientation relative à l'Aménagement et le Développement du Territoire (LOADT) de 1995 et la Loi d'Orientation relative à l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (LOADDT) de 1999 - attribuent à cette échelle de projets la vocation à participer à l'organisation des services aux publics dans son périmètre.

Pour ce faire, le législateur prévoit dès 1995 l'élaboration au sein des préfectures d'un " schéma départemental d'organisation et de modernisation des services publics ". Celui-ci doit se décliner dans chaque pays sous la forme d'un " schéma des services du pays ", élaboré à partir " d'une analyse des besoins en services publics, en raisonnant par thème et sur des espaces cohérents " (*Circulaire du 21 janvier 1996*). Il doit mettre en parallèle l'offre des services existants et les besoins de la population, et ainsi permettre de repérer les attentes satisfaites et les manques de toute nature.

Confirmé par la LOADDT, le " schéma des services du pays " doit aboutir à l'élaboration du " projet de services du pays ", négocié à l'échelle régionale dans le cadre du Contrat de Pays, qui regroupe les propositions d'actions et d'animations à mener à moyen terme.

A) Des lois peu mises en application

Ces dispositions n'ont cependant jamais été réellement appliquées par les préfectures. Ceci, ajouté à la lenteur de la mise en place des pays sur l'ensemble du territoire national, a rendu la réalisation d'un " schéma des services du pays " difficile.

Néanmoins, le rôle du pays dans la définition des stratégies territoriales d'organisation des services aux publics reste d'actualité. En effet, de nouvelles dispositions datant de juillet 2003 rappellent que " l'Etat et les collectivités locales tiennent compte du projet de pays pour l'organisation des services publics " (*Dispositions relatives au pays de juillet 2003*). De plus, la Loi relative au Développement des Territoires Ruraux du 23 février 2005 réaffirme l'importance de l'échelon départemental dans la définition des orientations stratégiques en matière de services aux publics.

Le pays peut donc légitimement travailler à la modernisation et l'adaptation des offres de services ; le " schéma des services aux publics " souhaité par le Pays Nord Haut-Marnais peut être un des outils nécessaires.

B) Une vocation récemment réaffirmée

C'est dans ce cadre que la préfecture organise le 20 mai 2005 la " Conférence départementale des services publics ", qui vise à sélectionner trois territoires pour suivre et développer des actions en faveur de la modernisation et de l'adaptation des services aux publics. Souhaitant comparer des projets menés à des échelles différentes, le Canton de Poissons - actuellement entièrement intégré dans le périmètre du Pays Nord Haut-Marnais - a été choisi pour mener des actions pilotes aux côtés du Pays de Langres et de la Communauté de Communes du Pays Chaumontais. Le canton pourrait constituer un appui pour mener une réflexion plus large au sein du Pays.

En outre, au regard des premières évaluations des travaux réalisés, la préfecture propose de créer trois observatoires territoriaux, au niveau de chaque arrondissement, dont la vocation serait de recenser et d'analyser les besoins réels des populations au regard des situations locales, d'anticiper sur l'évolution des territoires par une réflexion prospective et de proposer des réponses adaptées. Ces observatoires seraient les intermédiaires entre l'échelon local et l'échelon départemental ; ils permettraient à la Commission Départementale d'Organisation et de Modernisation des Services Publics de définir les stratégies départementales en matière de services. Le Pays Nord Haut-Marnais apparaît être l'organisation la plus pertinente pour prendre en charge cette fonction sur le nord du département.

Conclusion

Il est donc clair qu'au niveau départemental comme au niveau national, les dispositions émanant de la LOADT et de la LOADDT relatives aux services n'ont jamais été effectives, malgré la volonté plusieurs fois réaffirmée par le législateur. Néanmoins, il semble que le pays s'impose de plus en plus comme l'échelle la plus pertinente pour conduire une réflexion sur l'organisation et la modernisation des services. Les intentions exprimées récemment par la préfecture lors des conférences départementales de services publics donnent au Pays Nord Haut-Marnais un signal fort pour mener à bien un travail concernant les services aux publics.

V. LA TYPOLOGIE

Tous les services que nous allons étudier sont indispensables et fortement liés les uns aux autres. Souhaitant mettre l'utilisateur au centre de nos préoccupations et pour une meilleure lisibilité, il nous est paru pertinent de traiter ces services par thème, indépendamment de leur mode de gestion. En effet, les utilisateurs ne se soucient pas du statut des prestataires et cherchent avant tout à accéder à des services pérennes et de qualité.

Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur la définition des besoins primordiaux de chaque personne. Pour être membre à part entière de la société, chacun doit pouvoir disposer de services qui l'accompagnent tout au long de sa vie. Il doit aussi comprendre le monde qui l'entoure, se l'approprier et s'y intégrer, tout en étant soutenu et aidé lorsqu'il rencontre des difficultés.

Fort de ce constat, et sans juger de leur ordre d'importance, nous avons dégagé cinq thèmes correspondant aux besoins essentiels de chacun.

S'ouvrir aux autres, s'ouvrir au monde

Ce thème rassemble les services qui permettent de se sociabiliser, d'apprendre et de se cultiver, dès l'enfance, mais également tout au long de la vie. Il s'agit des services liés à l'enfance, la jeunesse, l'éducation, la culture et le sport. Ils répondent à un des premiers besoins de tout être humain : celui de s'intégrer à la société.

Etre en lien, communiquer

La communication est le liant du corps social. Elle est primordiale pour la cohésion du territoire et favorise les échanges tant en son sein qu'avec l'extérieur. De nos jours, les moyens de transports et les réseaux deviennent des facteurs déterminants du maintien et de l'implantation des populations et des activités.

Disposer des services de proximité

On entend par " services de proximité ", les services liés aux besoins les plus fréquents de la population. Il s'agit en particulier des besoins de première nécessité auxquels répondent les services publics et les commerces de proximité (alimentation essentiellement), mais aussi les services postaux et bancaires.

Etre soutenu, être accompagné

Lorsqu'une personne rencontre des difficultés, tant dans son parcours professionnel que dans la gestion de son quotidien, elle doit pouvoir s'appuyer sur les organismes de solidarité. Nous évoquerons dans ce thème les services relatifs à l'emploi et à la formation des actifs ainsi que les services sociaux et d'insertion.

Accéder aux soins

Ce dernier thème concerne les services assurant la bonne santé de la population, soit un élément important de la qualité de vie. Il inclut l'activité médicale et paramédicale, ainsi que les établissements médicaux présents sur le territoire.

PARTIE 2 :

DIAGNOSTIC DES SERVICES PAR THEME



THEME 1

S'OUVRIR AUX AUTRES, S'OUVRIR AU MONDE

SOUS-THEME 1 : ENFANCE, EDUCATION

La prise en charge de l'enfance et de la jeunesse est primordiale pour le fonctionnement d'une société.

Il existe **différentes structures pour accompagner l'enfant** dès son plus jeune âge, et soutenir ses parents. Puis l'école et les organismes périscolaires prennent le relais (lorsque l'enfant est en âge d'aller à l'école). Ils jouent un rôle capital dans le maillage d'un territoire et **constituent un facteur déterminant pour l'installation des jeunes actifs**.

Etant données les caractéristiques démographiques et le contexte socio-économique du territoire, la répartition des équipements liés à l'enfance est très hétérogène, le nord étant mieux pourvu que le sud et l'est.

Le taux d'activité des femmes et l'évolution des naissances sont des données importantes qui renseignent sur les besoins actuels et à venir en terme d'équipements scolaires et de structures de garde.

Tableau 7 : Taux d'activité des femmes dans le Pays Nord Haut-Marnais, en 1999

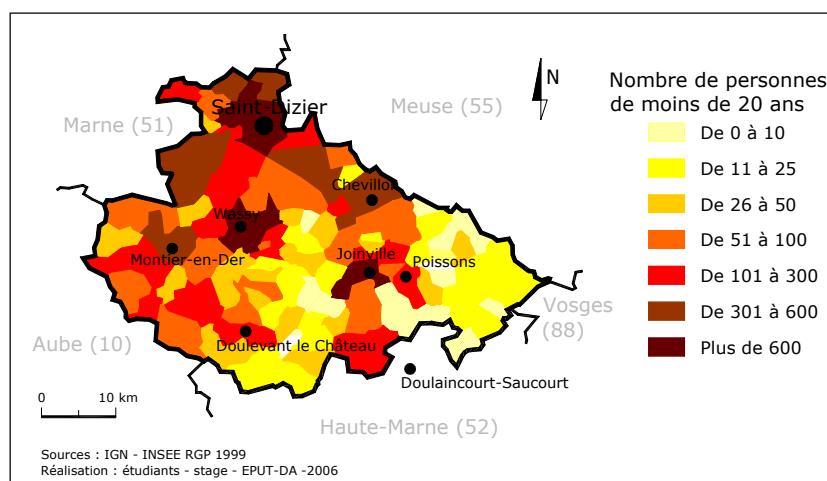
Tranche d'âges	Taux d'activité des femmes du Pays	Taux d'activité des femmes en France
15 - 19 ans	5%	5,50%
20 - 29 ans	70,10%	66,40%
30 - 39 ans	73,10%	81,70%
40 - 49 ans	74,70%	80,90%
50 - 59 ans	57,10%	65,80%

Source : INSEE, recensement de la population 1999.

Au sein du Pays, le taux d'activité des femmes entre 20 et 29 ans (70%), est supérieur aux moyennes nationale et régionale. Cette tendance laisse supposer un besoin conséquent en structures d'accueil pour la petite enfance, cette classe d'âge étant la plus susceptible d'avoir des enfants en bas âges.

Par ailleurs, étant donnée la diminution du taux de natalité, l'évolution des naissances (en baisse depuis le début des années 1980) ne semble pas changer de tendance.

A l'heure actuelle (depuis 1999), les jeunes de moins de 20 ans représentent 26 % de la population nord haut-marnaise. Ils sont cependant plus nombreux que les plus de 60 ans (23 % de la population totale). Par ailleurs, les habitants du Pays sont plus jeunes que dans l'ensemble du département.



Population de moins de 20 ans dans le Nord Haute-Marne en 1999

I. Enfance, jeunesse

La protection de l'enfance et la prise en charge de la jeunesse font partie des éléments forts pour le maillage d'un territoire, plus encore lorsqu'il s'agit d'un territoire tel que le Pays Nord Haut-Marnais, aux caractéristiques rurales très marquées : les structures y sont souvent peu nombreuses et éloignées du lieu de vie des usagers.

A) Protection de l'enfance

La protection de l'enfance fait partie des services d'action sociale du Conseil Général depuis la décentralisation de 1982, à travers la Direction de Solidarité Départementale (DSD). Le Pays est couvert par deux Circonscriptions d'Action Sociale (CAS) : celles de Joinville et de Saint-Dizier. Elles correspondent à un service décentralisé de la DSD et tiennent une place importante dans la vie sociale du Pays. En effet, elles sont chargées du suivi des dossier de Revenu Minimum d'Insertion et de l'aide sociale en général, mais elles gèrent également la protection de l'enfance, au travers des PMI (Protection Maternelle et Infantile).

La PMI est un service délocalisé qui emploie des médecins, des puéricultrices, des infirmières et parfois une sage-femme. Elle tient un rôle de prévention et travaille en lien avec les maternités. Elle se met à la disposition des parents lors d'une première naissance et suit l'enfant en réalisant le " Bilan des 4 ans " à l'école maternelle. Son objectif est de détecter les problèmes (santé, maltraitance) que peut rencontrer l'enfant, le plus tôt possible.

Le Pays Nord Haut-Marnais bénéficie d'un Foyer de l'enfance à Wassy. Géré par la CAS de Joinville, il se divise en trois structures :

- le foyer de l'enfance qui accueille les enfants en urgence, trois mois renouvelables une fois. Il offre 13 places ;
- la maison des enfants à caractère social (25 places) ;
- l'annexe, petite structure offrant trois appartements pour des jeunes presque majeurs.

Le foyer accueille les enfants qui rencontrent des difficultés (familiales...). Lorsqu'il est complet, le relais est pris par les familles d'accueil, qui sont environ 400 sur l'ensemble du département. En revanche, aucune structure ne permet de recueillir les nourrissons. La circonscription souligne en effet le besoin d'une pouponnière de 5 ou 6 places, suffisante pour tout le département. Il manque également un service de prise en charge et d'hébergement des jeunes mamans, le plus proche foyer maternel étant situé à Mulhouse.

En outre, il semble nécessaire de favoriser la prévention, qui est une mission de la CAS. Il s'agit d'un domaine plus flou qui nécessite des moyens et le développement de partenariats et d'initiatives locales.

En ce qui concerne l'accueil temporaire des enfants, différents types de structures ont été recensés et les acteurs sont divers. En effet, plusieurs modes de garde sont proposés aux parents, adaptés à leurs besoins et à l'âge des enfants : assistantes maternelles, crèches, haltes-garderies, garderies périscolaires, centres de loisirs...

Photo 7 : Foyer de l'enfance de Wassy



B) Accueil de la petite enfance

Les crèches, assistantes maternelles et halte-garderies s'adressent directement à la “ petite enfance ”, c'est-à-dire aux enfants de moins de 6 ans. Cependant, ces structures ciblent surtout les enfants non scolarisés puisqu'en France, les 3-6 ans sont aujourd'hui en majorité pré-scolarisés et ceux de 2 ans le sont à 35,2 %.

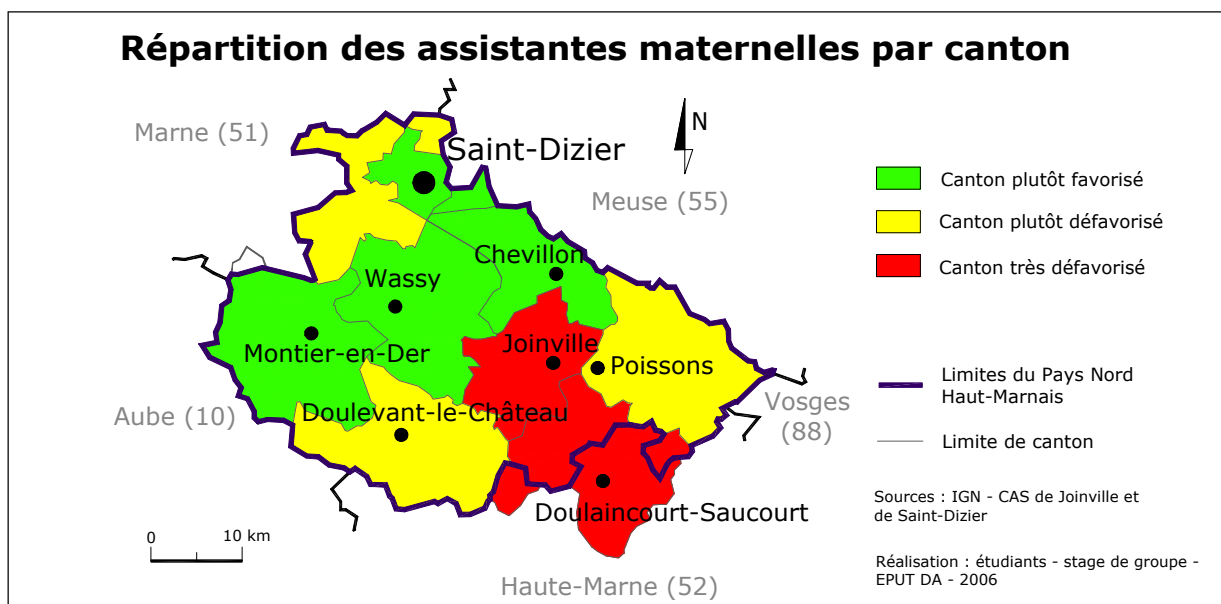
En France, le recours à une assistante maternelle est le mode de garde le plus répandu. En effet, malgré un coût initial plus élevé, cette formule se révèle plus économique que la crèche, après déduction des différentes aides sociales et fiscales. Au delà des préférences de chacun, le mode de garde est également déterminé par les places que proposent chaque structure. Cependant, on observe, au niveau national, que 60 % des enfants âgés de 4 mois à 2 ans et demi sont gardés par leurs parents, ce qui tend à diminuer la demande de garde par une personne ou un organisme extérieur.

Concernant les structures de garde, le département de la Haute-Marne est assez défavorisé dans son ensemble. Si en France, sur 100 enfants de moins de 3 ans, 31,5 peuvent être gardés par une assistante maternelle, et 13 accueillis en crèche familiale et accueil collectif, les possibilités sont bien moindres dans le département.

Le Pays est quant à lui équipé de manière très hétérogène. On constate que la moitié nord-est du Pays (Chevillon et agglomération de Saint-Dizier) possède un éventail relativement large de structures, tandis que la moitié située au sud et à l'ouest est très peu couverte : les équipements étant concentrés autour de Joinville et Poissons. Cette situation coïncide avec les caractéristiques démographiques de cette zone puisque les jeunes y sont peu présents.

1. Les assistantes maternelles : principal mode de garde dans le Nord Haute-Marne

Les assistantes maternelles sont des personnes agréées pour accueillir à leur domicile des enfants de moins de 3 ans et/ou scolarisés, en complément de l'école. La PMI a en charge les procédures d'agrément des assistantes maternelles permanentes (habilitées pour être des familles d'accueil) ou non (nourrices classiques). Elle vérifie les conditions d'accueil de l'enfant (examen médical, environnement familial, salubrité et taille du logement), puis le Président du Conseil Général donne l'agrément.



Au total, l'ensemble de la circonscription de Joinville recense 286 assistantes maternelles, celle de Saint-Dizier environ 320.

Deux cantons sont fortement défavorisés : Doulaincourt-Saucourt (avec 44 assistantes maternelles) et Joinville (72). Celui de Joinville pourra rattraper ce manque, grâce à la future implantation de la halte-garderie intercommunale.

Les cantons de Chevillon, Montier-en-Der, Saint-Dizier (centre et sud-est) et Wassy sont quant à eux plutôt favorisés.

Les Relais Assistantes Maternelles

Il existe deux Relais Assistante Maternelle (RAM) sur le Pays Nord Haut-Marnais. Le premier est situé à Saint-Dizier (créé en 1995) et le second à Montier-en-Der (créé en novembre 2005).

Selon la Caisse d'allocation Familiale (CAF), le relais assistante maternelle est défini comme un lieu ressource destiné à soutenir les familles dans la recherche d'un mode de garde et à aider les assistantes maternelles à sortir de leur isolement et à se professionnaliser par le biais de formations continues. La mission essentielle du RAM est donc de créer un environnement favorable aux conditions et à la qualité de l'accueil des enfants à domicile. Il est au service des familles, des assistantes maternelles et de tout professionnel de l'enfance.

Le RAM de Saint-Dizier constitue un point d'information pour les parents. Il les renseigne au sujet des différents modes de garde existant dans la circonscription d'action sociale. Il informe par ailleurs les assistantes maternelles sur leur statut professionnel, leur assure un lieu d'échanges et de conseils et les aide notamment lors de la mise en place du contrat de travail. Enfin il permet d'organiser des actions communes autour de la petite enfance. Il couvre le Nord du département, à savoir la circonscription d'action sociale de Saint-Dizier.

Le RAM est ouvert au public 17h par semaine : lundi et mardi de 14h à 17h, mercredi et samedi de 9h à 12h et le vendredi de 14h à 17h. Géré par une association, il travaille en partenariat avec la CAF et la Ville de Saint-Dizier. En 2004, le RAM a enregistré 73 adhésions, et 1 142 contacts (provenant d'assistantes maternelles et de parents).

Les assistantes maternelles ont connaissance de l'existence du RAM lors des réunions d'information qu'elles suivent au cours de leur procédure d'agrément. Quant aux parents, ils en sont informés par la PMI dès la sortie de la maternité (plaquette dans les maternités) ou par leur assistante maternelle.

Le RAM de Montier-en-Der a été créé suite à une demande du Centre Communal d'Action Sociale, en partenariat avec la CAF (qui subventionne les RAM). Il est ouvert le jeudi (de 9h à 12h et de 13h à 17h) et les 1er samedis matins du mois (9h à 12h). La permanence est assurée par une des deux employées du RAM de Saint-Dizier. Une enquête a été réalisée préalablement à la création du RAM de Montier-en-Der, afin de mieux évaluer l'offre et la demande. 60 assistantes maternelles ont alors été recensées sur le canton, réparties sur 13 communes. La ville de Montier-en-Der constitue un troisième partenaire du RAM.

2. Les crèches et haltes-garderies : complément des assistantes maternelles dans les pôles structurants

Seules deux communes proposent actuellement une alternative aux assistantes maternelles.

a) Les structures présentes à Saint-Dizier

Une structure municipale d'accueil permanent et occasionnel

Elle résulte de la réunion de la crèche municipale et de la halte-garderie associative et est gérée par la commune. La crèche peut accueillir jusqu'à 50 enfants de 2 mois et demi à 3 ans, de 7h à 19h15, du lundi au vendredi. Elle propose des tarifs en fonction du revenu des parents, sur la base d'un forfait mensuel.

Quant à la halte-garderie, ouverte du lundi au vendredi de 7h45 à 18h30, sur réservation, elle accueille les enfants de 2 mois et demi à 6 ans. Les tarifs sont fonction du revenu des parents, de leur lieu de résidence (Saint-Dizier ou l'extérieur) et du nombre d'heures de garde de l'enfant dans le mois.

Une structure multi-accueil régie par la CAF

Située en centre-ville, elle reçoit les enfants de 2 mois à 4 ans, du lundi au vendredi, de 7h à 19h15. La capacité d'accueil est de 52 enfants par semaine, cependant, les enfants n'y étant pas tous en même temps, 80 enfants peuvent être accueillis par semaine. Le personnel (équivalent temps plein de 14,5 personnes et deux vacataires - pédiatre et psychologue) est employé par la CAF. Les tarifs, fonction du revenu des parents, n'établissent pas de régime préférentiel pour les enfants bragards, ainsi, certains viennent de Joinville, lorsque les parents travaillent à Saint-Dizier. Les locaux ont été rénovés en 2003.

La complémentarité des organismes

Les structures d'accueil de Saint-Dizier (crèches, relais assistantes maternelles...) travaillent en réseau, ce qui permet aux parents d'avoir accès à une gamme large de modes de garde pour leurs enfants. La demande est ainsi globalement satisfaite. Par ailleurs, les tarifs sont les mêmes sur l'ensemble des structures d'accueil de la commune.

La structure multi-accueil travaille en partenariat avec d'autres organismes tels que le Jardin de Parole (structure associative qui accueille les enfants avec leurs parents, dans un but de sociabilisation des enfants), les écoles maternelles, le RAM, le Centre d'Action Médico-Social Précoce (enfants handicapés).

b) La structure présente à Wassy

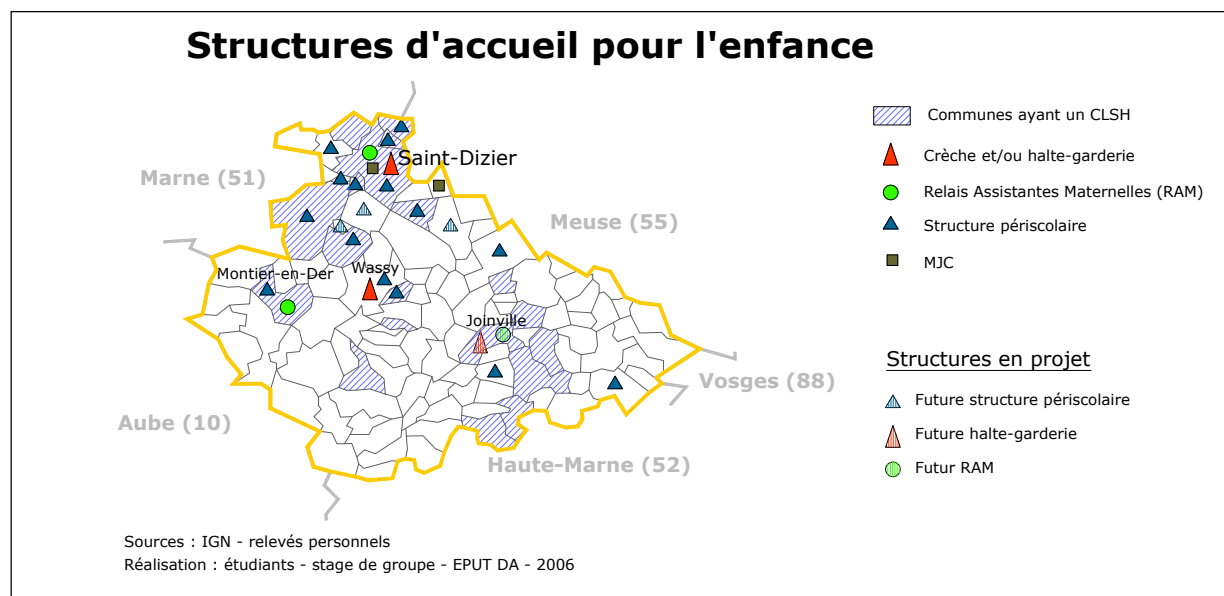
Il s'agit d'une garderie associative. Elle accueille les enfants dès la fin du congé de maternité et jusqu'au 6^{ème} anniversaire et n'est pas réservée aux habitants de Wassy. Ainsi les enfants viennent également des communes avoisinantes et quelques-uns de Saint-Dizier. La garderie est ouverte du lundi au vendredi de 7h15 à 18h, elle ne peut accueillir que 18 enfants. Elle atteint souvent sa capacité maximale et quelques enfants sont alors inscrits sur liste d'attente. Employant cinq salariés, elle propose des activités classiques en fonction des âges.

Photo 8 : La garderie de Wassy



c) Le projet Intercommunal Marne-Rognon

Une halte-garderie intercommunale accompagnée d'un RAM, doit être créée et ouverte fin 2006, à Joinville (Communauté de Communes de Marne-Rognon). La décision de mettre en place une structure d'accueil pour la petite enfance fait suite à une enquête afin d'évaluer les besoins de la population. Elle pourra accueillir ponctuellement une vingtaine d'enfants de quelques semaines à 4 ans, du lundi au vendredi, de 7h30 à 18h30. Les coûts de fonctionnement seront couverts par la participation des parents, une contribution de la CAF et celle de la communauté de communes.



C) Encadrement périscolaire

Il est adressé aux enfants scolarisés et regroupe l'ensemble de l'accueil en dehors du cadre scolaire, c'est-à-dire les matins et soirs, avant et après la classe, les midis, les mercredis et les vacances scolaires. Il comprend les garderies périscolaires, les cantines, les Centres de Loisirs Sans Hébergement (CLSH), les Maisons de la Jeunesse et de la Culture (MJC).

1. Des structures périscolaires peu nombreuses

Les structures périscolaires accueillent les enfants avant et après la classe. On en compte 12 sur l'ensemble du Pays dont 4 sont gérées par un CLSH. Les autres sont prises en charge par les communes si elles le peuvent, ou les structures intercommunales (c'est le cas à Fronville). Des garderies périscolaires sont actuellement en projet à Allichamps, Bayard-sur-Marne, et Humbécourt (projet de garderie pour l'accueil des enfants les soirs, mercredi et pendant les vacances scolaire).

Elles sont généralement ouvertes les soirs après l'école, jusqu'à 18h ou 19h et certaines peuvent accueillir les enfants avant la classe, le matin et les mercredis après-midi.

Cf. tableau des structures périscolaires en annexe 5 page 168.

2. Un service de restauration scolaire peu développé

Très peu de communes proposent actuellement un service de restauration pour les enfants du premier degré. On compte 11 cantines à Saint-Dizier et 7 réparties sur le territoire : à Echenay, Eclaron, Epizon, Eurville-Bienville, Fronville, Montier-en-Der, Poissons, celle de Joinville étant réservée pour la Classe d'Intégration Scolaire (CLIS). La commune de Moëslains accompagne les enfants au restaurant. Deux cantines sont en projet à Chancenay et Humbécourt, alors que d'autres ont fermé ces dernières années faute d'un nombre suffisant d'enfants. Une alternative à la cantine scolaire est déjà mise en œuvre dans certaines communes : les enfants peuvent amener leur repas à faire réchauffer et déjeuner dans une salle qui est mise à leur disposition. Elle permet aux parents qui travaillent de laisser leurs enfants à l'école le midi, malgré l'absence de cantine.

3. Les CLSH : un accueil diversifié

Créés dans les années 1960, les centres aérés répondaient alors principalement à un besoin de garde pour les enfants dont les parents travaillaient. Aujourd'hui, les centres de loisirs s'imposent comme un véritable espace éducatif complémentaire à la famille et à l'école. Ils se diversifient afin de mieux répondre aux besoins du public accueilli : centre de loisirs de proximité, accueil des préadolescents, accueil périscolaire...

a) Des partenaires multiples

Les CLSH travaillent en partenariat avec plusieurs organismes. L'Etat est le premier des partenaires des centres de loisirs, à travers la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports (DDJS), organisme de tutelle des CLSH.

Les communes sont l'interlocuteur principal des CLSH (notamment pour l'utilisation des locaux). Elles ont en effet la possibilité de prêter des locaux, de mettre à disposition du personnel, du matériel, et ainsi favoriser leur mise en place. Elles participent ainsi à l'investissement, mais également à leur fonctionnement (en tant que principal financeur, avec les parents). Enfin, les départements constituent la seconde collectivité territoriale partenaire des CLSH. Par l'intermédiaire des PMI, elle donne son avis pour l'ouverture d'un centre accueillant les enfants de moins de 6 ans et aide financièrement au démarrage du centre.



Photo 9 : Les jeux de plein air du CLSH de Brousseval

La CAF et la MSA sont des partenaires institutionnels importants qu'il est nécessaire de prendre en compte. Ils apportent des conseils techniques et des soutiens financiers avec des prestations de services, des subventions, les bons " vacances ".

b) Des prises en charge variées à l'échelle du Pays

Certains ne sont ouverts que pendant les vacances scolaires (les petites ou les grandes uniquement), d'autres les mercredis après-midi, et quelques uns assurent parfois la garderie périscolaire.

Sur les 16 CLSH que compte le Pays (hors agglomération de Saint-Dizier), 6 d'entre eux n'accueillent des enfants que l'été. Les autres ouvrent également durant les " petites vacances " (il y en a 9). Enfin 5 ouvrent également les mercredis après-midi.

Les CLSH de Bettancourt-la-Ferrée, Chancenay et Montier-en-Der par exemple, ne proposent des activités que durant l'été, en revanche ceux de Brousseval, Dommartin-le-Saint-Père, Eclaron, Eurville-Bienville, Poissons, et Vaux-sur-Blaise assurent l'accueil durant les " petites vacances ", les mercredis après-midi et parfois en périscolaire, avant et après la classe.

Les enfants d'Eclaron sont par exemple accueillis en périscolaire et durant les petites et grandes vacances. Avec une moyenne de 20 enfants par jour, il s'est avéré que le seuil était atteint. En effet, étant donné le nombre d'animateurs (deux à trois en période scolaire et jusqu'à 10 pendant les vacances), le nombre d'enfants accueillis ne peut être plus élevé.

Cependant, certains CLSH sont parfois menacés de fermeture lorsque le nombre suffisant d'enfants n'est pas atteint. C'est le cas de celui de Thonnance-lès-Joinville (organisé par les " Francas ") qui n'est pas certain d'ouvrir cet été, ou de Gudmont-Villiers qui n'est pas régulier.

Alors que certains CLSH atteignent le maximum de leur capacité d'accueil, d'autres ont des difficultés à obtenir un nombre suffisant d'enfants pour maintenir le centre ouvert.

A Saint-Dizier, il existe un système de garderie estivale qui permet d'accueillir les enfants de maternelle au sein de certaines écoles, durant les mois d'été. Diverses activités gratuites sont proposées tout au long de l'année et l'été pour les jeunes.

4. Les MJC : des structures dynamiques

Les MJC ont pour objectif de créer un lien social dans les villes, quartiers et villages, par les actions qu'elles mènent avec les habitants, les jeunes, les associations, les collectivités locales et les institutions. Elles privilégient l'épanouissement de la personne par l'accès à l'éducation et à la culture, afin que chacun dispose des moyens d'exercer pleinement sa citoyenneté et participe à la construction d'une société plus solidaire.

Les MJC sont des associations Loi 1901, d'éducation populaire et sportive, agréées par la Direction Nationale de La Jeunesse et des Sports. Il existe trois MJC dans le département, deux d'entre elles sont situées dans le Nord Haute-Marne, à Saint-Dizier et à Chamouilley.

La MJC Albert Schweitzer de Saint-Dizier a été créée en 1965, à la demande de la ville, des habitants et du Ministère. Elle compte aujourd'hui 702 adhérents dont 40 % ont plus de 25 ans.

Les enfants peuvent s'inscrire dès l'âge de six ans et les adultes n'ont pas de limite d'âge. Plus de 90 % de l'activité concerne néanmoins les moins de 25 ans.

Les adhérents paient une cotisation annuelle et une participation par activité. Ils viennent de la ville de Saint-Dizier et des communes alentours, quel que soit le département. Ils sont de plus en plus nombreux (plus 143 par rapport à 2004). En 2004, ils étaient 119 adhérents supplémentaires (c'était la 3ème année consécutive de hausse après la baisse de 2001). Cependant, les chiffres ne reflètent pas le réel nombre d'utilisateurs puisque beaucoup ne profitent que ponctuellement de certains événements (exposition...), sans être inscrits. Ce type de fréquentation est de plus en plus courant et constitue un des objectifs des MJC.

Les financements viennent principalement de la Ville de Saint-Dizier (55 %) à laquelle la MJC est liée par une convention d'objectifs. Celle-ci établit les grandes lignes d'orientations suivies par la MJC et un bilan est réalisé chaque année.



Photo 10 : La MJC Albert Schweitzer de Saint-Dizier

La MJC propose différents types d'activités : accompagnement scolaire, sport, loisirs créatifs, musique, danse, et organise un CLSH durant l'été pour les enfants de 6 à 12 ans. La MJC dispose de plusieurs équipements : un gymnase pour les pratiques sportives, un point information jeunesse et un point Cyb.

La MJC souhaite développer les activités existantes, en créer de nouvelles et renforcer le partenariat avec la MJC de Chamouilley qui a moins de moyens.

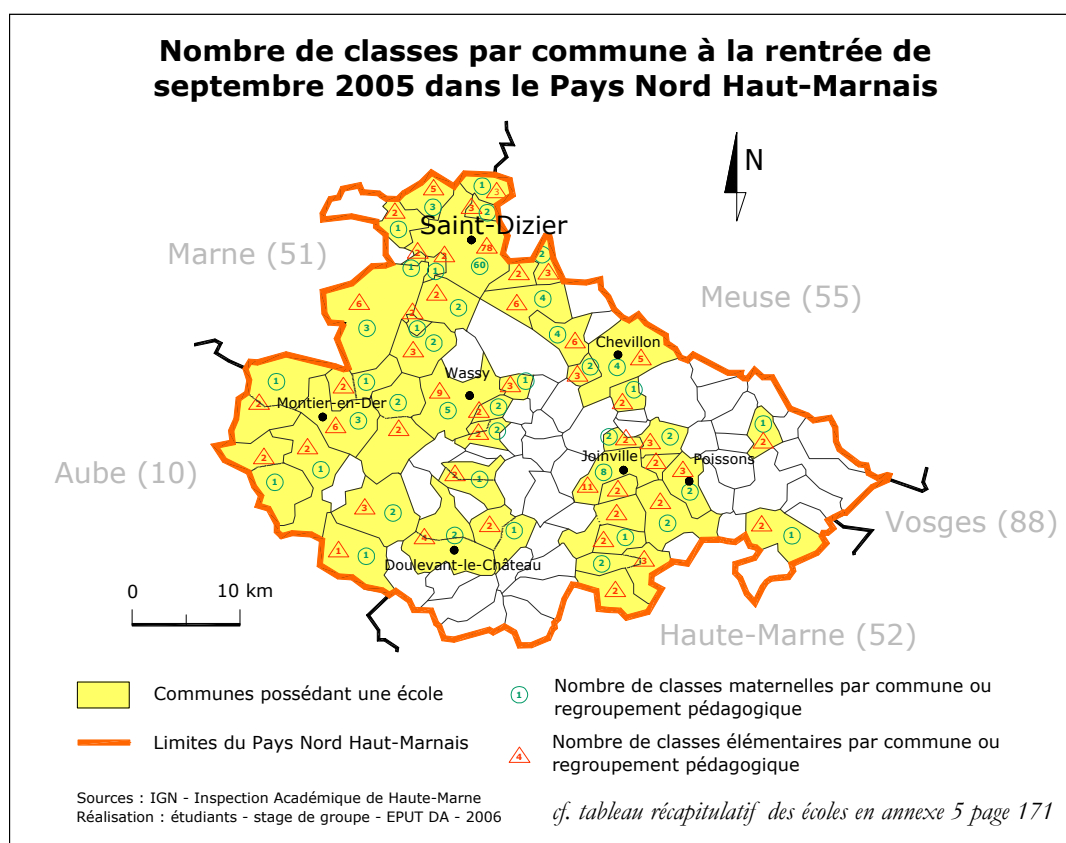
Conclusion

Les services liés à l'enfance sont assez diversifiés, en particulier autour de Saint-Dizer, où les parents bénéficient d'un éventail large de modes de garde. Sur le reste du territoire, l'offre se restreint souvent aux assistantes maternelles. Pour l'accueil des enfants scolarisés, les CLSH, répartis inégalement dans le Pays, nécessiteraient une meilleure organisation, afin de maintenir leur présence sur le territoire. La prise en charge des enfants en périscolaire semble, quant à elle, assez faible.

II. L'Enseignement

L'Etat doit garantir les conditions d'égal accès de chaque enfant, à l'éducation et à la réussite scolaire. Ce principe doit guider les décisions d'implantation géographique des écoles, collèges, lycées et formations supérieures. L'enseignement, service public au sens propre, constitue un élément marquant du maillage du territoire. Il est en effet déterminant pour l'accueil de nouvelles populations et le maintien des celles déjà présentes, c'est en particulier le cas du premier degré.

A) Le premier degré



Les écoles sont réparties de manière très inégale. Elles se concentrent en effet autour des chefs lieu de canton ; les extrémités sud et est du Pays, ainsi que le centre, sont très faiblement couverts. Cette répartition est fonction de l'âge de la population de ces zones, les moins de 20 ans étant peu nombreux. Le Pays compte actuellement 95 écoles, dont 25 sont situées à Saint-Dizier. Les écoles maternelles sont ouvertes aux enfants de moins de 6 ans, pour lesquels la scolarisation n'est pas obligatoire ; il y en a 26 en Nord Haute-Marne. Il existe 40 écoles élémentaires qui accueillent les enfants du CP au CM2. Enfin les écoles primaires, au nombre de 29, regroupent la maternelle et les classes élémentaires. Les classes maternelles comptent en moyenne 22 enfants par classes, sur l'ensemble du Pays, tandis que les classes élémentaires n'en dénombrent qu'une vingtaine. En 1999, la moyenne nationale était de 25,4 élèves par classe en maternelle et 23,8 en élémentaire. Bien que cette tendance soit à la baisse, les chiffres du Pays semblent en dessous des moyennes nationales.

Il existe six classes d'intégration scolaire (CLIS), classes adaptées aux enfants handicapés : une à Joinville, quatre à Saint-Dizier, et une à Wassy. Celle de Joinville bénéficie d'un service de restauration scolaire.

Depuis plus de 10 ans, le département connaît une baisse régulière des effectifs. Malgré quelques élèves supplémentaires à la rentrée 2005-2006, l'Inspection Académique de la Haute-Marne prévoit une nouvelle diminution pour les rentrées 2006-2007 et 2007-2008. Ainsi des classes ou des écoles ferment chaque année et donnent souvent lieu à des regroupements pédagogiques. Cependant, la mise en réseau ne peut constituer une réponse adaptée que si elle respecte la proximité du service public de l'éducation, par le maintien du nombre optimal de structures scolaires.

A la rentrée 2005, l'école de Perthes a fermé et celle de Montreuil-sur-Blaise a fusionné avec celle de Vaux-sur-Blaise. En 2004, deux regroupements ont été opérés à Saint-Dizier et un à Joinville. On dénombre ainsi à l'heure actuelle 10 regroupements pédagogiques. Depuis 2003, 5 écoles ont fermé (à Chatonrupt-Sommermont, Joinville, Osne-le-Val, Perthes et Wassy).

Pour la rentrée 2006-2007, la fermeture d'une des deux classes de maternelle de Vaux-sur-Blaise est programmée. De même, huit classes sont menacées de fermeture dans les écoles de Saint-Dizier, dont six de manière quasi certaine. Les deux autres pourraient être épargnées par la prochaine mise à disposition de 70 logements près d'une des deux écoles concernées. De même, l'arrivée du Rafale sur la base aérienne de Saint-Dizier va entraîner l'implantation de nouvelles familles, ce qui pourrait permettre le maintien de certaines classes menacées.



*Photo 11 : Le groupe scolaire Y.
REGIN à Chamouilley*

B) Le second degré

1. Les collèges

Le département de la Haute-Marne compte actuellement 9 309 collégiens, dont 4 300 sont inscrits dans les collèges du territoire Nord Haut-Marnais. En 10 ans, les établissements haut-marnais ont enregistré une diminution de plus de 3 000 inscriptions. En revanche, la rentrée 2005-2006 a vu une légère augmentation du nombre de collégiens : 102 élèves supplémentaires se sont inscrits par rapport à l'année précédente.

Le Pays dénombre 10 collèges au total, dont six sont situés à Saint-Dizier. Deux des établissements de Saint-Dizier sont privés. Les autres collèges sont localisés à Chevillon, Joinville, Montier-en-Der et Wassy. Ceux de Doulaincourt-Saucourt et Froncles (hors Pays) accueillent également des élèves du sud-est du Pays.

Il existe par ailleurs un Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (EREA) à Wassy. L'EREA est un Établissement Public d'Enseignement rattaché à la Direction des Lycées et des Collèges au Ministère de l'Éducation Nationale. Il accueille des élèves à partir de 11 ans dont les difficultés scolaires et/ou sociales ne leur permettent pas de tirer profit d'une scolarité en classe ordinaire de collège ou de lycée. L'établissement dispense une formation générale, technologique et professionnelle qualifiante de niveau V, leur permettant souvent d'obtenir un CAP.

2. Les lycées

Le département de la Haute-Marne compte actuellement 8 096 lycéens (5 347 sont inscrits en lycée général et technologique et 2 749 en lycée professionnel). En 10 ans, cet effectif a diminué de près de 300, ce qui est peu, comparé à la baisse du nombre de collégiens.

En outre, 73,6 % des collégiens s'inscrivaient au lycée il y a 10 ans, alors qu'ils sont aujourd'hui 87,1 % à s'y rendre.

Le Pays compte sept lycées. Quatre d'entre eux sont situés à Saint-Dizier. Les lycées " Saint-Exupéry " et " Blaise Pascal " sont des établissements publics qui proposent chacun des formations générales et technologiques, et des filières professionnelles. Les deux lycées privés (" ESTIC " et " Assomption ") jouent un rôle de relais important lors des échecs au baccalauréat, les élèves se réinscrivant souvent dans ces établissements.

Le lycée polyvalent de Joinville propose également les filières générales, technologiques et professionnelles. Celui de Wassy n'offre qu'une formation professionnelle tandis que celui de Droyes offre une formation agricole dès la classe de 4^{ème} et propose un Bac Professionnel " conduite et gestion d'exploitation ".

Tableau 8 : Les effectifs des lycées Nord Haut-Marnais en 2005

Ville	Nom du lycée	LGT	LP	LA	Total
Saint-Dizier	Saint-Exupéry	1057	424		1481
Saint-Dizier	Blaise Pascal	270	240		510
Saint-Dizier	Immaculée Conception (privé)	328	355		683
Saint-Dizier	Assomption (privé)	106			106
Joinville	Philippe Lebon	359	147		406
Wassy	Emile Baudot		241		241
Droyes	Lycée agricole privé			114	114

Source : Inspection Académique de la Haute-Marne

Le nombre total de lycéens s'élève à 3 190 sur le Pays, 2 401 d'entre eux sont inscrits dans un lycée public et 819 sont inscrits dans les deux lycées privés de Saint-Dizier. 1860 lycéens sont inscrits dans la filière générale et technologique, et 1330 dans la filière professionnelle.



Photo 12 : Le Lycée professionnel de Wassy

Tableau 9 : L'évolution des effectifs des lycées Nord Haut-Marnais depuis 2003

Année scolaire	Lycées Publics			Lycées Privés			TOTAL
	Filière Générale et technologique	Filière Professionnelle	Total	Filière Générale et technologique	Filière Professionnelle	Total	
2003-2004	1654	1057	2711				
2004-2005	1682	1010	2692	404	415	819	3511
2005-2006	1426	975	2401	434	355	789	3190

Source : Inspection Académique de la Haute-Marne

Les lycées professionnels de Joinville, Saint-Dizier, Wassy et par le Centre de formation des apprentis de l'industrie (CFAI) proposent des BEP, CAP et Bac Pro essentiellement des secteurs tertiaire et industriel.

Le CFAI forme actuellement 110 apprentis, du CAP au BTS, venant essentiellement du Nord Haute-Marne, et peu du sud puisque les jeunes sont de moins en moins mobiles. Certains viennent parfois de Bar-le-Duc ou Vitry-le-François.

La filière technologique du lycée de Joinville et du lycée Blaise Pascal à Saint-Dizier se limite au Bac STI. Saint-Dizier concentre donc la plus grande diversité de formation du Pays.

Afin de permettre aux élèves de rejoindre ces établissements, le Conseil Général a mis en place un système de cars scolaires, transportant 1 400 élèves par jour (cf. deuxième partie : " être en lien, communiquer ").

cf. Tableau des formations professionnelles du Pays en annexe 5 page 169.

3. Centre d'Information et d'Orientation (CIO) de Saint-Dizier

Le CIO de Saint-Dizier permet aux jeunes ou aux personnes du Pays souhaitant changer de voie professionnelle, de se documenter sur les formations et les orientations possibles. Pour ce faire, sept conseillers d'orientation sont à leur disposition du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30. Les conseillers assurent également une permanence d'une demi-journée par semaine dans les collèges et lycées du Pays (cantons de Joinville, Saint-Dizier, Wassy...) et une journée pour les plus grands établissements.

Il existe par ailleurs au sein du CIO une Mission Générale d'Insertion. Son rôle est de suivre les élèves qui viennent de sortir du système scolaire. Elle répertorie les élèves qui ont échoué et les contacte dans le but de leur proposer des formations et des orientations adaptées. Les jeunes ne répondent pas forcément mais ont la possibilité d'être aidés. Ils suivent par ailleurs, les jeunes en difficultés scolaires tout au long de l'année.

4. Formations supérieures

Les formations post-bac que l'on trouve sur le Nord Haute-Marne sont réduites à quelques BTS (Brevet de Technicien Supérieur) et une école d'infirmière (au sein du Centre Hospitalier André Breton). Les BTS sont proposés par trois lycées (Saint-Exupéry, Blaise Pascal et Immaculée Conception) et le Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie (CFAI) qui propose un BTS Tertiaire. Ils touchent essentiellement les domaines du tertiaire (pour six d'entre eux) et de l'industrie (deux).

Les bacheliers qui souhaitent aller à l'Université se dirigent en principe vers Reims et Nancy. Troyes n'est pas privilégié, l'accès étant difficile. A Chaumont il existe seulement une antenne de l'IUFM. Les étudiants sont donc souvent contraints de quitter le département pour poursuivre des études supérieures, même s'ils souhaiteraient parfois pouvoir rester à Saint-Dizier. Cette situation ne facilite pas le maintien de la population jeune sur le territoire nord haut-marnais.

Conclusion

En matière d'enseignement, le Pays est touché par un manque de formations supérieures, tout comme l'ensemble du département. Ce phénomène a pour conséquences d'encourager le départ des jeunes et de limiter la qualification des nord haut-marnais, ce qui représente un frein indéniable au développement du Pays.

SOUS-THEME 2 : CULTURE, LOISIRS ET SPORTS

Une offre culturelle et sportive de qualité est une plus-value qui permet à un territoire d'attirer de la population et de favoriser le maintien de ses forces vives.

1. L'offre culturelle

A) Des équipements qui mériteraient d'être mieux utilisés

Le territoire dispose d'un certain nombre d'équipements qui lui permettent d'accueillir des manifestations réunissant jusqu'à 600 spectateurs. La salle Aragon est la plus utilisée de Saint-Dizier, elle dispose de 550 places mais peut être configurée pour accueillir 690 spectateurs et proposer 880 places pour certains spectacles debout.

On ressent néanmoins un manque d'équipements en salles plus spécialisées ou capables d'accueillir des manifestations de plus grande envergure : spectacles culturels, salons d'entreprises...

Rares sont les structures offrant une programmation culturelle continue sur le Pays Nord Haut-Marnais. Celles-ci sont essentiellement situées dans les pôles structurants du territoire :

- Salle Aragon (Saint-Dizier) ;
- Théâtre municipal de Saint-Dizier (actuellement fermé pour travaux) ;
- Espace Camille Claudel (expositions) ;
- Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Saint-Dizier ;
- Château du Grand Jardin de Joinville.



Photo 13 : Le Château du Grand Jardin à Joinville.

Source : www.jedecouvrelafrance.com

D'autres équipements sont susceptibles d'organiser des manifestations culturelles mais n'affichent pas de programmation permanente :

- Le Palace de Saint-Dizier ;
- Les médiathèques de Bettancourt-la-Ferrée, Saint-Dizier, Sommevoire ;
- Le Pôle socio-culturel et l'auditorium de Montier-en-Der ;
- L'auditorium de Joinville ;
- etc...

Faute d'équipements suffisants, les événements ont occasionnellement lieu dans les halles ou les gymnases, transformés en théâtre pour l'occasion.

Des projets viennent améliorer l'offre culturelle

Pour remédier au manque en matière culturelle sur son territoire, la Communauté de Communes du Val de Blaise prévoit la réhabilitation du théâtre de Wassy en salle de spectacle, après plus de 40 ans de fermeture. Le Grand Projet de Ville (GPV) de Saint-Dizier inclut quant à lui la construction d'une nouvelle salle de spectacles, plus moderne, et d'un lieu pour les musiques actuelles (studio de répétitions, petite salle de concert, espace de convivialité et d'information).

B) Quelques festivals animent la vie culturelle locale

Le Pays Nord Haut-Marnais organise des événements dont la renommée dépasse les limites du Pays.

Le Festival International de la Photo Animalière et de Nature de Montier-en-Der a lieu chaque année, le troisième week-end de novembre. Rassemblant 30 000 visiteurs en 2005, ce festival mêlant expositions, conférences et démonstrations de matériel, est devenu une référence pour les amateurs et professionnels de la photographie. L'Association pour le Festival de la Photographie Animalière et de Nature (AFPAN) joue un rôle clé dans sa mise en place, aidée du Club Léo Lagrange de Saint-Dizier et grâce au soutien de la SEMGEST (organisatrice du festival " Volcans 2005 ").

Le Festival Hot' Marne Jazz présente depuis 11 ans " quelques facettes de la fine fleur du jazz d'aujourd'hui " sur l'ensemble du territoire départemental. L'édition de 2006 se déroulera du 29 mars au 13 avril, dans les communes de :

- Bettancourt-la-Ferrée : médiathèque ;
- Joinville : Château du Grand Jardin ;
- Vecqueville : salle des fêtes ;
- Saint-Dizier : médiathèque Romain Rolland, salle Aragon ;
- Montier-en-Der : auditorium.

Chaque année, la compagnie **La Plume Verte** organise un festival de théâtre à Thonnance-lès-Joinville, dont la renommée ne cesse de croître. Alors qu'en 1996 ce festival se déroulait sur 7 jours et avait accueilli 850 spectateurs, il s'est étalé sur 13 jours en 2005, attirant plus de 17 000 spectateurs. Ce festival accueille un public issu de tout le Nord Haute-Marne. En effet, le nombre de spectateurs de la commune ne représente environ que 20 % du public par soirée.



Cette année, l'association monte un nouveau festival de spectacles et animations réunissant musiciens, clowns, humoristes, jongleurs... Baptisé **Festi'PLUM**, il aura lieu les 4, 5 et 6 août 2006 à Suzannecourt. En partenariat avec une commune et une association de cette commune, Festi'PLUM sera chaque année un nouveau festival, changeant de commune et d'association. Cette manifestation permettra ainsi un maillage temporaire du territoire qui ne demandera qu'à être pérennisé.

Photo 14 : Le festival de spectacles et d'animations Festi'PLUM 2006 à Suzannecourt.

Source : <http://perso.wanadoo.fr/plume.verte/>

La Fête des Moissons de Dommartin-le-Saint-Père accueille jusqu'à 15 000 visiteurs. Organisée par l'association Echo Village de la Blaise, cette manifestation unique dans la région est conçue comme un spectacle authentique des pratiques agricoles, sylvicoles et des métiers connexes qui ont marqué la société rurale de 1850 à 1950.

La " Route des Orgues en Haute-Marne " propose une série de concerts dans des églises au cadre superbe dont certaines possèdent des orgues signés du facteur Cavaillé-Coll.

Le festival " Humours d'hivers " : une programmation rassemblant des comiques à la salle Aragon de Saint-Dizier.

Chaque année, l'association Alternative culturelle présente son **festival Mai'Scènes** et ses pièces de théâtre qui déambulent dans la ville de Saint-Dizier. Spectacles scolaires, spectacles amateurs, tous supervisés par des metteurs en scène professionnels, lectures, stages et ateliers viennent rythmer ces quelques jours avant l'été.

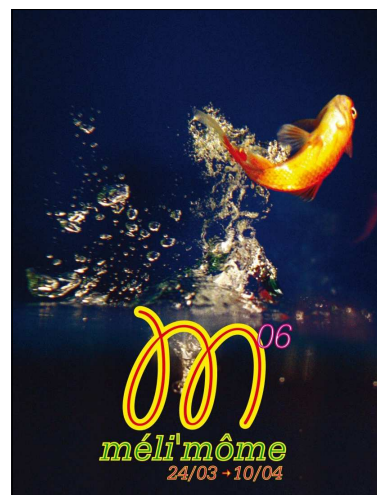


Le festival " Musical'été " tourné vers les pratiques musicales actuelles, propose une série de concerts en plein air, dans le parc du Jard de Saint-Dizier et mêle groupes locaux, régionaux, nationaux et même internationaux.

Pour l'édition 2006, **Méli'mômes** s'est déroulé du 24 mars au 10 avril à Reims, Epernay, Saint-Dizier et Sedan. Danse, Théâtre, Contes et Chansons sont chaque année au programme de cette manifestation à destination de tous les enfants de 1 à 13 ans. L'association Nova Villa participe à l'organisation de Méli'mômes qui cherche à soutenir la création Jeune Public, des représentations sont même destinées aux bébés.

Photo 15 : Le festival Méli'mômes 2006 présent à Saint-Dizier.

Source : www.meli-mome.com



La fréquentation croissante de ces festivals illustre le développement croissant du domaine culturel. La 16ème édition de Mai'Scènes a par exemple bénéficié d'une augmentation de 20 % des entrées en 2002. Les associations ne sont pas étrangères à leur bon fonctionnement. A Saint-Dizier, de nombreuses associations œuvrent ainsi aux côtés de la Ville pour promouvoir la culture. C'est notamment le cas de l'Association Départementale pour le Développement Musical et Chorégraphique (ADDMC 52) qui s'implique dans l'organisation du festival Hot'Marne Jazz, la route des orgues en Haute-Marne...

C) Les écoles de musique

Avec 5 écoles de musique sur le Pays, les collectivités semblent encourager la pratique musicale.

Tableau 10 : Les écoles de musique présentes sur le Pays

Dénomination	Localisation	Nombre d'élèves	Nombre de professeurs	Disciplines proposées
Ecole de Musique Intercommunale Jean Wiener	Saint-Dizier	450	16	piano, guitare, violon, violoncelle, flûte, hautbois, clarinette, saxophone, trompette, trombone, percussions, accordéon, activités d'ensemble, jazz, jardin musical
Ecole Municipale de Musique	Joinville	77	6	clarinette, saxophone, flûte, trompette, trombone, tuba, percussions, clairon, piano
Ecole de Musique Intercommunale	Montier-en-Der	100	7	tuba, saxophone, clarinette, trompette, flûte, trombone, formation musicale, percussions, orchestres
Ecole de Musique	Sommevoire	37	8 (bénévoles)	flûte traversière, clarinette, trompette, saxophone, percussions
Ecole Municipale de Musique	Wassy	62	5	tuba, trombone, euphonium, percussions, clarinette, saxophone, flûte, trompette

Source : relevés personnels, 2006

Avec 716 élèves sur le Pays et une variété non négligeable de disciplines proposées, les écoles de musique semblent bien fonctionner.

D) Un accès soutenu à la lecture

La volonté d'une offre d'information et de documentation égale pour tous, confère aux bibliothèques un rôle dans le maillage culturel du territoire. " La bibliothèque aide ses usagers à se forger une capacité de jugement personnel, elle contribue à réduire les inégalités sociales et culturelles ". (cf. rapport d'activité 2004 de la MDHM)

Deux types de structures existent sur le territoire Nord Haut-Marnais : la médiathèque Romain Rolland de Saint-Dizier et le réseau de la Médiathèque Départementale de Haute-Marne (MDHM).

1. La médiathèque Romain Rolland de Saint-Dizier

La médiathèque de Saint-Dizier vient compléter l'offre de lecture proposée par le réseau de la Médiathèque Départementale de Haute Marne.

Une aire d'influence élargie

Sur les 3 744 inscrits en 2005, un tiers n'habite pas Saint-Dizier.

Une structure à l'écoute des besoins de ses usagers

La médiathèque s'adresse particulièrement au public âgé par le biais de portage d'ouvrages et de séances de lecture dans les maisons de retraite de Saint-Dizier : Le Chêne et la Résidence de la Noue.

La médiathèque travaille également avec toutes les écoles maternelles et primaires de la ville : accueil des classes, collaboration avec les professeurs des écoles, dépôt de livres dans onze écoles pour alimenter les bibliothèques scolaires. La sensibilisation des jeunes à la lecture semble porter ses fruits, on comptait en 2004 :

- 0-14 ans : 1586 inscrits ;
- 15-24 ans : 729 inscrits ;
- 25-59 ans : 1160 inscrits ;
- plus de 60 ans : 269 inscrits.

L'ouverture de l'espace multimédia en 2002, entraînant l'embauche de deux animatrices multimédia à temps complet pour la mise en place de formation (Internet, Paintshop, Word, Excel...), a également généré une augmentation du public adolescent.

Un fonctionnement riche de partenariats

La médiathèque cherche à tisser un réseau, notamment à travers des animations organisées en partenariat :

- les agents de la médiathèque ont la possibilité de suivre les formations proposées par la MDHM ;
- appartenance au Réseau Régional Inter-bibliothèques : conservation partagée des périodiques, formations et journées professionnelles ;
- en lien avec l'Association Départementale pour le Développement de la Musique et de la Danse : accueil d'un concert de découverte dans le cadre du festival " Hot Marne Jazz " ;
- avec des écoles : " heure du conte ", " ronde des albums ", expositions... ;
- animation pour la Fête de la Musique avec l'école de musique de Saint-Dizier ;
- organisation de " Ville en Fête " à Saint-Dizier (octobre) avec des associations.

D'éventuelles améliorations à apporter

Au regard du nombre d'habitants de Saint-Dizier, la médiathèque ne semble pas correspondre aux recommandations préconisées par le Ministère de la Culture :

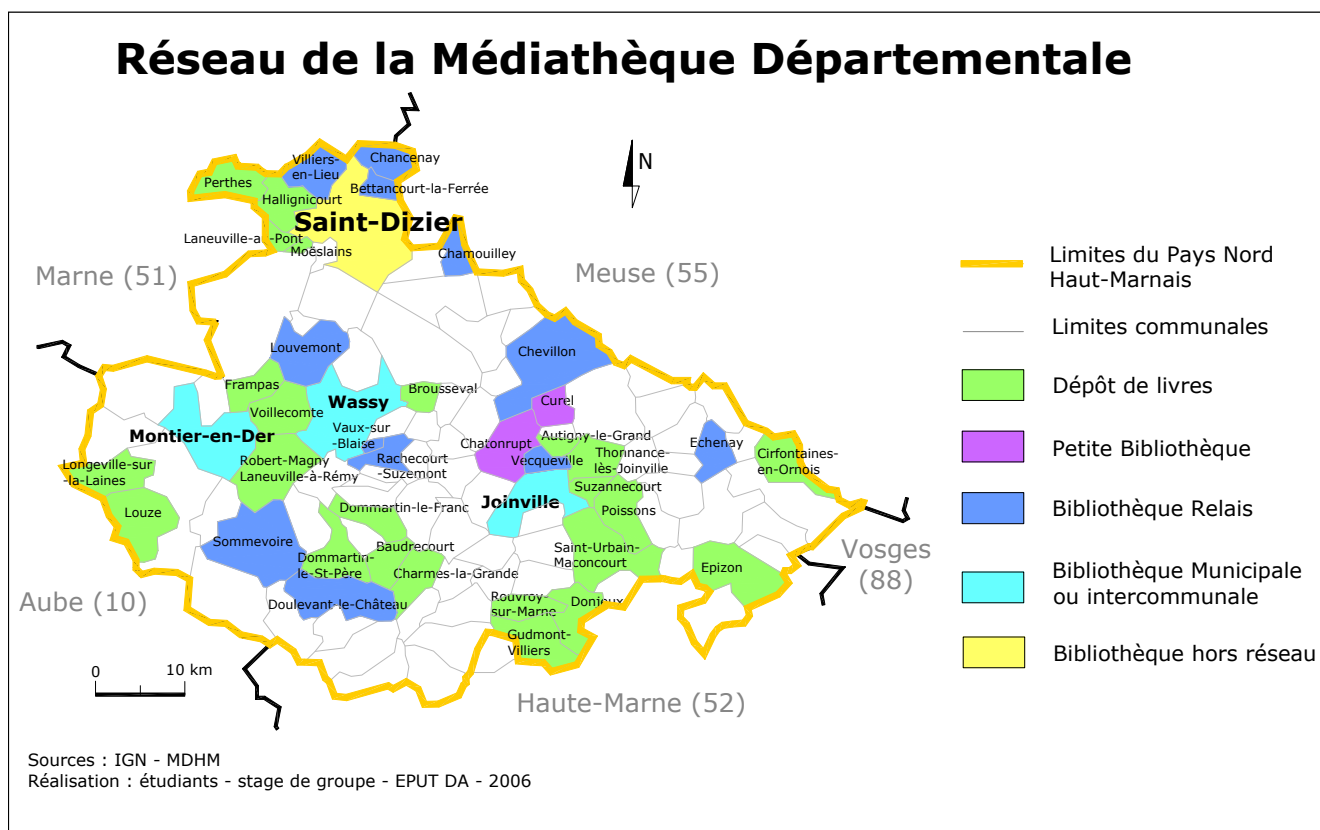
- avec 17 employés, au lieu de 19 pour une ville de la taille de Saint-Dizier, la médiathèque fonctionne en sous-effectif ;
- avec une superficie de 1 200 m² au lieu de 1 700 m², la médiathèque apparaît sous dimensionnée.

Par ailleurs, son agencement ne permet pas de réserver une salle pour l'organisation de concerts. Une partie de " l'espace adultes " doit alors être " vidée " lors de ces manifestations, empêchant les lecteurs d'avoir accès à tous les ouvrages. Les six postes informatiques, mis à la disposition du public en accès libre, semblent par ailleurs insuffisants.

Pourtant, les attentes des usagers semblent globalement satisfaites puisque le nombre d'inscrits se maintient.

2. Un réseau étendu et dynamique

Sur le territoire Nord Haut-Marnais, des efforts sont réalisés afin de favoriser l'accès à la lecture pour tous. Au centre de cette initiative, depuis 1986, la Médiathèque Départementale de Haute-Marne (MDHM) a pour mission d'aider les communes de moins de 10 000 habitants dans la création et le développement d'un service de lecture publique, réduisant ainsi les inégalités géographiques d'accès à la culture. Il s'agit d'un centre de ressources qui constitue et gère une collection de documents culturels (livres, revues, CD, DVD, vidéos, partitions...) qu'il diffuse auprès des bibliothèques partenaires du réseau. La MDHM n'accueille donc pas de public dans ses locaux de Choignes (Pays de Chaumont).



Le règlement d'intervention en matière de lecture publique, adopté par l'Assemblée Départementale en 1995, distingue différents types de bibliothèques. Sur le territoire du Pays Nord Haut-Marnais, on compte :

- 3 bibliothèques municipales ou intercommunales

Elles se développent dans des bassins de population importants (plus de 2 500 habitants) dans des locaux adaptés répondants aux normes de surface de l'Etat (0,07 m² par habitant). Le budget d'acquisition de documents doit être d'au moins 2 € par habitant. Elles emploient au moins un agent permanent qualifié et rémunéré. Il est nécessaire qu'elles soient ouvertes quatre jours par semaine minimum et que les collections soient informatisées.

Contrairement à celle de Joinville, la gestion des structures de Wassy et Montier-en-Der s'effectue depuis peu au niveau intercommunal.



Photo 16 : La Halle au Blé de Montier-en-Der accueillant la bibliothèque intercommunale.

- 12 bibliothèques-relais

Elles sont mises en place dans les communes ou associations de communes de plus de 500 habitants dans un local de 100 m² minimum pour pouvoir bénéficier des aides de l'Etat (ou 0,07m² par habitant). Les structures sont gérées par du personnel qualifié (rémunéré ou bénévole). Ouvertes au public au minimum quatre heures par semaine, le budget d'acquisition de documents doit être d'au moins 2 € par habitant.

- 2 petites bibliothèques

Elles sont ouvertes sur des communes ou associations de communes de moins de 500 habitants dans leur propre local d'au moins 20 à 30 m². Ces structures doivent être ouvertes au public au moins deux heures par semaine et gérées par du personnel qualifié (rémunéré ou bénévole).

- 24 dépôts de livres

Situés dans un local municipal non scolaire, les dépôts sont généralement gérés par du personnel bénévole et ouverts au public une heure par semaine au minimum.

Pourtant, malgré les normes imposées par la MDHM, celles-ci ne sont pas toujours respectées. Ainsi, certains points dépôts ne sont ouverts qu'une demi-heure par semaine, ne permettant pas aux usagers de profiter pleinement de l'offre de lecture disponible.

Des structures peuvent s'agrandir et changer de statut, dynamisant l'offre culturelle sur le Pays. Le dépôt de Chamouille s'est ainsi transformé en bibliothèque-relais en 2005.

Avec ses deux bibliobus et son musibus, la MDHM assure le renouvellement des documents dans toutes les structures du réseau. De plus, une navette fonctionnant depuis 1994 permet de fournir en urgence les documents réservés par les lecteurs des bibliothèques municipales et relais. On constate d'année en année une nette évolution de ce service qui répond à un réel besoin et permet une meilleure rotation des documents.

L'intérêt porté par la population du département pour la lecture et la fréquentation de bibliothèques structurées, là où elles existent, est bien visible. En effet, le taux d'habitants desservis inscrits en bibliothèque (18,26 %) était supérieur à la moyenne nationale (10,6 %) en 2004. De même, on note une augmentation de 676 inscrits entre 2001 et 2005 pour la seule médiathèque de Wassy. Par ailleurs, avec un nombre de lecteurs quasiment constant sur le département, celui des prêts connaît une augmentation significative de 3,27 % entre 1994 et 2004.

La MDHM tend à développer son activité. En effet en 2004, elle a dépensé 1,38 € (dépenses d'acquisition) par habitant à desservir alors que pour ce type de département, la moyenne nationale s'élève à 1,20 € par habitant. On assiste également à l'augmentation de la surface des bibliothèques. Alors que la surface moyenne des bibliothèques municipales était de 200 m² en 1999, elle avoisinait les 350 m² en 2004.

3. Des difficultés locales

a) De grandes disparités locales freinant le développement de la lecture publique

Avec un fonds documentaire composé de 267 946 documents, l'offre de la MDHM est quantitativement satisfaisante. Les fonds musicaux et vidéo semblent cependant insuffisants pour répondre à la demande des usagers.

D'autre part, les Technologies d'Information et de Communication (TIC) et l'informatisation sont trop peu développées, gênant le fonctionnement en réseau des structures et le développement d'actions communes. Sur l'ensemble du département, seulement seize bibliothèques sont équipées d'un logiciel de gestion documentaire.



Photo 17 : La bibliothèque-relais de Doulevant-le-Château, proposant des activités aux scolaires.

La réalisation d'activités avec les scolaires, même si elle a bien lieu, pourrait se développer si les transports en communs maillaient le Pays de manière plus efficace. En général les scolaires fréquentent la structure présente sur leur commune quand elle existe. Les écoles du canton de Wassy auraient la possibilité d'utiliser plus facilement la médiathèque si les déplacements étaient facilités.

Les points dépôts apparaissent souvent mal signalisés. Il arrive que des habitants ne connaissent pas l'existence d'un tel service dans leur commune. Ce manque de communication de la part de la municipalité ne favorise pas la fréquentation et donc le développement de ces structures.

Si les bibliobus concourent à améliorer le maillage du territoire, leur fonctionnement pourrait être optimisé. Ceux-ci ne desservent les structures que trois fois par an et seulement 500 documents peuvent être renouvelés par tournée pour les bibliothèques relais.

Afin d'améliorer leur accessibilité, les bibliothèques devraient adapter leurs horaires d'ouverture selon les besoins de la population. En effet, aucune structure n'est ouverte entre 12 et 14 heures et rares sont celles qui fonctionnent après 17 heures. Certaines tentent tout de même de s'adresser au plus grand nombre. Citons par exemple le dépôt de livres de Suzannecourt, certes ouvert un jour par semaine mais entre 17 et 19 heures.

Par ailleurs, nombreuses sont les structures ne disposant d'aucun budget spécifique pour l'organisation d'animations.

b) Des communes peu impliquées

En raison de budgets d'acquisition souvent trop faibles voire inexistants, les communes sont trop dépendantes de l'offre documentaire de la MDHM. Or, les dépôts de la MDHM ne peuvent répondre à eux seuls aux besoins de la population. Le relais doit être pris par les communes au niveau de l'offre en nouveautés (livres et disques) et des abonnements aux revues, qui sont toujours fort plébiscités par les emprunteurs, et qu'un service départemental ne saurait multiplier.

Des outils mis en place par la MDHM existent afin de dynamiser l'offre culturelle. Pourtant, peu de communes en bénéficient. En effet, des expositions itinérantes sont mises à disposition et livrées gratuitement aux bibliothèques qui le souhaitent. Néanmoins, en 2004, seules 42 communes du département ont profité de ces expositions.

De plus, malgré des politiques de subventions particulièrement incitatives menées par le Département, la Région et le Centre National du Livre, pour la construction ou la rénovation de locaux, l'aménagement mobilier des bibliothèques et leur informatisation, rares sont les communes à en profiter.

c) Quand le réseau associatif prend le relais

Manquant de professionnels pour faire fonctionner les structures existantes, le personnel des bibliothèques est de plus en plus composé de bénévoles, signe que le réseau associatif comble peu à peu les déficiences publiques.



Photo 18 : La médiathèque de Wassy.

Par ailleurs, nombreuses sont les structures ne disposant d'aucun budget spécifique pour l'organisation d'animations. Grâce à la MDHM, des concerts dans le cadre du festival " Hot Marne Jazz " ont pu avoir lieu à la médiathèque de Wassy qui n'avait alors que 20 % du coût à supporter. Celle-ci n'ayant pas de budget propre à l'organisation d'animations, cette somme a été apportée par des associations.

Ainsi, il apparaît que la MDHM assure un rôle de levier dans le développement de la lecture sur le territoire haut-marnais. Même si depuis 1986 et les premières lois de Décentralisation, le Conseil Général est chargé du développement de la lecture publique sur le territoire (et en particulier des communes de moins de 10 000 habitants), les communes ont un véritable rôle à jouer dans le développement de la lecture et doivent saisir l'impulsion donnée par la MDHM.

E) Le 7e Art faiblement diffusé sur le Pays

1. Une offre de cinéma rare...

Actuellement, il n'existe qu'un cinéma sur la Pays. Implanté à Saint-Dizier, Le Cyrano dispose de quatre salles mais sera fermé courant 2006 pour laisser place au nouveau multiplexe Ciné-Quai. Composé de sept salles, celui-ci sera implanté sur le site de l'ancienne friche industrielle MIKO. D'un concept nouveau, Ciné-Quai permettra de développer l'offre de films et la projection de films d'art et essai.



Photo 19 : Le projet Ciné-Quai "Miko" à Saint-Dizier.

Source : www.ville-saintdizier.fr

2. ... que souhaite combler " Ciné-Ligue "

Seules cinq autres communes du Pays bénéficient d'une offre de cinéma. Les Fédérations d'Oeuvres Laïques de Champagne-Ardenne et des associations affiliées à la Ligue de l'Enseignement, ont créé un circuit de diffusion du cinéma en milieu rural et suburbain. Les films projetés sont récents (sortie nationale) et permettent ainsi à la population rurale, éloignée des salles de cinéma de Saint-Dizier (ou Chaumont pour le sud du Pays), de garder un contact régulier avec la création cinématographique. Le but de " Ciné-Ligue " n'est pas de concurrencer les salles fixes de cinéma. Il s'agit d'amener le cinéma auprès de ceux qui n'auraient pas la possibilité de s'y rendre.

Avec une mission de développement culturel local, " Ciné-Ligue " Champagne-Ardenne développe dans chaque point de projection un partenariat avec une association locale qui joue le rôle de relais auprès de la population et de la municipalité.

Tableau 11 : Les projections de Ciné Ligue sur le Pays

Commune	Relais	Lieu de projection	Nombre de spectateurs /séance	Entrée dans le circuit
Montier-en-Der	Office du Tourisme	salle de spectacle	26	1993
Joinville	Mairie	Auditoire	50	1999
Chevillon	Médiathèque	Médiathèque	21	2000
Doulevant-le-Château	Syndicat d'initiatives	Salle polyvalente	57	2001
Brousseval	Association "tu parles d'une troupe"	Salle des fêtes	41	2002

Source : Ciné-Ligue, relevés personnels, 2006

Les projections ont lieu en moyenne deux fois par mois à Joinville et une fois par mois dans les autres communes du circuit. Il faut également prendre en compte la fréquence des séances scolaires (circuit " jeune public ") qui se déroulent deux à trois fois par an dans chaque point de projection d'octobre à juin.

Malgré une faiblesse de l'offre de projections, le Pays semble pourtant bien doté. En effet, sur six points de projection en Haute-Marne, cinq sont sur le Pays. Ce système de " cinéma ambulant ", relayé par une communication efficace, fonctionne bien. On compte en moyenne 43 spectateurs par séance et 110 projections en 2004 sur le département.

Les communes doivent contacter " Ciné-Ligue " pour faire partie du circuit de diffusion. Elles doivent pour cela être situées à plus de quinze kilomètres d'une salle de cinéma fixe, disposer d'une salle avec une autorisation de la commission sécurité et déposer un dossier d'autorisation d'exploitation auprès du Centre National du Cinéma (CNC). Les projections sont alors assurées par un projectionniste qualifié, salarié de " Ciné-Ligue " et ont lieu en soirée ou en matinée, notamment pour les scolaires.

F) L'identité du territoire peu valorisée

Les pratiques culturelles peuvent être envisagées comme des vecteurs de cohésion interne au territoire, notamment par le développement en direction des habitants du Pays, d'activités liées à la culture locale. Des initiatives se développent pour faire connaître et sensibiliser la population au patrimoine local.

Organisées à Saint-Dizier, les Folies Médiévales permettent notamment à des élèves de Saint-Dizier de découvrir le patrimoine de leur ville, à travers des jeux de piste.

Le musée municipal de Saint-Dizier, ouvert toute l'année et gratuit pour tous, présente dans l'ancien Hôtel des Postes, de riches collections relatives à l'histoire et à l'environnement bragards.



Photo 20 : Le Musée Municipal de Saint-Dizier.

Source : www.ville-saintdizier.fr

Ce sont essentiellement les associations qui tentent de faire connaître et reconnaître l'identité de leur territoire. L'association Terroir Wasseyen cherche ainsi à conserver la mémoire de la moyenne vallée de la Blaise et de la ville de Wassy. Pour cela, elle organise chaque année des concerts, théâtre, expositions et conférences.

Le Pays Nord Haut-Marnais recèle un riche patrimoine industriel. L'Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Métallurgique (ASPM), née en 1990 à Wassy, souhaite valoriser ce patrimoine le long d'une " Route du Fer ", qui a reçu en 1992, le Grand Prix de l'Innovation Touristique. Celle-ci a ainsi jeté les bases du Pôle d'Economie du Patrimoine des vallées du fer et de la fonte. La DATAR l'a ainsi reconnu en 1995. Il visait à développer l'offre économique et touristique en valorisant le patrimoine culturel de cette région dont l'image emblématique allie fonte d'art et savoir-faire. Si ce projet est aujourd'hui abandonné, il a permis de rassembler le monde associatif autour d'un même projet et est devenu un circuit touristique reconnu.

Cette route relie quatre sites principaux (le Haut-Fourneau de Dommartin-le-Franc, " le Paradis " de Sommevoire, l'usine d'Osne-le-Val et Saint-Dizier) dans un circuit de 26 étapes touristiques et culturelles, et fonctionne aujourd'hui grâce au milieu associatif (les compagnons de Saint-Pierre, les compagnons de l'histoire.....).

Ainsi, même si des initiatives se développent, les actions de sensibilisation et de communication sur le patrimoine sont encore insuffisantes et méritent d'être développées.



Photo 21 : Un des éléments situés sur la Route du Fer, ici à Sommevoire.



Photo 22 : Le patrimoine métallurgique très présent à Osne-le-Val.

II. LOISIRS ET SPORTS

A) L'offre de Loisirs

Peu de structures fournissent une offre de loisirs. Le parc de loisirs familial Der Aventure propose tout de même des ballades d'arbre en arbre pendant les mois de mai à septembre.

Pendant la période estivale, l'école de voile du stade nautique du Lac du Der peut accueillir jusqu'à 80 enfants. Le lac du Der offre par ailleurs, un cadre idéal pour la pratique de la randonnée (pédestre ou en VTT). Depuis quelques années, une piste cyclable en site propre de 38 kilomètres a même vu le jour.

" Avec plus d'un hectare de forêt par habitant, la Haute-Marne est un Eden pour le randonneur " (www.tourisme-hautemarne.com). Plus d'une vingtaine de circuits pédestres, équestres et VTT sont ainsi accessibles sur le Pays, permettant notamment de découvrir ou de redécouvrir le patrimoine industriel et d'emprunter les anciens chemins de hallage. Le nombre d'itinéraires est en perpétuelle expansion : le circuit Marne-Ornel devrait ainsi être inauguré en mai 2006.

Les berges du canal de la Marne à la Saône ou les nombreux lacs (lac du Der, lac des Leschères) offrent également des opportunités de détente aux nord haut-marnais. Le Pays propose ainsi aux pêcheurs un cadre privilégié, tant par le nombre des espaces de pêche que par la qualité et la diversité des espèces présentes.

B) Une offre sportive à coordonner

1. Des équipements nombreux mais peu diversifiés

Rares sont les communes à ne proposer aucune activité sportive à leurs habitants. Presque toutes les communes disposent d'un terrain de football ou d'un court de tennis.

Les équipements plus conséquents se situent dans les chefs-lieux de canton, permettant de créer des pôles sportifs accessibles aux communes alentours. C'est ainsi que Montier-en-Der regroupe un dojo, un stade, un boulodrome, des courts de tennis et le Cosec offrant plusieurs salles en intérieur et des terrains extérieurs. On peut ainsi voir apparaître des inégalités d'accès au sport entre le nord et le sud du Pays, beaucoup d'équipements se concentrant à Saint-Dizier.



Photo 23 : Le stade de Chevillon.

Malgré le nombre important d'équipements, on peut tout de même en déplorer le manque de diversité. De même, hormis les gymnases ou dojos, peu d'équipements sont couverts sur le territoire, réduisant considérablement l'offre sportive en hiver. Sur 31 communes proposant la pratique du tennis, 2/3 n'offrent que des courts en plein air. Par ailleurs, peu d'équipements de grande envergure sont capables d'accueillir des compétitions sportives sur le territoire.

La pratique de la natation semble par ailleurs peu favorisée. En effet, seul le centre nautique de Saint-Dizier, ouvert depuis juillet 2004, propose cette activité. Outre l'amélioration de l'offre de loisirs sur le Pays, la création du centre nautique, géré par la communauté de communes Saint-Dizier, Der et Perthois et l'implantation du futur multiplexe, permettent aujourd'hui de revaloriser tout un quartier en cœur de ville, compris entre la gare SNCF et l'ancienne usine Miko. Unique dans la région, le centre nautique n'a pourtant attiré que 268 personnes pour son ouverture soit un peu plus de 25 % de sa capacité.



Photo 24 : Le Centre Nautique de Saint-Dizier, ouvert en 2004.

Le projet de piscine à Joinville est quant à lui " tombé à l'eau " en raison d'un coût de fonctionnement trop élevé et difficile à prendre en charge par l'intercommunalité. Ainsi, la multitude d'équipements, essentiellement communaux, ne nuirait-elle pas à la création d'équipements intercommunaux de plus grande ampleur ?

2. Un remarquable maillage associatif du domaine sportif

Preuve du dynamisme du territoire, plus de 400 associations sportives du Pays sont agréées par la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports (DDJS).

L'Office Municipal des Sports (OMS) est une structure de concertation, de dialogue entre les différentes composantes du sport. Il est le lien entre les associations sportives et d'une manière plus générale, les représentants de tous les secteurs d'activités physiques et sportives, et la Municipalité. L'OMS de Saint-Dizier regroupait 60 associations en 2001.

Les associations sont bien visibles sur le territoire. La seule Communauté de Communes du Pays du Der en recense actuellement une quarantaine.

La vie associative dense crée un dynamisme local non négligeable. Elle est à l'origine de l'organisation de nombreuses manifestations sportives. Parmi les plus importantes, on peut citer le triathlon de Poissons organisé le 1er septembre par l'association Poissons Triathlon.

Conclusion

Ainsi, le bilan concernant l'offre culturelle et sportive proposée sur le territoire paraît mitigé. En effet, le Pays Nord Haut-Marnais ne semble pas jouir pleinement de ses atouts culturels. Si les associations fournissent des efforts pour mailler au mieux le territoire, comme le prouve le développement de l'itinérance (Ciné Ligue, Festi'PLUM...), l'offre en équipements, qu'ils soient culturels ou sportifs, reste plus ou moins satisfaisante.

Par ailleurs, même si l'offre reste encore à développer et à diversifier, une large partie de la population nord haut-marnaise ne connaît pas ce qui est déjà proposé sur le territoire. Des efforts de communication sur l'existant seraient peut-être à envisager.

Les équipements, participant au cadre de vie et donc à l'attractivité des territoires, devraient certainement être pensés à l'échelle intercommunale. Ainsi, les partenariats sont à développer, notamment avec les programmations culturelles des pôles structurants (Saint-Dizier, Joinville) pour favoriser le partage d'animations (expos, concerts...).

Bilan

S'ouvrir aux autres,
s'ouvrir au monde

FORCES	FAIBLESSES	MENACES	OPPORTUNITES
ENFANCE, JEUNESSE, ENSEIGNEMENT			
_ offre de modes de garde diversifiée _ des CLSH aux fonctions multiples _ l'offre de structures d'accueil correspond à la demande à Saint-Dizier _ des effectifs par classes peu élevés	_ mauvaise répartition de l'offre en structures d'accueil _ manque de cantines _ insuffisance de l'offre en formation supérieure _ offre de formation peu adaptée aux projets des jeunes _ répartition inégale des écoles	_ fermeture de CLSH en raison d'un manque d'enfants _ fermeture de classes par manque d'effectifs _ persistance de la fuite des jeunes qui veulent poursuivre des études supérieures	_ ouverture prochaine d'une halte-garderie à Joinville _ diversification des fonctions des CLSH _ regroupements pédagogiques qui permettent de maintenir la présence de l'école en milieu rural _ beaucoup d'étudiants souhaiteraient poursuivre leurs études
CULTURE ET SPORT			
_ Richesse et dynamisme du milieu associatif _ Des manifestations culturelles attractives	_ Projets essentiellement communaux _ Répartition inégale des équipements culturels _ Identité locale peu valorisée _ Disciplines sportives peu variées et manque d'équipements dans certaines disciplines	_ Manque d'investissements dans des équipements structurants	_ Développement de l'itinérance _ Mise en réseau des structures

Orientations

- Favoriser les échanges et les partenariats entre les structures.
- Privilégier la gestion intercommunale des services.

THEME 2

ETRE EN LIEN, COMMUNIQUER

SOUS-THEME 1 : LES TRANSPORTS

I. Un potentiel mal exploité

Le Pays Nord Haut-Marnais apparaît comme un territoire de passage plutôt enclavé. En effet, malgré la proximité des pôles parisien et lorrain, ce territoire n'est pas concerné par l'A31 dont bénéficie le sud du département, ni par l'A26 qui relie Reims à Troyes. Le territoire dispose toutefois d'un axe structurant nord-sud (N67) et de la N4 qui situe Saint-Dizier à égale distance de Paris et Strasbourg. Cet axe, emprunté par 9 000 à 14 000 véhicules par jour selon les tronçons, est essentiellement composé d'un trafic de transit (23 % de transits nationaux et internationaux, 28 % de transits de proximité et 49 % des déplacements locaux).

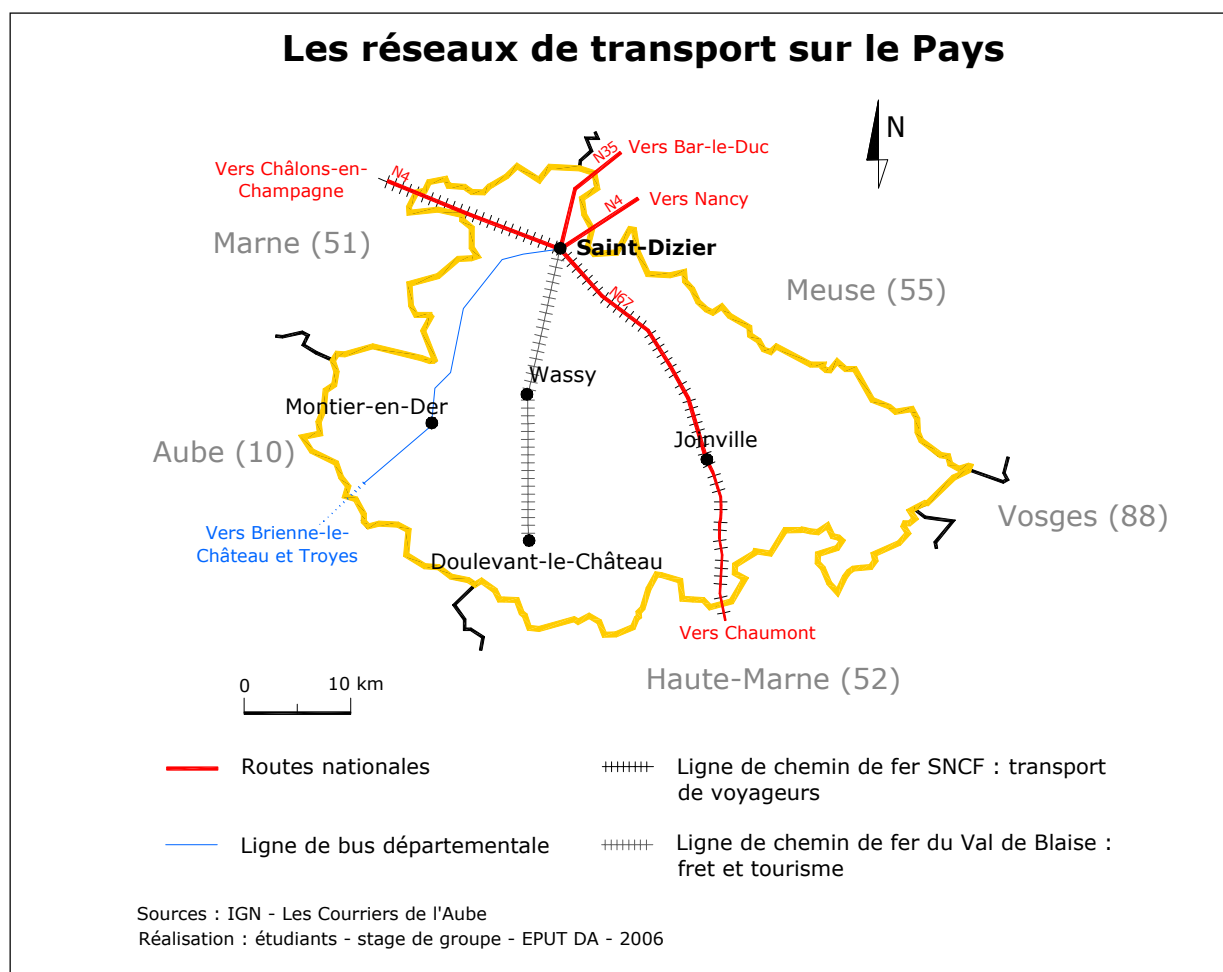
Des infrastructures autoroutières quasi-inexistantes

Souvent considéré comme " au milieu de nulle part ", le département de la Haute-Marne n'est que très peu desservi par le réseau autoroutier pourtant développé dans l'Est :

- A4 entre Strasbourg, Reims et Troyes ;
- A5 entre Chaumont et Paris ;
- A31 entre Nancy et Dijon.

Seule la ville de Chaumont est connectée aux autoroutes A5 et A31, le territoire nord haut-marnais étant totalement exclu du réseau Est.

Etre en lien,
communiquer



II. Une offre en transport collectif assez restreinte sur le territoire Nord Haut-Marnais

A) Une offre régionale et interrégionale limitée

1. Des infrastructures aéroportuaires peu développées

Il existe une base aérienne (la base 113) à proximité de Saint-Dizier, mais celle-ci ne permet pas le transport de voyageurs.

Quant au transport de marchandises, le projet Europort Paris-Champagne à Vatry (51), localisé à une cinquantaine de kilomètres de Saint-Dizier et déclaré d'utilité publique en 1996, est appelé à devenir la première plate-forme multimodale de fret d'Europe, combinant transport aérien intercontinental, transport routier et ferré.

2. Un réseau ferroviaire peu attractif

Au sein du département, les liaisons SNCF sont très limitées et intéressent un public principalement scolaire. La ligne Paris-Strasbourg, via Nancy permet aux étudiants du Pays de gagner l'Université de Nancy. Cependant, ils n'accèdent pas directement à cette ligne et doivent passer par Bar-le-Duc ou Vitry-le-François.

Par ailleurs, même si des lignes irriguent le Pays, elles ne font que le traverser. La ligne TER Reims - Dijon, via Culmont en est un exemple.



Photo 25 : La gare de Joinville

L'ouverture de la ligne Paris-Strasbourg du TGV-Est, prévue le 10 juin 2007, desservira entre autres les gares de Reims, Nancy, Metz, Strasbourg, Châlons-en-Champagne, Vitry-le-François, Bar-le-Duc. Il participera au développement régional en améliorant la desserte champardennaise. Cependant, Saint-Dizier n'étant pas sur le tracé, l'accessibilité au Pays Nord Haut-Marnais ne s'en trouvera que faiblement améliorée.

Toutefois, même sans le passage du TGV en gare de Saint-Dizier, quatre allers-retours quotidiens seront mis en place avec la capitale contre deux aujourd'hui. Ces liaisons directes permettent de relier Paris en 2h20.

B) Des lignes départementales peu nombreuses

1. Les lignes TER mises en place par la SNCF

Au niveau régional, quatre lignes TER maillent le territoire du Pays, desservant les gares et arrêts par le biais de trains ou de cars.

Tableau 12 : Les Lignes TER et les communes desservies sur le Pays

N°	Nom de la relation	Gares ou arrêts desservis dans le Pays	Moyens de transport
2	Paris – Saint-Dizier	Saint-Dizier	Trains
6	(Charleville) – Reims – Dijon – (Marseille)	Joinville, Saint-Dizier	Trains
14	Epernay – Saint-Dizier	Villiers-en-Lieu, Saint-Dizier	Trains et/ou cars
15	Saint-Dizier – Chaumont	Saint-Dizier, Eurville, Bienville, Bayard, Rachecourt, Chevillon, Curel, Chatonrupt, Vecqueville, Joinville, Rupt, Fronville, Donjeux, Rouvroy, Gudmont	Cars et/ou trains selon les communes desservies

Source : SNCF, 2006

**Etre en lien,
communiquer**

La ligne 2 : propose 2 trajets dans le sens Saint-Dizier/Paris. Départs à 5h59 et 17h47 et 2 trajets dans le sens Paris/Saint-Dizier (départs : 7h04 et 18h24).

La ligne 6 : propose 6 trajets dans le sens Saint-Dizier/Joinville et 9 dans le sens Joinville/Saint-Dizier.

La ligne 14 : propose 3 trajets dans le sens Saint-Dizier/Villiers-en-Lieu et 4 dans le sens Villiers-en-Lieu/Saint-Dizier.

La ligne 15 : propose de multiples trajets entre 6h00 et 20h45 mais ne dessert pas la totalité des communes de la ligne tout au long de la journée.

Par exemple, Rupt, commune de 306 habitants, n'est desservie que 4 fois dans le sens Saint-Dizier/Chaumont et 3 fois dans le sens Chaumont/Saint-Dizier (dont 2 fois entre 16h et 18h).

Cet exemple illustre bien le fait que seules les communes les plus peuplées bénéficient d'un réel choix en ce qui concerne les horaires de trajets et la desserte le long de ce même trajet.

De plus, il faut noter que :

- seules 15 communes du Pays sur 104 sont desservies par cette ligne, soit 14,4 % du territoire ;
- cette ligne est la seule des quatre à desservir d'autres communes que Saint-Dizier et Joinville.

2. Les lignes de bus mises en place par le Conseil Général

Au niveau du transport départemental, il existe quatre lignes de cars mises en place par le Conseil Général de la Haute-Marne, trois d'entre elles traversant le Pays. Deux lignes sont assurées par les Courriers de l'Aube :

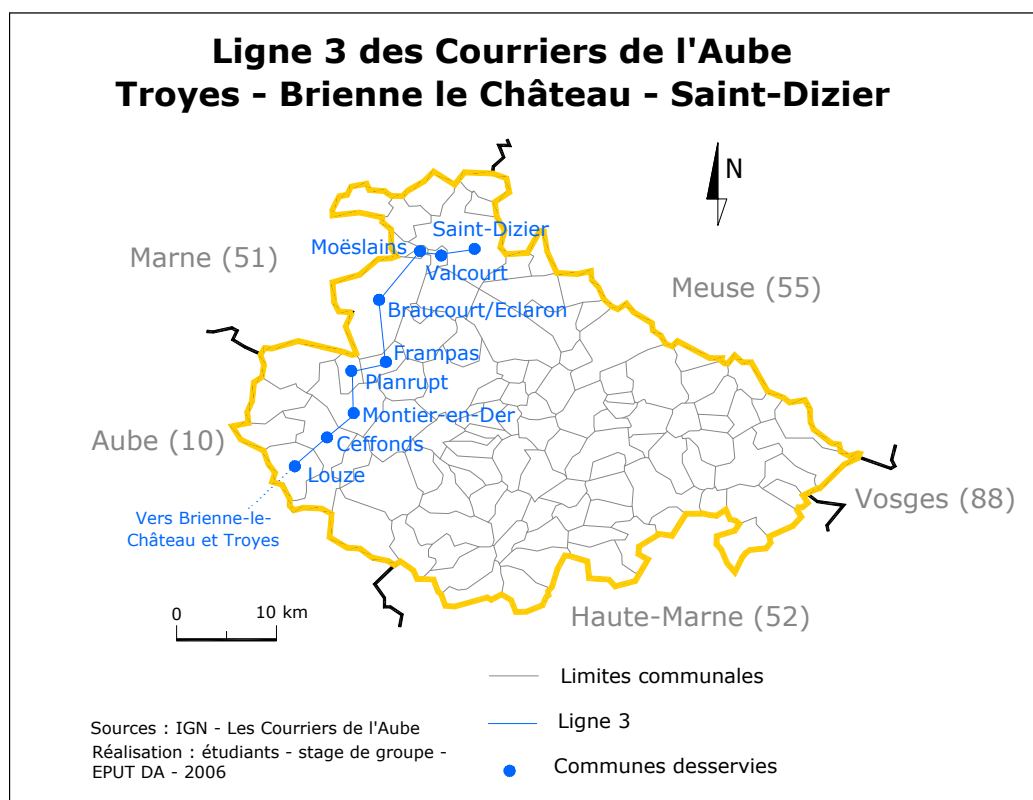
La ligne 30 : Louze - Montier-en-Der - Saint-Dizier , dessert seulement 13 communes du Pays (soit 12,5 % du territoire). De plus, un seul horaire propose de desservir l'ensemble des communes traversées dans les deux sens de circulation.

L'offre de transport est donc relativement pauvre sur cette ligne que ce soit en terme d'horaires ou de desserte.

· La ligne 3 : Troyes - Brienne le Château - Saint-Dizier, dessert seulement 10 communes du Pays (soit 9,6 % du territoire). Trois horaires proposent de desservir toutes les communes traversées et ce, quel que soit le sens de circulation. (un le matin et deux le soir).

L'offre de transport de cette ligne est donc acceptable en terme d'horaires mais très insuffisante en terme de desserte.

N.B. : Si ces deux lignes empruntent quasiment le même itinéraire, la ligne 30 permet en plus de rejoindre les villes de Longeville et Lanleville-au-Pont.



**Etre en lien,
communiquer**

La troisième ligne, assurée par les Rapides de la Meuse, relie Saint-Dizier à Bar-le-Duc et dessert la commune de Bettancourt-la-Ferrée.

Au total, seulement 28 communes du Pays sont desservies par un réseau de transport collectif (réseau TER ou départemental), soit 27 % du territoire.

C) Une offre locale à étoffer

1. Le réseau de transport urbain de Saint-Dizier

Il existe un réseau de transport urbain à Saint-Dizier : Oréa (établissement secondaire des Courriers de l'Aube). Le réseau est composé de trois lignes de bus principales (plus de 500 000 voyageurs par an) et de deux lignes de transport à la demande pour les scolaires et les salariés des Zones Industrielles. Une navette (mini-bus) mise en place en septembre 2005, propose un circuit en centre-ville. Les nombreuses dessertes et la souplesse des horaires indiquent que ce réseau semble répondre aux besoins de mobilité des bragards, d'autant plus que la ville de Saint-Dizier n'est pas très étendue.

2. Le transport scolaire

Le transport scolaire est assuré sur le territoire nord haut-marnais par le SITCAR (Syndicat Intercommunal de Transport par CAR) basé à Wassy. Le réseau du SITCAR, composé de 15 lignes régulières, dessert plus d'une centaine de communes dont les principales sont : Doulevant-le-Château, Joinville, Saint-Dizier, Montier-en-Der et transporte environ 1 400 élèves. Financé en grande partie par le Conseil Général, ce syndicat est seulement chargé du transport de personnes. L'organisation du transport scolaire incombe au Conseil Général mais d'autres structures peuvent également développer ce service.

D'autre part, les cars du transport scolaire peuvent être utilisés par toutes les personnes le souhaitant, mais ce mode de déplacement reste aléatoire puisque les scolaires sont prioritaires et les places limitées.



Photo 26 : Un des cars scolaires mis en place par le Conseil Général

Etre en lien,
communiquer

3. Les transports intercommunaux

La Communauté de Communes du Val de Blaise exerce depuis décembre 2004 la compétence " transport public de personnes les jours de marché ". Elle intervient en tant qu'organisatrice de second rang.

Aujourd'hui le réseau de transport est composé de deux lignes :

- la ligne de la Vallée de la Blaise, assurée par un bus du SITCAR, qui transporte une cinquantaine de passagers par mois ;
- la ligne desservant le plateau, utilisée par une trentaine d'usagers par mois, est assurée par un minibus et une partie de cette ligne correspond à du transport à la demande.

Plus qu'une simple offre de transport, ce service accompagne les usagers (en majorité des personnes âgées) en les déposant au plus près des services et commerces mais aussi en les aidant à porter leurs sacs ou cabas.

Le prix d'un voyage s'élève à un euro, soit deux euros l'aller-retour. Face au manque de fréquentation, le service a été restructuré : de cinq lignes à l'origine, seules deux subsistent et les itinéraires ont été remaniés afin de conserver une couverture territoriale cohérente.

La Communauté de Communes du Pays du Der organise elle aussi différents types de transport de personnes. Tous les vendredis, depuis une dizaine d'années, une navette permet aux personnes âgées de rejoindre le marché de Montier-en-Der. Celle-ci dessert toutes les communes de la communauté et sa fréquentation augmente chaque année. Par ailleurs, un transport en faveur des scolaires a été mis en place depuis un an pour conduire les élèves à la bibliothèque une fois par semaine. Il concerne toutes les écoles de la communauté ainsi que celle de Voillecomte qui fait partie d'un regroupement scolaire avec l'école de Robert-Magny.

Il existe également des transports ponctuels comme le transport des habitants vers le Festival International de la Photo Animalière et de Nature de Montier-en-Der (depuis deux ans) et un transport bihebdomadaire estival vers le lac du Der. Ces derniers sont gérés par le Conseil Général et réalisés par les cars du Courriers de l'Aube. De plus, la Communauté de Communes met un minibus à la disposition des associations de son territoire.

Cependant, toutes les Communautés de Communes ne prennent pas en charge ce service, seules les communes les plus peuplées sont desservies régulièrement par les transports collectifs. Des entreprises privées, comme les taxis, permettent de pallier à ce manque mais cela ne répond pas totalement à la demande (prix de la course plus élevé).

4. La ligne ferroviaire Doulevant-le-Château - Saint-Dizier

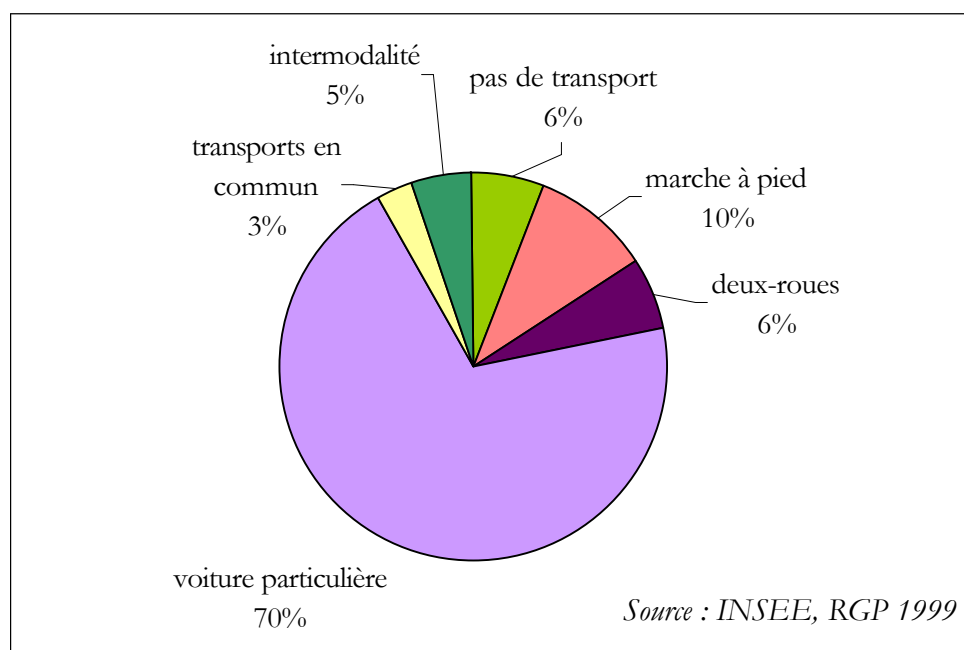
Il existe une ligne de chemin de fer traversant le pays du Nord au Sud, reliant Doulevant-le-Château à Saint-Dizier et passant notamment par Brousseval et Wassy. Cette ligne est aujourd'hui gérée et entretenue par le Syndicat de Transport de Chemin de Fer de la Vallée de la Blaise qui organise du transport de fret (essentiellement du métal et de la fonte) entre Brousseval et Saint-Dizier. Cette ligne n'est actuellement pas équipée ni sécurisée pour permettre le transport de voyageurs.

**Etre en lien,
communiquer**

Conclusion

L'offre en transports collectifs sur le territoire Nord Haut-Marnais est donc restreinte. En effet, seules les communes les plus importantes ont accès à une offre de transports collectifs qui se révèle, le plus souvent, contraignante. De ce fait, seulement 3 % de la population Nord Haut-Marnaise utilisent les transports en commun ; le moyen de transport le plus utilisé restant l'automobile.

Graphique 3 : Moyen de transport utilisé pour les trajets domicile-travail par les Nord Haut-Marnais



SOUS-THÈME 2 : LE HAUT DÉBIT ET LA TÉLÉPHONIE MOBILE

Dans ses différents rapports sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), le Conseil économique et social souligne leur importance pour la compétitivité des territoires, le développement économique et social et l'organisation de la société. Il est donc évident que les TIC doivent être prises en compte dans la réflexion sur les services publics.

I. Le Haut débit

A) Contexte national et objectifs

A la fin de Juin 2004, 19 300 communes, représentant 83 % de la population, avaient la possibilité technique d'accéder à une connexion permanente à l'Internet, plaçant la France en tête des pays européens en ce qui concerne le nombre de lignes raccordées en technologie DSL (Digital Subscriber Line/ ligne numérique d'abonné). De plus, à cette couverture de qualité s'ajoute dorénavant une tarification d'accès parmi les plus basses d'Europe.

Cependant, ce constat reste à relativiser puisqu'il reste de larges zones qui ne bénéficient pas encore du haut débit, tout particulièrement les communes rurales et les quartiers éloignés des répartiteurs téléphoniques. Afin de résorber ces disparités territoriales, le gouvernement a lancé, en 2004, le plan RESO 2007 pour "une République numérique dans la société de l'information" ; dont l'objectif est d'atteindre au minimum 10 millions d'abonnements à l'Internet haut débit en France en 2007. Ces abonnements concernent aussi bien des communes rurales qu'urbaines.

Ce dispositif s'appuie sur un ensemble d'outils législatifs comme le Plan d'Accompagnement du Haut Débit sur les Territoires (PAHDT), instauré par le Conseil Interministériel à l'Aménagement et au Développement du Territoire en septembre 2004, ou encore la loi sur la confiance dans l'économie numérique de Juin 2004.

Le PAHDT a pour objectifs que :

- les principales zones d'activités économiques bénéficient d'offres à très haut débit à un coût abordable ;
- chaque commune dispose d'offres de connexions permettant à 80 % de ses habitants d'accéder à l'Internet haut débit et aux services associées disponibles (téléphone, TV sur Internet) ;
- les petites communes isolées (principalement les communes de moins de 500 habitants éloignées de pôles couverts par le câble ou l'ADSL) puissent bénéficier d'au moins une connexion haut débit à la mairie et dans un autre point (écoles, commerces) pour permettre au public d'accéder aux différents services publics en ligne.

La loi du 21 Juin 2004 sur la confiance dans l'économie numérique, quant à elle, permet aux collectivités locales de participer au financement de réseaux à haut débit en accordant des subventions d'équipement aux opérateurs.

Etre en lien,
communiquer

Traduction du dispositif au niveau local

Au niveau départemental, les collectivités locales qui le désirent peuvent s'appuyer sur les chartes " **Départements Innovants** ", signées entre France Télécom et le Conseil Général. Le Département de la Haute-Marne, conscient que les territoires, même les plus ruraux, doivent miser sur le déploiement du haut débit pour se développer, a signé en février 2004 la convention des " départements innovants ".

Cette charte comprend deux dispositions principales :

- l'équipement, aux seuls frais de France Télécom, des centraux téléphoniques comprenant plus de mille lignes téléphoniques ;

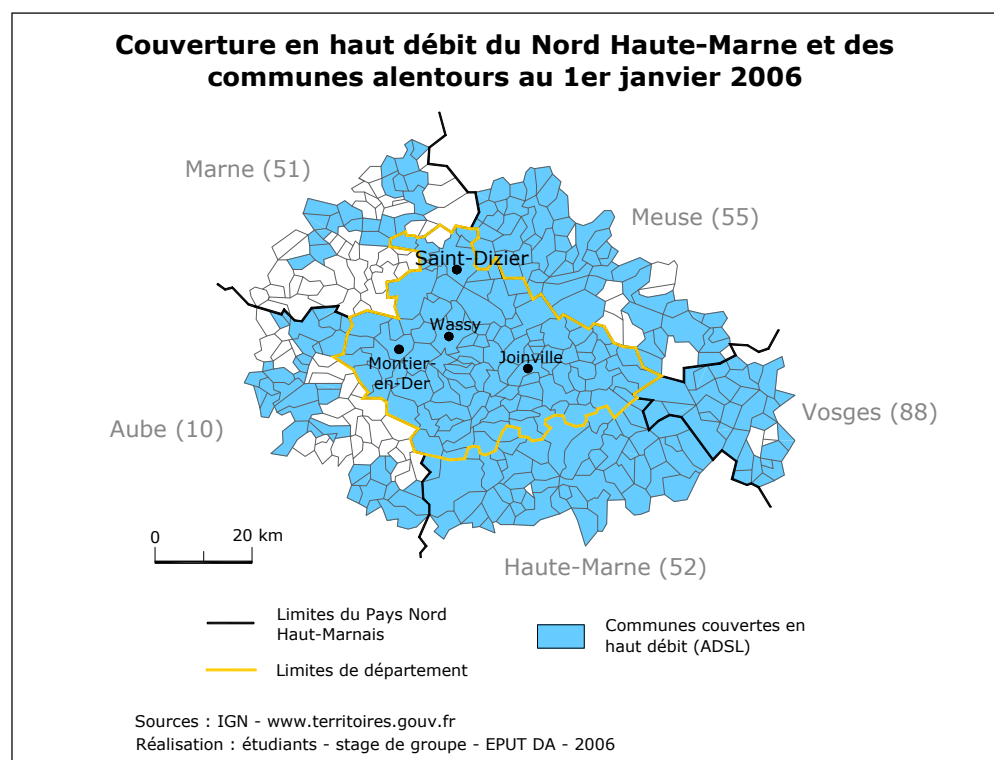
- l'équipement intégral des autres répartiteurs lorsque 100 demandes d'abonnement peuvent être réunies dans un même secteur.

La Loi de Confiance dans l'Economie Numérique (évoquée précédemment) a, quant à elle, offert la possibilité au Conseil Général d'intervenir directement sur l'infrastructure haut débit du département en accordant par exemple des subventions aux opérateurs pour équiper les 70 répartiteurs " eseuilés " de la Haute-Marne qui desservent près de 70 % du territoire.

Etre en lien,
communiquer

B) La situation actuelle en Haute-Marne

Le Département a rempli ses objectifs puisqu' aujourd'hui 96 % des haut-marnais sont desservis en haut débit avec le fournisseur de leur choix.



Les 4 % restants, pour qui il faudra mettre en œuvre des technologies plus sophistiquées en raison des particularités du réseau téléphonique du département, devront patienter jusqu'à fin 2007.

II. La Téléphonie mobile

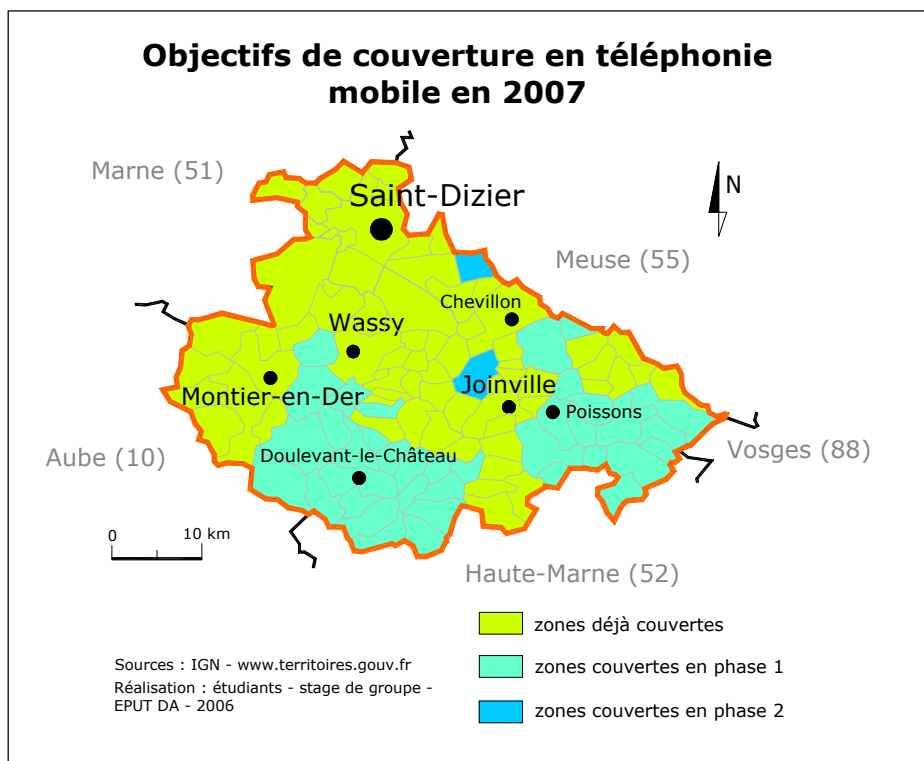
En 2003, la Haute-Marne était le département français le moins couvert en téléphonie mobile puisque 193 de ses communes ont été classées en zones blanches, zones dont le bourg-centre n'est pas équipé en infrastructure de téléphonie mobile (tous opérateurs confondus). Pour combler ce retard, le département a signé en Juillet 2003 la Convention Nationale de mise en oeuvre du Plan d'Extension de la couverture du territoire par les réseaux de téléphonie mobile. Les modalités du Plan d'action s'articulent selon plusieurs principes :

- un périmètre d'intervention limité aux seules zones blanches ;
- un équipement prioritaire selon la technique de l'itinérance locale (déploiement d'un réseau unique capable de traiter le trafic téléphonique de tous les opérateurs) ;
- une prise en charge par les opérateurs de la maintenance des sites neufs créés par la collectivité ;
- un loyer symbolique de un euro par site mis à disposition, sauf en cas de recettes nettes dégagées par les opérateurs sur l'ensemble des sites de zones blanches.

De plus, la mise en œuvre du plan s'effectue en deux phases.

La phase 1 concerne l'équipement de 104 communes où la demande est importante et permet aux utilisateurs d'avoir accès à l'opérateur de leur choix. La phase 2, quant à elle, vise à étendre le service à 74 communes plus modestes. En revanche, leur couverture ne relèvera plus de l'initiative des collectivités publiques mais des opérateurs qui auront la charge intégrale de son déploiement, de janvier 2005 à fin 2007.

**Etre en lien,
communiquer**



Conclusion

Ainsi, la Haute-Marne, depuis 2003, met en place une politique volontariste d'équipement du territoire en matière de téléphonie et de haut débit. Cette politique est le résultat d'une réelle prise de conscience de l'importance de telles technologies pour, entre autre, améliorer l'offre des services publics en général. En effet, les TIC sont appelées à prendre une place croissante dans tous les domaines de la vie quotidienne compte tenu de leur succès auprès de la population française en terme d'abonnements souscrits ou encore du succès de certains services tels que les déclarations d'impôts via Internet (programme Copernic) : en effet, seulement 300 000 déclarations ont été effectuées via Internet en 2003, contre 3,7 millions en 2005. Cette évolution laisse présager une utilisation de plus en plus importante des technologies de l'information dans les années à venir et fait apparaître Internet comme une alternative possible à la marginalisation, en milieu rural, de certaines catégories de population (personnes âgées, personnes à mobilité réduite,...) par rapport à certains services tels que les services déconcentrés de l'Etat ou les services bancaires et postaux.

**Etre en lien,
communiquer**

Bilan

FORCES	FAIBLESSES	MENACES	OPPORTUNITES
LES TRANSPORTS			
_ Proximité de grandes villes régionales _ Présence de l'aéroport Vatry à 50 km de Saint-Dizier pour le transport de fret _ Mise en place de navettes intercommunales	_ Peu d'infrastructures routières structurantes et absence d'infrastructures autoroutières _ Pas de transport de voyageurs par avion _ Réseau ferroviaire peu attractif _ Peu de communes desservies par les lignes de cars TER ou départementales	_ Frein au développement, notamment touristique et économique _ Enclavement du territoire _ Augmentation de l'isolement des populations à mobilité réduite, notamment les personnes âgées	_ arrivée du TGV Est _ réaménagement des horaires TER _ développement des transports alternatifs comme le Transport à la Demande
HAUT DEBIT ET TELEPHONIE MOBILE			
_ Couverture en haut débit de qualité _ Couverture prévue en 2007 de toutes les communes du Pays en Haut Débit et Téléphonie Mobile	_ Certaines zones restent non équipées	_ Isolement d'une certaine catégorie de population	_ Développement des services en ligne _ Démocratisation de l'internet

**Etre en lien,
communiquer**

Orientations

- Développer l'offre de transport existante.
- Mettre en place des systèmes de transports alternatifs.
- S'appuyer sur la couverture numérique du territoire pour développer les services en ligne.

THEME 3

DISPOSER DES SERVICES DE PROXIMITÉ

**Disposer des services
de proximité**

SOUS-THÈME 1 : LES CHAMBRES CONSULAIRES, LES SERVICES PUBLICS ET COLLECTIVITÉS

I. Les chambres consulaires

Établissements publics administratifs de l'Etat, dotés d'un statut particulier (présidés par des élus), les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Chambres des Métiers et de l'Artisanat constituent des partenaires incontournables pour le développement des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des services.

A) La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI)

Les Chambres de Commerce et d'Industrie sont des établissements publics administratifs de l'Etat chargés de représenter les intérêts généraux du commerce, de l'industrie et des services de leur circonscription ainsi que de développer leur espace économique.

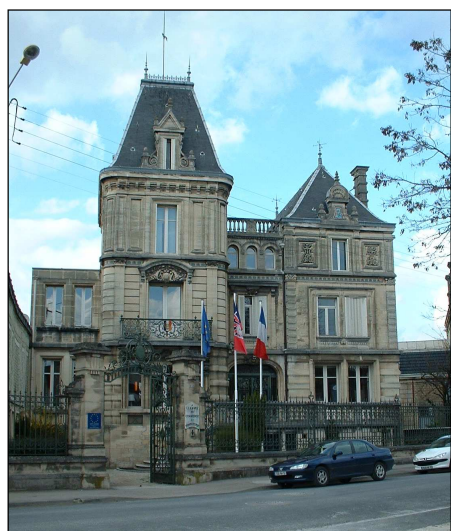
Les CCI sont donc au service :

- **de l'intérêt général** : les Chambres du Commerce et de l'Industrie incitent les entreprises à surveiller leur environnement (marché, produit, concurrence...) afin qu'elles anticipent mieux et décident à bon escient. Elles sensibilisent les entreprises dans les domaines tels que l'économie régionale et locale, l'aménagement du territoire, le commerce, le tourisme...

De plus, les CCI expriment les besoins de toutes les entreprises auprès des pouvoirs publics locaux, régionaux, nationaux, voire européen.

- **des entreprises** : aide à la création d'entreprises, information et conseil dans des domaines innovants (nouvelles technologies...), soutien à l'industrie et au commerce, promotion du tourisme et du développement durable ou encore renforcement de l'offre de services aux entreprises.

- **des hommes et des territoires** : les CCI s'engagent en matière de formation, d'emploi, et de recomposition des territoires. Pour ce faire, elles développent une logique de " formation durable ", aident les entreprises (et particulièrement les PME) à répondre à leurs difficultés en matière de recrutement et de gestion de leurs compétences, et souhaitent être partenaires de l'élaboration et de la conduite de politiques contractuelles territoriales.



En Haute-Marne, la Chambre du Commerce et de l'Industrie est localisée à Saint-Dizier et possède deux antennes : une à Chaumont et une à Langres.

Photo 27 : La CCI de Haute-Marne située à Saint-Dizier.

Disposer des services
de proximité

B) La Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Les Chambres des Métiers et de l'Artisanat représentent l'ensemble des métiers de l'Artisanat (plus de 250). Instituées en 1925 par la loi Courtier, les 106 Chambres des Métiers françaises réparties sur le territoire sont au service de plus de 800 000 entreprises artisanales.

La chambre des Métiers et de l'Artisanat est, auprès des pouvoirs publics, l'établissement public représentatif des intérêts généraux de l'artisanat.

Elle est donc présente pour accompagner le chef d'entreprise artisanale dans chaque étape de sa vie professionnelle, apprentissage, création ou reprise d'entreprise, formation, développement, transmission. Elle travaille pour ce faire en concertation avec les organisations professionnelles de l'Artisanat.

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Haute-Marne est localisée à Chaumont, il existe une antenne à Saint-Dizier qui organise plusieurs permanences sur le Pays.

C) La Chambre d'Agriculture

Les Chambres d'Agriculture sont au service de l'un des premiers secteurs de l'économie française, le secteur agricole. Elles sont le porte-parole de l'agriculture et du monde rural auprès des pouvoirs publics. Créées par la loi du 3 janvier 1924, les Chambres départementales constituent l'échelon opérationnel de base. Elles agissent au service de tous les agriculteurs et sont en lien avec le milieu rural, en élaborant la politique agricole du département.

La Chambre d'Agriculture propose et soutient des actions dans des domaines variés : conseil d'entreprise et appui juridique, aménagement rural et foncier, développement local, formation, tourisme vert, productions animales et végétales... Sur le Pays, l'antenne située à Joinville relaie la Chambre départementale de Chaumont.

**Disposer des services
de proximité**

II. Les services déconcentrés de l'Etat

A) Le Centre des Impôts

La Direction des Services Fiscaux exerce, au niveau départemental, les missions de la Direction Générale des Impôts du Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie. Localement, cette direction est représentée par des Centres des Impôts, qui sont au nombre de deux au sein du Pays. Ces derniers sont localisés à Saint-Dizier et Joinville, et permettent d'assurer les missions fiscales utiles aux particuliers et aux entreprises :

- calcul de l'assiette des impôts sur le revenu, des impôts locaux et des impôts professionnels ;
- traitement des déclarations d'impôts et des contentieux.

Le Centre des Impôts de Saint-Dizier est ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h.

A Joinville, l'accueil du public s'effectue du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 16h.

B) Le Trésor Public

La Direction Générale de la Comptabilité Publique (DGCP) et le réseau du Trésor Public qu'elle anime sont placés sous l'autorité du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et du ministre délégué au Budget et à la Réforme Budgétaire.

Participant aux processus financiers publics, le réseau du trésor public assure cinq missions principales pour le compte de l'Etat, du secteur public local, des entreprises et des particuliers :

- Recouvrer les recettes publiques : recouvrement des recettes au profit de l'Etat et des collectivités et établissements publics locaux.

- Contrôler et exécuter les dépenses publiques : contrôle et paiement des dépenses de l'Etat et des collectivités locales et contrôle externe de l'utilisation des fonds publics.

- Produire l'information budgétaire et comptable : tenue des comptes de l'Etat et du secteur public local.

- Offrir des prestations d'expertise et de conseil financier : prestations d'expertise et de conseil financier auprès des décideurs publics et des entreprises.

- Gérer les dépôts de fonds au trésor : gestion des dépôts des clientèles soumises à obligation de dépôts de fonds auprès du Trésor ou de la Caisse des Dépôts et de Consignation.



Photo 28 : Le Trésor Public de Montier-en-Der

Au niveau départemental, il existe des trésoreries générales qui animent et coordonnent les services du Trésor Public du département. Au sein du Pays, la trésorerie générale est localisée à Chevillon.

Au niveau local, des trésoreries ont en charge le recouvrement de l'impôt voire des amendes, la gestion financière du secteur public local (recettes, dépenses, comptabilité, expertise et conseil) et des dépôts de fonds. Elles sont au nombre de six sur le Pays et situées dans les communes de Doulevant-le-Château, Eurville-Bienville, Joinville, Montier-en-Der, Saint-Dizier et Wassy.

**Disposer des services
de proximité**

C) La Préfecture de Département

Ce service de l'Etat assure des missions administratives réglementaires (délivrance de cartes grises, permis de conduire, passeports, carte nationale d'identité...), de contrôle des collectivités locales et de mise en œuvre des politiques publiques (développement, sécurité, solidarité).

Le préfet coordonne l'action générale de l'Etat dans le département.

En Haute-Marne, cette structure est située à Chaumont et accueille le public du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 13h30 à 16h30.

D) La Sous-Préfecture

Les sous-préfets assurent au niveau de leur arrondissement l'application des politiques de l'Etat, sous la responsabilité du préfet. Ils ont plus particulièrement un rôle de contrôle de légalité des décisions, actes et budgets des collectivités territoriales de leur arrondissement.

En Haute-Marne, les sous-préfectures sont situées à Langres et Saint-Dizier, ville la plus peuplée du Pays Nord Haut-Marnais.

Pour l'arrondissement de Saint-Dizier (78808 habitants, 114 communes et 11 cantons) :

la sous-préfecture offre les prestations suivantes :

- délivrance de carte grises et de certificat de non-gage ;
- déclaration de création, modification ou dissolution d'associations loi 1901 ;
- visites médicales du permis de conduire ;
- titre de séjour ;
- naturalisations ;
- titres de circulation pour les personnes sans domicile fixe ;
- cartes de marchand ambulant ;
- permis de Chasser ;
- déclaration de brocante - autorisation de brocante d'une surface supérieur à 300m² ;
- autorisation de manifestation sportive (Délai de 8 semaines) ;
- renseignements permis de conduire.

et accueille le public du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.

III. Les mairies

La mairie est une collectivité territoriale dont la mission est de satisfaire aux besoins de la population locale.

Ses attributions sont multiples : état-civil, urbanisme et logement, écoles et équipements, activités culturelles, santé et aide sociale, police administrative...

Elle est également le lieu de rencontre par excellence entre la puissance publique et la population. Ce constat étant d'autant plus vrai en milieu rural.

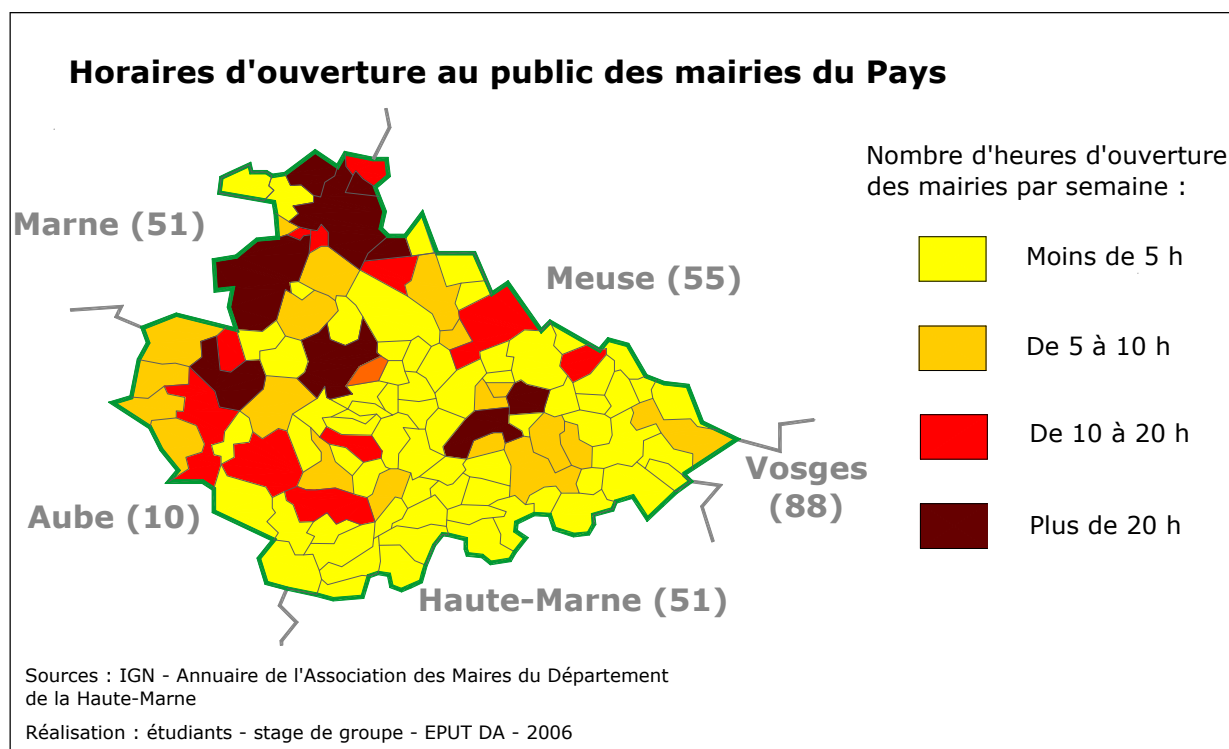
Il est de ce fait important que les mairies proposent des horaires d'ouverture adaptées permettant à la population de pouvoir disposer facilement des services en question. Fort de ce constat, il nous ait paru pertinent de nous intéresser aux horaires d'ouverture des mairies du Pays Nord haut-marnais (*cf. carte Horaires d'ouverture au public des mairies page 77*).

Sur les 109 mairies du Pays :

- 68 sont ouvertes moins de 5 h par semaine, sur deux jours en moyenne ;
- 20 sont ouvertes entre 5 et 10 h par semaine, sur trois jours en moyenne ;
- 12 sont ouvertes entre 10 et 20 h par semaine, sur quatre jours en moyenne ;
- les 9 restantes étant ouvertes plus de 20 h et plus de quatre jours par semaine.

Ce bilan permet de mettre en évidence que 65 % des mairies du Pays ne sont ouvertes qu'une à deux fois par semaine et pendant une durée très courte variant de 1h à 5 h.

**Disposer des services
de proximité**



Dans ces conditions, il est difficile pour la population locale de disposer facilement des services que propose la mairie ; les horaires et fréquences d'ouverture obligeant même les habitants à planifier et prévoir leurs futures démarches. A cela s'ajoutent des délais d'attente de plusieurs jours lorsqu'un agent de mairie doit être rencontré et un manque de formation de la part du personnel de mairie en ce qui concerne les prestations sociales (rôle de CCAS notamment).

Cependant, cette faible offre d'accueil de la population n'est pas le fruit d'une volonté politique locale. En effet, les communes concernées par ce problème sont souvent très rurales, disposent de peu de moyens financiers, et leur nombre d'habitants ne légitime pas, en général, une ouverture plus fréquente de la mairie.

Disposer des services de proximité

Conclusion

Pour les communes rurales, souvent éloignées des pôles urbains et donc des services en général, la mairie constitue la maison de services publics la plus proche et la plus accessible pour la population. Il serait alors peut être judicieux de reconsidérer le rôle de la mairie dans ces zones très rurales, et de s'appuyer sur l'image qu'elle véhicule auprès de la population pour élargir son champ de compétences et éventuellement regrouper davantage de services en son sein.

SOUS THEME 2 : LES COMMERCE DE PROXIMITE

Les commerces de proximité jouent un rôle important au sein des communes, notamment en milieu rural. Ils permettent d'abord aux habitants de répondre à leurs besoins quotidiens en produits de première nécessité et servent à créer un lien social dans les centres-bourgs. Ils contribuent également au dynamisme de la commune et à son attractivité.

Le nombre de commerces de proximité est en baisse constante en milieu rural. Ce phénomène est lié à plusieurs paramètres, comme la désertification des campagnes ou le changement des habitudes de consommation de la population. En effet, les ménages préfèrent aujourd'hui consacrer une plus grande partie de leur budget dans des domaines tels que les loisirs et les nouvelles technologies plutôt que dans les domaines de première nécessité comme l'alimentation.

Le phénomène de concentration commerciale menace également les commerces de proximité puisque les consommateurs souhaitent aujourd'hui trouver, sur un même lieu, différents types de commerces. Ce regroupement, appelé pôle commercial, est constitué d'un ensemble de commerces et d'activités commerciales qui génèrent un pouvoir d'attraction et qui donnent une image de cohérence pour les consommateurs.

I. Le contexte général

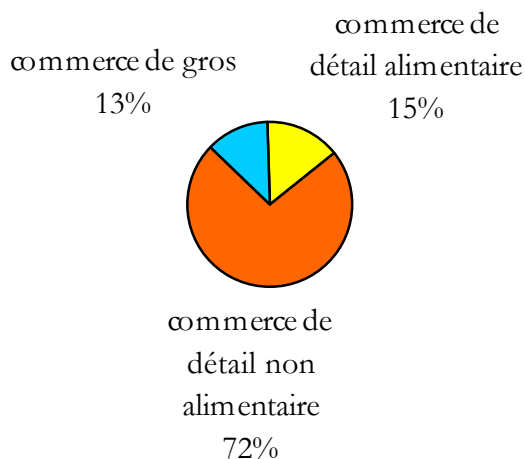
A) Un contexte actuel plutôt favorable au regard du département...

Le territoire Nord Haut-Marnais réunit plus de 800 commerces, soit près de 40 % des établissements du département. Cependant, leur nombre est en constante diminution puisque le Nord Haute-Marne a perdu plus d'un dixième de ses entreprises en 10 ans, soit une baisse de 11,9 %. Cette baisse est tout de même moindre que celle connue par le département (15,4 %).

Ces commerces concernent principalement le commerce de détail non alimentaire :

Disposer des services de proximité

Graphique 4 : Répartition des établissements par type de commerce



Sources : Diagnostic Territorial, cabinet RCT, décembre 2002

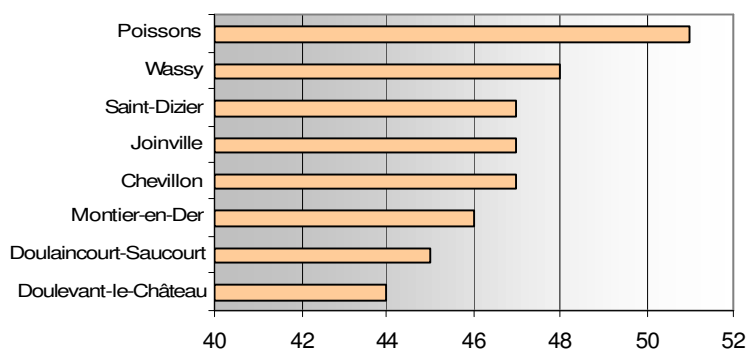
Le Pays dispose d'une concentration de surfaces commerciales par habitants (365 m² pour 1 000 habitants) largement supérieure à la moyenne nationale (260 m² pour 1 000 habitants), due principalement au développement des zones commerciales autour de Saint-Dizier (le Chêne Saint-Amand et le Val d'Ornel).

B) ... mais des difficultés liées à la ruralité

Seules 37,6 % des communes du Pays Nord Haut-Marnais possèdent un commerce de proximité alors que la moyenne nationale s'élève à 50 %. Les communes faiblement peuplées du Pays sont peu, voire non équipées en commerces de première nécessité. De plus, les communes rurales sont confrontées à la fragilisation, voire à la disparition progressive de nombreux commerces. Il s'agit plus particulièrement des communes situées à l'extrême est, au centre et au sud du Pays.

Une autre difficulté importante réside dans l'âge des commerçants actuels. Ceux-ci sont en moyenne âgés de plus de 40 ans, comme le montre le graphique suivant :

Graphique 5 : Age moyen des chefs d'entreprises commerciales par canton



Source : Etude préalable ORAC et CCI 52, 2002

Le canton de Poissons est le plus touché et risque d'être confronté à des fermetures de commerces dans les prochaines années si les tenants actuels ne trouvent pas de repreneur.

La situation est particulièrement alarmante dans certains secteurs d'activités. L'âge moyen des propriétaires de magasins de quincaillerie-outillage s'élève aujourd'hui à 52,9 ans, quant à celui des débiteurs de boissons, il approche des 48 ans. Les boulangers-pâtisseries sont moins touchés puisque l'âge moyen n'est que de 41,2 ans (ces chiffres ne comprennent pas la ville de Saint-Dizier).

Les commerçants encore en activité (et qui devraient être à la retraite) ont souvent des difficultés à vendre leur fonds de commerce. Ceux-ci sont souvent attachés à leur village et souhaitent y maintenir une qualité de vie et y garantir un certain dynamisme.

Photo 29 : Les boulangeries-pâtisseries, moins touchées par les fermetures. Ici, la boulangerie-pâtisserie de Doulevant-le-Château.



Disposer des services de proximité

II. Une offre commerciale concentrée autour de Saint-Dizier

Le Pays est entouré par de grandes métropoles régionales, pourtant assez éloignées, que sont Nancy, Reims et Troyes. Ces villes attirent la population nord haut-marnaise pour des achats ciblés et contribuent ainsi à la fuite de clients potentiels.

À l'échelle du Pays, l'offre commerciale se structure autour d'un pôle principal : Saint-Dizier et de trois pôles intermédiaires : Joinville, Montier-en-Der et Wassy.

A) Le pôle commercial principal : Saint-Dizier

Saint-Dizier dispose d'un large éventail de commerces et d'équipements à la personne, le plus important sur le territoire du Pays. La ville concentre plus de la moitié des commerces du Nord Haute-Marne, notamment sur deux zones commerciales importantes (le Chêne Saint-Amand et le Val d'Ornel). Elle dispose de nombreuses grandes surfaces spécialisées ayant une chalandise couvrant l'ensemble du territoire qui tend à rayonner sur tout le Triangle.

La ville compte d'autres pôles d'activités (zones de Timbaud, du Pré Moinot et la ZI des Troisfontaines) et une zone en projet nommée " zone de référence ", qui répondra à divers critères de qualité pour l'accueil des entreprises et constituera une des neuf nouvelles zones économiques labellisées en Champagne-Ardenne.

B) Les pôles intermédiaires : Joinville, Montier-en-Der, Wassy

Ces pôles commerciaux intermédiaires répondent aux besoins des populations environnantes essentiellement pour la partie alimentaire. Les commerces d'équipement à la personne, de culture et de loisirs restent assez rares.

Certaines autres communes du Pays, moins peuplées que ces pôles, possèdent également des commerces de proximité, mais leur aire d'attractivité et la population concernée sont beaucoup plus restreintes.

**Disposer des services
de proximité**



Photo 30 : Une des rues commerçantes de Wassy.

III. Une répartition inégale des commerces

A) Les Hyper et Supermarchés

Tableau 13 : Répartition des hyper et supermarchés par communauté de communes

Communautés de Communes	Hypermarchés	Supermarchés
Der et Perthois	2	8
Pays de Der	0	2
Val de Blaise	0	3
Vallée de la Marne	0	1
Région de Doulevant	0	0
Marne-Rognon	1	3
Val du Rongean	0	0
Deux Vallées	0	0
Hors Communauté	0	0
Total	3	17

(sources : mairies, CCI 52, pages jaunes, 2006)

Ces équipements commerciaux ne sont présents que sur quatre des huit communautés de communes, avec une forte concentration des hyper et supermarchés sur Saint-Dizier. Les supermarchés se trouvent tous dans la ville principale de la communauté dont ils dépendent.

Les supermarchés Hard Discount représentent plus de la moitié des grandes surfaces du Pays (11 enseignes contre 9 classiques). Ils sont parfois le seul type de supermarché proposé sur une commune, comme à Wassy où les deux supermarchés sont des enseignes Hard Discount.

Disposer des services de proximité

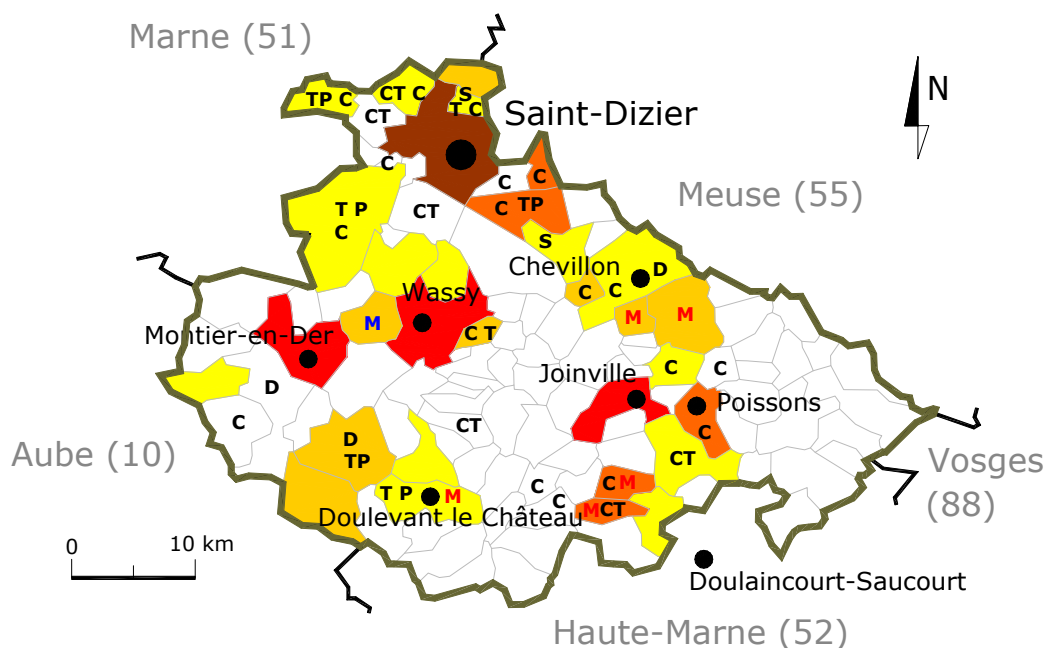
B) Les commerces de proximité fixes

Les commerces fixes de proximité comprennent les commerces de première nécessité que sont les boulangeries, boucheries, charcuteries, alimentation et café-bar. Ils comprennent également des commerces plus rares, tels que les presses, les salons de coiffure, les drogueries, les merceries, etc.

Photo 31 : Le "Café du Centre" de Poissons.



Répartition des commerces de proximité sur le territoire Nord Haut-Marnais en 2006



N.B. : Les commerces d'alimentation comprennent les boulangeries, pâtisseries, boucheries, charcuteries, primeurs et épiceries

Les pôles structurants

- Pôle urbain
- Pôle secondaire

Commerces d'alimentation

- 3 commerces d'alimentation
- 2 commerces d'alimentation
- 1 commerce d'alimentation

Autres types de commerces

- M commerce multiservices
- M commerce multiservices en projet
- C café, bar
- T tabac
- P presse, journaux
- S supermarché (plus de 300 m²)
- D droguerie, quincaillerie
- TP tabac-presse
- TC bar-tabac

Sources : IGN - CCI de la Haute-Marne - relevés personnels
Réalisation : étudiants - stage de groupe - EPUT DA - 2006

Disposer des services
de proximité

Certains de ces commerces tendent à disparaître mais quelques petites communes ont su préserver leur(s) commerce(s) de proximité. C'est par exemple le cas de la commune de Flammerécourt comptant 64 habitants, et qui est la plus petite commune du Pays ayant un commerce : le " Café de la Place ".

Tableau 14 : Répartition des commerces de proximité par communauté de communes

Communautés de Communes	Boulangerie	Boucherie	Alimentation et Supérette	Café-Bar (sans restaurant)	Total
Der et Perthois	19	11	6	22	58
Pays de Der	3	1	1	3	8
Val de Blaise	4	3	1	1	9
Vallée de la Marne	4	4	3	3	14
Région de Doulevant	3	1	1	1	6
Marne-Rognon	4	4	1	7	16
Val du Rongean	3	2	1	2	8
Deux Vallées	0	0	0	0	0
Hors Communauté	3	1	1	1	6
Total	43	27	15	40	125

sources : mairies, CCI 52, pages jaunes, 2006

D'après le tableau, on constate que les boulangeries sont les commerces de proximité les plus répandus en zone rurale, suivis de près par les cafés-bars.

La plupart de ces commerces sont situés dans les villes principales de chaque communauté de communes. Ce constat est particulièrement vérifié pour les boulangeries : sur les quatre boulangeries de la Communauté de Communes du Val de Blaise, trois sont sur Wassy et une sur Brousseval.

La Communauté de Communes des Deux Vallées, la plus petite et la moins peuplée du Pays, est également la moins bien équipée du territoire puisqu'elle ne compte aucun commerce. Les commerces de la Région de Doulevant sont également peu nombreux et sont concentrés sur Doulevant-le-Château.

Certaines communes arrivent tout de même à maintenir un niveau de commerces de proximité tout à fait acceptable. C'est notamment le cas d'Eurville-Bienville, qui dispose en plus des commerces de première nécessité (comme la boulangerie, la boucherie, etc.), d'un coiffeur, d'un fleuriste, d'une mercerie et d'un magasin d'électroménager. Un projet d'implantation d'une supérette est même à l'étude.

Disposer des services de proximité

C) Les commerces multiservices

Un nouveau type de commerces s'est installé sur le territoire du Pays : les commerces multiservices. Nous avons défini comme " multiservices " un commerce proposant plus de trois activités bien distinctes. Il en existe cinq sur le territoire Nord Haut-Marnais, localisés dans l'est et le sud du territoire. Un sixième est en projet à Voillecomte, au centre du Pays.

Ils découlent, pour la plupart, de l'agrandissement d'un commerce existant suite à la demande des habitants. Aucun d'entre eux n'est le dernier commerce de sa commune. Leurs horaires d'ouverture sont adaptés aux besoins des habitants et des actifs (généralement six jours sur sept, avec des plages d'ouverture en soirée).



Photo 32 : Le commerce multiservices d'Osne-le-Val.

Par exemple, le commerce multiservices de Doulevant-le-Château est situé dans la rue commerçante de la commune. Il n'offrait, avant sa reprise en 2003, qu'un service de presse et de loto. Il propose toujours ces services aujourd'hui, mais s'est étoffé avec la vente de fruits et légumes, de produits de crèmerie, de gaz, de papeterie, de livres traitant de la Haute-Marne et d'articles divers (type cadeaux). Sa gérante a même pour projet d'ouvrir une véritable épicerie.



Photo 33 : Le commerce multiservices de Rouvroy-sur-Marne

Les communes de Mussey-sur-Marne, Osne-le-Val, Rouvroy-sur-Marne possèdent également un commerce multiservices. Celui de Rouvroy-sur-Marne, a été créé en 2000, dans un local loué par la commune. Il propose des services très différents, comme un bar-tabac, un dépôt de pain, une épicerie et un salon de coiffure. Ce commerce a d'ailleurs reçu le Prix Régional du Dynamisme Commercial en 2003.

Quant au commerce de Mussey-sur-Marne, il offre un bar-tabac, une presse, une épicerie, une charcuterie et un point gaz. Ce commerce, qui a plus de 50 ans, risque de fermer faute de repreneur.

La création de ces commerces multiservices est soumise à enquête. Ils doivent être de grande envergure, c'est-à-dire regrouper de nombreux services distincts. Ces commerces peuvent bénéficier d'une aide de l'État couvrant jusqu'à 80 % de l'investissement nécessaire à l'installation.

D) Les commerces itinérants

Il existe plusieurs types de commerces ambulants, regroupés dans le **tableau 15** ci-dessous :

Type de commerce ambulant	Nombre de communes desservies
Boulangerie	43
Boulangerie et pâtisserie	7
Boucherie	56
Boucherie et charcuterie	30
Charcuterie et pâtisserie	5
Crèmerie, volailles	13
Vente de légumes	5
Épicerie	1
Multiservices : fromagerie, crèmerie, œufs, alimentation	8
Multiservices : poissonnerie, légumes, "liquides"	5
Multiservices : boulangerie, alimentation	30
Multiservices : boulangerie, pâtisserie, tabac	3
Multiservices : boulangerie, pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	12

Source : CCI 52, 2006

L'ensemble du Pays est plutôt bien desservi par les commerces ambulants puisque 81,5 % des communes ont accès à au moins l'un d'entre eux. Il existe au total 51 commerces itinérants sur le Pays. Les plus présents sont les boucheries et les boulangeries, mais les multiservices sont également très répandus.

Disposer des services
de proximité

La fréquence des passages est déterminée en fonction du produit vendu. Par exemple, les boulangers, multiplient les passages dans la semaine puisque 71 % d'entre eux passent six fois et 9 % trois fois. Ils répondent ainsi aux attentes de leurs clients qui ont une consommation journalière de pain et conservent leur clientèle actuelle face à la concurrence " sédentaire ". Les commerces du type " épicerie " passent, quant à eux, environ une fois par semaine.

Les commerces itinérants s'arrêtent plusieurs fois dans chaque commune qu'ils desservent lors de leurs tournées, afin d'être au plus près des habitants. Ils jouent un rôle très important et permettent aux personnes les moins mobiles, comme les personnes âgées, d'accéder facilement aux commerces de première nécessité. Ils servent également à éviter l'isolement de certaines populations par le lien qu'ils créent en milieu rural.



Photo 34 : Les commerces ambulants présents même dans les villes. Ici, un boulanger ambulant à Wassy.

E) Les marchés

Tableau 16 : Les communes accueillant un ou plusieurs marchés hebdomadaires

Commune	Jour(s) de marché	Types de producteurs
Bettancourt-la-Ferrée *	vendredi	primeur
Doulevant-le-Château	lundi	textile, fromager...
Eurville-Bienville *	vendredi	primeur
Joinville	vendredi	primeur, boucher, charcutier, fromager, volailler...
Montier-en-Der	vendredi	primeur, boucher, charcutier, fromager, volailler...
Saint-Dizier	mercredi et samedi (marché couvert) jeudi et dimanche	primeur, boucher, charcutier, fromager, volailler, textile...
Wassy	jeudi	primeur, boucher, charcutier, fromager, volailler, textile...

* Un emplacement est réservé pour un seul commerce dans les communes grisées.

Sources : relevés personnels

Les marchés sont présents seulement sur six des huit communautés de communes. L'organisation semble peu pertinente puisque certains d'entre eux ont lieu le même jour. Par exemple, le marché de Wassy a lieu le jeudi et celui de Montier-en-Der le vendredi, alors que ces deux communes sont très proches géographiquement et peuvent toucher la même population.

Il existe également quelques foires, comme celle de la Sainte-Catherine à Saint-Dizier en novembre (grande foire commerciale dans les rues de la ville) et les foires annuelles commerçantes organisées par les Unions Commerciales du Pays.



Les marchés et les foires complètent l'offre proposée en terme de commerces de proximité (notamment en textile) mais ceux-ci restent très restreints (en moyenne moins d'une dizaine de commerçants par marché, exceptés ceux de Saint-Dizier).

Photo 35 : Le marché de Doulevant-le-Château, le lundi matin.

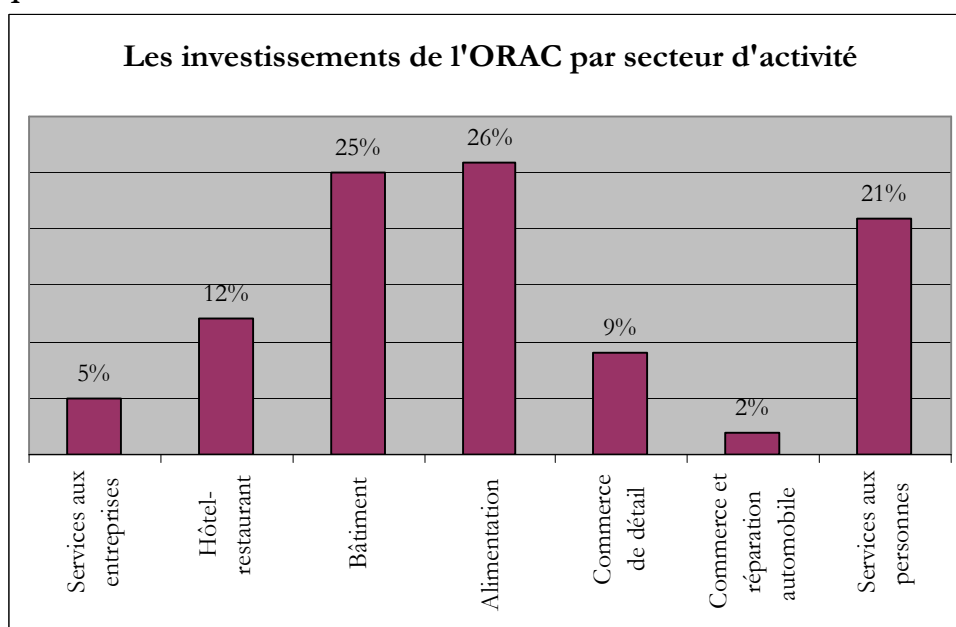
Disposer des services
de proximité

IV. Des dispositifs d'aide et d'amélioration à développer

A) L'Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC)

L'ORAC du Pays Nord Haut-Marnais, hors ville de Saint-Dizier, a été lancée en avril 2003. Elle a pour objectif le maintien et le développement de l'artisanat et du commerce à l'échelle des bassins de vie. Les dossiers suivis par l'ORAC étaient répartis sur l'ensemble du territoire, mais les communes de Montier-en-Der, Wassy et Joinville en ont le plus profité. Les secteurs d'activités les plus concernés étaient l'Alimentation, le Bâtiment et le Service aux personnes.

Graphique 6



Source : Rapport d'Activité ORAC du Pays NHM avril 2004-mars 2005

Les fonds finançant cette opération viennent principalement de la Région Champagne-Ardenne et du Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC). Ce dernier a pour objectif d'assurer le maintien des commerces de base et des services de proximité et provient du produit de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, dite "taxe sur les grandes surfaces". Des fonds proviennent également de l'Europe, par le biais du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).

Les chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie et Chambre des Métiers) ont été de réels partenaires de l'opération. Elles ont servi de relais sur le terrain afin de créer un réseau dynamique autour de l'ORAC.

Terminée en décembre 2005, un bilan doit être réalisé prochainement pour évaluer sa pertinence.

**Disposer des services
de proximité**

B) L'Opération " 1 000 villages "

Cette opération vise au maintien d'un commerce de proximité lorsque celui-ci risque de disparaître dans les communes de moins de 2 000 habitants et lorsqu'aucun autre commerce de ce type n'existe dans la commune.

Les collectivités locales ont alors la possibilité d'acquérir le bâtiment afin de le louer à un nouveau commerçant. Cette opération est financée en partie par les dotations de l'État que reçoit la commune et le FISAC. Celui-ci peut contribuer au financement des études, de l'achat de locaux, de constructions ou modernisation d'un commerce et d'aménagement des abords.

L'opération peut être initiée par les communes mais reste subordonnée à l'implication d'un certain nombre de partenaires.

D'autre part, il existe des aides à l'installation et au soutien de commerces de proximité provenant de divers organismes, notamment du Groupement d'Intérêt Public (GIP) de la Haute-Marne.

C) Les Unions Commerciales et les actions liées

Il existe huit Unions Commerciales sur le Pays, dont quatre sont sur Saint-Dizier.

Tableau 17 : Les Unions Commerciales présentes sur le Pays

Nom de l'Union	Commune
ADEV (Association pour le Développement Economique du Vallage)	Joinville
UCIA	Montier-en-Der
Association Economique de Wassy - Val de Blaise "ENTREPRENDRE"	Wassy
UCIA	Doulevant-le-Château
UCIA	Saint-Dizier
Les VITRINES DE SAINT DIZIER	Saint-Dizier
ASSOCIATION "LE VAL D'ORNEL"	Saint-Dizier
ASSOCIATION "LE CHENE SAINT AMAND"	Saint-Dizier

Source : CCI 52, 2006

Celles-ci organisent plusieurs manifestations annuelles dans leur commune, comme des foires commerçantes ou le marché de Noël. L'ADEV de Joinville a mis en place une carte de fidélité regroupant 16 commerçants. Cette carte fonctionne par un cumul de points qui donnent aux clients une réduction chez les commerçants adhérents. Le but de cette carte est d'augmenter les partenariats entre les commerçants et de fidéliser les consommateurs à l'ensemble des enseignes de l'Union.

D'autre part, il existe sur Wassy une charte de qualité réunissant 11 commerçants de la commune. Ceux-ci sont membres de l'Union Commerciale et ont reçu une certification de qualité à placer sur leur devanture. La charte est basée sur l'accueil, la présentation du magasin, les réponses au téléphone, etc. et chaque commerce fait l'objet de " visites mystères " pour vérifier si la charte est bien appliquée.

La ville de Saint-Dizier a également intégré, dans son projet de ville, une opération sur les vitrines des commerçants. Elle sera mise en place d'ici quelques mois et comprendra une carte de fidélité, une charte de qualité et le recrutement d'un animateur chargé de l'organisation.

**Disposer des services
de proximité**

Conclusion

Saint-Dizier, pôle commercial principal exerce donc un fort pouvoir d'attraction sur les consommateurs de l'ensemble du Pays, voire sur l'ensemble du Triangle. Les pôles intermédiaires, Joinville, Montier-en-Der et Wassy complètent l'offre commerciale en maillant le territoire. La diversité des types de commerces (multiservices, ambulants, etc.) permet également aux populations les moins mobiles d'avoir accès aux services et commerces de base et de conserver une certaine qualité de vie.

Cependant, ces commerces de proximité sont fragiles et souffrent de la désertification des zones rurales. Ils doivent, pour survivre, se différencier des grandes enseignes afin de conserver et d'attirer une nouvelle clientèle et de maintenir un certain dynamisme au sein des communes.

**Disposer des services
de proximité**

SOUS-THEME 3 : LE SERVICE POSTAL ET LES SERVICES BANCAIRES

I. Le service postal

Aujourd'hui, la Poste représente bien souvent le dernier service public national, ce qui explique l'attachement de la population à ce service. La notion d'intérêt général constitue un élément primordial du réseau postal. Elle contribue en effet à l'aménagement du territoire et assure l'accès au service universel. Pourtant la nature commerciale, finalité du réseau, s'affirme de plus en plus. L'enjeu de la Loi du 20 mai 2005, consiste à trouver un équilibre entre ces deux problématiques.

A) Contexte général

La loi relative à la régulation des activités postales du 20 mai 2005 transpose deux Directives Communautaires de 1997 et 2002. Elles organisent l'ouverture à la concurrence des services postaux de l'Union Européenne, ouverture qui devrait se solder d'ici 2009 par une disparition totale du monopole de la Poste. La concurrence devient effective, sauf pour le courrier domestique de moins de 50g.

La loi prévoit que " moins de 10 % de la population de chaque département doit être située à plus de 5 kilomètres et plus de 20 minutes d'un point de contact du réseau de la Poste ". Cette règle est aujourd'hui vérifiée sur le département Haut-Marnais et sur le territoire national dans son ensemble. Ce maillage du territoire pourra être financé par la création d'un fonds postal national de péréquation territoriale. Ce fonds permettra ainsi à la Poste de répondre à son obligation de présence territoriale.

Cependant, il semble qu'il ne soit pas suffisant pour couvrir le surcoût généré par le maintien du réseau actuel. L'attribution des ressources provenant de ce fonds devrait être majorée pour les Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) et les intercommunalités.

Avec la création d'une filiale de la Poste ayant le statut d'établissement de crédit (la Banque Postale), la Poste peut étendre la gamme de ses services financiers et assurer le développement pérenne des services financiers. En effet, elle y consacre 70 % de l'activité d'un bureau de Poste et constitue la troisième banque française.

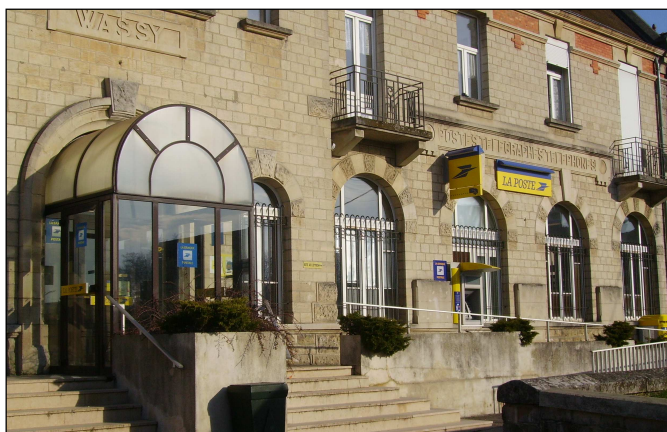


Photo 36 : La Poste de Wassy.

Disposer des services de proximité

B) La présence postale dans les territoires ruraux

Aujourd'hui, le souci de rentabilité, accentué par la mise en concurrence, oblige la Poste à s'adapter. Diverses mesures peuvent être engagées.

1. Le développement de la mutualisation des services

Certains bureaux de Poste peuvent proposer la vente de billets SNCF ou le portage de médicaments à domicile. A l'inverse, certains services de la Poste, comme la vente de timbres, sont assurés par des commerçants. La mutualisation doit s'appuyer sur la coopération et la complémentarité des services publics, mais ne doit pas contribuer à leur fermeture systématique.

2. La signature de conventions avec des collectivités (Agences Postales Communales) ou des commerçants (Relais Poste)

Les Relais Poste sont gérés en partenariat avec les commerçants. Ces derniers reçoivent une contribution financière de 130 € pour assurer une partie du service postal. Bien que 20% d'entre eux ne restent ouverts qu'une heure par jour, 91% de la clientèle en est satisfaite. Elle apprécie la relation avec le commerçant, l'accueil, le temps d'attente et les horaires d'ouverture. La réussite de cette nouvelle forme de service postal est justifiée par la proximité géographique avec leur domicile. On relève cependant un bémol concernant les opérations financières, qui manquent de confidentialité et restent limitées. En effet, les retraits ne peuvent dépasser 150 € par semaine et les autres opérations financières sont impossibles. Les relais Poste sont donc apparus comme un service de proximité complémentaire des bureaux de Poste, ces derniers se spécialisant de plus en plus dans les services financiers.

Quatre relais Poste ont été mis en place sur le Pays, situés dans les communes de Dommartin-le-Franc, Nully-Trémilly, Louvemont et Voillecomte. Celui de Voillecomte (ouvert de 9h à 15h sauf le jeudi et le dimanche) est installé dans un commerce multiservices (encore en travaux) qui proposera : un bar-restaurant, une épicerie, un point-gaz, et un dépôt de pain.

Les Agences Postales Communales (APC) sont le résultat d'une convention passée entre une commune et la Poste, pour une durée de neuf ans (renouvelable). La commune s'engage à fournir un local et le personnel nécessaire à l'exercice d'une activité postale. En contrepartie, La Poste s'engage à former ce personnel et à lui fournir tout le matériel nécessaire à la fonction. La formule de l'Agence Postale Communale peut s'avérer particulièrement adaptée aux situations où l'activité postale est très réduite, du fait de son coût limité et mutualisé. Les communes en supportent tout de même la majeure partie du coût de revient et n'ont aucune garantie concernant la durée du dispositif. Les facteurs sont absents des APC (ils dépendent d'un bureau de Poste), ce qui n'accélère pas l'acheminement du courrier.

Bien qu'offrant moins de services que les bureaux de Poste, les Agences Postales Communales proposent tout de même les services les plus courants. Les opérations financières ne sont pourtant pas facilitées dans les APC qui n'ont aucun regard sur les comptes des clients. Le personnel de l'APC doit téléphoner au bureau de Poste avant d'effectuer tout retrait.



Cinq Agences Postales Communales sont présentes sur le territoire Nord Haut-Marnais, situées dans les communes de : Brousseval, Dommartin-le-Saint-Père, Rachecourt-sur-Marne, Vaux-sur-Blaise et Saint-Dizier (Marnaval).

Photo 37 : L'Agence Postale Communale de Brousseval.

**Disposer des services
de proximité**

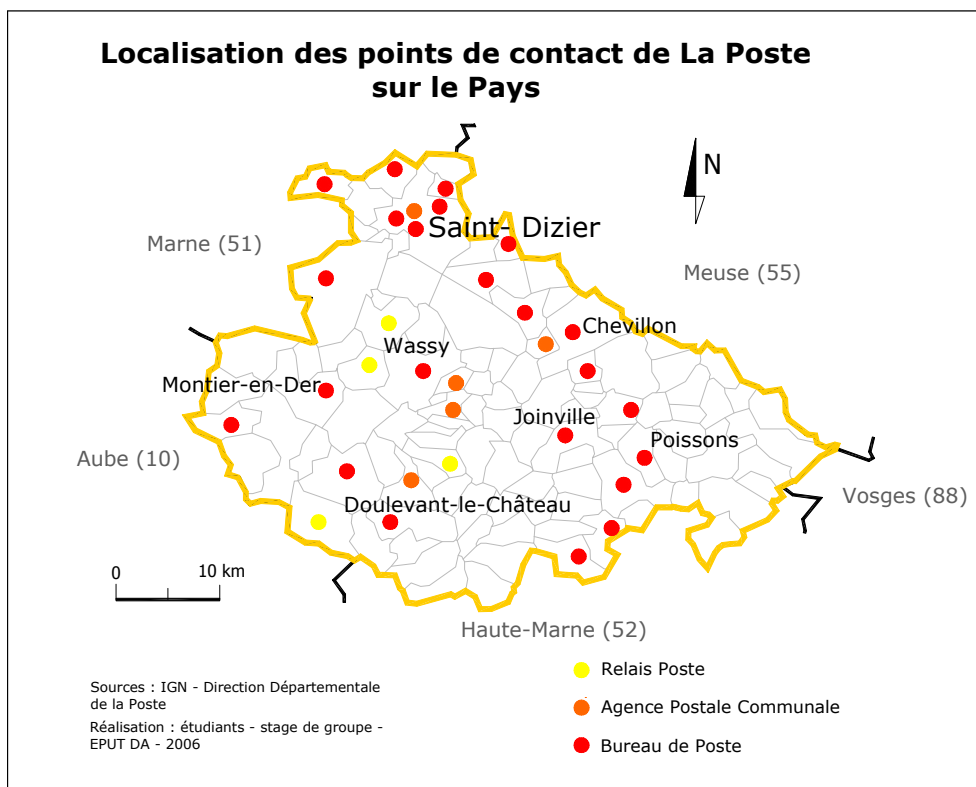
Malgré la perte de population subie par le Pays, la Direction Départementale de la Poste de Haute-Marne s'est engagée à ne fermer aucun point de contact de la Poste, mais à les adapter en fonction de la fréquentation. Ainsi, on a récemment assisté à la reconversion de plusieurs bureaux de Poste en APC ou relais Poste.

Dans des communes en perte d'habitants et donc peu rentables pour la Poste, il semble en effet préférable d'envisager la reconversion d'un bureau de Poste en APC ou relais Poste. Avec des horaires plus adaptés aux attentes des usagers, ces structures sont plus facilement accessibles par les populations et permettent de maintenir la présence postale sur des territoires en perte de dynamisme.

3. L'ouverture de bureaux de poste du futur

Les bureaux de Poste garantissent l'accès à l'intégralité de l'offre commerciale et sont directement gérés par la Poste. Il devient pourtant nécessaire d'adapter les services postaux à l'évolution des besoins des usagers : horaires d'ouverture, accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, élargissement de la gamme des prestations (bornes Wi-fi...). L'organisation est également remaniée au sein de l'établissement avec la mise en place d'espaces consacrés à chaque type d'opérations. Les bureaux du futur constituent une réponse intéressante à cette évolution, mais ils ne vont pas forcément dans le sens d'un maillage équilibré. En effet, leur implantation sera fonction de la fréquentation : la modernisation des bureaux de poste sera donc essentiellement adressée au milieu urbain. Après l'ouverture d'un bureau de poste du futur à Chaumont et la rénovation des bureaux de Poste de Saint-Dizier et Langres, rendant ce dernier accessible aux personnes à mobilité réduite, des bureaux de poste du futur devraient voir le jour courant 2006 à Joinville et Wassy.

**Disposer des services
de proximité**



Les horaires de levées sont tels qu'ils ne semblent pas faciliter l'acheminement du courrier des entreprises. En effet, les levées des bureaux de Poste s'effectuent entre 14h30 et 16 heures et celles des APC et relais Poste ont généralement lieu à 9 heures. Internet n'étant actuellement qu'un complément aux envois postaux, on comprend ainsi l'enjeu du maintien d'un bureau de Poste, permettant aux entreprises de répondre plus rapidement à leur courrier.

Les horaires d'ouverture sont très variables d'une structure à l'autre. En effet, certains bureaux de Poste ouvrent 15 heures par semaine (celui de Curel par exemple) alors que d'autres ne fonctionnent que 10 heures par semaine (Bettancourt-la-Ferrée). Quant au bureau de Poste de Longeville-sur-la-Laines, ouvert actuellement 5h15 par semaine, une délibération municipale devrait le transformer en APC.

De même, certaines Agences Postales Communales sont ouvertes au public 20 heures par semaine (Brousseval) alors que d'autres ne le sont que 8h30 (Vaux-sur-Blaise).

On peut tout de même globalement noter que peu de structures sont accessibles jusqu'à 18 heures (Brousseval), voire 19 heures (Vaux-sur-Blaise). Ainsi, il est sans doute préférable qu'un établissement ouvre entre 10 et 12 heures et en début de soirée, s'adaptant davantage aux horaires des actifs.

Le Pays Nord Haut-Marnais compte un établissement postal pour 2463 habitants. Alors que la moyenne nationale offre un établissement pour 3530 habitants, le Pays semble mieux équipé. Cependant, il apparaît moins bien doté que le Pays de Chaumont (un établissement pour 1580 habitants, proche de la moyenne départementale).

Posant des problèmes sociologiques, économiques et politiques, l'évolution des bureaux de Poste reste une question sensible. Malgré les volontés, énoncées par la loi de régulation des activités postales, de maintenir un maillage équilibré et le concept de service universel, la mise en concurrence risque de placer en avant le développement commercial de la Poste. La Poste ne souhaite pas se retirer des zones rurales mais doit en permanence s'adapter et rechercher le meilleur équilibre entre sa mission de contribution à l'aménagement du territoire et l'équilibre financier de ses activités. La transformation de bureaux de Poste en APC ou Relais Poste, même si elle s'adapte aux besoins des usagers, semble tout de même symboliser un certain désengagement de la Poste en milieu rural.

**Disposer des services
de proximité**

II. Les services bancaires

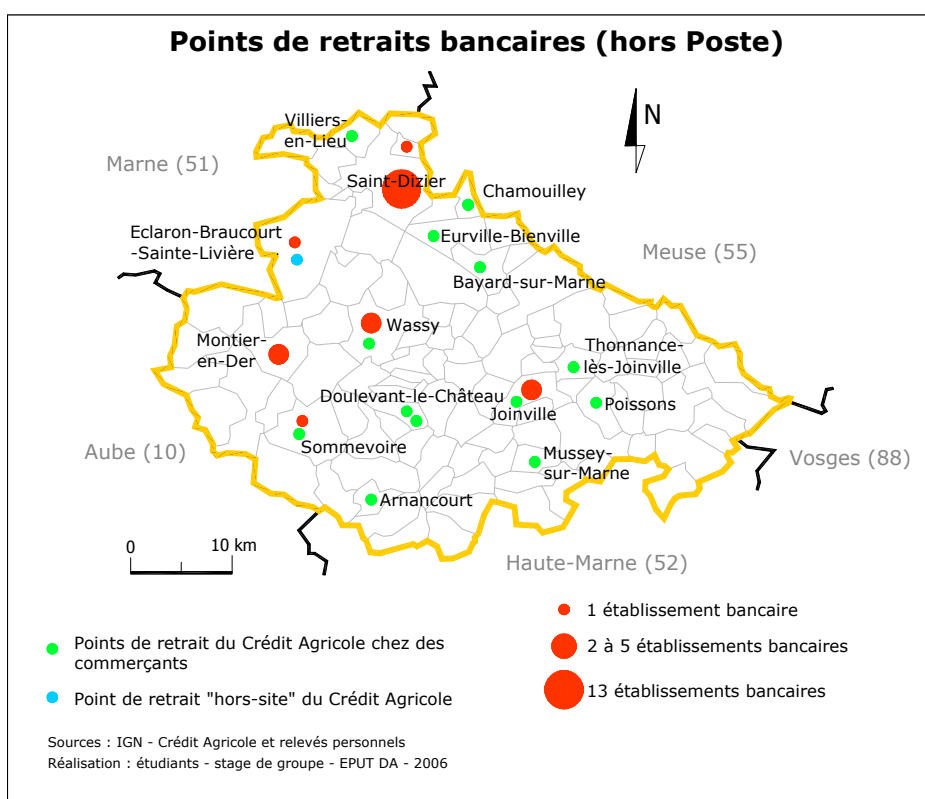
Trois structures permettent d'effectuer des retraits d'argent :

- les banques (aux guichets ou grâce aux distributeurs automatiques) ;
- les Agences Postales Communales ;
- les commerces de proximité : soit en partenariat avec La Poste, soit avec le Crédit Agricole.

Afin de renforcer le lien de proximité en milieu rural, le Crédit Agricole a lancé au début des années 1990 des partenariats avec les commerçants en créant les " Points Verts ". En échange d'un chèque remis au commerçant " Services Point Vert ", l'utilisateur obtient en espèces, la somme inscrite sur le chèque. Il est ainsi possible d'effectuer des retraits allant de 20 à 100 € par jour et par personne. Ce type de retrait reste néanmoins réservé aux clients de la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne. Dix " Points Verts " sont présents sur le territoire, rendant les populations plus libres par rapport aux horaires d'ouverture des banques. De même, des conventions ont été passées avec des commerçants de proximité afin de mettre des distributeurs de billets à disposition de tous les clients du Crédit Agricole. Ces distributeurs se situent dans les communes de Joinville, Eurville-Bienville et Bayard-sur-Marne. Le commerçant perçoit 0,85 € pour un retrait par carte et 0,74 € pour un retrait par chèque.

Il existe certaines difficultés à identifier les commerçants proposant ce type de service. Un logo, parfois un panneau est seulement posé sur la devanture du commerce et l'absence d'enseigne extérieure ne facilite pas la lisibilité.

Un distributeur " hors-site " fonctionnant 24h/24h a également été installé à Eclaron.



Disposer des services
de proximité

On constate que l'implantation des banques et points de retrait est en lien direct avec la démographie. Seules les communes les plus peuplées disposent d'un tel service, entraînant une répartition certes inégale mais néanmoins cohérente.

Conclusion

Les services financiers de la Poste et les banques se complètent pour mailler au mieux le territoire et offrir un accès aux opérations les plus courantes.

A travers les Relais Poste et Points Verts, les commerçants prennent de plus en plus le relais pour assurer un service de proximité dans les communes les plus isolées.

Malgré une répartition irrégulière et des horaires parfois peu adaptés, la population semble satisfaite de l'offre postale proposée.

**Disposer des services
de proximité**

Bilan

FORCES	FAIBLESSES	MENACES	OPPORTUNITES
LES SERVICES PUBLICS, COLLECTIVITES ET CHAMBRES CONSULAIRES			
_ Services de l'Etat bien présents sur le territoire: Trésor public, centre des impôts _ Des services consulaires présents à Saint-Dizier : CCI, CMA,	_ Mairies peu ouvertes au public dans les communes rurales _ Horaires non adaptés	_ Diminution des horaires d'accueil du public	_ Des mairies qui constituent la première maison des services publics sur un territoire
LES COMMERCE DE PROXIMITE			
_ Présence du pôle commercial de Saint-Dizier _ Présence de commerces multiservices _ Très bonne desserte des commerces ambulants _ Présence d'Unions Commerciales _ Présence de dispositifs d'amélioration des commerces (charte de qualité, etc.) _ Pôles intermédiaires bien équipés en commerces alimentaires	_ Baisse du nombre de commerces _ Peu de marchés _ Nombreux Hard Discount seulement alimentaires	_ Phénomène de dévitalisation des bourgs _ Phénomène de concentration commerciale _ Transfert du poste "alimentation" vers le poste "loisirs" dans le budget des ménages _ Nombreux commerçants proches de la retraite _ Difficulté de trouver un repreneur	_ Augmentation du fonds FISAC (+ 10 millions en 2005) _ Nombreux outils pour la revitalisation (Opération "1000 villages", etc.)
LES SERVICES POSTAL ET BANCAIRE			
_ Bonne répartition des points de retrait	_ Inégale répartition des banques _ Horaires postaux peu adaptés	_ Disparition des bureaux de Poste	_ Partenariats avec des commerçants _ Implication des communes

Disposer des services de proximité

Orientations

- Adapter les horaires d'ouverture aux besoins des usagers.
- Maintenir l'offre de commerce existante en les rendant plus attractifs.
- Inciter à la création ou à la reprise de commerces.

THEME 4

ETRE ACCOMPAGNÉ, SOUTENU

**Etre accompagné,
soutenu**

SOUS-THEME 1 : L'ACCOMPAGNEMENT DES ACTIFS DANS LEUR PARCOURS PROFESSIONNEL

Le principe de solidarité est essentiel sur un territoire. Les services aux publics ont un rôle fondamental de maintien de la cohésion entre les divers membres de la société.

Cette fonction est prise en charge par l'ensemble des structures traitant des problèmes spécifiques aux populations présentant un risque de marginalisation - personnes âgées, exclues du marché du travail ou présentant un handicap...

Les services d'aide à la personne sont nombreux et divers. Pour que leur fonctionnement soit optimal, ils doivent proposer des prestations adaptées aux besoins exprimés et au contexte territorial. " Assurer la cohésion de la Nation, c'est tenir compte des besoins spécifiques de chacune des catégories de la population, garantir la présence et le fonctionnement de prestations de services à caractère [...] social et leur adaptation aux usagers " (*Bernard LEURQUIN, La vocation de services des pays*).

Le Pays Nord Haut-Marnais, à la fois rural et industriel, possède des caractéristiques socio-économiques très marquées, sources d'enjeux que traitent de nombreux organismes publics ou associatifs.

I. Une population en décalage avec les entreprises

La prédominance des activités industrielles explique le manque de qualification des actifs du Nord Haute-Marne qui rencontrent des difficultés en cas de perte de leur emploi.

Mais la sous-qualification de la population tend à diminuer, les nouveaux actifs étant de plus en plus diplômés. Selon l'INSEE, la croissance du nombre de diplômés entre 1990 et 1999 touche les filières professionnelles (+16,6% de titulaires d'un CAP ou d'un BEP et +25,3% de titulaires d'un BAC ou d'un Brevet Professionnel). Mais elle concerne majoritairement les études post-Bac (+70,2 % de Bac +2 et 49,2 % de diplômes d'études supérieures).

Tableau 18 : Le niveau de diplôme des plus de 15 ans non scolarisés de l'arrondissement de Saint-Dizier en 1999

	Arrondissement de Saint-Dizier	France Métropolitaine
Aucun diplôme	27,20%	20,00%
CEP	19,60%	17,30%
BEPC	6,60%	8,10%
CAP ou BEP	27,20%	24,80%
BAC ou Brevet Professionnel	9,90%	12,80%
Diplôme BAC +2	5,80%	8,50%
Diplôme de niveau supérieur	3,70%	9,10%

Source : INSEE, RGP 1999

En outre, l'ANPE remarque depuis plusieurs années une surabondance d'actifs issus de formations tertiaires, les jeunes étant peu attirés par les études liées aux activités industrielles.

Etre accompagné,
soutenu

La majorité de l'offre exprimée par les employeurs du Nord Haute-Marne concerne le secteur secondaire. Un décalage existe entre l'offre et la demande en matière d'emploi. Cette situation a d'inévitables répercussions sociales, tel le départ des 18-25 ans qui ne parviennent pas à trouver d'emploi correspondant à leur formation.

Photo 38 : Le groupe GHM, un des plus gros employeur du secteur secondaire du Pays.



Les enjeux de l'emploi reposent donc sur la mise en adéquation des besoins des entrepreneurs avec la formation des employés et des demandeurs d'emploi du Pays Nord Haut-Marnais.

II. Un accompagnement des demandeurs d'emploi adapté au contexte nord haut-marnais

En réponse aux difficultés particulières qu'affrontent les demandeurs d'emploi du Pays Nord Haut-Marnais, le territoire dispose d'organismes mettant en œuvre des actions particulières, adaptées au contexte local.

A) l'Agence Nationale Pour l'Emploi

Une Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) est implantée à Saint-Dizier et travaille à l'échelle de l'arrondissement. Elle cherche à mettre en lien les 4 789 établissements employeurs répertoriés le 31/08/2005 avec les 4 980 demandeurs d'emplois répertoriés le 31/12/05, dont 3 279 en catégorie 1, c'est-à-dire recherchant un Contrat à Durée Indéterminé à temps plein et immédiatement disponible.

L'Agence propose ainsi plusieurs prestations comme le bilan de compétences approfondies ou des ateliers de recherche d'emploi (réalisation de CV, préparation à l'entretien d'embauche...).

La priorité est donnée aux publics les plus en difficulté, tels les chômeurs de longue durée ou les femmes, pour qui l'ANPE a signé une convention d'insertion professionnelle avec le Centre d'Information sur le Droit des Femmes (CIDF) et l'AFPA (Agence de Formation Professionnelle pour Adultes). L'objectif est de leur faire découvrir des métiers considérés comme réservés aux hommes.

**Etre accompagné,
soutenu**

L'ANPE est ouverte toute la semaine, sauf le jeudi après-midi. Ces horaires semblent bien adaptés. Mais pour être plus près de la population et répondre aux difficultés de déplacement que rencontrent certains demandeurs d'emploi qui ne disposent pas de véhicule et qui n'ont pas accès aux services de transports collectifs, l'agence a mis en place plusieurs permanences dans quatre chefs-lieux de canton :

- Joinville, une fois par semaine, les lundi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h00 ;
- Chevillon, le premier mardi de chaque mois, de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 ;
- Montier-en-Der le 3ème mardi de chaque mois, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 ;
- Wassy, le 2ème et le 4ème vendredi par mois, de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h00.

Les permanences de Doulevant-le-Château et de Doulaincourt-Saucourt ont été stoppées en raison de locaux d'accueil inadaptés.

Depuis janvier 2006, l'ANPE a modifié et intensifié ses modalités de suivi des demandeurs d'emploi. Après leur quatrième mois de chômage, ceux-ci doivent s'entretenir tous les mois avec un agent, et non plus tous les trois mois. L'Agence de Saint-Dizier doit donc prochainement réorganiser ses permanences - augmentation des horaires et des jours de présence - et en créer de nouvelles. Les communes qui accueillent ou accueilleront les agents lors de permanences doivent fournir des locaux adaptés pour recevoir les demandeurs d'emploi.

B) La Mission Locale

Il existe également à Saint-Dizier une Mission Locale, structure particulièrement destinée aux jeunes actifs de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an. Disposant d'une équipe de 8 conseillers " emploi-formation ", d'une conseillère sociale et de deux agents ANPE mis à disposition, elle mène sa mission de service public depuis sa création en 2001 et aide les jeunes qui le souhaitent à :

- définir leurs compétences et leurs capacités ;
- choisir un projet professionnel ;
- s'orienter vers des emplois porteurs et/ou des formations gérées par des organismes compétents (Poinfor, ADPS, AFPA, Greta...) ;
- faire face aux difficultés rencontrées lors de recherches (mobilité, logement...).

Elle gère aussi un système de parrainage, en partenariat avec le Comité de Bassin d'Emploi (CBE). Celui-ci vise à mettre en lien des jeunes demandeurs d'emplois avec des personnes ayant une longue expérience professionnelle, pour les soutenir individuellement dans leurs recherches.

La Mission Locale est aussi en lien avec les employeurs pour les conseiller, assurer la pérennité des recrutements et participer à la mise en place de formations.

Pour répondre aux problèmes de mobilité rencontrés par les jeunes actifs, quatre permanences ont été créées:

- à Saint-Dizier du lundi au vendredi à la Maison de la Jeunesse et de la Culture (MJC) ;
- à Joinville, dans les mêmes locaux que les permanences de l'ANPE, tous les jeudis de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
- à Wassy à l'Hôtel de Ville, tous les mercredis de 9h00 à 12h00 ;
- à Montier-en-Der à la Mairie, deux mercredis par mois de 14h00 à 17h00, depuis 2003.

**Etre accompagné,
soutenu**

La fréquence des permanences dépend des besoins des territoires desservis. Celle de Joinville accueille en moyenne et par journée de permanence une dizaine de jeunes tandis que celles de Wassy et de Montier-en-Der accueillent entre 6 et 8 jeunes par demi-journée de permanence. Ainsi, le demande est plus forte à Joinville que dans l'ouest de l'arrondissement, où les taux de chômage et le nombre de jeunes sont plus importants.

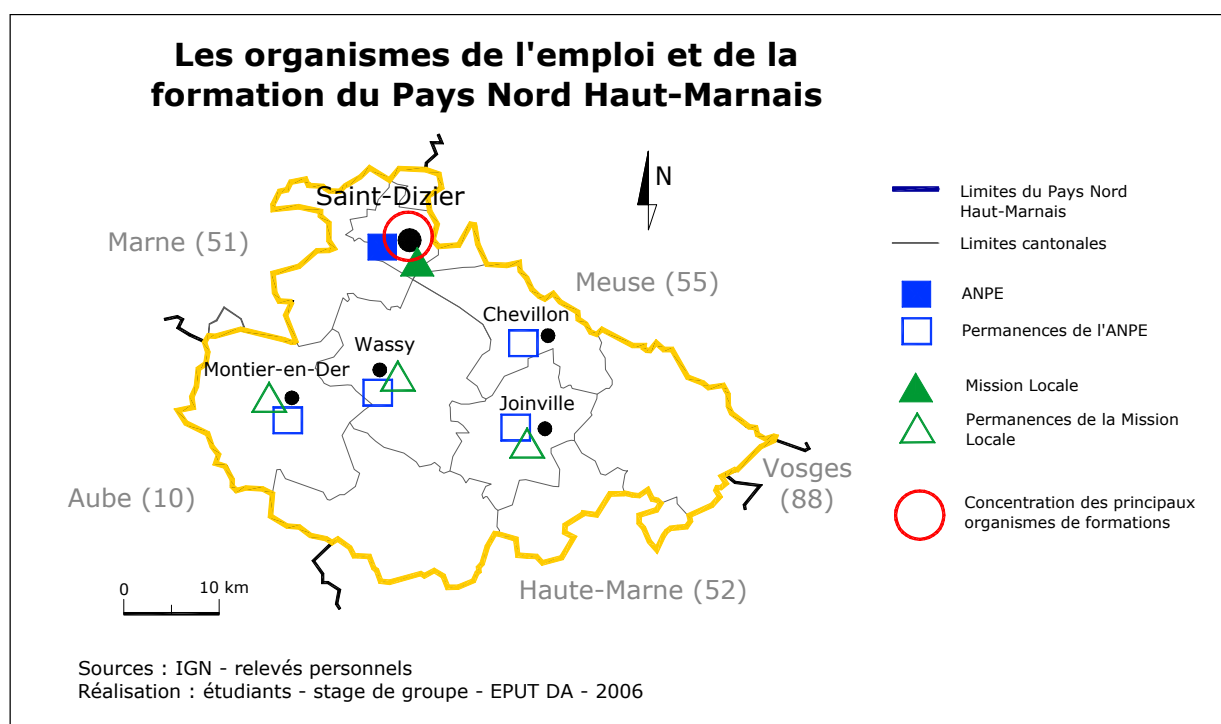
En 2003, 1 662 jeunes ont été accueillis, dont 578 nouveaux inscrits. La fréquentation des permanences de Joinville et de Wassy a progressé, passant entre 2002 et 2003 respectivement de 79 à 155 jeunes et de 43 à 111 jeunes.

C) Le Centre Interinstitutionnel de Bilan de Compétences

Saint-Dizier accueille par ailleurs un Centre Interinstitutionnel de Bilan de Compétences (CIBC) qui gère des prestations particulières, à la demande des organismes d'aide à la recherche d'emploi et les entreprises. Il réalise pour les employés un Bilan de Compétences et pour les demandeurs d'emploi un Bilan de Compétences Approfondies. Ce CIBC permet aux actifs de définir un projet professionnel et de s'orienter vers des formations porteuses pour améliorer leurs compétences.

Concernant les organismes privés, les agences d'intérim sont nombreuses dans le Nord Haute-Marne. On en compte 3 à Joinville et 7 à Saint-Dizier. Le contexte singulier de l'emploi explique cette forte présence. En effet, le travail en intérim touche généralement les jeunes actifs et les ouvriers et concerne majoritairement les emplois industriels et du Bâtiment.

Si le nombre d'intérimaires tend à stagner au niveau national depuis trois ans, il semble que son poids soit de plus en plus important dans le Nord Haute-Marne. Ainsi, l'ANPE de Saint-Dizier observe une augmentation de plus de 55% des offres d'emploi par intérim entre septembre 2004 et septembre 2005.



**Etre accompagné,
soutenu**

III. La présence de structures d'aide aux entreprises en matière de gestion des compétences

Il existe sur le territoire plusieurs associations d'employeurs. Elles aident les établissements adhérents à définir les compétences nécessaires que doivent acquérir les employés pour améliorer les productions et les prestations, le but étant d'orienter les salariés vers des formations adaptées.

Notons la présence à Saint-Dizier de l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé de la Région Champagne-Ardenne (OPCAREG) et l'AGEFOS-PME, qui regroupe partenaires sociaux, syndicats et PME adhérentes.

Par ailleurs, le nord du département de la Haute-Marne dispose d'une structure plus singulière : le Comité de Bassin d'Emploi (CBE), créé en 1995, dont les locaux sont à Saint-Dizier. Cette association rassemblant certains acteurs économiques du territoire a pour but de mener des actions relatives à l'emploi et la formation. Près d'une centaine d'entreprises sont membres du CBE. Les projets, subventionnés par des fonds publics, ont pour but principal de favoriser la coordination et les échanges entre les organismes de formation et les entreprises.

Pour ce faire, le CBE :

- réalise dans les entreprises qui le souhaitent, des études de Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC), dont le but est de définir les besoins futurs de formation des employés et les moyens d'y répondre ;

- gère la manifestation " la Ruche des Compétences ", lieu de rencontre entre les entrepreneurs du territoire et le public, organisée en 2004 et 2005 et reconduite en 2006. Elle vise à renforcer l'image et l'attractivité des entreprises et favoriser leurs liens avec des organismes de formations. En 2005, l'animation a accueilli 87 exposants et près de 1 000 visiteurs.

A l'échelle de la Haute-Marne, il existe également l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie (UIMM) dont le siège social se situe à Saint-Dizier. Cette structure regroupe plus d'une centaine d'industriels de la métallurgie et a pour objectif de défendre les intérêts de ses adhérents par le biais de nombreuses actions en faveur de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

L'UIMM dispose pour cela de deux outils :

- le Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie (CFAI) de la Haute-Marne qui propose des formations initiales allant du CAP au BTS (*cf. Thème 1 : S'ouvrir aux autres, s'ouvrir au monde*) ;

- l'Association de la Formation Professionnelle de l'Industrie (AFPI), qui propose des stages inter-entreprises, des formations qualifiantes et continues à destination des employés des entreprises membres, soit une centaine de personnes en 2005. Leur travail porte sur trois thèmes : le management, la forge et la soudure.

Toutes ces structures permettent de renforcer le poids des entreprises du territoire créatrices d'emplois, tout en facilitant la reconversion des salariés en cas de perte de leur place.

**Etre accompagné,
soutenu**

IV. Des organismes de formation nombreux

Chaque année, la Région Champagne-Ardenne travaille avec les ANPE, les Missions Locales, les élus et les entreprises de chaque bassin d'emploi pour définir les besoins de chacun d'eux en terme de formation professionnelle. Elle élabore alors le Schéma Régional de la Formation et lance des appels d'offres auxquels répondent les structures qualifiées. Le Pays Nord Haut-Marnais, intégrant le bassin d'emploi de la Marne Moyenne, accueille ainsi plusieurs organismes proposant des formations pour adultes.

Localisés à Saint-Dizier en raison de leur échelle d'action (l'arrondissement ou le département), ces organismes sont de plus en plus nombreux, et à destination des demandeurs d'emploi et des employés qui cherchent à accroître leurs qualifications ou à obtenir une Validation des Acquis de l'Expérience (VAE). Le VAE est un bon moyen pour des employés peu qualifiés de voir reconnaître leur technicité sur des postes spécifiques, notamment en cas de perte d'emploi.

On relève notamment la présence de :



- l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA), qui accueille chaque année plus de 750 stagiaires et propose 19 filières de formation (8 dans l'industrie de la maintenance et du travail des métaux, 10 dans le bâtiment et une dans la réparation automobile) et 12 matières enseignées à distance ;

- une antenne du GRETA de la Haute-Marne. Il gère actuellement 8 formations lourdes, accueillant en moyenne 250 personnes par an et de multiples formations ponctuelles suivies par 600 autres stagiaires. Environ 2/3 des personnes formées sont des demandeurs d'emplois, l'autre tiers concernant des employés.

- le groupe ADPS Emploi (Association Auboise pour le Développement de la Promotion Sociale et de la Formation Professionnelle) qui gère, notamment sur le plan de la formation, l'Ecole de la Deuxième Chance. Elle est à destination des moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification et qui souhaitent suivre une formation qualifiante. ADPS mène en parallèle des missions de conseil aux entreprises ;

- Poinfor, structure initialement implantée à Langres venant d'ouvrir une antenne à Saint-Dizier ;

- Interactions et Entreprises, un club d'entrepreneurs soutenant les projets d'évolution de ses membres. Il gère diverses formations en alternance et des outils de validation d'acquis. L'objectif est d'orienter les actifs qui le souhaitent vers des métiers très techniques, en lien direct avec les entreprises.

**Etre accompagné,
soutenu**

Conclusion

Le territoire nord haut-marnais possède des caractéristiques d'emploi particulières dues à la prédominance du secteur industriel, notamment métallurgique. Mais la fragilisation du secteur secondaire n'est pas totalement compensée par la croissance du secteur tertiaire.

Les acteurs du Pays Nord Haut-Marnais, dans une logique de partenariat, tendent de plus en plus à lier problématiques sociales et économiques, et à mettre en relation les personnes en voie de marginalisation et les entreprises.

L'ANPE et la Mission Locale de Saint-Dizier cherchent à répondre aux problèmes spécifiques du territoire. Tout comme les regroupements d'employeurs, elles accordent une place toujours plus importante à la formation professionnelle pour répondre aux demandes d'emploi et prévenir les possibles pertes d'emploi des actifs.

Le nombre important d'organismes de formation pour adultes contente globalement les besoins exprimés par la population en matière de formation. Cependant, ce dispositif reste insuffisant pour juguler les problèmes de chômage du Pays Nord Haut-Marnais.

De ce fait, ces multiples organismes doivent être soutenus par le Pays Nord Haut-Marnais et accompagnés dans leurs projets d'évolution et de déploiement, certaines communautés de communes se plaignant de leur trop faible présence sur leur territoire.

Pour les personnes les moins mobiles, les déplacements vers les structures d'aide restent un problème important, et ce, malgré l'existence de permanences.

Par ailleurs, plusieurs des structures citées mènent des actions communes. Cependant, certaines regrettent un travail en partenariat parfois lourd et difficile à mettre en place, en raison d'un manque de circulation des informations nécessaires.

La cohérence du bassin d'emploi de Saint-Dizier étant reconnu par l'ensemble des acteurs du Pays Nord Haut-Marnais, celui-ci semble être l'échelle pertinente pour accueillir ce type de structure.

**Etre accompagné,
soutenu**

SOUS-THÈME 2 : SOUTENIR LES PERSONNES RENCONTRANT DES DIFFICULTÉS

Le Pays Nord Haut-Marnais présente des conditions de vie nettement en-dessous de la moyenne régionale en terme de salaires. Liées à un taux de chômage préoccupant et à un vieillissement continu de la population, les difficultés sociales sont nombreuses. En illustration, 54% des allocataires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) haut-marnais habitent le Pays, alors que celui-ci n'accueille que 40 % de la population du département.

La présence d'organismes sociaux est donc indispensable. Ce soutien à la population est assuré prioritairement par les services administratifs, représentant la puissance publique ; mais il ne faut pas négliger le rôle du milieu associatif, plus souple et plus proche des réalités de terrain.

I. La présence des principaux services sociaux administratifs

A) La Caisse Primaire d'Assurance Maladie

En Haute-Marne, le siège de la Sécurité Sociale se situe à Chaumont. Mais les villes de Saint Dizier et Langres accueillent toutes deux un centre de paiement.

En outre, depuis 1976, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) souhaite décentraliser ses accueils. De ce fait, 13 Points d'Accueil Itinérants ont été créés, dont 5 sur le Pays Nord Haut-Marnais, à Chevillon, Doulevant-le-Château, Joinville, Montier-en-Der et Wassy. Ces permanences ont pour but d'aider les personnes à remplir et créer leur dossier de Sécurité Sociale.

Cependant, à moyen terme, les Points d'Accueil Itinérants vont subir une restructuration. Certaines permanences sont peu fréquentées, comme celle de Chevillon, tandis que d'autres sont très fréquentées, comme celle de Joinville où la demande tend à s'accroître.

B) La Mutualité Sociale Agricole

La Mutualité Sociale Agricole est une organisation professionnelle gestionnaire du service public de la protection sociale des agriculteurs et des salariés agricoles. Elle représente le régime de protection sociale du monde agricole et rural en France et gère la protection légale et complémentaire de l'ensemble de la profession agricole. La représentativité de ses élus et sa connaissance du milieu rural en font également un véritable expert dans le domaine social.

La MSA repose sur une structure décentralisée, avec au niveau national, une Caisse Centrale et au niveau départemental ou pluri-départemental, des caisses de MSA qui constituent le guichet unique de l'adhérent pour l'ensemble des questions de protection sociale : santé, famille, retraite. La MSA Sud-Champagne regroupe la caisse de l'Aube et celle de la Haute-Marne, située à Chaumont.

Il existe également des agences locales établissant localement le contact avec les assurés du monde agricole. Sur le Pays, l'agence est située à Joinville et accueille le public les mercredis et vendredis, et une permanence est présente à Montier-en-Der le 4^{ème} vendredi matin de chaque mois.

**Etre accompagné,
soutenu**

C) La Caisse d'Allocations Familiales

Les allocations familiales forment la " Branche Famille " de la Sécurité Sociale, à travers le réseau formé par la Caisse Nationale des Allocations familiales (CNAF) et les Caisses d'Allocations Familiales (CAF).

Ainsi, la CNAF est un établissement public qui finance l'ensemble des régimes de prestations familiales, et définit la stratégie de la branche et des politiques d'action sociale.

Les Caisses d'Allocations familiales sont, quant à elles, des organismes de droit privé, gérés par les Conseils Généraux, et qui assurent une mission de service public régie par le code de la Sécurité sociale.

Ainsi, la CAF remplit deux missions :

- verser des prestations familiales et sociales sous certaines conditions : Aide Personnalisée au Logement (APL), Revenu Minimum d'Insertion (RMI), Allocation Adulte Handicapé (AAH) etc. ;

- développer une action sociale en faveur des familles dans des domaines divers et variés tels que l'accueil du jeune enfant, le temps libre des jeunes, le logement et l'habitat ou l'accompagnement des familles défavorisées.

La politique familiale a donc pour finalité essentielle d'aider les familles dans leur vie quotidienne par la prise en compte d'un certain nombre de composantes telles que le logement, les loisirs, l'éducation et la garde d'enfants, la santé...

Mais au sein du Pays Nord Haut-Marnais, la CAF ne possède que deux points d'accueil, réduisant son accessibilité pour la population du territoire la moins mobile :

- un à Saint-Dizier : ouvert du lundi au vendredi de 9h15 à 12h et de 13h à 16h15 ;
- un à Joinville : ouvert le mercredi de 9h15 à 13h.

Il est à noter que le point d'accueil de Joinville a vu ses horaires d'ouverture réduits par rapport à 1999. L'accueil téléphonique fonctionne quant à lui 24h sur 24 et 7 jours sur 7.

D) Les Circonscriptions d'Action Sociale

En France, les départements ont de larges compétences en matière d'action sociale. Définies par les lois de décentralisation de 1982 et de 2004, celles-ci sont gérées en Haute-Marne par la Direction de la Solidarité Départementale.

Ses principaux domaines d'intervention concernent l'enfance, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes en difficulté.

En outre, depuis le 1er janvier 2004, les départements ont la responsabilité du versement du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et du suivi des projets et contrats d'insertion.

Pour répondre à ces missions définies par le législateur, le département délègue certaines de ses compétences à quatre Circonscriptions d'Action Sociale (CAS) pour être plus proches des réalités locales. Le Pays Nord Haut-Marnais en accueille une à Saint-Dizier et une à Joinville, les deux régions possédant une situation sociale très médiocre liées aux difficultés économiques que rencontre le Nord de la Haute-Marne.

**Etre accompagné,
soutenu**

Les circonscriptions gèrent plusieurs compétences départementales délocalisées relatives à :

- l'enfance, par des actions de prévention pour la santé des mères et des jeunes enfants, l'accompagnement des familles rencontrant des problèmes éducatifs et par des aides sociales à l'enfance. Les CAS ont en charge la Protection Maternelle et Infantile et l'Aide Sociale à l'Enfance;

- les personnes en difficulté par des aides financières et l'accompagnement vers une plus grande autonomie, ainsi que la gestion du RMI et le suivi du contrat d'insertion.

La problématique récurrente est l'isolement économique de nombreuses personnes (taux de RMIstes et de chômage important, sous-qualification et sous-formation) lié à des difficultés familiales et de mobilité. Elles ont donc un rôle essentiel dans le maintien de la cohésion sociale nord haut-marnaise.

Les CAS sont ouvertes au public :

- de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00 du lundi au vendredi à Joinville ;
- de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00 du lundi au vendredi à Saint-Dizier.

Ces horaires sont bien adaptés.

Mais des permanences plus fines sont tenues par des assistantes sociales sur l'ensemble du territoire nord haut-marnais, pour aller à la rencontre des personnes les moins mobiles. La CAS de Saint-Dizier en possède plusieurs dans le quartier du Vert Bois, mais aussi à la Mairie de Montier-en-Der tous les mardis matin (de 9h30 à 11h30) et à Chamouilley un mercredi sur deux.



Photo 39 : La Mairie de Montier-en-Der accueille une permanence de la CAS de Saint-Dizier tous les mardis.

La Circonscription de Joinville tient ses permanences :

- à Joinville le mardi après-midi de 14h00 à 16h00 et le jeudi matin de 9h30 à 11h00 ;
- à la Mairie de Chevillon chaque jeudi matin de 9h30 à 11h30 ;
- à la Mairie d'Eurville-Bienville les 2ème et 4ème jeudis de chaque mois de 9h30 à 11h30 ;
- à la Mairie de Doulaincourt chaque jeudi matin de 9h30 à 11h30 ;
- à la maison Perrin de Wassy le jeudi matin de 10h00 à 11h00 et le mardi matin de 14h00 à 16h00 ;
- à la Mairie de Doulevant-le-Château les 1^{er} et 3^{ème} lundis matins de chaque mois de 9h30 à 11h00 ;
- à Wassy chaque mardi matin de 9h00 à 11h00.

A travers les orientations de son Programme Départemental d'Insertion de 2005, le département souhaite voir se développer dans les CAS du Nord Haute-Marne un partenariat plus fort et cohérent avec les organismes associatifs de l'insertion existants.

**Etre accompagné,
soutenu**

D) Les Centres Communaux d'Action Sociale

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison avec les institutions publiques et privées. Il représente de ce fait l'institution locale de l'action sociale par excellence. A ce titre, le CCAS remplit différentes missions légales ou facultatives en instruisant, par exemple, des demandes d'aides sociales, en orientant les personnes en difficulté vers des organismes compétents et en mettant en place des actions communales spécifiques.

Théoriquement, la loi impose à ce que chaque commune soit dotée d'un CCAS. Mais pour les plus petites d'entre elles (non dotées d'un CCAS), les missions de base de cette structure sont remplies par les secrétariats de mairies. Néanmoins, en raison des faibles temps d'ouverture des mairies rurales et de la complexité du droit social, beaucoup de personnes sont orientées vers les principaux CCAS du Pays Nord Haut-Marnais.

Ces derniers sont situés :

- à Saint-Dizier, ouvert du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Il accueille un Pôle Retraité gérant notamment deux foyers logements;

- à Joinville, ouvert toute la semaine de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30, sauf le jeudi de 9h00 à 12h00 ;

- à Wassy, ouvert toute la semaine de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, sauf le mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 ;

- à Montier-en-Der.

Les horaires sont globalement bien adaptés aux besoins du public, des expériences d'ouverture le samedi matin n'ayant pas été concluantes.

Par ailleurs, chaque CCAS élabore des actions particulières en matière d'insertion-cohésion. Joinville organise un atelier d'insertion que suit une quinzaine de bénéficiaires de minima sociaux et Saint-Dizier des ateliers de peinture et de gymnastique que fréquentent une soixantaine de personnes. Quant à Wassy, le CCAS gère une structure péri-scolaire et la cantine primaire.

Néanmoins, suite à une réduction générale du personnel des CCAS lors de la prise en charge du suivi des RMistes par les Circonscriptions d'Action Sociale en 2004, la fréquentation de ces structures tend à s'accroître depuis 2004. Les trois CCAS éprouvent certaines difficultés à répondre à l'ensemble des besoins.

II. Les associations d'insertion par l'emploi

Les associations jouent un rôle important en matière de soutien aux demandeurs d'emploi. Elles permettent de répondre de manière souple à des problématiques localisées, et sont gérées par des bénévoles. Elles renforcent ainsi l'implication des citoyens dans l'action collective locale.

Le Pays Nord Haut-Marnais accueille trois associations particulièrement reconnues dans le domaine de l'insertion par l'emploi.

A) L'association des Sans Logis

L'Association d'Accueil des Sans Logis (ASLO) est née en 1985 et gère deux centres d'hébergement à Saint-Dizier et à Chaumont. Elle a ainsi accueilli en 2004 et 2005 respectivement 286 et 271 personnes dans le besoin, 40% de celles-ci provenant du département de la Haute-Marne et 10% de la Région Champagne-Ardenne.

**Etre accompagné,
soutenu**

L'ASLO mène aussi des actions de réinsertion et d'accompagnement social des sans logis sur tout l'arrondissement : chantier de bûcheronnage, atelier de ramassage et de recyclage des cartons, entretien des espaces verts.

B) L'association Tremplin 52

Elle travaille elle aussi à l'échelle départementale puisqu'elle dispose de quatre antennes : à Chaumont, Langres, Froncles et Saint-Dizier. Créée en 1987, cette association a pour rôle de favoriser l'insertion par l'emploi, et met en relation les personnes marginalisées et les employeurs (particuliers, entreprises artisanales, collectivités locales, associations...) souhaitant faire réaliser des travaux ponctuels ne nécessitant pas de qualification (ménage, jardinage, petit déménagement, nettoyage, manutentions diverses...).

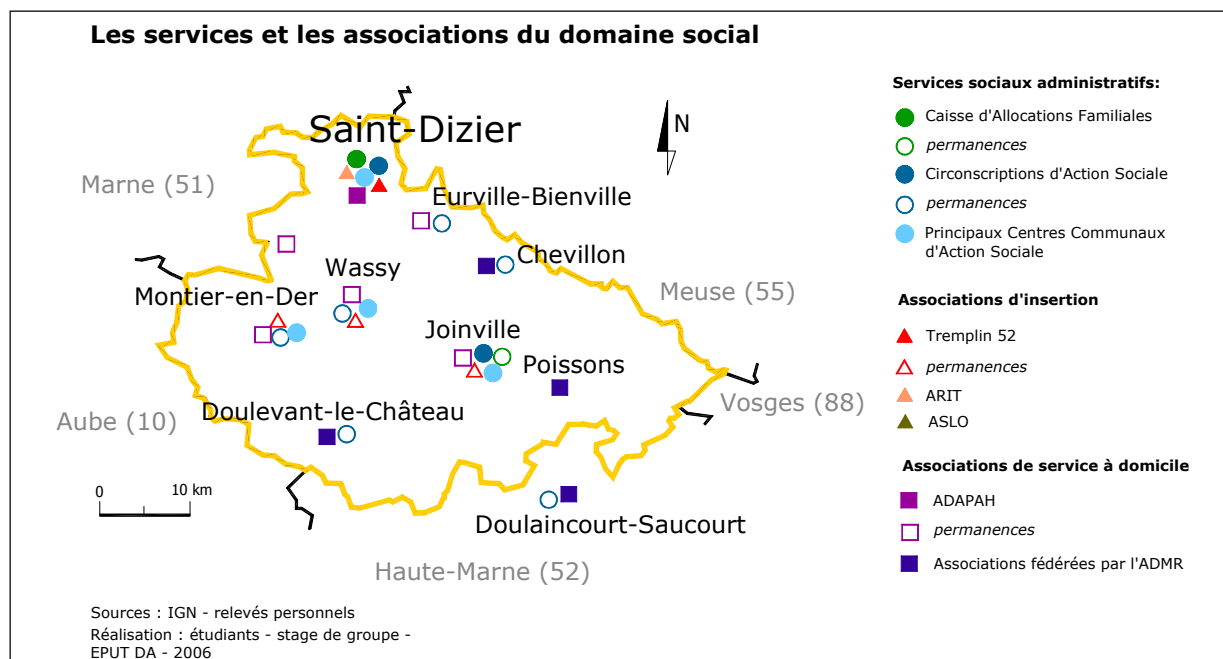
Sur la demande du Conseil Général, en 2002, l'association, ouverte tous les jours de la semaine à Saint-Dizier, s'implante en milieu rural et crée des permanences à :

- Wassy, une après-midi par semaine ;
- Chevillon, une fois par mois ;
- Montier-en-Der, permanence peu fréquentée ;
- Joinville, 3 jours par semaine, car la demande est forte.

Au regard de l'augmentation des personnes inscrites et de la fréquentation des permanences, il est clair que ces récentes implantations répondent à de réels besoins. Etre plus près des personnes en difficulté permet de répondre à d'importants problèmes de mobilité caractérisant les populations rurales les plus démunies.

C) L'Association pour la Rencontre et l'Intégration par le Travail

Enfin, l'Association pour la Rencontre et l'Intégration par le Travail (ARIT), créée en 2001, gère un atelier de récupération de vêtements à Saint-Dizier. Elle emploie une douzaine de femmes demandeuses d'emploi de longue durée en contrat emploi solidarité. Les vêtements remis en état sont destinés à la vente ou au don pour les personnes ayant de faibles revenus. En cinq ans d'existence, cette association a déjà accueilli près d'une trentaine de personnes.



**Etre accompagné,
soutenu**

III. Le service à domicile, essentiel pour les milieux ruraux

La solidarité territoriale ne concerne pas seulement les actifs. D'autres populations sont en proie à de multiples difficultés.

Pour les personnes âgées ou handicapées, des organismes de service à domicile fournissent des prestations d'aides au quotidien : aide ménagère et/ou à la toilette, télé-assistance, portage de repas à domicile... Leur rôle premier est de maintenir les personnes à demeure, afin d'éviter qu'elles ne soient placées dans des structures spécialisées.

A) Les principales associations de service à domicile

Le nord du département accueille deux associations importantes qui œuvrent sur des créneaux similaires :

- **l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées et aux personnes Handicapées (ADAPAH)**, dont le siège est à Chaumont. Elle travaille au nord du Pays sur les secteurs de Saint-Dizier et de Montier-Wassy-Joinville. Les permanences sont réalisées à Eclaron, à Eurville-Bienville, à Joinville, à Montier-en-Der et à Wassy ;

- **l'association d'Aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR)** dont le siège de la Fédération départementale est à Chaumont. Elle s'appuie sur des associations locales dans la moitié sud du Pays. Cinq d'entre elles concernent entièrement ou en partie le Pays Nord Haut-Marnais : Haute-Borne, Rives de la Blaise, Poissons-Thonnance, Vallée de la Marne et Vallée du Rognon. L'ADMR, par ce maillage, aide chaque jour près de 250 personnes dans leur quotidien.



Les auxiliaires de vie qu'elles emploient se déplacent chez les personnes concernées. Les personnes peuvent aussi bénéficier d'un système de télé-assistance qui leur permet en cas de problème de prévenir rapidement leurs proches.

En règle générale, la demande croît puisque la population du Nord Haut-Marnais est vieillissante et les structures d'aide à domicile de plus en plus connues.



Jusqu'au 1er mai 2004, ces deux associations intervenaient sur des secteurs différents. Cependant, depuis près de deux ans, elles peuvent travailler sur l'ensemble du territoire. C'est pourquoi l'ADMR tend à se développer sur Wassy, Montier-en-Der, Saint-Dizier et ses communes périphériques. L'ADAPAH ne s'est pas encore déployée dans le sud du Pays. Par ailleurs, un nouveau service social spécialisé dans **la télé-assistance : la Présence Verte**, tend à se développer sur le territoire.

Cet important déploiement risque de rendre les actions de chaque prestataire moins lisibles, mais les bénéficiaires auront le choix de la structure. On peut ainsi espérer une amélioration du service rendu.

**Etre accompagné,
soutenu**

B) Le portage de repas à domicile

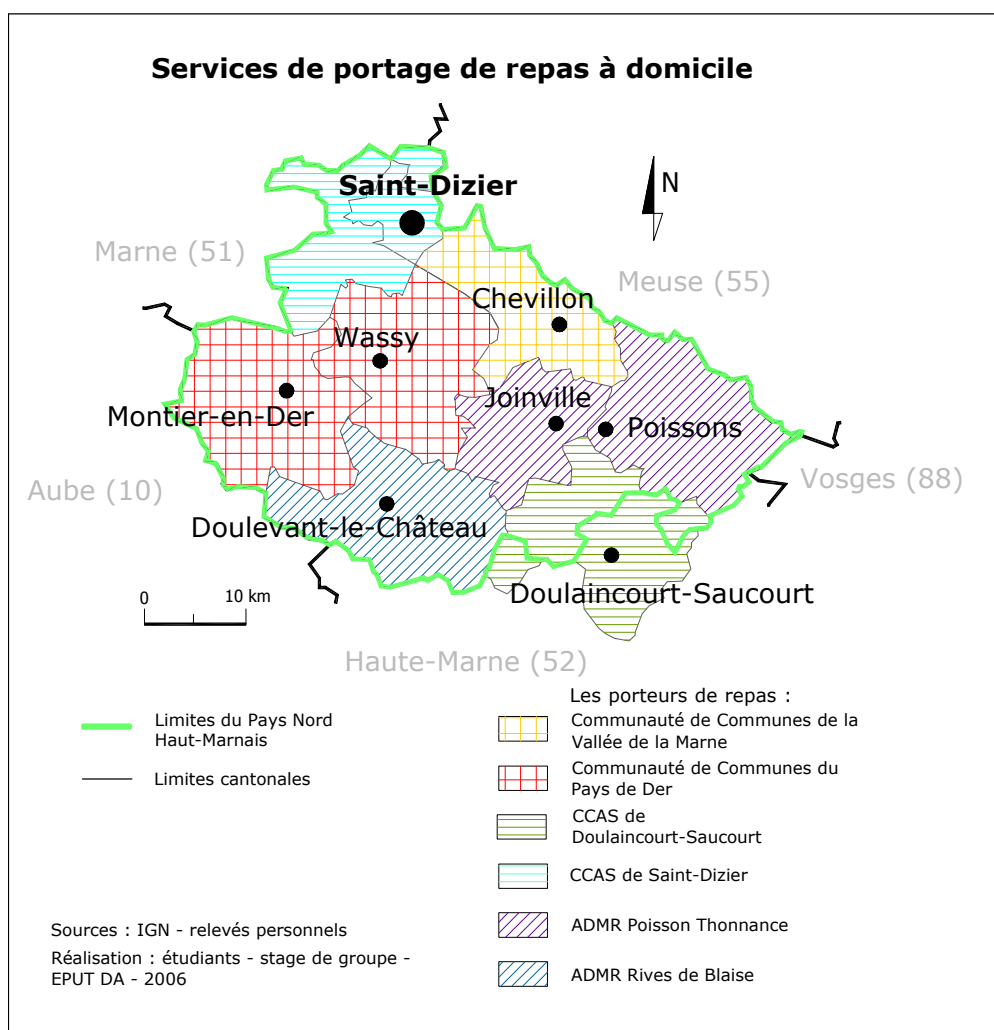
Le portage de repas à domicile est bien implanté dans le Pays Nord Haut-Marnais. Il est disponible sur la quasi totalité du territoire et concerne près de 250 repas par jour.

Plusieurs structures le gèrent :

- **certaines associations affiliées à l'ADMR Poissons-Thonnance et l'ADMR Rives de la Blaise**, en lien avec un traiteur de Joinville. Leurs prestations concernent respectivement une quarantaine et une quinzaine de personnes ;

- **des regroupements intercommunaux** tels que les Communautés de Communes du Pays du Der et de la Vallée de la Blaise qui travaillent ensemble en lien avec l'Hôpital Local de Montier-en-Der depuis 1996. Ce dernier apporte chaque jour des repas à près de 70 personnes. Il en est de même pour la Communauté de Communes de la Vallée de la Marne, à destination d'une vingtaine de personnes et dont le prestataire de service est un traiteur d'Eurville-Bienville ;

- **les CCAS** : celui de Joinville fournit quotidiennement à une trentaine de personnes des repas préparés par l'Hôpital Local de Joinville. Celui de Saint-Dizier concerne 11 communes avec lesquelles le centre a passé des conventions. En lien avec l'ADAPAH, il concerne en moyenne près de 120 bénéficiaires. Dernièrement, le CCAS de Doulaincourt-Saucourt gère le portage sur 5 communes du sud du Pays Nord Haut-Marnais, les repas étant préparés par la Maison de Retraite de la commune.



**Etre accompagné,
soutenu**

Le service à domicile est bien présent dans le Nord Haute-Marne. La demande s'accroît en raison du vieillissement de la population. C'est pourquoi l'offre est un élément important du Plan de Cohésion Sociale mené actuellement par le gouvernement, par la mise en place du Chèque emploi Solidarité Universel. L'ADMR et l'ADAPAH fournissent de longue date des prestations d'aide sur l'ensemble des communes du Pays. En outre, plusieurs communes et regroupements communaux sont amenés à mettre en place un service de portage de repas à domicile pour soulager ces associations.

Conclusion

Le paysage social du Pays Nord Haut-Marnais, en proie à se dégrader, est lié à sa situation économique fragilisée. Nombreuses sont les personnes dans le besoin, à Saint-Dizier comme dans les cantons ruraux.

Les difficultés à se déplacer que rencontrent les populations les plus nécessiteuses justifient la présence de nombreuses permanences mises en place par les services de l'administration sociale telles la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et les Circonscriptions d'Action Sociale (CAS). Par ailleurs, ces permanences sont généralement regroupées dans les mêmes locaux que les permanences des associations et des services pour l'emploi, ce qui simplifie les démarches pour les administrés.

Quant aux CCAS, malgré leur vocation communale, ils accueillent beaucoup de personnes n'habitant pas la commune, remplissent parfois des missions sur des communes périphériques tel le portage de repas pour celui de Saint-Dizier. Face à la multitude d'organismes sociaux existants et à la difficulté pour les administrés de savoir vers lequel se tourner, ils ont un rôle important d'orientation de la population.

Enfin, le service à la personne est le plus souvent géré par des associations fédérées au niveau départemental. La demande et l'offre tendent à se développer. Cependant, certaines communes et Communautés de Communes ont pris en charge le portage de repas à domicile. Les collectivités locales, si elles en ont les moyens, peuvent effectivement soulager le milieu associatif en prenant en charge certains de ces services, mais à condition d'en améliorer la qualité.

**Etre accompagné,
soutenu**

Bilan

FORCES	FAIBLESSES	MENACES	OPPORTUNITES
ACCOMPAGNER LES ACTIFS DANS LEUR PARCOURS PROFESSIONNEL			
<ul style="list-style-type: none"> _ Le secteur industriel concerne encore une part importante des salariés _ Présence d'organismes d'accompagnement des demandeurs d'emploi menant des actions spécifiques au contexte nord haut-marnais _ Mise en place de permanences par l'ANPE et la Mission Locale pour aller au devant des personnes les moins mobiles _ Présence de nombreux organismes de formation _ Présence de nombreux organismes d'aides aux entreprises _ Un bassin d'emploi cohérent 	<ul style="list-style-type: none"> _ Taux de chômage préoccupant, touchant fortement les femmes et les jeunes actifs _ Manque de lisibilité entre les acteurs _ Faible qualification des emplois industriels _ Main d'oeuvre peu adaptée à la demande 	<ul style="list-style-type: none"> _ Persistance de la faible attractivité des métiers de l'industrie _ Baisse du nombre d'emplois du secteur secondaire non compensée par la création d'emplois en secteur tertiaire 	<ul style="list-style-type: none"> _ Projet de redéploiement des permanences de l'ANPE _ Soutien de l'Etat pour la création de Maisons de l'Emploi
SOUTENIR LES PERSONNES RENCONTRANT DES DIFFICULTES			
<ul style="list-style-type: none"> _ Présence de l'ensemble des services sociaux nécessaires _ Des permanences allant au-devant des personnes les moins mobiles _ Des associations reconnues oeuvrant dans l'insertion par l'emploi _ Bonne couverture des services d'aide à domicile et de portage de repas 	<ul style="list-style-type: none"> _ Un paysage social fragile _ Une population vieillissante nécessitant des besoins particuliers _ Manque de lisibilité entre les divers organismes sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> _ Isolement des populations les plus fragiles _ Dégradation de la cohésion sociale du territoire _ Démotivation des personnes les plus fragilisées 	<ul style="list-style-type: none"> _ Volonté gouvernementale de développer les aides à la personne _ Présence de nouveaux outils comme le Plan de Cohésion Sociale

**Etre accompagné,
soutenu**

Orientations

- Soutenir le maintien et le déploiement des structures existantes.
- Améliorer la lisibilité et l'accessibilité des services.
- Favoriser le dialogue entre les services sociaux et de l'emploi avec les collectivités et l'ensemble des acteurs du territoire.
- Inciter les regroupements communaux à prendre en charge certains services.

**Etre accompagné,
soutenu**

THEME 5

ACCEDER AUX SOINS

SOUS-THEME 1 : L'ACTIVITÉ MÉDICALE ET PARAMÉDICALE

La société accorde toujours plus d'importance au bon état de santé physique et mentale de ses membres. Depuis plus de trente ans, ce phénomène se traduit par une augmentation forte du nombre de structures et de professionnels de la santé, ainsi que d'une amélioration claire des conditions de vie. Pouvoir offrir des soins médicaux de qualité, qu'ils soient généraux ou spécialisés, est un élément clef du maintien des habitants sur un territoire.

Cependant, le manque d'attractivité du territoire et la " désertification " de certaines portions du Pays rendent difficile la persistance de certains services médicaux.

Les professionnels libéraux en exercice dans le médical et le paramédical traitent des soins ne nécessitant pas d'hospitalisation. Ils doivent être en nombre suffisant pour répondre aux besoins ponctuels ou réguliers de chaque habitant. Avec un vieillissement net de la population nord haut-marnaise, la demande en soins va inévitablement s'accroître dans les prochaines années.

I. Les soins médicaux

A) Une faible densité médicale de généralistes

Selon l'Union Nationale des Caisses d'Assurance Maladie, la Champagne-Ardenne est sous-médicalisée. La situation est plus problématique dans le Pays Nord Haut-Marnais puisqu'on relève la présence de 61 médecins généralistes soit 78 médecins pour 100 000 habitants. Mais leur répartition n'est pas homogène.

Tableau 19 : Comparaison des nombres de généralistes libéraux

	Nombre de médecins généralistes pour 100 000 hab.
Pays Nord Haut Marnais	78
Département Haute-Marne	93
Région Champagne-Ardenne	91
France métropolitaine	102

Source : URCAM, 2006

En raison de son attractivité, la commune de Saint-Dizier accueille près de la moitié des médecins généralistes. A l'échelle des quatre cantons du nord du département avec 36 médecins pour 41 948 habitants, la densité médicale est de 85 médecins pour 100 000 habitants. Dans cette zone, les généralistes parviennent à répondre à toutes les demandes. Les médecins sont satisfaits et les bragards ne ressentent pas de manque.

Les cantons de Chevillon et de Wassy sont eux aussi plutôt bien desservis.

Cependant, d'autres sont confrontés à une véritable pénurie. Les professionnels de la santé de Montier-en-Der connaissent des difficultés pour répondre aux demandes du sud-ouest du pays, le canton de Doulevant-le-Château ne possédant qu'un seul généraliste. D'ailleurs, la population est très attachée à la présence d'un cabinet, comme le prouve sa forte mobilisation lors du départ de l'ancien médecin pour Wassy au mois d'octobre 2005 .

Le sud-est du Pays est lui aussi très mal pourvu. Le canton de Doulaincourt-Saucourt, dont 7 de ses communes sont membres du Pays, ne possède que deux médecins, soit une densité très faible de 41 généralistes pour 100 000 habitants.

Dernièrement, le départ récent des deux seuls généralistes libéraux du canton de Poissons n'a pas été compensé par une installation. Ainsi, 1 975 personnes se trouvent dépourvues de médecins. Malgré la relative proximité de Joinville, cette situation est difficilement acceptée par la population.

Tableau 20 : Densité des médecins généralistes libéraux par canton

Cantons	Nombre de médecins généralistes	Densité pour 100 000 habitants
Saint-Dizier	29	94
Saint-Dizier Ouest	5	79
Saint-Dizier Nord-Est	1	31
Saint-Dizier Sud Est	1	66
Joinville	7	84
Wassy	7	86
Chevillon	5	75
Montier-en-Der	5	94
Doulaincourt-Saucourt	2	50
Doulevant-le-Château	1	41
Poissons	0	0
Total arrondissement	63	80

Moyenne nationale en 2003	102
---------------------------	-----

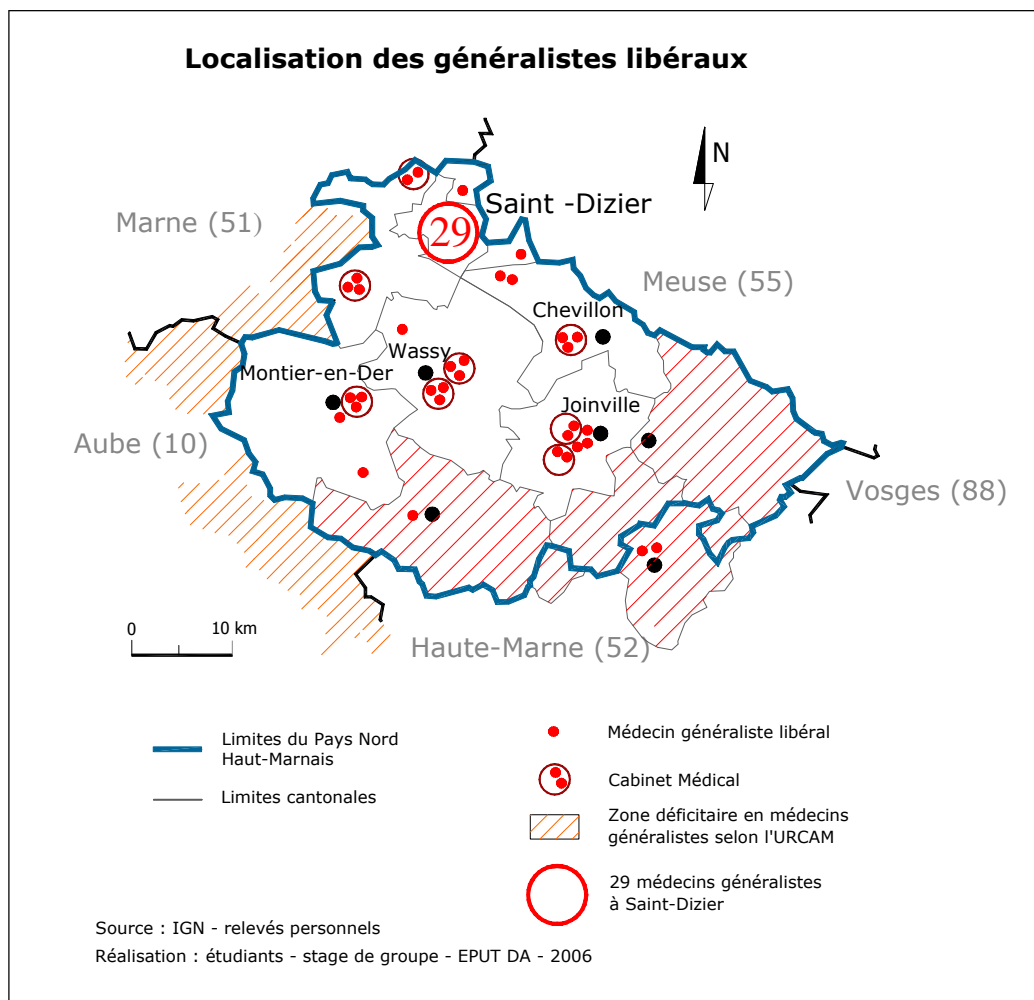
Source : relevés personnels, 2006

Autre source de préoccupation, l'âge avancé des généralistes. La tranche d'âge la plus représentée en Champagne-Ardenne est celle des 50-54 ans ; se pose la question du remplacement futur de ces médecins qui se rapprochent de l'âge de la retraite. Le risque est grand de voir d'ici une dizaine d'années un nombre important de départs difficilement suivi de nouvelles installations.

Confirmant ce constat, la Mission Régionale de Santé (MRS), pilotée par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation (ARH) et l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie (URCAM) a arrêté 29 cantons de la région Champagne-Ardenne qualifiés de " déficitaires " en terme de médecins généralistes. Huit des cantons sélectionnés concernent la Haute-Marne et trois concernent en partie ou en totalité le Pays Nord Haut-Marnais, soit Doulevant-le-Château, Poissons et Doulaincourt-Saucourt.

Dans ces zones, des aides de l'Etat, des collectivités territoriales et de l'Assurance Maladie, peuvent être mises en place pour soutenir l'installation de nouveaux médecins : primes à l'installation, aides au fonctionnement et à l'investissement, mise à disposition de locaux... Ces dernières ont été mises en place de manière concluante par la Communauté de Communes de la Région de Doulevant-le-Château. Ainsi s'est installé pour 5 ans un nouveau généraliste, depuis le 1er février 2006, trois mois après le départ de l'unique médecin du canton.

D'autres aides existent pour inciter les regroupements de professionnels, pratique déjà bien en place dans le Nord Haute-Marne, puisque l'on relève la présence de 12 cabinets concernant 47% des médecins du Pays.



B) Des médecins spécialistes présents à Saint-Dizier, mais en nombre insuffisant

Comme partout en France, le Nord Haute-Marne souffre d'un véritable manque de médecins spécialistes libéraux. Tous sont installés à Saint-Dizier, entraînant des problèmes d'accessibilité pour les personnes démobilisées.

Les allergologues, les cardiologues, les ophtalmologues, les oto-rhino-laryngologues, les pédiatres et les dermatologues... sont de leur propres aveux en nombre insuffisant, malgré la présence à l'hôpital de Saint-Dizier de médecins spécialistes.

Tableau 21 : Nombre de spécialistes libéraux implantés sur le Pays Nord Haut-Marnais

Spécialité	Nombre de spécialistes
Allergologue	2
Cardiologue	1
Dermatologue	1
Gynécologue	4
Ophthalmologiste	3
Oto-Rhino-Laryngologiste	0
Pédiatre	3

Source : relevés personnels, 2006

Ayant des difficultés à répondre à toutes les demandes, les délais pour une consultation sont excessivement longs, variant d'un mois à parfois plus d'un an. C'est pourquoi beaucoup de personnes consultent à Troyes ou à Chaumont.

La clientèle vient aussi de Vitry-le-François et Bar-le-Duc, ces deux villes n'accueillant elles aussi que peu de spécialistes.

Seuls les gynécologues semblent parvenir à répondre à la demande de la population du Nord Haut-Marnais.

C) Les dentistes

Ils sont au nombre de 30 dans le Pays Nord Haut-Marnais, soit une densité de 38 pour 100 000 habitants alors que la moyenne nationale est de 62 pour 100 000 habitants en 2005.

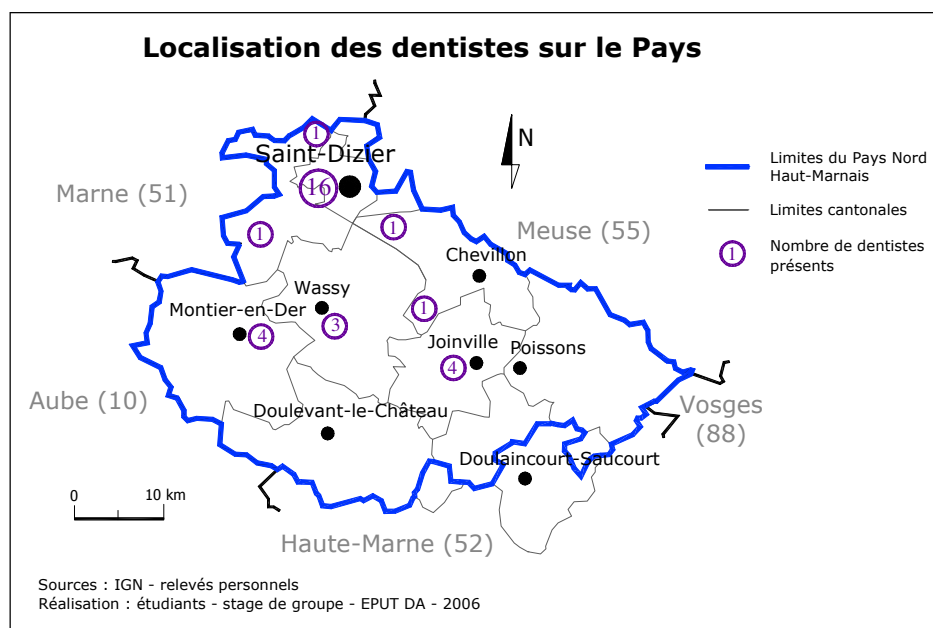
Plus de la moitié d'entre eux est installée à Saint-Dizier.

Tableau 22 : Densité de dentistes libéraux par canton

Cantons	Nombre de dentistes	Densité pour 100 000 habitants
Saint-Dizier	16	52
Saint-Dizier Ouest	2	31
Saint-Dizier Nord-Est	0	0
Saint-Dizier Sud-Est	0	0
Joinville	4	48
Wassy	3	37
Chevillon	2	30
Montier-en-Der	4	75
Doulaincourt-Saucourt	0	0
Doulevant-le-Château	0	0
Poissons	0	0
Total arrondissement	31	39

Moyenne nationale en 2005	60
---------------------------	----

Source : relevés personnels, 2006



Au regard des densités médicales cantonales, Montier-en-Der en possède suffisamment, mais les cantons de Joinville, Wassy et Cheillon semblent en manquer.

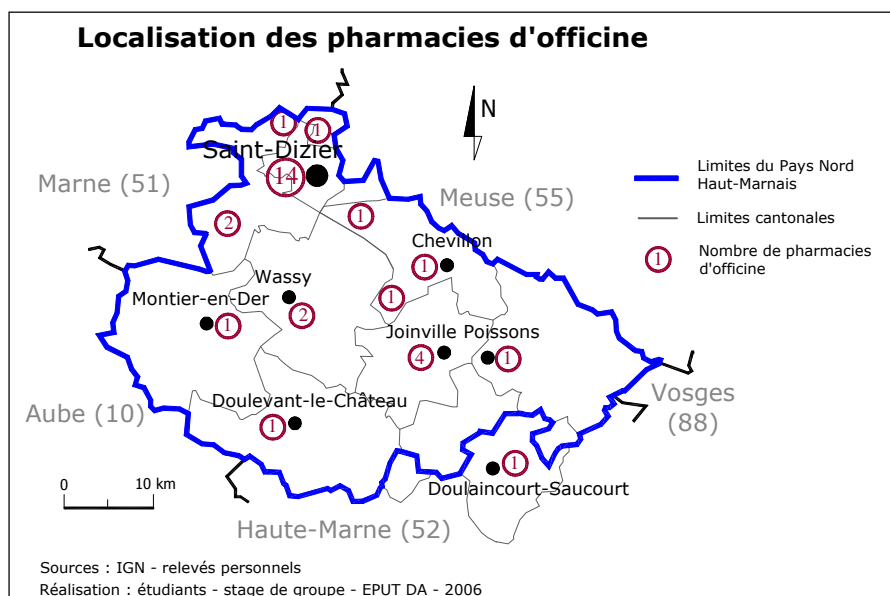
La situation est bien plus délicate pour les cantons du sud de l'arrondissement qui n'accueillent aucun dentiste.

D) Un nombre correct de pharmacies d'officine

En 2002, avec 35 pharmacies pour 100 000 habitants, la densité des officines en Champagne-Ardenne est inférieure à la moyenne nationale, cette dernière atteignant 39 pour 100 000 habitants.

Par ailleurs, la Haute-Marne ne possédait la même année que 15% des officines de la région. D'après nos propres relevés, le Pays Nord Haut-marnais en possède 30, soit 38 pharmacies pour 100 000 habitants. Saint-Dizier en est bien pourvu, puisque sa densité (14) est supérieure à la moyenne nationale.

Ailleurs, malgré des densités d'officines parfois faibles dans certains cantons (tels ceux de Wassy et de Montier-en-Der avec respectivement 24 et 18 pharmacies pour 100 000 habitants), toutes les pharmacies du Nord Haute-Marne déclarent parvenir à répondre à la demande exprimée sur le territoire.



II. Les soins para-médicaux

A) Les infirmiers

33 infirmières libérales exercent dans le Pays Nord Haut-Marnais. Alors que la densité nationale en 2003 est de 81 infirmières pour 100 000 habitants, elle est ici de 42. Cette situation est tout à fait paradoxale dans une région vieillissante et rurale comme le Nord Haute-Marne dont la population nécessite a priori plus de soins infirmiers.

On constate une véritable pénurie sur les cantons du sud du Pays (Montier-en-Der, Doulevant-le-Château, Poissons, voire Doulaincourt-Saucourt).

Tableau 23 : Densité d'infirmiers libéraux par canton

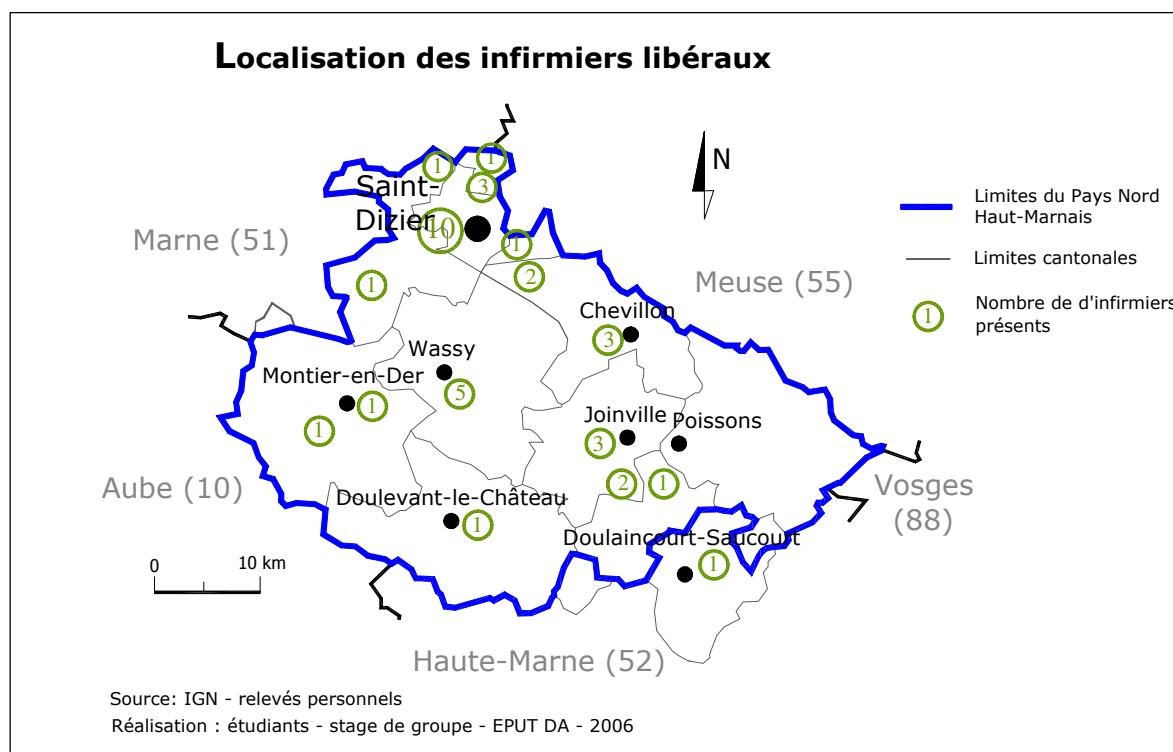
Cantons	Nombres d'infirmiers libéraux	Densité pour 100 000 habitants
Saint-Dizier	10	32
Saint-Dizier Ouest	2	31
Saint-Dizier Nord-Est	4	126
Saint-Dizier Sud Est	1	66
Joinville	5	60
Wassy	5	61
Chevillon	2	30
Montier-en-Der	2	38
Doulaincourt-Saucourt	2	50
Doulevant-le-Château	1	41
Poissons	0	0
Total arrondissement	34	43

Moyenne nationale en 2003	81
---------------------------	----

Source : relevés personnels, 2006

Pour améliorer la coordination des soins infirmiers, il est à noter que le CCAS de Saint-Dizier gère depuis 1982 un service de soins à domicile. Il agit sur 17 communes et concerne 54 personnes. Il emploie 4 infirmières, 10 aides soignantes équivalant temps plein et travaille avec une quinzaine d'infirmières libérales.

Les hôpitaux locaux gèrent également des Services de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD). Celui de Wassy a par exemple passé plusieurs conventions avec des infirmières libérales pour fournir des soins à une trentaine de personnes.



B) Les masseurs-kinésithérapeutes

Le Pays Nord Haut-Marnais accueille 25 masseurs-kinésithérapeutes, soit une densité plus de 2 fois inférieure à la densité nationale de 2003 (respectivement 30 et 68 pour 100000 habitants).

Excepté Saint-Dizier Ouest, tous les cantons de l'arrondissement sont sous-équipés. Les trois cantons du sud du Pays en sont totalement dépourvus.

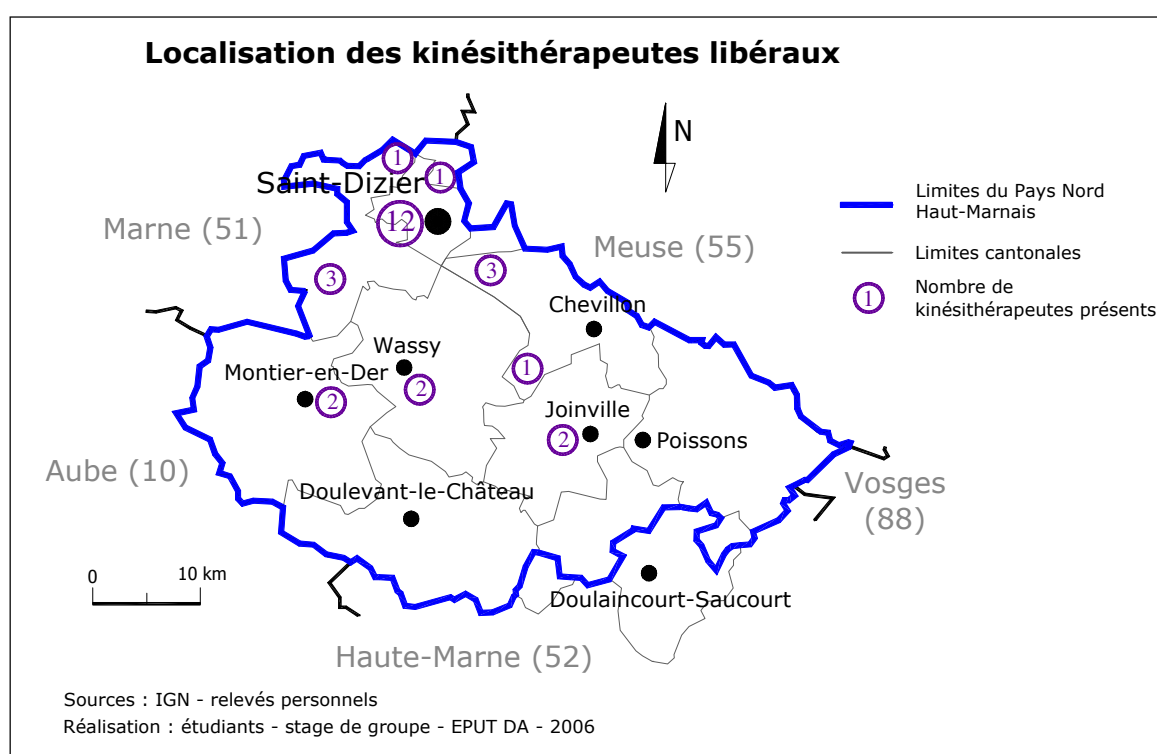


Tableau 24 : Densité de masseurs-kinésithérapeutes par canton

Cantons	Nombres de kinésithérapeutes	Densité pour 100 000 habitants
Saint-Dizier	12	39
Saint-Dizier Ouest	4	63
Saint-Dizier Nord-Est	1	31
Saint-Dizier Sud Est	0	0
Joinville	2	24
Wassy	2	24
Chevillon	1	15
Montier-en-Der	2	38
Doulaincourt-Saucourt	0	0
Doulevant-le-Château	0	0
Poissons	0	0
Total arrondissement	24	30

Moyenne nationale en 2003	68
---------------------------	----

Source : relevés personnels, 2006

C) Les laboratoires d'analyses médicales

4 laboratoires d'analyses médicales sont présents dans le Nord Haute-Marne : 2 à Saint-Dizier, un à Joinville et un à Wassy. Le territoire semble là aussi légèrement sous-équipé, avec un laboratoire d'analyses médicales pour 19 500 personnes, la moyenne française étant d'un laboratoire pour 14 700 personnes selon les chiffres de l'assurance maladie. Les professionnels ne semblent pourtant pas en pâtir.



Photo 40 : Le Laboratoire d'Analyses Médicales de Wassy.

D) Les ambulanciers

7 ambulanciers libéraux sont présents dans le Pays Nord Haut-Marnais, dont trois à Saint-Dizier. Les autres sont installés à Bettancourt-la-Ferrée, Chevillon, Poissons et Wassy. Si nous ne disposons pas de chiffres nationaux relatifs à la densité des ambulanciers, elle semble faible à l'échelle du Pays. A défaut, les pompiers, en cas d'extrême urgence, prennent en charge le déplacement des personnes nécessitant une hospitalisation.

Il est à noter que Joinville est dépourvu d'ambulanciers, tout comme Montier-en-Der et Doulevant-le-Château.

Les ambulanciers peuvent être conventionnés pour réaliser le transfert des patients entre les 5 hôpitaux du territoire.

Conclusion

Pour répondre à la pénurie qui touche les médecins généralistes, le Pays doit inciter les cantons dits " déficitaires " sélectionnés par la Mission Régionale de la Santé à mettre en place l'ensemble des outils disponibles pour attirer de nouveaux médecins. Il peut s'appuyer sur l'expérience réussie menée récemment à Doulevant-le-Château.

Les spécialistes, tous localisés à Saint-Dizier, et les professionnels libéraux du domaine paramédical sont là aussi trop peu nombreux pour répondre aux demandes de la population. Cette insuffisance est amplifiée par l'âge avancé d'une bonne partie des professionnels de la santé, mais aussi par le vieillissement de la population nord haut-marnaise qui ne fait qu'accroître les besoins en soins de la population.

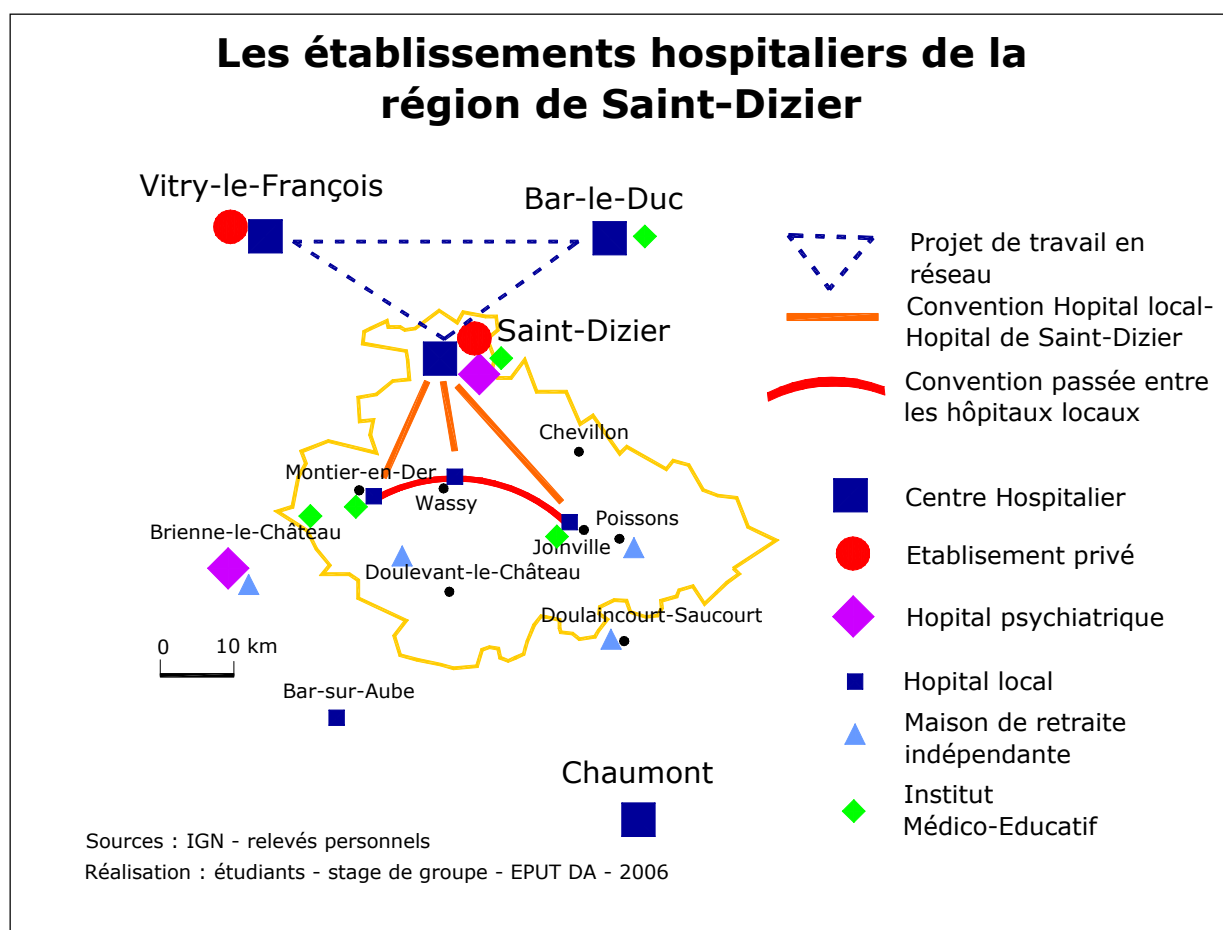
Actuellement, et plus encore à moyen terme, se posent d'importants problèmes d'accessibilité aux soins médicaux, voire d'état de santé des personnes les plus isolées.

Compte tenu des difficultés que rencontre le Pays pour attirer des populations jeunes et diplômées, le Nord Haute-Marne doit favoriser la reprise des activités quand viendront des départs à la retraite. Les professionnels de la santé souhaitent des conditions d'exercice de qualité (horaires de travail convenables, jours de garde moins nombreux...) qu'ils peuvent obtenir en travaillant en équipe. Le Pays Nord Haut-Marnais doit accompagner l'installation des professionnels en cabinet, pratique déjà courante sur le territoire.

SOUS-THÈME 2 : LES ÉTABLISSEMENTS MÉDICAUX

I. L'offre de soins dispensée par les centres hospitaliers

Avec cinq centres hospitaliers et une clinique sur son territoire, le Pays semble relativement bien pourvu. La cohérence concernant l'accès aux soins s'envisage pourtant à un niveau plus global. Les Schémas Régionaux d'Organisation Sanitaire (SROS) engagent la réflexion sur les services hospitaliers à l'échelle des " territoires de santé ". En Champagne-Ardenne, cinq " territoires de santé " ont été définis en 2004 par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation (ARH). Celui de la Marne Moyenne concerne le Pays et se compose des arrondissements de Châlons-en-Champagne, Sainte-Ménéhould, Saint-Dizier et Vitry-le-François.



A) Des centres et soins hospitaliers adaptés à la demande

1. Diversification des soins

Dès sa création en 1824, l'hôpital André Breton avait une vocation psychiatrique. Peu à peu, la discipline s'est banalisée et en 2005, 4 % de la population haut-marnaise était traitée en psychiatrie au CHHM. Les consultations en psychiatrie ont lieu sur l'ensemble de la Haute-Marne puisque les centres médico-psychologiques de Saint-Dizier et Joinville dépendent de l'hôpital André Breton. Il a néanmoins su se diversifier et développer de nouvelles activités afin de répondre au mieux à la demande.

C'est ainsi que se sont mis en place :

- en 1987 : l'Unité de Soins de Longue Durée (USLD), permettant d'accueillir des personnes dépendantes ayant perdu leur autonomie de vie ;
- en 1997 : une unité de réadaptation-convalescence ;
- en 1999 : une unité de postcure en alcoologie. L'hôpital gère également un centre de rééducation de jeunes enfants : Centre d'Action Médico-Social Précoce (CAMSP), qui prend en charge le handicap des enfants de moins de six ans en ambulatoire (sans hospitalisation).



L'Hôpital Départemental de Haute-Marne est localisé dans trois villes du département : Chaumont, Langres et le siège principal se situe au Centre Hospitalier André Breton de Saint-Dizier (il existe également d'autres extensions à Saint-Dizier tel l'Institut Médico-Educatif (IME) "Le Bois l'Abbesse" ou les services de soins de la Couronne de Gigny).

Photo 41 : L'Hôpital Départemental André Breton à Saint-Dizier.

Une seconde structure vient compléter l'offre de soins sur Saint-Dizier. Datant du XIX^{ème} siècle, le Centre Hospitalier Général (CHG) de Saint-Dizier est un hôpital pavillonnaire, conduisant à un mode de fonctionnement cloisonné. L'hôpital d'aujourd'hui nécessite pourtant la mise en relation de compétences multiples afin de faciliter le travail des équipes pluridisciplinaires (ex : pôle femme-enfant). En effet, des normes obligent désormais à raccourcir les distances entre les prises en charge : l'obstétrique et la néonatalogie doivent par exemple se situer sur un même site. C'est pourquoi, le Pôle Santé ouvrira courant 2008 le long de la RN35 (à la sortie de Bettancourt-la-Ferrée) et remplacera le Centre Hospitalier de Saint-Dizier. Conçu avec le corps médical afin de rendre optimale la prise en charge de chaque patient, il couvrira 35 000 m², proposant 272 lits d'hospitalisation classique et 20 places d'hospitalisation de jour.

Afin d'améliorer le confort des patients, 80 % des chambres seront individuelles (toutes équipées d'un cabinet de toilette privatif et d'une douche). Cette opération est réalisée dans le cadre du Plan national " Hôpital 2007 " qui prévoit notamment la modernisation des structures hospitalières en accordant davantage d'influence à leurs responsables.



Photo 42 : Le projet Pôle Santé à Saint-Dizier.

Source : www.ville-saintdizier.fr

Pour s'adapter aux besoins croissants de la population, les hôpitaux français sont contraints d'augmenter leurs effectifs. Aujourd'hui, 800 personnes sont employées par l'hôpital de Saint-Dizier, faisant de cet établissement l'un des plus gros employeurs de la ville.

2. Un changement dans la prise en charge des patients

Outre l'organisation des services au sein de l'hôpital, la prise en charge des patients a elle aussi évolué. Alors qu'il y a vingt ans, la grande majorité des patients était hospitalisée, on assiste aujourd'hui à un développement des consultations, de la déambulation (prise en charge sans hospitalisation) et de l'hospitalisation de jour. En effet, 60 % des patients de l'hôpital de Saint-Dizier y ont accès pour des consultations auprès de spécialistes.

Celles-ci sont aussi encouragées par la pénurie de spécialistes libéraux sur le territoire. De même, depuis mars 2006 le Schéma Régional d'Organisation Sanitaire (SROS) fixe des objectifs en terme de prise en charge (nombre de séjours, consultations, hospitalisations pour tel ou tel service) et non plus en terme de nombre de lits.

B) Une aire d'influence élargie

Avec son unité de soins réadaptation-convalescence, l'hôpital André Breton couvre non seulement le nord du département mais attire également des patients de la Marne et de la Meuse. Quant à l'Unité de Soins de Longue Durée, elle capte essentiellement des patients provenant de Saint-Dizier et de la Meuse, les mêmes soins étant également proposés par les hôpitaux locaux. L'Agence Régionale de l'Hospitalisation a reconnu une saturation des lits dans ces deux domaines et a donc autorisé l'hôpital André Breton à étendre son activité.

Par ailleurs, le Centre d'Action Médico-Social Précoce (CAMSP) initialement prévu pour pouvoir suivre 50 enfants par an, en prend 120 en charge aujourd'hui. Il touche essentiellement le nord du département puisqu'une structure équivalente existe au sud, gérée par l'hôpital de Chaumont.

Le Centre Hospitalier Général de Saint-Dizier, dispose quant à lui d'une renommée telle que des patients provenant de Bar-le-Duc ou Vitry-le-François y sont bien souvent transférés.

II. Le rôle structurant des hôpitaux locaux

Situés dans les communes de Joinville, Montier-en-Der et Wassy, les hôpitaux locaux permettent de répartir l'offre de soins sur le territoire nord haut-marnais.

Depuis les années 1960, la chirurgie et la maternité ont disparu de ces hôpitaux, signe que ces établissements suivent de nouvelles orientations. Aujourd'hui, ces structures médicales jouent un rôle de relais et complètent l'offre des centres hospitaliers.

A) Un fonctionnement riche de partenariats

Le centre hospitalier de Saint-Dizier et le centre hospitalier André Breton appartiennent avec les hôpitaux locaux, à une communauté d'établissements fondée sur un échange de compétences. De cette manière, le CHHM et les hôpitaux locaux de Montier-en-Der et de Wassy, coopèrent dans le domaine de l'hygiène hospitalière (travail de lutte contre les infections nosocomiales).

Les hôpitaux locaux apparaissent comme des relais des centres hospitaliers basés à Saint-Dizier. En effet, ils travaillent avec le Centre Hospitalier Général (CHG) de Saint-Dizier selon une convention cadre passée avec ce dernier. Elle permet aux hôpitaux locaux d'accueillir des spécialistes de Saint-Dizier, notamment par la mise en place de consultations avancées ou dans le cadre de la psychiatrie de liaison. Par ailleurs, les CH peuvent disposer des lits d'aval (soins de suite et de réadaptation) des hôpitaux locaux. L'an dernier, le CHG de Saint-Dizier a enregistré quatre mois de saturation consécutifs, et ces périodes ne cessent de se rallonger. Même si globalement, l'offre en soins hospitaliers semble satisfaisante sur le Pays, les responsables hospitaliers font remarquer un manque de lits d'aval. Avec en 2004, un déficit de 82 lits en soins de suite et de réadaptation, l'Agence Régionale de l'Hospitalisation définit la région Champagne-Ardenne comme l'une des moins dotées en lits d'aval.



Photo 43 : L'Hôpital Local de Wassy.

Les hôpitaux locaux sont également complémentaires des Centres Hospitaliers. En effet, seuls les hôpitaux locaux ont des lits d'EHPAD (Etablissements Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes).

Les partenariats entre les hôpitaux locaux se développent. Ils partagent notamment leur personnel : cinq professionnels travaillent en tiers temps sur les trois structures. Il s'agit d'un ergothérapeute, d'une infirmière-hygiéniste, d'une assistante sociale, d'un informaticien et d'une psychologue.

Des conventions sont également passées entre les hôpitaux locaux et des professionnels de la santé libéraux :

- avec des ambulanciers pour assurer le transport des patients entre les différentes structures hospitalières ;
- avec des infirmières pour la mise en place de Services de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD).

Les partenariats dépassent même les limites du Pays. L'hôpital local de Joinville, plus au sud, a passé des conventions avec le Centre Hospitalier de Chaumont. Des spécialistes en dermatologie et rhumatologie avaient pour habitude de se rendre à l'hôpital local dans le cadre de consultations avancées. Cependant, à cause de la pénurie de spécialistes qui touche tout le département, ces consultations n'ont plus lieu depuis six ans pour la rhumatologie et dix ans pour la dermatologie.

B) La nécessité de spécialiser les structures hospitalières

1. Les soins spécifiques aux personnes âgées

L'espérance de vie ne cesse de rallonger, augmentant sensiblement le nombre de personnes âgées. Les hôpitaux doivent donc s'adapter afin de répondre à la demande spécifique de cette population. Les hôpitaux locaux se sont ainsi progressivement orientés vers la gériatrie.

En 2004 une unité de jour spécialisée dans la maladie d'Alzheimer a été créée à l'hôpital local de Wassy. D'autre part, l'Unité de Soins Longue Durée et la maison de retraite sont récemment devenues des Etablissements Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (EHPAD), suite à la signature d'une convention tripartite avec le Département et l'Etat (les EHPAD sont entièrement médicalisés).



Photo 44 : L'Hôpital Local de Joinville.

L'hôpital local de Joinville dispose quant à lui de 105 places en maison de retraite EHPAD (dont cinq en accueil de jour Alzheimer) et de 45 places en Unité de Soins Longue Durée.

Si les hôpitaux locaux disposent tous d'une maison de retraite, il en existe aussi deux autres à Sommevoire et Poissons, gérées indépendamment. Globalement, ces établissements autonomes répondent à la demande et toutes leurs chambres sont occupées.

L'offre en soins de suite et SSIAD reste cependant insuffisante. En effet, malgré sept places supplémentaires en SIAD en 2005 offertes par l'hôpital de Joinville, environ 15 personnes attendent toujours de pouvoir y accéder. Il est à noter que les SSIAD ont une aire d'influence qui dépasse les limites du canton. Le manque de places en SIAD s'explique en partie par le nombre insuffisant d'infirmiers libéraux. Ces derniers, en permettant le maintien à domicile des malades, contribuent à une prise en charge de qualité.

Le Conseil Général s'est lancé dans un vaste programme de réhumanisation des maisons de retraite, visant à rompre l'isolement des personnes âgées, favoriser la convivialité et les échanges. Les maisons de retraite de Sommevoire et Joinville ont été inscrites au programme de réhabilitation. D'ici à 2009, 45 lits de l'hôpital local de Joinville vont ainsi être reconstruits et 134 réhabilités. Ces travaux n'entraîneront pas la création de lits supplémentaires mais permettront de " réhumaniser " les locaux. Le nouveau schéma départemental gériatrique, voté fin 2005, a pour vocation d'étudier les besoins pour mieux orienter l'offre en matière de prise en charge.

2. Les soins spécifiques aux personnes handicapées

D'autres structures présentes sur le territoire, permettent de prendre en charge les personnes handicapées (enfants et adultes). Situées dans les communes de Saint-Dizier, Joinville, Montier-en-Der et Puellémontier, la plupart disposent d'un internat, les rendant accessibles à tous les habitants du Pays. Elles proposent aussi une prise en charge à domicile ou en semi-internat afin de s'adapter à tous les types de besoins et de handicaps.

C) Des partenariats à plus large échelle

Un réseau de complémentarité entre établissements du Triangle (Vitry-le-François, Bar-le-Duc, Saint-Dizier) est actuellement en cours de construction. Il permettra le développement d'une offre complète de soins. Afin d'assurer aux 200 000 habitants du Triangle un accès aux soins de la meilleure qualité possible, chaque centre hospitalier proposera tout de même des soins spécialisés. La provenance des patients illustre déjà cette mise en réseau. En effet, 80 % des patients du CH de Saint-Dizier viennent de l'arrondissement de Saint-Dizier, 10 % de celui de Vitry-le-François et 10 % de Bar-le-Duc.

Photo 45 : Centre Hospitalier de Vitry-le-François.

Source : www.vitry-le-francois.net



Le CH de Saint-Dizier est en relation avec les Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) de Reims et de Nancy. Certaines spécialités (neurochirurgie et chirurgie cardiovasculaire), uniquement universitaires, ne sont pas présentes dans le Triangle.

Conclusion

Ainsi, l'hôpital André Breton, spécialisé dès son origine dans le domaine psychiatrique, est progressivement devenu polyvalent et complémentaire du Centre Hospitalier de Saint-Dizier (le seul du territoire nord haut-marnais à disposer d'un service d'Urgences).

Malgré de multiples partenariats, deux spécialités ne sont dispensées par aucun hôpital du territoire : l'ORL et l'ophtalmologie. Aussi, le manque de médecins spécialistes libéraux dans ces domaines gêne le fonctionnement de tout le secteur.

Le travail commun entre les professionnels est aujourd'hui encouragé et le décroisement des spécialités semble indispensable. Le Pôle Santé a ainsi été prévu pour faciliter la synergie entre les différents services et devrait permettre d'attirer des professionnels sur le territoire nord haut-marnais. Ce nouvel hôpital deviendra le quatrième établissement de Champagne-Ardenne en terme de fréquentation et fonctionnera en réseau et complémentarité avec les structures de Vitry-le-François et de Bar-le-Duc, l'hôpital André Breton et les hôpitaux locaux de Joinville, Montier-en-Der et Wassy.

Bilan

FORCES	FAIBLESSES	MENACES	OPPORTUNITES
L'ACTIVITE MEDICALE ET PARAMEDICALE			
	_ Manque important des professionnels de la santé _ Densité faible de médecins généralistes libéraux _ Pénurie de médecins spécialistes _ Accès aux soins inégal sur le Pays	_ Age avancé des professionnels de la santé _ Accroissement probable des besoins en soins au regard du vieillissement de la population _ Image du territoire peu attractive pour accueillir les médecins	_ Outils mis à disposition des collectivités territoriales dans les "zones déficitaires", pour attirer de nouveaux médecins généralistes _ Développement des maisons de la santé offrant de bonnes conditions d'exercice aux professionnels
LES ETABLISSEMENTS MEDICAUX			
_ Existence de partenariats entre structures médicales _ Structures médicales nombreuses qui maillent le territoire _ Adaptation des prestations à la demande _ Bonne image du Centre Hospitalier Général de Saint-Dizier	_ Des hôpitaux locaux essentiellement tournés vers les soins de suite et la gériatrie	_ Manque de personnel qualifié	_ Création du Pôle Santé de Saint-Dizier _ Projet du réseau de complémentarité entre les établissements du Triangle

Orientations

- Encourager la complémentarité entre les structures hospitalières.
- Améliorer les conditions d'exercice des professionnels de la santé en utilisant les outils déjà existants.
- Favoriser l'accès aux soins pour les personnes les moins mobiles.

CONCLUSION

Parfois loin de s'adapter aux besoins des citoyens, aux spécificités des territoires et aux évolutions démographiques, les services publics de proximité, qu'ils dépendent de l'Etat ou des entreprises publiques, vivent une suite ininterrompue de restructurations voire de restrictions, préjudiciables aux populations. Il est dès lors nécessaire de préserver l'égalité des citoyens dans l'exercice de leurs droits fondamentaux reconnus par la Constitution : droit à la santé, à l'éducation, au logement, à la sécurité, aux transports ou aux communications. Les services publics et les services aux publics de proximité sont indispensables à la cohésion nationale et l'on ne peut pas évoquer la décentralisation, l'aménagement du territoire, sans traiter de leur qualité et de leur accessibilité.

Le Pays Nord Haut-Marnais n'échappe pas à ce constat. Ce territoire à dominante rurale présente des caractéristiques handicapantes : faibles densités, population vieillissante ou encore niveau d'équipements insuffisant... Celles-ci entraînent d'une part le départ de la population nord haut-marnaise, soucieuse d'avoir un niveau de vie satisfaisant, et d'autre part la dégradation des conditions de vie des habitants restants.

Pour lutter contre ces phénomènes, il est indispensable pour le Pays de chercher à répondre à l'ensemble des attentes de la population en matière de services publics pour, dans un premier temps, maintenir voire améliorer le niveau de vie sur le territoire, et dans un second temps, le rendre plus attractif.

Selon notre typologie, les forces et les faiblesses des services aux publics existants ont été analysées, afin de discerner les problématiques sur lesquelles peuvent agir les collectivités. La mise en perspective des équipements et des structures présentes sur le Pays Nord Haut-Marnais à court et à moyen terme, par la prise en compte des menaces et des opportunités à saisir, nous a permis de dégager différentes orientations de travail.

Toutes vont dans un même sens. Elles se déclinent en sept grands axes :

- améliorer le partenariat entre les différents prestataires de services publics ou privés, pour plus de complémentarité et d'efficacité ;
- favoriser le regroupement des services de proximité pour assurer leur maintien dans les zones les plus fragiles ;
- privilégier le regroupement des services par thème pour accroître leur lisibilité (système de guichet unique...) et améliorer la qualité du suivi des personnes ;
- prendre appui sur l'intercommunalité et le milieu associatif pour développer certains services ;
- accroître l'accessibilité des services par l'amélioration des offres de transport, le déploiement des services itinérants et des permanences, et le réaménagement des horaires ;
- prendre appui sur la bonne couverture en ADSL du territoire ;
- informer les acteurs du Pays de l'ensemble des outils mis à leur disposition.

Ces axes constituent la base de nos propositions développées dans le second rapport.

Si la plupart des services aux publics sont déjà présents, un important travail de réorganisation est nécessaire pour optimiser au maximum leur efficacité et répondre au mieux aux besoins de la population nord haut-marnaise.

GLOSSAIRE

ADAPAH : Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées et aux Personnes Handicapées

ADMR : Aide à Domicile en Milieu Rural

AFPA : Agence de Formation Professionnelle pour Adultes

AFPI : Association de la Formation Professionnelle de l'Industrie

ANDRA : Agence Nationale de gestion des Déchets Radioactifs

ANPE : Agence Nationale pour l'Emploi

APC : Agence Postale Communale

ARH : Agence Régionale de l'Hospitalisation

ARIT : Association pour la Rencontre et l'Intégration par le Travail

ASLO : Association des Sans Logis

ASPM : Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Métallurgique

BEP : Brevet d'Etudes Professionnelles

BTS : Brevet de Technicien Supérieur

CAF : Caisse d'Allocations Familiales

CAMSP : Centre d'Action Médico-Social Précoce

CAP : Certificat d'Aptitudes Professionnelles

CAS : Circonscription d'Action Sociale

CBE : Comité de Bassin Emploi

CCAS : Centre Communal d'Action Sociale

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

CFAI : Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie

CHG : Centre Hospitalier Général

CHHM : Centre Hospitalier de Haute-Marne

CHU : Centre Hospitalier Universitaire

CIADT : Comité Interministériel à l'Aménagement et au Développement du Territoire

CIBC : Centre Interinstitutionnel de Bilan de Compétences

CIDF : Centre d'Information sur le Droit des Femmes

CIO : Centre d'Information et d'Orientation

CLIS : Classe d'Intégration Scolaire

CLSH : Centre de Loisirs Sans Hébergement

CMA : Chambre des Métiers et de l'Artisanat

CNAF : Caisse Nationale des Allocations Familiales

CNC : Centre National du Cinéma

CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie

CSP : Catégorie Socio-Professionnelle

DDJS : Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports

DGCP : Direction Générale de la Comptabilité Publique

DSD : Direction de Solidarité Départementale

DSL : Digital Subscriber Line ou ligne numérique d'abonné

EHPAD : Etablissement Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes
 EMOFF : Etude des Menaces, Opportunités, Forces et Faiblesses
 EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
 EPUT - DA : Ecole Polytechnique de l'Université de Tours - Département Aménagement
 EREA : Établissement Régional d'Enseignement Adapté
 ESTIC : Etablissement ??? Immaculée Conception
 FISAC : Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce
 GIP : Groupement d'Intérêt Public
 GPEC : Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences
 GPV : Grand Projet de Ville
 IGN : Institut Géographique National
 IME : Institut Médico-Educatif
 IUFM : Institut Universitaire de Formation des Maîtres
 LA : Lycée Agricole
 LGT : Lycée Général et Technologique
 LOADDT : Loi d'Orientation à l'Aménagement et au Développement Durable du Territoire
 LOADT : Loi d'Orientation à l'Aménagement et au Développement du Territoire
 LP : Lycée Professionnel
 MDHM : Médiathèque Départementale de Haute-Marne
 MJC : Maison des Jeunes et de la Culture
 MRS : Mission Régionale de Santé
 MSA : Mutualité Sociale Agricole
 OMS : Office Municipal des Sports
 OPCAREG : Organisme Paritaire Collecteur Agréé de la Région Champagne-Ardenne
 ORAC : Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce
 PAC : Politique Agricole Commune
 PAHDT : Plan d'Accompagnement du Haut-Débit sur les Territoires
 PEP : Pôle d'Economie du Patrimoine
 PMI : Protection Maternelle et Infantile
 RAM : Relais Assistante Maternelle
 RGP : Recensement Général de la Population
 SITCAR : Syndicat Intercommunal de Transport par CAR
 SROS : Schémas Régionaux d'Organisation Sanitaire
 SSIAD : Services de Soins Infirmiers A Domicile
 TAD : Transport À la Demande
 TER : Train Express Régional
 TIC : Technologies d'Information et de Communication
 UIMM : Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie
 URCAM : Union Nationale des Caisses d'Assurance Maladie
 USLD : Unité de Soins Longue Durée
 VAE : Validation des Acquis de l'Expérience
 ZRR : Zone de Revitalisation Rurale

BIBLIOGRAPHIE

Références et Ouvrages généraux relatifs aux services aux publics

Bernard LEURQUIN, La vocation de services des pays, Association Pour la Fondation des Pays, collection " Services et Territoires ", La documentation française, septembre 2003.

Conférence nationale des services publics en milieu rural, Paul DURIEU, 17 février 2005.

Jean-David DREYFUS, Présence des services publics dans les territoires ruraux : l'émergence d'une " loi " de proximité, AJDA, n°23, 20 juin 2005.

Rapport présenté par Jean-Alain MARIOTTI, Aménagement du territoire, services publics et services au public, Avis et rapport du Conseil Economique et Social, Les éditions des Journaux Officiels, 2006.

Etudes

Diagnostic stratégique et assises du développement de la Haute-Marne, réalisé par le Réseau Conseil en Développement Territorial, Conseil Général de la Haute-Marne, Octobre 2002.

Diagnostic territorial du Pays Nord Haut-Marnais, réalisé par le Cabinet RCT, Association de Préfiguration du Pays Nord Haut-Marnais, décembre 2002.

Etude pré-opérationnelle à l'Opération de la Restructuration de l'Artisanat et du Commerce, ORAC, mars 2003.

Les services aux publics dans le Pays Civraisien, Frédéric BAILLERGEAU, Morgane BROSSAIS, Nolwenn COLIN, Marion PRUVOST-BEIRAIN, Claire SEVIN, Rapport de stage de 2ème année de Magistère, Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de Tours, juin 2004.

Elaboration d'un programme de développement des services à la population. Diagnostic et proposition d'axes de travail, réalisé par Nouveaux Territoires Consultants, Pays de Chaumont, juillet 2005.

Documents Officiels

Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire, adopté par le Conseil Régional de Champagne-Ardenne le 16 octobre 2000.

Atelier " Etat des lieux " mené au sein du Conseil de Développement, Conseil de Développement du Pays Nord Haut-Marnais, Association de Préfiguration du Pays Nord Haut-Marnais, 21 novembre 2002.

Charte de Développement du Pays Nord Haut-Marnais, Association de préfiguration du Pays Nord Haut-Marnais, septembre 2003.

Rapports d'Activité de la MJC de Saint-Dizier 2003, 2004 et 2005, Assemblées Générales.

Rapport d'Activité 2004, Agence Régionale de l'Hospitalisation de Champagne-Ardenne.

Rapport d'Activité ORAC du Pays Nord Haut-Marnais, Année 2 Tranche 1, Avril 2004-Mars 2005, ORAC, mars 2005.

Bilan Intermédiaire de la Tranche 1 de l'Opération Urbaine de Wassy, Alexandra COFFRE - Mairie de Wassy, 26 avril 2004 - 31 mars 2005.

Réponses au défi de la démographie médicale, Dossier de presse et Discours de Xavier BERTRAND, Ministère de la Santé et des Solidarités, 25 janvier 2006.

Revues, brochures et périodiques

L'annuaire de l'Association des Maires du Département de la Haute-Marne 52, L'officiel des Elus et des Collectivités, édition 2004-2007.

Accueil des Jeunes Enfants et Coûts des modes de garde en 2002, Nathalie BLANPAIN, Etudes et Résultats, Direction de la Recherche des Etudes de l'Evaluation et des Statistiques (DREES), n°422, août 2005.

Guide des Transports Régionaux TER Champagne-Ardenne, 11 décembre 2005 au 1er juillet 2006.

Entreprises, Les réussites de l'économie haut-marnaise, Supplément Gratuit du Journal de la Haute-Marne en partenariat avec Coface - SCRL, 25 novembre 2005.

La Lettre du Pays Nord Haut-Marnais, n°1, janvier 2006.

Articles de Presse

Des Missions très locales, Le Journal de la Haute-Marne, 15/10/2004

De l'utilité de la Mission locale, Le JHM, 28/12/2004

La Maison des Jeunes face au challenge 2005, Le JHM, 01/02/2005

Saint-Dizier : Le relais petite enfance en voie d'étendre son influence, Le JHM, 28/02/2005

L'augmentation des Rmistes, préoccupation du Département, Le JHM, 22/03/05

Revitaliser le commerce de proximité, La Gazette des Communes, 25/07/2005

Portes ouvertes sur 20 ans de solidarité, Le JHM, 22/09/2005

MJC : des balises pour l'avenir, Le JHM, 25/09/2005

La fripe de l'emploi, Le JHM, 28/09/2005

Ouverture d'un cinquième Relais Assistantes Maternelles, Le JHM, 17/12/2005

Mille deux-cent habitants perdus par an, Le JHM, 19/01/2006

Ruche recherche entreprises pour forum emploi-formation, Le JHM, 22/01/06

Doulevant-le-Château a trouvé un médecin, Le JHM, 30/01/06

Références Internet

Site de l'Inspection Académique de la Haute-Marne : www.ac-reims.fr

Site de l'Administration en ligne : www.adele.service-public.fr

Site de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports : www.animation.free.fr

Site de l'Agence Pour la Création d'Entreprises : www.apce.com

Site de l'Agence Nationale Pour l'Emploi : www.anpe.fr

Site de la Caisse d'Allocations Familiales : www.caf.fr

Site de la Communauté de Communes du Pays du Der : www.cc-pays-du-der.fr

Site du Conseil Régional de Champagne-Ardenne : www.cr-champagne-ardenne.fr

Site de l'Union Régionale de Caisses d'Assurance Maladie : www.champagne-ardenne.assurance-maladie.fr

*Site de la Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires : www.diact.gouv.fr
et www.datar.gouv.fr*

Site du Conseil Général de la Haute-Marne : www.haute-marne.org

Site de la Chambre du Commerce et de l'Industrie de la Haute-Marne : www.haute-marne.cci.fr

Site de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques : www.insee.fr

Site de l'Union de l'Industrie et des Métiers de la Métallurgie : www.metal52.org

Site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : www.minefi.gouv.fr

Site de la Mutualité Sociale Agricole : www.msa.fr

Site du Pays Nord Haut-Marnais : www.paysnordhautmarnais.fr

Site du Ministère de la Santé : www.sante.gouv.fr

Sites du Sénat : www.senat.fr et www.carrefourlocal.org

Site du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement : www.social.gouv.fr

Site de l'Observatoire des Territoires : www.territoires.gouv.fr

Site du territoire du Triangle : www.territoire-triangle.fr

Site de la ville de Saint-Dizier : www.ville-saintdizier.fr

Site de la Poste : www.laposte.fr

Site de la Préfecture de la Haute-Marne : www.haute-marne.pref.gouv.fr

TABLE DES CARTES

Carte 1 :	Les communautés de communes membres du Pays Nord Haut-Marnais	10
Carte 2 :	Répartition de la population nord haut-marnaise en 1999	11
Carte 3 :	Taux de chômage par canton en 1999	17
Carte 4 :	Les pôles de consommation du Pays Nord Haut-Marnais	19
Carte 5 :	Les communes classées en Zone de Revitalisation Rurale	20
Carte 6 :	Population de moins de 20 ans dans le Nord Haute-Marne en 1999	30
Carte 7 :	Répartition des assistantes maternelles par canton	32
Carte 8 :	Structures d'accueil pour l'enfance	35
Carte 9 :	Nombre de classes par commune à la rentrée de septembre 2005 dans le Pays Nord Haut-Marnais	39
Carte 10 :	Réseau de la médiathèque départementale	49
Carte 11 :	Les réseaux de transport sur le Pays	61
Carte 12 :	Ligne 3 des Courriers de l'Aube : Troyes - Brienne-le-Château - Saint-Dizier	64
Carte 13 :	Couverture en haut-débit du Nord Haute-Marne et des communes alentours au 1er janvier 2006	68
Carte 14 :	Objectifs de couverture en téléphonie mobile en 2007	69
Carte 15 :	Horaires d'ouverture au public des mairies du Pays	77
Carte 16 :	Répartition des commerces de proximité sur le territoire nord haut-marnais en 2006	82
Carte 17 :	Localisation des points de contact de La Poste sur le Pays	91
Carte 18 :	Points de retraits bancaires (hors Poste)	93
Carte 19 :	Les organismes de l'emploi et de la formation du Pays Nord Haut-Marnais	100
Carte 20 :	Les services et les associations du domaine social	108
Carte 21 :	Service de portage de repas à domicile	110

Carte 22 :	Localisation des généralistes libéraux	117
Carte 23 :	Localisation des dentistes sur le Pays	119
Carte 24 :	Localisation des pharmacies d'officine	119
Carte 25 :	Localisation des infirmiers libéraux	121
Carte 26 :	Localisation des kinésithérapeutes	121
Carte 27 :	Les établissements hospitaliers de la région de Saint-Dizier	124

TABLE DES FIGURES

Table des Tableaux

Tableau 1 : Évolution du solde migratoire entre 1990 et 1999	11
Tableau 2 : Taux annuel moyen du solde naturel	11
Tableau 3 : La Taxe professionnelle dans les départements de Champagne-Ardenne en 2003	13
Tableau 4 : Evolution de l'emploi salarié de 1994 à 2004	14
Tableau 5 : Taux de chômage de la population active en septembre 2005	16
Tableau 6 : Revenu net imposable moyen en 1998 de la population active du Pays et de la Région	17
Tableau 7 : Taux d'activité des femmes dans le Pays Nord Haut-Marnais en 1999	30
Tableau 8 : Les effectifs des lycées Nord Haut-Marnais en 2005	41
Tableau 9 : L'évolution des effectifs des lycées Nord Haut-Marnais depuis 2003	42
Tableau 10 : Les écoles de musique présentes sur le Pays	47
Tableau 11 : Les projections de Ciné-Ligue sur le Pays	53
Tableau 12 : Les Lignes TER et les communes desservies sur le Pays	63
Tableau 13 : Répartition des hyper et supermarchés par communauté de communes	81
Tableau 14 : Répartition des commerces de proximité par communauté de communes	83
Tableau 15 : Les commerces ambulants et le nombre de communes desservies	84
Tableau 16 : Les communes accueillant un ou plusieurs marchés hebdomadaires	85
Tableau 17 : Les Unions commerciales présentes sur le Pays	87
Tableau 18 : Le niveau de diplôme des plus de 15 ans non scolarisés de l'arrondissement de Saint-Dizier en 1999	97
Tableau 19 : Comparaison des nombres de généralistes libéraux	115
Tableau 20 : Densité des médecins généralistes libéraux par canton	116

Tableau 21 : Nombre de spécialistes libéraux implantés sur le Pays Nord Haut-Marnais	118
Tableau 22 : Densité de dentistes libéraux par canton	118
Tableau 23 : Densité d'infirmiers libéraux par canton	120
Tableau 24 : Densité de masseurs- kinésithérapeutes par canton	122

Tables des Graphiques

Graphique 1 : Pyramide des âges du Pays Nord haut marnais en 1999	12
Graphique 2 : Répartition par CSP des plus de 15 ans	16
Graphique 3 : Moyen de transport utilisé pour les trajets domicile-travail par les Nord Haut-Marnais	66
Graphique 4 : Répartition des établissements par type de commerces	78
Graphique 5 : Age moyen des chefs d'entreprises commerciales par canton	79

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Photo 1 :	Entrée du métro parisien fabriquée dans les fonderies du Pays	12
Photo 2 :	Le secteur agricole, très présent en Haute-Marne	13
Photo 3 :	Le Lac de Der vu de Giffaumont	15
Photo 4 :	Les grues cendrées, attraction touristique liée au lac de Der	15
Photo 5 :	La rue commerçante d'Eurville-Bienville	19
Photo 6 :	Les toits de la commune de Poissons sous la neige	19
Photo 7 :	Le foyer de l'enfance de Wassy	31
Photo 8 :	La garderie de Wassy	34
Photo 9 :	Les jeux de plein air du CLSH de Brousseval	36
Photo 10 :	La MJC Albert Schweitzer de Saint-Dizier	37
Photo 11 :	Le groupe scolaire Y. Regin de Chamouilley	40
Photo 12 :	Le lycée professionnel de Wassy	41
Photo 13 :	Le Château du Grand Jardin à Joinville (<i>source : www.jedecouvrelafrance.com</i>)	44
Photo 14 :	Le festival de spectacles et d'animations Festi'PLUM 2006 à Suzannecourt (<i>source : http://perso.wanadoo.fr/plumeverte/</i>)	45
Photo 15 :	Le festival Méli'mômes 2006 présent à Saint-Dizier (<i>source : www.meli-mome.com</i>)	46
Photo 16 :	La Halle au Blé de Montier-en-Der accueillant la bibliothèque intercommunale	50
Photo 17 :	La bibliothèque-relais de Doulevant-le-Château proposant des activités aux scolaires	51
Photo 18 :	La médiathèque de Wassy	52
Photo 19 :	Le projet Ciné-quai " Miko " à Saint-Dizier (<i>source : www.ville-saintdizier.fr</i>)	53

Photo 20 : Le Musée Municipal de Saint-Dizier (<i>source : www.ville-saintdizier.fr</i>)	54
Photo 21 : Un des éléments situés sur la Route du Fer. Ici à Sommevoire	55
Photo 22 : Le patrimoine métallurgique, très présent à Osne-le-Val	55
Photo 23 : Le Stade de Chevillon	56
Photo 24 : Le centre nautique de Saint-Dizier ouvert en 2004	57
Photo 25 : La gare de Joinville	62
Photo 26 : Un des cars scolaires mis en place par le Conseil Général	65
Photo 27 : La CCI de Haute-Marne à Saint-Dizier	73
Photo 28 : Le Trésor Public de Montier-en-Der	75
Photo 29 : Les boulangeries-pâtisseries moins touchées. Ici, la boulangerie-pâtisserie de Doulevant-le-Château	79
Photo 30 : Une des rues commerçantes de Wassy	80
Photo 31 : Le " Café du Centre " de Poissons	81
Photo 32 : Le commerce multiservices d'Osne-le-Val	83
Photo 33 : Le commerce multiservices de Rouvroy-sur-Marne	84
Photo 34 : Les commerces ambulants présents même dans les villes. Ici, un boulanger ambulant à Wassy	85
Photo 35 : Le marché de Doulevant-le-Château le lundi matin	85
Photo 36 : La Poste de Wassy	89
Photo 37 : L'Agence Postale Communale de Brousseval	90
Photo 38 : Le Groupe GHM, un des plus gros employeurs du secteur secondaire du Pays	98
Photo 39 : La Mairie de Montier-en-Der accueille une permanence de la CAS de Saint-Dizier tous les mardis	106
Photo 40 : Le Laboratoire d'Analyses Médicales de Wassy	122
Photo 41 : L'Hôpital Départemental André Breton à Saint Dizier	125

Photo 42 : Le projet Pôle Santé à Saint-Dizier (<i>source : www.ville-saintdizier.fr</i>)	126
Photo 43 : L'Hôpital Local de Wassy	127
Photo 44 : L'Hôpital Local de Joinville	128
Photo 45 : Centre Hospitalier de Vitry-le-François (<i>source : www.vitry-le-francois.net</i>)	129

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE 3

AVANT-PROPOS 5

INTRODUCTION 6

METHODOLOGIE 7

PARTIE 1 : PRÉSENTATION DU TERRITOIRE ET DES SERVICES AUX PUBLICS 9

I. Présentation du contexte général 10

- A) Une baisse persistante de la population 10
- B) La prépondérance du secteur industriel 12
 - 1. Le secteur agricole 13
 - 2. Le secteur industriel et de la construction 14
 - 3. Les services et le tourisme 15
- C) L'emploi au cœur des préoccupations 16
- D) Un territoire hiérarchisé 18
 - 1. Saint-Dizier, le pôle principal 18
 - 2. Les pôles intermédiaires 18
 - 3. Les bourgs ruraux 18
 - 4. Les communes rurales 19

Conclusion 20

II. Définition des services aux publics 21

III. La politique de l'état en matière de restructuration des services 22

- A) Les orientations préalables à la Loi sur le développement des territoires ruraux 22
 - 1. Les lois d'orientation relatives à l'aménagement et au développement (Durable) du Territoire (LOADT-LOADDT) de 1995 et 1999 22
 - 2. Les CIADT de 2002 et 2003 22
- B) L'apport de la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux en matière de services au public 23
 - 1. Le maintien des services publics de proximité 23
 - a) Garantir un accès équitable aux services 23
 - b) La présence postale territoriale 24

- 2. La création de services nécessaires à la satisfaction des besoins de la population [24](#)
 - a) Le rôle pivot reconnu aux associations [24](#)
 - b) La distinction entre les services nécessaires aux besoins des populations et les services de proximité [24](#)

IV. La vocation des pays en terme de services [25](#)

- A) Des lois peu mises en application [25](#)
- B) Une vocation récemment réaffirmée [25](#)

Conclusion [26](#)

V. La typologie [27](#)

PARTIE 2 : DIAGNOSTIC DES SERVICES AUX PUBLICS PAR THÈME 28

Thème 1 : S'ouvrir aux autres, s'ouvrir au monde [29](#)

Sous-thème 1 : Enfance, éducation [30](#)

I. Enfance, jeunesse [31](#)

- A) Protection de l'enfance [31](#)
- B) Accueil de la petite enfance [32](#)
 - 1. Les assistantes maternelles, principal mode de garde dans le Nord Haute-Marne [32](#)
 - 2. Les crèches et halte-garderie : complément des assistantes maternelles dans les pôles structurants [34](#)
 - a) Les structures présentes à Saint-Dizier [34](#)
 - b) La structure présente à Wassy [34](#)
 - c) Le projet intercommunal Marne-Rognon [35](#)
- C) Encadrement périscolaire [35](#)
 - 1. Des structures périscolaires peu nombreuses [35](#)
 - 2. Un service de restauration scolaire peu développé [36](#)
 - 3. Les CLSH : un accueil diversifié [36](#)
 - a) Des partenaires multiples [36](#)
 - b) Des prises en charge variées à l'échelle du Pays [36](#)
 - 4. Les MJC : des structures dynamiques [37](#)

Conclusion [38](#)

II. L'enseignement [39](#)

- A) Le premier degré [39](#)

- B) Le second degré 40
 - 1. Les collèges 40
 - 2. Les lycées 41
 - 3. Le Centre d'Information et d'Orientation de Saint-Dizier 42
 - 4. Formations supérieures 42

Conclusion 43

Sous-thème 2 : Culture, Loisirs et Sports 44

I. L'offre culturelle 44

- A) Des équipements qui mériteraient d'être mieux utilisés 44
- B) Quelques festivals animent la vie culturelle locale 45
- C) Les écoles de musique 47
- D) Un accès soutenu à la lecture 48
 - 1. La médiathèque Romain Rolland de Saint-Dizier 48
 - 2. Un réseau étendu et dynamique 49
 - 3. Des difficultés locales 51
 - a) De grandes disparités freinant le développement de la lecture publique 51
 - b) Des communes peu impliquées 52
 - c) Quand le réseau associatif prend le relais 52
- E) Le 7e Art faiblement diffusé sur le Pays 53
 - 1. Une offre de cinéma rare... 53
 - 2. ... que souhaite combler " Ciné-Ligue " 53
- F) L'identité du territoire peu valorisée 54

II. Loisirs et Sports 56

- A) L'offre de loisirs 56
- B) Une offre sportive à coordonner 56
 - 1. Des équipements nombreux mais peu diversifiés 56
 - 2. Un remarquable maillage associatif du domaine sportif 57

Conclusion 58

Fiche EMOFF du Thème 1 : Bilan et orientations 59

Thème 2 : Etre en lien, communiquer 60

Sous-thème 1 : Les transports 61

I. Un potentiel mal exploité 61

II. Une offre en transport collectif assez restreinte sur le territoire Nord Haut-Marnais 62

A) Une offre régionale et interrégionale limitée 62

1. Des infrastructures aéroportuaires peu développées 62
2. Un réseau ferroviaire peu attractif 62

B) Des lignes départementales peu nombreuses 62

1. Les lignes TER mises en place par la SNCF 62
2. Les lignes de Bus mises en place par le Conseil Général 63

C) Une offre locale à étoffer 64

1. Le réseau de transport urbain de Saint-Dizier 64
2. Le transport scolaire 65
3. Les transports intercommunaux 65
4. La ligne ferroviaire Doulevant-le-Château - Saint-Dizier 66

Conclusion 66

Sous-thème 2 : Le Haut-Débit et la Téléphonie Mobile 67

I. Le Haut Débit 67

- A) Contexte national et objectifs 67
- B) La situation actuelle en Haute-Marne 68

II. La Téléphonie Mobile 69

Conclusion 70

Fiche EMOFF du Thème 2 : Bilan et Orientations 71

Thème 3 : Disposer des services de proximité 72

Sous-thème 1 : Les chambres consulaires, les services publics et les collectivités 73

I. Les chambres consulaires 73

- A) La Chambre de Commerce et d'Industrie 73
- B) La Chambre des Métiers et de l'Artisanat 74
- C) La Chambre d'Agriculture 74

II. Les services déconcentrés de l'Etat 74

- A) Le Centre des Impôts 74
- B) Le Trésor Public 75
- C) La Préfecture de Département 75
- D) La sous-préfecture 75

III. Les mairies 76

Conclusion 77

Sous-thème 2 : les commerces de proximité 78

I. Le contexte général 78

- A) Un contexte actuel plutôt favorable au regard du département ... 78
- B) ... mais des difficultés liées à la ruralité 79

II. Une offre commerciale concentrée autour de Saint-Dizier 80

- A) Le pôle commercial principal : Saint-Dizier 80
- B) Les pôles intermédiaires : Joinville, Montier-en-Der et Wassy 80

III. Une répartition inégale des commerces 81

- A) Les hyper et supermarchés 81
- B) Les commerces de proximité fixes 81
- C) Les commerces multiservices 83
- D) Les commerces itinérants 84
- E) Les Marchés 85

IV. Des dispositifs d'aide et d'amélioration à développer 86

- A) L'Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce 86
- B) L'Opération " 1000 villages " 87
- C) Les Union Commerciales et les actions liées 87

Conclusion 88

Sous-thème 3 : Le service postal et les services bancaires 89

I. Le service postal 89

- A) Contexte général 89
- B) La présence postale dans les territoires ruraux 89
 - 1. Le développement de la mutualisation des services 90
 - 2. La signature de conventions avec des collectivités ou des commerçants 90
 - 3. L'ouverture de bureaux de poste du futur 91

II. Les services bancaires 93

Conclusion 94

Fiche EMOFF du Thème 3 : Bilan et Orientations 95

Thème 4 : Etre Accompagné, Soutenu 96

Sous-thème 1 : L'accompagnement des actifs dans leur parcours professionnel 97

I. Une population en décalage avec les entreprises 97

II. Un accompagnement des demandeurs d'emploi adapté au contexte nord haut-marnais 98

A) L'Agence Nationale Pour l'Emploi 98

B) La Mission Locale 98

C) Le Centre Interinstitutionnel de Bilan de Compétences 100

III. La présence de structures d'aide aux entreprises en matière de gestion des compétences 101

IV. Des organismes de formation nombreux 102

Conclusion 103

Sous-thème 2 : Soutenir les personnes rencontrant des difficultés 104

I. La présence des principaux des services sociaux administratifs 104

A) La Caisse Primaire d'Assurance Maladie 104

B) La Mutualité Sociale Agricole 104

C) La Caisse d'Allocations Familiales 104

D) Les Circonscriptions d'Action Sociale 105

E) Les Centres Communaux d'Actions Sociales 107

II. Les associations d'insertion par l'emploi 107

A) L'Association des Sans Logis 107

B) L'association Tremplin 52 108

C) L'Association pour la Rencontre et l'Intégration par le Travail 108

III. Le service à domicile, essentiel pour les milieux ruraux 109

A) Les principales associations de service à domicile 109

B) Le portage de repas à domicile 110

Conclusion 111

Fiche EMOFF du Thème 4 : Bilan 112 Orientations 112 - 113

Thème 5 : Accéder aux soins 114

Sous-thème 1 : L'activité médicale et paramédicale 115

I. Les soins médicaux 115

- A) Une faible densité médicale de généralistes 115
- B) Des médecins spécialistes présents à Saint-Dizier, mais en nombre insuffisant 117
- C) Les dentistes 118
- D) Un nombre correct de pharmacies d'officine 119

II. Les soins paramédicaux 120

- A) Les infirmiers 120
- B) Les masseurs-kinésithérapeutes 121
- C) Les laboratoires d'analyses médicales 122
- D) Les ambulanciers 122

Conclusion 123

Sous-Thème 2 : Les établissements médicaux 124

I. L'offre de soins dispensée par les centres hospitaliers 124

- A) Des centres hospitaliers adaptés à la demande 125
 - 1. Diversification des soins 125
 - 2. Un changement dans la prise en charge des patients 126
- B) Une aire d'influence élargie 126

II. Le rôle structurant des hôpitaux locaux 127

- A) Un fonctionnement riche de partenariats 127
- B) La nécessité de spécialiser les structures hospitalières 128
 - 1. Les soins spécifiques aux personnes âgées 128
 - 2. Les soins spécifiques aux personnes handicapées 129
- C) Des partenariats à plus grande échelle 129

Conclusion 130

Fiche EMOFF du Thème 5 : Bilan et Orientations 131

CONCLUSION 132

GLOSSAIRE 133

BIBLIOGRAPHIE 135

TABLE DES CARTES 139

TABLE DES FIGURES 141

TABLE DES PHOTOGRAPHIES 143

TABLE DES MATIERES 146

ANNEXES 154

ANNEXES

Annexe 1 : La liste des contacts	155
Annexe 2 : Le questionnaire envoyé aux communes de 250 à 1 000 habitants (31 réponses sur 37 questionnaires envoyés, soit 87,8 % de réponses)	157
Annexe 3 : Le questionnaire envoyé aux communes de plus de 1 000 habitants (8 réponses sur 11 questionnaires envoyés, soit 72,7 % de réponses)	160
Annexe 4 : Le questionnaire administré aux Nord Haut-Marnais	166
Annexe 5 : tableau de recensement des services aux publics présents sur le Pays Nord Haut-Marnais (<i>non exhaustif</i>)	168

ANNEXE 1

Nom	Fonction / Organisme	Contacts
Mme Barrand	Directrice de la Médiathèque Départementale de Haute-Marne	03.25.03.29.19 sylviane.barrand@haute-marne.fr
Mme Bailly-Ambrosioni	Secrétaire du CLL de la Circonscription d'Action Sociale de Joinville	03.25.94.18.86
M. Bouguéliane	Directeur de l'ANPE de Saint-Dizier	03.25.56.59.76
Mme Chauvin	Responsable du Service Personnes Agées - Adultes Handicapés au Conseil Général de la Haute-Marne	03.25.02.89.82
Mlle Coffre	Chargée de Mission à la Mairie de Wassy	03.25.55.32.60 fisacwassy.coffre@wanadoo.fr
Mme Deshoulières	Relais Assistance Maternelle de Saint-Dizier et Montier-en-Der	03.25.06.35.90 relaispetitenfance@wanadoo.fr
Mme Doinet	Direction Départementale de la Poste	03.25.30.66.04
Mme Driat	Directrice de la Circonscription d'Action Sociale de Saint-Dizier	03.25.56.69.33 marie-helene.driat@haute-marne.fr
Mme Dubois	Circonscription d'Action de Saint-Dizier	03.25.56.69.33
Mme Lalin	Inspection Académique de Chaumont	03.25.30.51.32 ce.doss3-52@ac-reims.fr
Mme Fleuri	Conseillère d'orientation au Centre d'Information et d'Orientation de Saint-Dizier	03.25.05.07.49
Mme Mercier	Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne	03.25.74.43.94
M. Moret et Mme Sobaszek	Observatoire économique de la CCI de Haute-Marne	03.25.07.32.00 observatoire@haute-marne.cci.fr
Mme Pérard	Comité de Bassin d'Emploi de Saint-Dizier	03.25.07.39.65 cbe.52n@wanadoo.fr
M. Pernot	Interactions et Entreprises	03.25.07.52.10
M. Pierre	Directeur des hôpitaux locaux de Wassy et Joinville	03.25.55.25.55 hopitallocal.wassy@wanadoo.fr
Mme Piquet	Présidente du Sitcar	03.25.55.93.85
Mme Portal	Directrice du Centre Hospitalier de Saint-Dizier	03.25.56.84.84

Nom	Fonction / Organisme	Contacts
Mme Rochoux	Directrice de la structure multi-accueil de Saint-Dizier	03.25.05.20.74
Mme Rousselot	Responsable de la Médiathèque de Saint-Dizier	03.25.56.56.66
M. Staebler	Directeur du Centre Hospitalier de Haute-Marne	03.25.56.83.02
M. Zante	Directeur de la Mission Locale de Saint-Dizier	03.25.56.11.36
M. Zidour	Directeur de la MJC de Saint-Dizier	03.25.56.66.80 accueil@mjc-saintdizier.fr

ANNEXE 2

Questionnaire : inventaire des services du Pays Nord Haut-Marnais

Nom de la commune :

Communauté de Communes :

Nombre d'habitants

Site internet : oui - non

Horaires d'ouverture de la mairie :

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Jours - Horaires d'ouverture	Si les services ne sont pas présents vers quelle commune se dirigent les usagers et à quelle distance ?
1. Commerces de proximité (alimentation, tabac, café, presse, marché...)				
2. Services sociaux (CCAS, aide à domicile, maison de retraite, ...)				
3. Santé (Centres médicaux, médecins, infirmières, pharmacies, ambulanciers...)				
4. Enfance, jeunesse (Crèches, assistantes maternelles...)				
5. Education, Formation (Ecoles maternelle et primaire, collège...)				

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Jours - Horaires d'ouverture	Si les services ne sont pas présents vers quelle commune se dirigent les usagers et à quelle distance ?
6. Emploi, Insertion (ANPE, ASSEDIC, associations, syndicats...)				
7. Mobilité et Transports (SNCF, transport scolaire, lignes départementales, transport à la demande...)				
8. Service postal, banques, assurances				
9. Sports, loisirs, culture (Equipements, associations, manifestations, bibliothèques,...)				
10. Sécurité (gendarmerie, pompiers, police municipale...)				
11. Energie et Réseaux (EDF-GDF, syndicat des eaux, France Télécom, téléphonie mobile, points multimédias...)				
12. Déchets et traitement des eaux usées (Tri sélectif, collecte des ordures ménagères, déchetterie, station d'épuration...)				

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Jours - Horaires d'ouverture	Si les services ne sont pas présents vers quelle commune se dirigent les usagers et à quelle distance ?
-----------------	--------	---	------------------------------	---

13. Quels sont les services portés par la commune ?

14. Existe-t-il ou envisagez-vous des partenariats avec d'autres communes et/ou communauté de communes ?

15. Existe-t-il des menaces de fermeture de services dans votre commune ?

16. Votre commune a-t-elle des projets d'implantation de services ?

17. Avez-vous des suggestions ?

ANNEXE 3

Questionnaire : inventaire des services du Pays Nord Haut-Marnais

Nom de la commune :

Communauté de Communes :

Nombre d'habitants

Site internet : oui - non

Horaires d'ouverture de la mairie :

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Jours - Horaires d'ouverture	Si le service n'est pas présent vers quelle commune se dirigent les usagers et à quelle distance ?
1. Services déconcentrés de l'Etat				
2. Services sociaux				
CAF				
CCAS				
Aide à domicile				
Soins à domicile				
Téléassistance				
Portage de repas				
Maison de retraite, de repos				
Accueil des handicapés				
CPAM				
MSA				
Autres				

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Jours - Horaires d'ouverture	Si le service n'est pas présent vers quelle commune se dirigent les usagers et à quelle distance ?
3. Santé				
Hôpitaux, cliniques				
Centres médicaux				
Médecins généralistes				
Médecins spécialistes				
Infirmières/Sage-femmes libérales				
Laboratoires d'analyses médicales				
Médecine préventive				
Planning familial				
Pharmacies				
Ambulanciers				
Croix Rouge, Croix Blanche				
4. Enfance, jeunesse				
Crèche, Halte-Garderies				
CLSH				
Garderies périscolaires				
Assistantes maternelles / RAM				
Point Information Jeunesse				
MJC				

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Jours - Horaires d'ouverture	Si le service n'est pas présent vers quelle commune se dirigent les usagers et à quelle distance ?
5. Education, Formation				
Ecoles maternelles				
Ecoles primaires				
Collèges				
Lycées				
Etudes supérieures				
Etudes professionnelles				
Centre de formation pour adultes				
6. Emploi, Insertion				
ANPE				
ASSEDIC				
Mission locale				
Groupeement d'employeurs				
Associations d'insertion				
Syndicats, autres				
7. Mobilité et Transports				
Dessertes et boutiques SNCF				
Transports scolaires				
Lignes urbaines et / ou départementales de bus				
Cars intercommunaux				
Transport à la demande				
Covoiturage				

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Jours - Horaires d'ouverture	Si le service n'est pas présent vers quelle commune se dirigent les usagers et à quelle distance ?
8. Service postal, banques, assurances				
Bureau de Poste ou point Poste				
Banques ou points de retrait				
Assurances				
9. Sports, loisirs, culture				
Equipements sportifs				
Equipements culturels				
Ecole de musique				
Bibliothèque, médiathèque				
Opération "Tickets Sports"				
Associations sportives				
Associations culturelles				
Autres associations (protection de l'environnement...)				
Manifestations sportives et culturelles				
10. Sécurité				
Gendarmerie				
Police Nationale / Municipale				
Sapeurs Pompiers				
Sécurité Civile				

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Jours - Horaires d'ouverture	Si le service n'est pas présent vers quelle commune se dirigent les usagers et à quelle distance ?
11. Energie et Réseaux				
EDF-GDF				
Syndicat des eaux				
France Télécom et autres opérateurs de téléphonie fixe				
Services relais téléphonie mobile				
Points multimédias, cybercentres				
12. Déchets et traitement des eaux usées				
Tri sélectif				
Collecte des ordures ménagères communale / intercommunale				
Déchetterie				
Station d'épuration				
13. Commerces de proximité				
Commerces d'alimentation				
Supermarché				
Droguerie, quincaillerie, outillage				
Bureau de tabac				
Point de vente de quotidiens				
Cafés, restaurants				
Marchés				
Autres				

13. Quels services sont portés par la commune?

14. Existe-t-il ou envisagez-vous des partenariats avec d'autres communes et/ou communauté de communes ?

15. Existe-t-il des menaces de fermeture de services dans votre commune ?

16. Votre commune a-t-elle des projets d'implantation de services ?

17. Avez-vous des suggestions ?

ANNEXE 4



Questionnaire sur les services du Pays Nord Haut-Marnais

Nous travaillons pour le pays Nord Haut-Marnais et nous réalisons une étude sur les services au public. C'est dans ce but que nous vous proposons ce questionnaire pour évaluer la qualité des services que vous utilisez.

I. LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS / LE SERVICE POSTAL / LES SERVICES LIÉS À L'ENFANCE

1. A quelle fréquence utilisez-vous ce service ?

- ☐ Plus d'une fois par semaine
- ☐ Une à quatre fois par mois
- ☐ Une fois par mois
- ☐ Plusieurs fois par an
- ☐ Une fois par an ou moins

2. Quelle distance avez-vous parcouru pour y accéder ?

Trouvez-vous cette distance acceptable ?

Etes-vous satisfait :

- de l'accessibilité (situation du service, des locaux, stationnement) ?
- des horaires d'ouverture ?
- de l'accueil (personnel, temps d'attente...) ?
- des locaux ?
- de la qualité du service rendu ?

3. Fréquentez-vous d'autres lieux culturels (d'autres bibliothèques, cinéma, expositions, théâtre...) ? si oui lesquels ? A quelle fréquence ?

3. Est-ce que vous préférez une agence postale communale (tous les services mais avec des horaires d'ouverture limités) à un relais poste dans un commerce (moins de services mais des horaires plus adaptés) ?

3. Est-ce que les activités proposées à vos enfants vous conviennent ? pourquoi ?

4. Avez-vous des suggestions sur ce service ?

II. LES SERVICES SUR LE TERRITOIRE NORD HAUT-MARNAIS

1. Quel moyen de transport utilisez-vous ? (transports en commun...)
2. Dans quelle commune habitez-vous ?
3. Dans quelle commune travaillez-vous ?
4. Quels sont les services que vous utilisez sur votre commune ?
5. Quels sont les services que vous ne trouvez pas sur votre commune ?
Trouvez-vous la distance pour y accéder, acceptable ?
Sinon, quels services souhaiteriez-vous trouver plus près de chez vous ?
6. Quels sont les services qui vous manquent ? souhaiteriez-vous voir se développer ?
7. Avez-vous des remarques particulières : services qui fonctionnent bien ou gros dysfonctionnements ? Avez-vous des suggestions ?

Sexe : 0 F ou 0 M

Âge : 0 moins de 20 ans

 0 21- 40 ans

 0 40- 65 ans

 0 plus de 65 ans.

CSP : 0 Scolaires

 0 Etudiants

 0 Actifs

 0 A la recherche d'emploi

 0 Retraité

ANNEXE 5

<i>Communes</i>	<i>Cantines</i>	<i>CLSH</i>				<i>Autres structures périscolaires</i>
		Vacances d'été	Vacances scolaires	Mercredi	Périscolaire	
ALLICHAMPS						en projet
BAYARD-SUR-MARNE						en projet
BETTANCOURT		juillet (avec Chancénay)				
BROUSSEVAL		oui	oui	oui		oui
CEFFONDS	cantine de Montier					
CHANCENAY	en projet					
CHEVILLON	oui (cantine du collège)	oui			oui	matin et soir
CUREL		oui	oui			
DOMMARTIN-LE-ST-PERE		oui	oui	oui		
DONJEUX		juillet (avec Gudmont)				
ECHENAY	oui					
ECLARON	oui	juillet	1 semaine sur 2			oui
EPIZON	intercommunale					matin et soir
EURVILLE-BIENVILLE	par le CLSH	juillet	oui	oui	oui	
FRONVILLE						intercommunale
GUDMONT-VILLIERS		oui avec Donjeux (pas régulier)				
HALLIGNICOURT						oui, géré par la commune
HUMBECOURT	en projet, gérée par les parents			projet de garderie		
JOINVILLE	pour la CLIS	3 semaines	1 semaine sur 2			
LOUVEMONT	enfants amènent leur repas	juillet	2 semaine sur 2	oui	oui	
MOESLAINS	au restaurant					garderie, matin et soir
MONTIER-EN-DER	oui (cantine du collège)	juillet et août				mercredi par le CEL
POISSONS	oui	juillet	oui	oui	oui	
SAINT-DIZIER		oui (4)				
ST-URBAIN-MACONCOURT		oui				
THONNANCE-LES-JOINVILLE		été				
VALCOURT						matin, soir et mercredi
VAUX-SUR-BLAISE		oui	oui	oui	oui	
VILLIERS-EN-LIEU		juillet				
WASSY	oui (cantine du collège)					oui

Sources : relevés personnels

Formations professionnelles proposées dans le Pays Nord Haut-Marnais

Diplômes	Intitulé	Nombre d'élèves	Etablissements
BTS	Maintenance industrielle	63	LP Blaise Pascal
	Productique mécanique		
	Assistant de direction	172	LP Saint-Exupéry
	Comptabilité et gestion des organisations		
	Négociation et relation client		
	Assistant de direction	48	ESTIC
	Assistant de gestion		
CAP	Technico-commercial		CFAI
	Installations en équipements électriques	47	LP Blaise Pascal
	Employé commerce multispécialités		
	Serrurier métallier		
	Employé technique des collectivités	20	LP Emile Baudot
	Agent technique en milieu familial et collectif	42	ESTIC
	Employé de vente spécialisé		
BEP	Instruments coupants et de chirurgie		CFAI
	Bois et matériaux associés (menuiserie agencement)	130	LP Blaise Pascal
	Maintenance des systèmes mécaniques automatisés		
	Métiers de la production mécanique informatisée		
	Métiers de l'électrotechnique		
	Carrières sanitaires et sociales	299	LP Saint-Exupéry
	Métiers de la comptabilité		
	Métiers de la mode et industries connexes		
	Métiers de la restauration et de l'hôtellerie		
	Vente action marchande		
	Maintenance des systèmes mécaniques automatisés	106	LP Philippe Lebon
	Métiers de la production mécanique informatisée		
	Métiers de l'électrotechnique		
	Bio services dom maintenance hygiène des locaux	120	LP Emile Baudot
	Logistique et commercialisation		
	Vente action marchande		
	Technique du froid et du conditionnement d'air	206	ESTIC
	Electrotechnique		
	Maintenance des systèmes mécaniques automatisés		
	Métiers de la comptabilité		
	Métiers du secrétariat		
	Vente action marchande		
	Carrières sanitaires et sociales		

	Métiers de l'électronique		CFAI
	Métiers de la production mécanique informatisée		
	Réalisation d'ouvrages chaudronnés et de structures métalliques		
BAC Pro	Technicien d'usinage	37	LP Blaise Pascal
	Systèmes mécaniques automatisés		
	Comptabilité	98	LP Saint-Exupéry
	Vente prospection, négociation		
	Electrotechnique, énergies, équipement, communicants	36	LP Philippe Lebon
	Secrétariat		LP Emile Baudot
	Hygiène environnement	62	
	Logistique		
	Equipements et installations électriques		ESTIC
	Productique mécanique		
	Electrotechnique énergie équipements communicants		
	Comptabilité		
	Secrétariat	98	
	Commerce		
	Maintenance des équipements industriels		CFAI
	Technicien d'usinage		
Mention Complémentaire	Aide à domicile	20	LP Saint-Exupéry
BAC Pro : Baccalauréat Professionnel			
BEP : Brevet d'Etude Professionnel			
BTS : Brevet de Technicien Supérieur			
CAP : Certificat d'Aptitudes Professionnel			
CFAI : centre de formation des apprentis industriels			
ESTIC : lycée privé Immaculée Conception			
LP : lycée professionnel			
Secteurs des diplômes proposés			
Industrie			
Tertiaire			
Sanitaire et social			
Sources : Inspection académique de Chaumont, sites internet de l'académie de Reims : www.ac-reims.fr , du CFAI : www.cfa52.org , et de l'ESTIC : www.estic.fr .			

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
-----------------	--------	---	----------

**Thème 1 : S'ouvrir aux autres,
s'ouvrir au monde**

Enfance, éducation			
Crèche, Halte-Garderies	1	Crèche multi-accueil gérée par la CAF	Saint-Dizier
	1	Crèche municipale (Vert Bois)	Saint-Dizier
	1	Halte-garderie (avec RAM) ouverture fin 2006	Joinville
	1	Garderie multi accueil du petit prince	Wassy
Assistantes maternelles / RAM	1	Relais Assistantes Maternelles	Montier-en-Der
	1	Relais Petite Enfance	Saint-Dizier
	1	RAM (avec halte-garderie) ouverture fin 2006	Joinville
	67	Assistantes Maternelles	canton de Chevillon-Eurville
	44	Assistantes Maternelles	canton de Doulaincourt
	14	Assistantes Maternelles	canton de Doulevant
	72	Assistantes Maternelles	canton de Joinville
	54	Assistantes Maternelles	canton de Montier-en-Der
	13	Assistantes Maternelles	canton de Poissons
	152	Assistantes Maternelles	canton de Saint-Dizier
	31	Assistantes Maternelles	canton de Saint-Dizier N-E
	71	Assistantes Maternelles	canton de Saint-Dizier Ouest
	15	Assistantes Maternelles	canton de Saint-Dizier S-E
	76	Assistantes Maternelles	canton de Wassy
Maison d'enfants à caractère social	1		Wassy
MJC	1		Chamouilley
	1	(Point Information Jeunesse)	Saint-Dizier
Ecoles	1	primaire	Allichamps
	2	2 primaires	Bayard-sur-Marne
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Bettancourt-la-Ferrée
	2	2 élémentaires	Blécourt/Fronville
	1	primaire	Brousseval
	1	primaire	Ceffonds
	1	primaire	Chamouilley
	1	primaire	Chancenay
	2	1 élémentaire et 1 primaire	Charmes/Baudrecourt
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Chevillon
	1	primaire	Curel
	2	1 élémentaire et 1 primaire	Dommartin/Ville-en-Blaisois

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Donjeux/Rouvroy
	2	1 élémentaire et 1 primaire	Doulevant/Dommartin-le-St-Père
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Droyes/Puellemontier
	1	primaire	Echenay
	3	2 élémentaires et 1 maternelle.	Eclaron
	1	primaire	Epizon
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Eurville-Bienville
	2	1 élémentaire et 1 primaire	Frampas/Planrupt
	1	élémentaire	Gudmont-Villiers
	1	primaire	Hallignicourt
	1	primaire	Humbecourt
	5	2 élémentaires, 1 primaire et 2 maternelles	Joinville
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Louvemont
	2	1 élémentaire et 1 primaire	Louze/longeville
	1	primaire	Magneux-Avrainville
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Moeslains
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Montier-en-Der
	1	primaire	Mussey-sur-Marne
	1	primaire	Nully/Trémilly
	1	primaire	Poissons
	1	primaire	Rachecourt-sur-Marne
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Robert-Magny/Voillecomte
	1	élémentaire	Roches-sur-Marne
	1	élémentaire	Rupt
	26	11 maternelles, 13 élémentaires et 2 primaire (dont 1 privée)	Saint-Dizier
	1	primaire	Saint-Urbain
	1	primaire	Sommevoire
	1	élémentaire	Suzannecourt
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Thonnance-lez-Joinville
	1	primaire	Valcourt
	1	primaire	Vaux-sur-Blaise/Montreuil
	1	primaire	Vecqueville
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Villiers-en-Lieu
	2	1 élémentaire et 1 maternelle	Wassy
Collèges	1		Chevillon
	1		Joinville
	1		Montier-en-Der
	4		Saint-Dizier

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	2		Wassy
Lycées	1	Lycée privé agricole	Droyes
	1	Lycée public général, technologique et professionnel Philippe Lebon	Joinville
	1	Lycée public général, technologique et professionnel Saint-Exupéry	Saint-Dizier
	1	Lycée privé Assomption	Saint-Dizier
	1	Lycée technologique Blaise Pascal	Saint-Dizier
	1	Lycée privé général, technologique et professionnel ESTIC	Saint-Dizier
	1	Lycée Professionnel Emile Baudot	Wassy
Etudes supérieures et professionnelles	1	Lycée professionnel (Philippe Lebon)	Joinville
	2	Lycée professionnel (BTS, CAP, BEP)	Saint-Dizier
	1	ADPS Santé, école d'infirmière	Saint-Dizier
	1	ESTIC (BTS, CAP, BEP)	Saint-Dizier
	1	CFAI (BTS, CAP, BEP)	Saint-Dizier
	1	Lycée professionnel (BEP, CAP)	Wassy
	1	Centre de Formation d'Apprentis Interprofessionnel Départemental	Saint-Dizier
Orientation et Information scolaire	1	CIO	Saint-Dizier
Sports, loisirs, culture			
Equipements culturels	1	Château du Grand Jardin	Joinville
	1	Auditorium	Joinville
	1	Auditorium	Montier-en-Der
	1	Pôle socio-culturel	Montier-en-Der
	1	La Halle au Blé	Montier-en-Der
	1	Abbatiale	Montier-en-Der
	1	Cinéma	Saint-Dizier
	1	Espace Camille Claudel	Saint-Dizier
	1	Salle Louis Aragon	Saint-Dizier
	1	Salle du Palace	Saint-Dizier
	1	musée municipal	Saint-Dizier
	1	théâtre municipal (actuellement fermé)	Saint-Dizier
Ecole de musique	1	école municipale de musique	Joinville
	1	école intercommunale Pays du Der	Montier-en-Der
	1	école municipale	Sommevoire
	1	Ecole municipale de musique	Saint-Dizier
	1	Ecole municipale	Wassy
Bibliothèque	1	dépôt livres	Autigny-le-Grand
	1	dépôt livres	Baudrecourt

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	Relais (médiathèque)	Bettancourt-la-Ferrée
	1	dépôt livres	Brousseval
	1	Relais	Chamouilley
	1	Relais	Chancenay
	1	petite bibilothèque	Chatonrupt-Sommermont
	1	Relais	Chevillon
	1	dépôt livres	Cirfontaines-en-Ornois
	1	dépôt livres	Curel
	1	dépôt livres	Dommartin-le-Franc
	1	dépôt de livres	Dommartin-le-Saint-Père
	1	dépôt livres	Donjeux
	1	Relais	Doulevant le Château
	1	dépôt livres	Frampas
	1	dépôt livres	Gudmont-Villiers
	1	dépôt livres	Halignicourt
	1	bibliothèque municipale	Joinville
	1	dépôt livres	Laneuville-au-Pont
	1	dépôt livres	Longeville-sur-la-Laines
	1	Relais	Louvemont
	1	dépôt livres	Louze
	1	dépôt livres	Moëslains
	1	bibliothèque et médiathèque intercommunale	Montier-en-Der
	1	dépôt livres	Mussey-sur-Marne
	1	dépôt livres	Poissons
	1	Relais	Rachecourt-sur-Marne
	1	dépôt livres	Rouvroy-sur-Marne
	1	médiathèque	Saint-Dizier
	1	Relais (médiathèque)	Sommevoire
	1	dépôt livres	Suzannecourt
	1	dépôt livres	Thonnance-les-Joinville
	1	Relais	Vaux-sur-Blaise
	1	Relais	Vecqueville
	1	dépôt livres	VILLE-en-BLAISOIS
	1	Relais (médiathèque)	Villiers-en-Lieu
	1	dépôt livres	Voillecomte
	1	bibliothèque intercommunale (médiathèque)	Wassy

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
Thème 2 : Etre en lien, communiquer			
Transports			
Dessertes et/ou boutiques SNCF	1		Bayard-sur-Marne
	1		Chevillon
	1		Donjeux
	1		Eurville
	1		Gudmont-Villiers
	1		Joinville
	1		Saint-Dizier
Lignes urbaines et / ou		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Braucourt
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Ceffonds
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Frampas
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Laneuville-au-Pont
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Longeville
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Louze
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Moeslains
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Montier-en-Der
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Planrupt
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Saint-Dizier
		Les courriers de l'Aube (lignes 3 et 30)	Valcourt
		Les rapides de la Meuse	Bettancourt-la-Ferrée
		Les rapides de la Meuse	Saint-Dizier
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Bayard
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Chatonrupt-Sommermont
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Chevillon
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Curel
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Donjeux
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Eclaron-Braucourt-
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Eurville-Bienville
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Fronville
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Gudmont-Villiers
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Joinville
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Rachecourt-sur-Marne
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Rouvroy-sur-Marne
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Rupt
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Saint-Dizier

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Vecqueville
		Lignes TER (bus et/ou trains)	Villiers-en-Lieu
Cars intercommunaux		Ligne pour le marché, pour le CEL	Montier-en-Der
		Ligne pour le marché de Wassy	Dommartin le Franc
		Ligne pour le marché de Joinville	Thonnance-les-Joinville
Taxi	1		Bettancourt-la-Ferrée
	1		Chamouilley
	1		Doulevant-le-Château
	3		Eclaron-Braucourt-
	1		Eurville-Bienville
	2		Joinville
	1		Moeslains
	0		Montier-en-Der
	1		Osne-le-Val
	1		Perthes
	3		Poissons
	1		Rupt
	10		Saint-Dizier
	1		Wassy
Haut-débit et téléphonie mobile			
Internet		couverture ADSL	toutes les communes
Téléphonie mobile		couverture téléphonie mobile	en 2007

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
Thème 3 : Disposer des services de proximité			
Les chambres consulaires, services publics et collectivités :			
Chambre d'agriculture Haute-Marne	1		Joinville
Chambre de Commerce et d'Industrie Haute-Marne	1		St Dizier
Chambre des Métiers de la Haute-Marne	1		St Dizier
Trésor Public	1	Trésorerie	Doulevant-le-Château
	1		Eurville-Bienville
	1		Joinville
	1		Montier-en-Der
	1		Saint-Dizier
	1		Wassy
Impôts	1		Joinville
	1		Saint-Dizier
Trésorerie Générale	1		Chevillon
	1		Saint-Dizier
Administration de l'Intérieur	1	Sous-Préfecture	Saint-Dizier
DDASS	1		Saint-Dizier
Commerces de proximité			
Commerces multiservices (plus de 3)	1	Bar-tabac-épicerie-dépôt de pain-presse-coiffure	Rouvroy-sur-Marne
	1	café-épicerie-dépôt de pain-presse-tabac	Osne-le-Val
	1	café-tabac-alimentation-presse (risque de fermeture, pas de repreneur)	Mussey-sur-Marne
	1	alimentation-boulangerie-tabac	Curel
	1	bar, tabac, resto, épicerie, pt poste, karaoké	Voillecomte
Commerces fixes		cf. base de données de la CCI (2006) sur le CD : boulangerie et/ou pâtisserie, boucherie et/ou charcuterie, tabac, café, presse, quincaillerie-bricolage, commerces d'alimentation générale, coiffure, garage...	
commerces ambulants avec fréquence de	1	boucherie ambulante	Aingoulaincourt (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Allichamps (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Ambonville (1 fois)
	1	boucherie	Ambonville (2 fois)

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	boucherie	Arnancourt (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Annonville (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Attancourt (2 fois)
	1	boucherie	Autigny le Grand (1 fois)
	1	boucherie	Autigny le Grand (3 fois)
	1	boucherie	Bailly aux forges (2 fois)
	1	boucherie	Baudrecourt (2 fois)
	1	boucherie	Bettancourt la Ferrée (2 fois)
	1	boucherie	Bouzancourt (1 fois)
	1	boucherie	Brousseval (4 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Ceffonds (2 fois)
	1	boucherie	Ceffonds (1 fois)
	1	boucherie	Charmes la Grande (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Chatonrupt-Sommermont (2 fois)
	2	boucherie	Chatonrupt-Sommermont (4 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Chevillon (1 fois)
	1	boucherie	Chevillon (1 fois)
	1	boucherie	Cirey sur Blaise (1 fois)
	1	boucherie	Cirfontaines en Ornois (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Courcelles sur Blaise (2 fois)
	1	boucherie	Courcelles sur Blaise (2 fois)
	1	boucherie	Curel (1 fois)
	1	boucherie	Curel (2 fois)
	1	boucherie	Domblain (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Dommartin le Franc (2 fois)
	1	boucherie	Dommartin le Franc (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Dommartin le St Père (2 fois)
	1	boucherie	Dommartin le St Père (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Donjeux (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Doulevant le Château (2 fois)
	1	boucherie	Doulevant le château (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Droyes (1 fois)
	1	boucherie	Echenay (1 fois)
	1	boucherie	Effincourt (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Epizon (3 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Epizon (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Epizon (2 fois)
	1	boucherie	Fays (2 fois)
	1	boucherie	Flammerécourt (1 fois)

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	boucherie et charcuterie	Fontaines sur Marne (1 fois)
	1	boucherie	Fontaines sur Marne (1 fois)
	1	boucherie	Fronville (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Germay (1 fois)
	1	boucherie	Germisay (2 fois)
	2	boucherie et charcuterie	Gudmont-Villiers (2 fois)
	1	boucherie	Guindrecourt aux ormes (2 fois)
	1	boucherie	Joinville (2 fois par sem)
	1	boucherie	Laneuville au pont (1 fois)
	1	boucherie	Leschres sur le blaiseron (1 fois)
	1	boucherie	Lezeville (1 fois)
	1	boucherie	Maizières (2 fois)
	2	boucherie	Mathons (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Mertrud (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie et patisserie	Mertrud (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Moeslains (2 fois)
	2	boucherie	Montreuil sur Blaise (1 fois)
	1	boucherie	Montreuil sur Thonnance (1 fois)
	3	boucherie et charcuterie	Morancourt (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Narcy (1 fois)
	1	boucherie	Nomcourt sur le rongeant (1 fois)
	1	boucherie	Nomécourt(2 fois)
	1	boucherie et charcuterie et patisserie	Nully Trémilly (2 fois)
	1	boucherie	Osne le val (1 fois)
	2	boucherie	Osne le val (2 fois)
	1	boucherie	Pancey (1 fois)
	1	boucherie	Paroy sur saulx (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Pautaines-Augeville (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Pautaines-Augeville (1 fois)
	1	boucherie	Poissons (1 fois)
	1	boucherie	Rachecourt sur Marne (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Rachecourt sur Marne (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie et patisserie	Robert Magny (2 fois)
	1	boucherie	Rouvroy sur Marne (3 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Rupt (2 fois)
	1	boucherie	Rupt (3 fois)
	1	boucherie	Sailly (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Saint-urbain maconcourt (2 fois)
	1	boucherie	Sommancourt (1 fois)

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	boucherie et charcuterie et pâtisserie	Sommevoire (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Sommevoire (1 fois)
	1	boucherie	Suzannecourt (3fois)
	1	boucherie et charcuterie et pâtisserie	Thilleux (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Thonnance les Joinville (1 fois)
	1	boucherie	Thonnance-les-Joinville(2 fois)
	1	boucherie	Thonnance-les-moulins (1 fois)
	2	boucherie	Gudmont-Villiers
	1	boucherie et charcuterie	Valcourt (1 fois)
	1	boucherie	Vaux sur Blaise (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Vaux sur St Urbain (2 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Vaux sur St Urbain (1 fois)
	1	boucherie et charcuterie	Vecqueville (2 fois)
	2	boucherie	Vecqueville (4 fois)
	1	boucherie	Ville en Blaisois (2 fois)
	1	boucherie	Wassy (2 fois)
	1	vente de légumes	Bettancourt-la-ferrée (1 fois)
	1	vente de légumes	Echenay (1 fois)
	1	vente de légumes	Effincourt (1 fois)
	1	vente de légumes	Epizon (1 fois)
	1	vente de légumes	Germisay (1 fois)
	1	boulangerie	Autigny le grand (5 fois)
	1	boulangerie	Aingoulaincourt (6 fois)
	1	boulangerie	Ambonville (6 fois)
	1	boulangerie	Ambonville (6 fois)
	1	boulangerie	Autigny le petit (6 fois)
	1	boulangerie	Bailly aux Forges (6 fois)
	1	boulangerie et pâtisserie	Bailly aux Forges (6 fois)
	1	boulangerie	Blécourt (1 fois)
	1	boulangerie	Ceffonds (5 fois)
	1	boulangerie	Chatonrupt (6 fois)
	1	boulangerie	Curel (6 fois)
	1	boulangerie et pâtisserie	Dommartin le Franc (6 fois)
	1	boulangerie	Donjeux (6 fois)
	1	boulangerie	Doulevant (6 fois)
	1	boulangerie	Droyes (6 fois)
	1	boulangerie et pâtisserie	Fays (6 fois)
	1	boulangerie	Frampas (6 fois)
	1	boulangerie	Fronville (6 fois)

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	boulangerie	Germa y (6 fois)
	1	boulangerie	Gillaum é (6 fois)
	1	boulangerie	Gudmont-Villiers (6 fois)
	1	boulangerie	Gudmont-Villiers (6 fois)
	1	boulangerie et patisserie	Guindrecourt aux ormes (6 fois)
	1	boulangerie	Joinville (6 fois)
	1	boulangerie	Lezeville (6 fois)
	1	boulangerie	Lesch ères sur le blaiseron (6 fois)
	1	boulangerie	Lesch ères sur le blaiseron (6 fois)
	1	boulangerie	Maizi ères (6 fois)
	1	boulangerie	Mertrud (6 fois)
	1	boulangerie	Moeslains (6 fois)
	1	boulangerie	Montreuil sur Blaise (6 fois)
	1	boulangerie et patisserie	Montreuil sur Blaise (6 fois)
	1	boulangerie	Montreuil sur Thonnance (1 fois)
	1	boulangerie	Montreuil sur Thonnance (3 fois)
	1	boulangerie et patisserie	Morancourt (6 fois)
	1	boulangerie	Noncourt sur le Rongeant (6 fois)
	1	boulangerie	Pancey (7 fois)
	1	boulangerie	Pancey (6 fois)
	1	boulangerie	Paroy sur Saulx (7 fois)
	1	boulangerie	Robert magny (6 fois)
	1	boulangerie	Rouvroy sur Marne (6 fois)
	1	boulangerie	Rupt (6 fois)
	1	boulangerie	Sailly (6 fois)
	1	boulangerie	Sommevoire (3 fois)
	1	boulangerie	St Urbain maconcourt (6fois)
	1	boulangerie	Suzannecourt (6 fois)
	1	boulangerie	Suzannecourt (6 fois)
	1	boulangerie	Thilleux (6 fois)
	1	boulangerie	Thonnance les Joinville (6 fois)
	1	boulangerie	Thonnance les moulins (6 fois)
	1	boulangerie	Valcourt (6 fois)
	1	boulangerie	Valleret (6 fois)
	1	boulangerie et patisserie	Valleret (4 fois)
	1	boulangerie	Vecqueville (6 fois)
	1	boulangerie	Vecqueville (6 fois)
	1	épicerie	Ambonville (1 fois)
	1	multi services : fromagerie, cr èmerie, œufs, alimentation	Aingoulaincourt (1 fois)

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	multi services : fromagerie, crèmerie, œufs, alimentation	Germa y (1 fois)
	1	multi services : fromagerie, crèmerie, œufs, alimentation	Germisay (1 fois)
	1	multi services : fromagerie, crèmerie, œufs, alimentation	Gudmont-Villiers (2 fois)
	1	multi services : fromagerie, crèmerie, œufs, alimentation	Hallignicourt (1 fois)
	1	multi services : fromagerie, crèmerie, œufs, alimentation	Pancey (1 fois)
	1	multi services : fromagerie, crèmerie, œufs, alimentation	Sailly (1 fois)
	1	multi services : fromagerie, crèmerie, œufs, alimentation	Saudron (1 fois)
	1	multi service : poissonnerie, légumes, "liquides"	Ambonville (1 fois)
	1	multi service : poissonnerie, légumes, "liquides"	Bouzancourt (1 fois)
	1	multi service : poissonnerie, légumes, "liquides"	Dommartin le St Père (1 fois)
	1	multi service : poissonnerie, légumes, "liquides"	Donjeux (1 fois)
	1	multi service : poissonnerie, légumes, "liquides"	Doulevant le château (1 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Annonville (5 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Bettancourt la Ferrée (7 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Beurville (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Chevillon (5 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Cirfontaines en Ornois (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Courcelles sur blaise (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Dommartin le Franc (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Doulevant le Petit (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Epizon (5 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Eurville-Bienville (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Fontaines sur Marne (5 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Fontaines sur Marne (1 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Germa y (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Germisay (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Joinville (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Laneuville au pont (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Lezeville (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Morancourt (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Narcy (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Noncourt sur le rongeant (5 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Nully trémilly (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Pautaines-Augeville (3 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Poissons (5 fois)
	2	multi service : boulangerie, alimentation	Rachecourt sur Marne (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Saint-Dizier (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	St Urbain maconcourt (4fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Thonnance les moulins (4 fois)

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Vaux sur St Urbain (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Ville en Blaisois (6 fois)
	1	multi service : boulangerie, alimentation	Wassy (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac	Chatonrupt (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac	Chevillon (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac	Curel (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Arnancourt (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Baudrecourt (7 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Baudrecourt (3 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Blumeray (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Bouzancourt (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Charmes en l'Angle (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Courcelles sur Blaise (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Dommartin le Franc (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Doulevant le Petit (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Morancourt (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Rachecourt Suzemont (6 fois)
	1	multi services : boulangerie,pâtisserie, tabac, épicerie, traiteur	Ville en Blaisois (6 fois)
	1	crèmerie, volailles	Autigny le grand (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Autigny le Petit (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Bailly aux forges (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Blumeray (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Chatonrupt (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Eurville bienville (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Curel (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Louze (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Longeville sur la laine (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Magneux (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Sommevoire (1 fois)
	1	crèmerie, volailles	Troifontaines la ville (2 fois)
	1	crèmerie, volailles	Vecqueville (1 fois)
	1	boucherie, charcuterie : marché	Doulevant le Château
	1	boucherie, charcuterie : marché	Montier en Der
	1	boucherie, charcuterie : marché	Wassy
	1	crèmerie, volailles : marché	Doulevant le Château
	1	crèmerie, volailles : marché	Joinville
	1	crèmerie, volailles : marché	St Dizier
	1	crèmerie, volailles : marché	Wassy
Supermarché	1	Hard discount	Bayard sur Marne

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1		Bettancourt-la-ferrée
	3	dont 1 Hard discount	Joinville
	2	dont 1 Hard discount	Montier-en-Der
	10	dont 6 Hard discount	Saint-Dizier
	3	dont 2 Hard discount	Wassy
Superette	1		Montier-en-Der
	1		Joinville
Marchés	1	hebdomadaire le vendredi	Montier-en-Der
	1	hebdomadaire le vendredi : maraîchers	Bettancourt-la-ferrée
	1	hebdomadaire le lundi matin	Doulevant-le-Château
	1	vendredi après-midi (primeurs)	Eurville-Bienville
	1	hebdomadaire le vendredi	Joinville
	1	hebdomadaire le jeudi matin	Wassy
Services postal et bancaire			
La Poste	1	Bureau de Poste	Bayard-sur-Marne
	1	Bureau de Poste	Bettancourt-la-Ferrée
	1	Agence Postale Communale	Brousseval
	1	Bureau de Poste	Chamouilley
	1	Bureau de Poste	Chevillon
	1	Bureau de Poste (projet Relais Poste à la mairie)	Curel
	1	Relais Poste (dans le café resto)	Dommartin-le-Franc
	1	Agence Postale Communale	Dommartin-le-Saint-Père
	1	Bureau de Poste	Donjeux
	1	Bureau de Poste	Doulevant le Château
	1	Bureau de Poste	Eclaron-Braucourt-
	1	Bureau de Poste	Eurville-Bienville
	1	Bureau de Poste	Gudmont Villiers
	1	Bureau de Poste	Joinville
	1	Bureau de Poste	Longeville sur la Laines
	1	Relais Poste	Louvemont
	1	Bureau de Poste	Montier en Der
	1	Relais Poste	Nully-Trémilly
	1	Bureau de Poste (menace éventuelle de fermeture)	Perthes
	1	Bureau de Poste	Poissons
	1	Agence Postale	Rachecourt-sur-Marne
	3	Bureau de Poste	Saint-Dizier
	1	Agence postale	Saint-Dizier
	1	Bureau de Poste	Saint-Urbain - Maconcourt

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	Bureau de Poste	Sommevoire
	1	Bureau de Poste	Thonnance lès Joinville
	1	Agence Postale	Vaux-sur-Blaise
	1	Bureau de Poste	Villiers-en-Lieu
	1	Relais Poste	Voillecomte
	1	Bureau de Poste	Wassy
Banques (hors Banque Postale)	1		Bettancourt-la-Ferrée
	1		Eclaron-Braucourt-
	5		Joinville
	3		Montier en Der
	1		Sommevoire
	13		Saint-Dizier
	3		Wassy
Points de retraits du Crédit Agricole	1	Point Vert	Arnancourt
	1	Point Vert	Bayard-sur-Marne
	1	Point Vert	Chamouilley
	2	Point Vert	Doulevant-le-Château
	1	Point de retrait "hors site"	Eclaron-Braucourt-
	1	Point Vert	Eurville-Bienville
	1	Point Vert	Joinville
	1	Point Vert	Mussey-sur-Marne
	1	Point Vert	Poissons
	1	Point Vert	Saint-Dizier
	1	Point Vert	Sommevoire
	1	Point Vert	Thonnance-lès-Joinville
	1	Point Vert	Villiers-en-Lieu

Thème 4 : Etre accompagné, soutenu

Accompagner les actifs			
ANPE	1	permanence mensuelle	Chevillon
	1	permanence hebdomadaire	Joinville
	1	permanence mensuelle	Montier-en-Der
	1		Saint-Dizier

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	permanence bi-mensuelle	Wassy
ASSEDIC	1		Saint-Dizier
Mission locale	1	permanence hebdomadaire	Joinville
	1	permanence bi-mensuelle	Montier-en-Der
	1	Mission Locale pour l'Emploi	Saint-Dizier
	1	permanence hebdomadaire	Wassy
Centre Interinstitutionnel de	1		Saint-Dizier
Agences d'Interim	3		Joinville
	7		Saint-Dizier
Structures d'aides aux entreprises	1	Organisme Paritaire Collecteur Agréé de la Région Champagne-	Saint-Dizier
	1	AGEFOS-PPME	Saint-Dizier
Groupements d'employeurs	1	Comité de Bassin d'Emploi	Saint-Dizier
	1	Union des Industries et des Métiers de la	Saint-Dizier
	1	Association de la Formation	Saint-Dizier
Organismes de formation	1	ADPS emploi	Saint-Dizier
	1	Association pour la Formation Professionnelle pour des Adultes	Saint-Dizier
	1	GRETA Nord Haute-Marne	Saint-Dizier
	1	ESTIC	Saint-Dizier
	1	Formation Insertion Triangle	Saint-Dizier
	1	Interactions et Entreprises	Saint-Dizier
	1	Interactions et Entreprises	Saint-Dizier
Centre d'Aide par le Travail	1	CAT (ADASMS)	Puellemontier
	1	CAT	Saint-Dizier
Soutenir les personnes rencontrant			
Caisse Primaire d'Assurance Maladie	1	Point d'Accueil Itinérant	Chevillon
	1	Point d'Accueil Itinérant	Doulevant-le-Château
	1	Point d'Accueil Itinérant	Joinville
	1	Point d'Accueil Itinérant	Montier-en-Der
	1	Centre de Paiement	Saint-Dizier
	1	Point d'Accueil Itinérant	Wassy
MSA	1	permanence	Joinville

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	permanence mensuelle	Montier-en-Der
Caisse d'Allocation Familiale	1	Point d'Accueil	Joinville
	1	Point d'Accueil	Saint-Dizier
Circonscription d'Action Sociale, Direction	1	Permanence bi-mensuelle	Chamouilley
	1	Permanence hebdomadaire	Chevillon
	1	Permanence bi-mensuelle	Doulevant-le-Château
	1	Permanence bi-mensuelle	Eurville-Bienville
	1	Siège	Joinville
	1	Permanence hebdomadaire	Montier-en-Der
Centre Communal d'Action Sociale	1		Joinville
	1		Saint-Dizier
	1		Wassy
Association d'insertion par l'emploi	1	Association d'Accueil des Sans Logis	Saint-Dizier
	1	Tremplin 52	Saint-Dizier
	1	Association pour la Rencontre et l'Intégration par le Travail	Saint-Dizier
Associations d'aide à domicile	1	permanence ADAPAH	Eclaron
	1	permanence ADAPAH	Eurville-Bienville
	1	permanence ADAPAH	Joinville
	1	permanence ADAPAH	Montier-en-Der
	1	permanence ADAPAH	Wassy
	1	ADMR Haute-Borne	Chevillon
	1	ADMR Rives de la Blaise	Doulevant-le-Château
	1	ADMR Poissons-Thonnance	Poissons
	1	Foyer d'hébergement (des 20 travailleurs du CAT)	Montier-en-Der
Accueil des handicapés, associations	1	Service d'accompagnement à la vie sociale	Montier-en-Der
	1	Fondation Lucy Lebon (élèves handicapés)	Montier-en-Der
	1	Coderpa	Montier-en-Der
	1	Fondation Lucy Lebon	Saint-Dizier
	1	Asso des paralysés de France	Saint-Dizier
	1	Association pour adultes et jeunes handicapés	Saint-Dizier
	1	Service d'accompagnement à la vie sociale	Saint-Dizier
Asso humanitaires, d'entraide,	1	Association Haut Marnaise pour les Immigrés	Saint-Dizier
	1	Asso accueil des sans logis	Saint-Dizier
	1	Asso Aide Soutien Personnes Agées	Saint-Dizier
	1	Asso d'aide aux victimes	Saint-Dizier
	1	Asso Hautefeuille	Saint-Dizier
	1	Banque alimentaire Champagne-Sud et Marne	Saint-Dizier

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1	Fédération Nationale Accident Travail et Handicap	Saint-Dizier
	1	Restaurants du Cœur	Saint-Dizier
	1	Secours Populaire Français	Saint-Dizier
	1	SOS Femmes Accueil	Saint-Dizier
	1	Vie libre	Saint-Dizier
	1	L'entre-tenir	Saint-Dizier
	1	Radio Assistance Secours	Saint-Dizier
	1	Asso pour l'aide aux mères et aux familles à domicile	Saint-Dizier
	1	Centre Social Vert-Bois	Saint-Dizier
Centre social	1	Centre socio-culturel Gérard Philippe	Saint-Dizier
Centre socio-culturel	1	Centre socio-culturel	Wassy

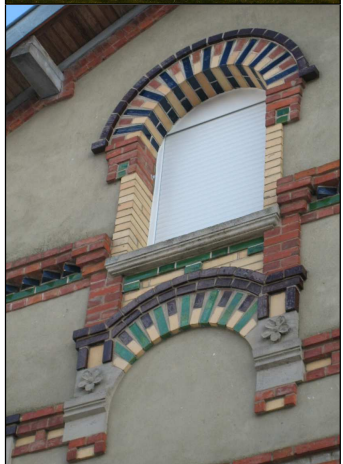
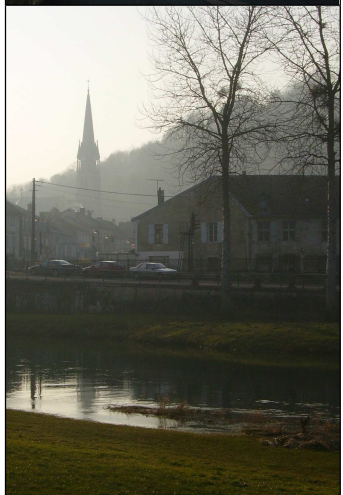
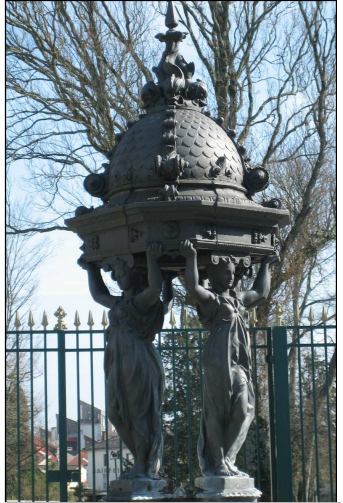
Thème 5 : Accéder aux soins

<i>L'Activité médicale et</i>			
Médecins généralistes	1		Bettancourt-la-Ferrée
	1		Chamouilley
	1		Chevillon
	1		Doulevant-le-Château
	3		Eclaron-Braucourt-

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	2		Eurville-Bienville
	7		Joinville
	1		Louvemont
	4		Montier-en-Der
	2		Rachecourt-sur-Marne
	29		Saint-Dizier
	1		Sommevoire
	2		Villiers-en-Lieu
	6		Wassy
Médecins spécialistes	2	Acupuncteurs	Saint-Dizier
	2	Homéopathes	Saint-Dizier
	2	Allergologues	Saint-Dizier
	1	SCP anesthésie-réanimation Clinique François 1° (4)	Saint-Dizier
	1	angéiologie- médecin vasculaire	Saint-Dizier
	1	Cardiologue	Saint-Dizier
	1	Chirurgien urologue	Saint-Dizier
	1	Dermatologue	Saint-Dizier
	2	Gastro-entérologue, Hépatologue	Saint-Dizier
	5	Gynécologues	Saint-Dizier
	3	Ophtalmologistes	Saint-Dizier
	0	Oto-rhino-laryngologistes	Saint-Dizier
	3	Pédiatres	Saint-Dizier
	2	Psychiatres	Saint-Dizier
	1	Centre d'imagerie médicale (4 radiologues)	Saint-Dizier
	2	Rhumatologues	Saint-Dizier
Dentistes	1		Eclaron
	1		Eurville-Bienville
	1		Joinville
	4		Montier-en-Der
	16		Saint-Dizier
	1		Rachecourt-sur-Marne
	1		Villiers-en-Lieu
	3		Wassy
Pharmacies	1		Bettancourt-la-Ferrée

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	1		Chevillon
	1		Doulevant-le-Château
	2		Eclaron
	1		Eurville-Bienville
	4		Joinville
	1		Montier-en-Der
	14		Saint-Dizier
	1		Poissons
	1		Rachecourt-sur-Marne
	1		Villiers-en-Lieu
	2		Wassy
Infirmières	3		Bettancourt-la-Ferrée
	1		Ceffonds
	1		Chancenay
	3		Chevillon
	1		Doulevant-le-Château
	1		Eclaron
	2		Eurville-Bienville
	2		Fronville
	3		Joinville
	1		Montier-en-Der
	1		Roches-sur-Marne
	10		Saint-Dizier
	1		Saint-Urbain-Maconcourt
	1		Villiers-en-Lieu
	5		Wassy
Masseurs-kinésithérapeute	1		Bettancourt-la-Ferrée
	3		Eclaron
	3		Eurville-Bienville
	2		Joinville
	2		Montier-e-Der
	1		Viliers-en-Lieu
	2		Wassy
Laboratoires d'analyses médicales	1		Joinville
	2		Saint-Dizier
	1		Wassy
Ambulances	1		Bettancourt-la-Ferrée
	1		Chevillon
	1		Poissons

Type de service	Nombre	Description et type de prestation (bureaux, permanences, secteur public / privé...)	Communes
	3		Saint-Dizier
	1		Wassy
Médecine préventive	1		Saint-Dizier
	1		Saint-Dizier
<i>Etablissements médicaux</i>			
Hôpitaux, cliniques	1	Hôpital local Joinville	Joinville
	1	Hôpital local	Montier en Der
	1	Centre Hospitalier de Haute Marne (André Breton)	Saint-Dizier
	1	Centre Hospitalier Général de Saint-Dizier	Saint-Dizier
	1	Clinique chirurgicale François 1°	Saint-Dizier
	1	Hôpital local Saint Charles	Wassy
Maison de retraite, de repos	1	Maison de retraite à l'hôpital local	Joinville
	1	Maison de retraite de l'hôpital local	Montier-en-Der
	1	Maison de retraite Legay-Colin	Poissons
	1	Maison de retraite du Centre Hospitalier	Saint-Dizier
	1	Foyer Logement La Noue	Saint-Dizier
	1	Foyer Logement Larenouvie	Saint-Dizier
	1	Foyer Logement A.Croizat	Saint-Dizier
	1	Maison de retraite	Sommevoire
	1	Maison de retraite de l'hôpital local	Wassy
Centres médicaux	1		Eclaron-Braucourt-
	1	Centre médico-psycho-pédagogique	Saint-Dizier
	1	Centre médico-scolaire	Saint-Dizier
Etablissements d'éducation spécialisée	1	Foyer d'hébergement Joli Coin	Montier-en-Der
	1	Institut médico-éducatif	Puellemontier
	1	Institut médico-éducatif le Bois l'Abesse	Joinville
	1	Etablissement Régional d'Enseignement Adapté	Wassy



SERVICES AUX PUBLICS DU PAYS NORD HAUT-MARNAIS

PHASE 2 : PROPOSITIONS

Sophie Barthés

Laurent Boithias

Marielle Bourgoïn

Alexandra Coché

Benoit Pinneau

Stage de groupe IUP 3

Février, Mars, Avril 2006

Polytech'Tours
Département Aménagement
35 Allée de Lesseps
37 200 TOURS
Tél. : 02 47 36 14 52

SERVICES AUX PUBLICS DU PAYS NORD HAUT-MARNAIS

PHASE 2 : PROPOSITIONS

Tuteur de Projet : M. Buisson

Source des photographies : les étudiants du stage de groupe

Sophie Barthés
Laurent Boithias
Marielle Bourgoïn
Alexandra Coché
Benoit Pinneau

Stage de groupe IUP 3
Février, Mars, Avril 2006

SOMMAIRE

<i>INTRODUCTION</i>	3
THÈME 1 : S'OUVRIR AUX AUTRES, S'OUVRIR AU MONDE	5
I. Développer le système de restauration scolaire	6
II. Améliorer l'organisation des Centres de Loisirs Sans Hébergement	9
III. Une Halte-garderie itinérante	10
IV. Développer le réseau des points de lecture	10
THÈME 2 : ETRE EN LIEN, COMMUNIQUER	13
I. Améliorer l'offre de transport existante	14
II. Mise en place d'un Cyberbus	19
THÈME 3 : DISPOSER DES SERVICES DE PROXIMITÉ	22
I. L'Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce	23
II. La Démarche Qualité	24
III. L'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat	25
IV. Les autres pistes envisageables	26
THÈME 4 : ETRE ACCOMPAGNÉ, SOUTENU	27
I. Renforcer la concertation et améliorer la coordination	28
II. Renforcer l'offre existante et la rendre plus accessible	32
III. Vers une réorganisation des services sociaux	33
THÈME 5 : ACCÉDER AUX SOINS	37
I. Favoriser la venue et le maintien des professionnels de santé	38
II. La création de Maison Médicales sur le Pays	40
 <i>CONCLUSION</i>	 44
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	45
<i>TABLES DES FIGURES</i>	46
<i>TABLE DES PHOTOGRAPHIES</i>	47
<i>TABLE DES MATIERES</i>	48
<i>ANNEXES</i>	50

INTRODUCTION

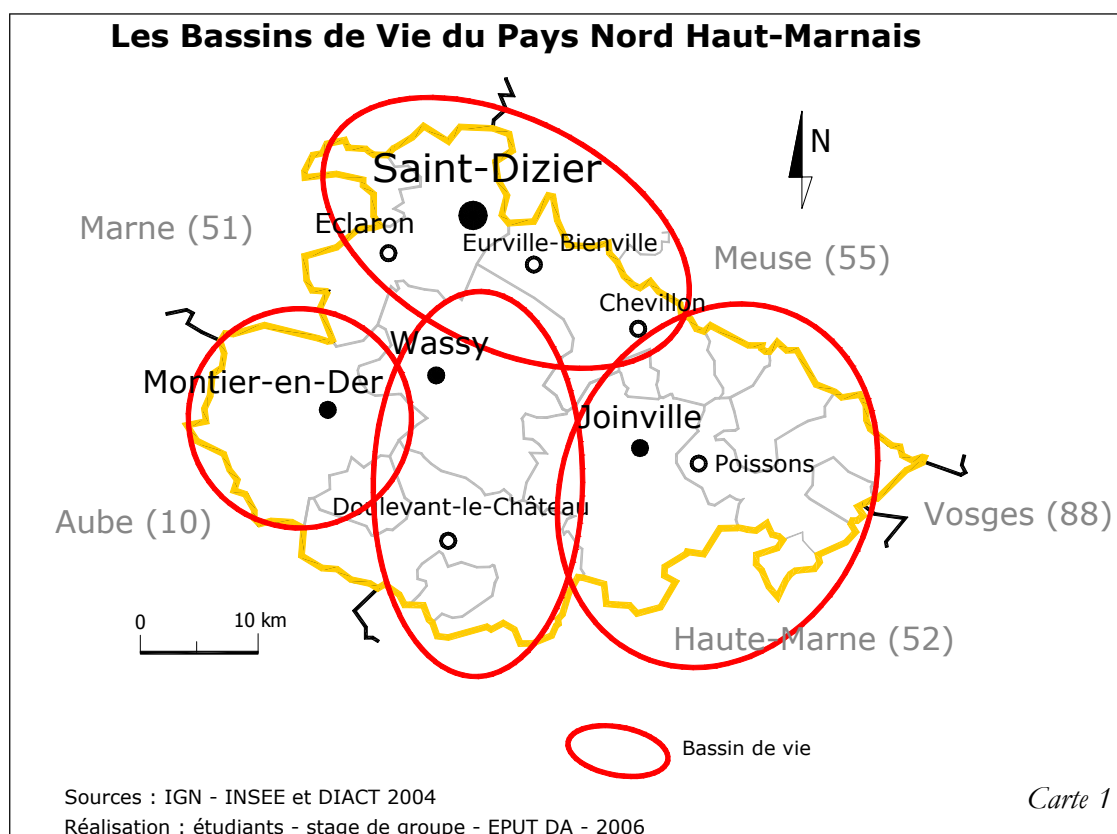
La première phase de notre travail, le diagnostic approfondi des services aux publics présents sur le Pays Nord Haut-Marnais, a constitué une étape nécessaire pour mener à bien une réflexion adaptée au territoire. Basée sur l'existant, elle nous a permis de relever les dysfonctionnements des structures actuelles et de dégager des orientations de travail.

Ces dernières se déclinent en sept axes :

- améliorer le partenariat entre les différents prestataires de services publics ou privés, pour plus de complémentarité et d'efficacité ;
- favoriser le regroupement des services de proximité pour assurer leur maintien dans les zones les plus fragiles ;
- privilégier le regroupement des services par thème pour accroître leur lisibilité (système de guichet unique...) et améliorer la qualité du suivi des personnes ;
- prendre appui sur l'intercommunalité et le milieu associatif pour développer certains services ;
- accroître l'accessibilité des services par l'amélioration des offres de transport, le déploiement des services itinérants et des permanences, et le réaménagement des horaires ;
- prendre appui sur la bonne couverture en ADSL du territoire ;
- informer les acteurs du Pays de l'ensemble des outils mis à leur disposition.

Ces sept axes constituent la trame de nos propositions de ce second rapport.

Par ailleurs, souhaitant mettre l'usager au centre de nos préoccupations, l'amélioration de l'offre des services aux publics passe par la prise en compte tant des échelles de projet que des échelles de vie.



C'est pourquoi nous nous sommes appuyés sur les observations de l'INSEE et de la DIACT, relayées par les récents travaux du Conseil Général, dans le cadre de son Grand Projet Départemental de la Haute-Marne de 2004. Ces études définissent quatre bassins de vie à l'échelle du Pays Nord Haut-Marnais, structurés autour des pôles de Saint-Dizier, Joinville, Montier-en-Der et Wassy. Ils correspondent aux " plus petits territoires sur lesquels les habitants ont accès aux principaux services et à l'emploi ".

Nos préconisations s'articulent autour des cinq de thèmes, définis dans le premier rapport selon les besoins fondamentaux des personnes :

- s'ouvrir aux autres, s'ouvrir au monde ;
- être en lien, communiquer ;
- disposer des services de proximité ;
- être accompagné, être soutenu ;
- accéder aux soins.

Pour chacun d'eux, nous avons déterminé plusieurs axes de travail sur lesquels le Pays pourra intervenir comme structure d'impulsion et de conseil auprès des acteurs locaux. Si ceux-ci sont jugés prioritaires, ils pourront intégrer le futur contrat de Pays qui doit être signé en 2007.

Certaines de nos propositions s'inspirent d'outils déjà existants et éprouvés, tandis que d'autres paraissent plus originales. Elles sont cependant toutes réalisables sur le territoire.

THEME 1

S'OUVRIR AUX AUTRES, S'OUVRIR AU MONDE

Les orientations retenues pour améliorer les domaines de l'enfance, la jeunesse et la culture reposent sur les échanges et les partenariats entre les structures et la gestion intercommunale des services.

I. Développer le système de restauration scolaire

Nous avons mis en évidence dans le diagnostic, le manque de cantines scolaires, sur le territoire du Pays. Or l'accueil des enfants pour le repas de midi peut contribuer à soulager les parents de leur tâche et leur permettre une plus grande souplesse dans leur emploi du temps. Il s'agit d'un facteur favorisant l'arrivée et le maintien des ménages sur un territoire.

La restauration hors domicile est le mode d'alimentation de 75 % des Français, quelle que soit leur tranche d'âge et leur catégorie socio-professionnelle. Aujourd'hui, 1 élève sur 2 est concerné par la restauration scolaire, soit 3 millions en primaire. Les cantines scolaires doivent être également des lieux de vie, d'éducation au goût et de sociabilisation.

Il est cependant difficile pour les communes qui ont peu de moyens, de prendre en charge de telles structures pour souvent peu d'élèves, sachant que la restauration scolaire ne fait pas partie des dépenses obligatoires des communes, contrairement à l'enseignement primaire. Par ailleurs sa prise en charge engage une lourde responsabilité en matière de santé publique et de sécurité alimentaire pour la municipalité et le maire.

Dans ce cadre, l'intercommunalité constitue un atout, en milieu rural en particulier. Elle permet la mutualisation des moyens et des coûts, ce qui facilite la prise en charge de structures de plus grande envergure. Selon l'Association des Maires de France (AMF), l'intercommunalité est donc une solution pour assurer un service en milieu rural. Les actions que nous souhaitons proposer iront dans ce sens. En effet il s'agit d'une des orientations que nous avons mis en évidence suite à notre diagnostic : " prendre appui sur l'intercommunalité ".

L'objectif recherché n'est pas la couverture intégrale du territoire en cantine scolaire. Nous visons simplement une répartition plus homogène et équitable des structures, afin que chaque enfant ait la possibilité, à terme, de déjeuner à l'école les midis.

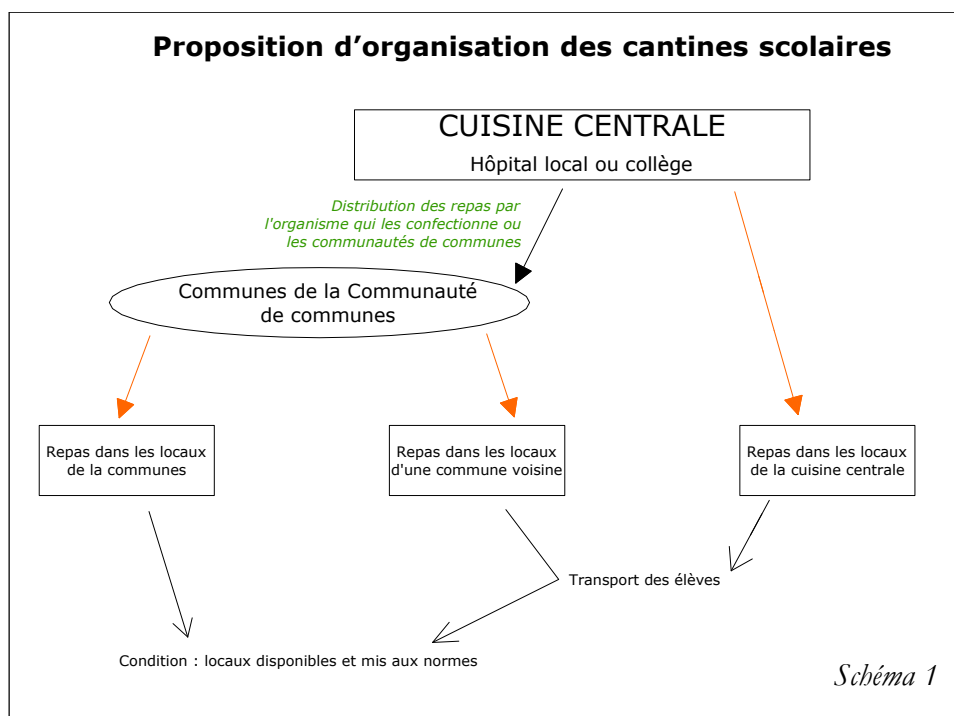
Il est possible aujourd'hui à des centres de restauration collective, en obtenant l'agrément de cuisine centrale, de fournir des repas à l'extérieur, notamment aux cantines scolaires. Ce type de procédé se développe actuellement et permet d'améliorer le service rendu par la mise en place de partenariats entre les prestataires. Il s'agit d'une des problématiques que nous avons soulevées, à la suite de l'étape du diagnostic.

L'expérience a déjà été menée par la Communauté de Communes du Causse Nord-Ouest du Tarn dans la région Midi-Pyrénées, qui a repris, début 2003, la gestion d'un centre de vacances à travers une association, et a diversifié son activité. Le centre spécialisé jusqu'alors dans l'accueil, l'hébergement, et la fabrication de repas pour enfants, assure aujourd'hui le portage de repas à l'extérieur : cantines scolaires, portage de repas à domicile pour les personnes âgées. Une telle démarche doit être accompagnée d'une forte mobilisation locale et de la volonté des élus et différents acteurs.

A l'échelle du Pays Nord Haut-Marnais, on pourrait envisager de s'appuyer sur des structures déjà existantes :

- les cantines des collèges, implantées dans certaines communes (Chevillon, Montier-en-Der et Wassy) ;
- les cuisines des hôpitaux locaux ou maisons de retraite (à Joinville, Montier-en-Der, Poissons, Sommevoire, et Wassy).

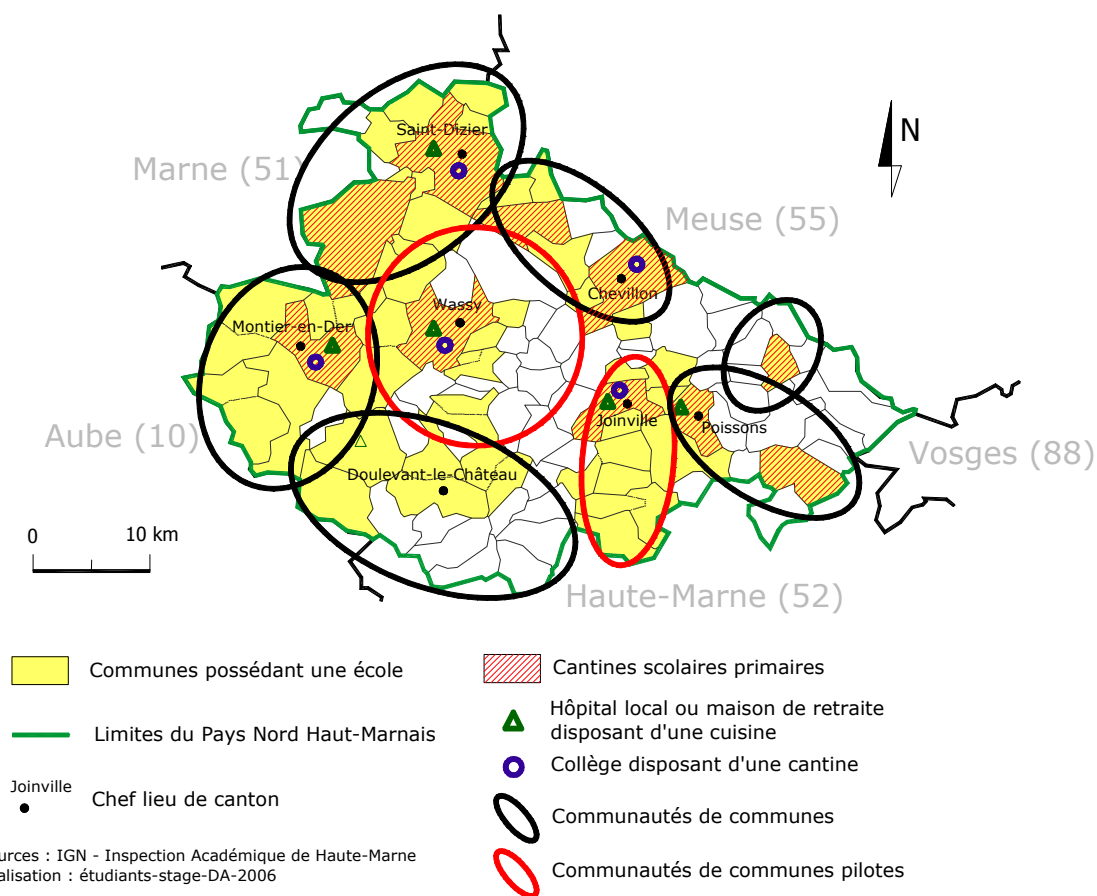
Les enfants des écoles de Chevillon, Montier-en-Der et Wassy, prennent déjà leur repas dans les collèges de la commune. Il s'agirait donc d'encourager le portage de repas dans les communes plus isolées, par les cuisines centrales grâce à la mise en place de partenariat avec les communautés de communes. L'hôpital local de Wassy a déjà mis en place ce dispositif et livre des repas au foyer de l'enfance. Trois communautés de communes du Pays bénéficient déjà de la compétence " portage de repas " pour les personnes âgées (Val du Rongeant, Pays du Der, Vallée de la Marne). Elles pourraient donc plus facilement prendre en charge le portage de repas pour les enfants, en élargissant cette compétence. Celles qui ne l'ont pas devront l'acquérir si elles veulent œuvrer dans ce domaine. Il serait donc nécessaire de réaliser des partenariats avec ses différents organismes.



Seul un local adapté serait nécessaire pour la prise de repas des élèves. En revanche si aucun local n'est disponible, les enfants pourraient être conduits dans les locaux de la cantine centrale.

Si une organisation à l'échelle des bassins de vie serait idéale, il serait judicieux de commencer à l'échelle intercommunale, afin de limiter les coûts de déplacements liés à la livraison des repas ou au transport des enfants, et pour des raisons pratiques, d'organisation. Ainsi, il pourrait être pertinent de tenter une expérience pilote sur une communauté de communes, par exemple celles de Marne-Rognon ou du Val de Blaise (Joinville et Wassy), qui proposent une offre de restauration scolaire très limitée actuellement. L'expérience pilote devra ensuite faire l'objet d'une évaluation, afin de déterminer si le système peut être mis en place sur d'autres communautés de communes, voire élargi par la suite aux bassins de vie.

Développement du système de restauration scolaire en fonction des communautés de communes



Carte 2

Plusieurs acteurs auront un rôle à jouer dans la mise en place et le fonctionnement de ce dispositif. Les communautés auront à leur charge la gestion du portage de repas si la cuisine centrale ne peut le réaliser elle-même. Les communes seront chargées de mettre à disposition des locaux pour accueillir les enfants, dans la mesure du possible, ainsi que de la surveillance des enfants, puisque celle-ci relève de la responsabilité du maire. Enfin, le Conseil Général pourra participer au financement du transport des élèves vers une cantine extérieure si la commune n'a pas de locaux à disposition.

Les besoins en personnel varient selon l'âge des enfants : il faut 1 personne pour 10 enfants en maternelle et 1 pour 20-25 enfants en primaire ainsi qu'une personne chargée du service et de l'entretien. Il faut par ailleurs penser à une personne qui porte les repas (pris en charge par la cuisine centrale ou l'intercommunalité). Le recours à une diététicienne est également possible.

Les gestionnaires de cantines peuvent bénéficier de la " Bourse de cantine ", proposée par le Conseil Général. Elle s'élève actuellement à 135 € par an et par enfant et est attribuée pour les enfants des écoles primaires et maternelles ayant une carte de transport, à condition que l'enfant respecte la carte scolaire et que la distance domicile-école minimale soit de 3 km.

II. Améliorer l'organisation des Centres de Loisirs Sans Hébergement

Pour suivre la même orientation que précédemment, " prendre appui sur l'intercommunalité ", l'organisation des CLSH pourrait être améliorée par une gestion intercommunale. On a en effet observé que les centres de loisirs n'avaient pas tous les mêmes effectifs. Certains sont complets et ne peuvent accueillir davantage d'enfants, alors que d'autres manquent d'enfants pour pouvoir ouvrir. Un CLSH intercommunal permettrait de répartir les effectifs de manière plus équilibrée et surtout de garantir des effectifs suffisants pour que le centre propose des activités plus diverses et plus régulières (toutes les vacances scolaires et les mercredis). Il faudrait pour cela que les communes délèguent leur compétence aux communautés de communes, qui pourraient également réaliser des partenariats entre elles si nécessaire.

Une telle structure peut bénéficier d'une aide importante de la CAF. Il s'agit des contrats temps libre. Ce sont des contrats d'objectifs et de cofinancement, signés entre les communes ou communautés de communes, et la CAF. Ils concernent les communes qui souhaitent promouvoir des actions en matière de temps libre pour les enfants et les adolescents de 6 à 16 ans. Les communes signataires peuvent bénéficier d'une aide allant jusqu'à 60 % pour les communes de moins de 5 000 habitants, pour la mise en place ou le développement d'activités de sport, de loisirs, de structures d'accueil périscolaire ou de CLSH. Par ailleurs, la CAF aide les communes au montage du dossier.

D'autre part, la CAF, la DDJS et le Conseil Général ont mis en place une charte de qualité afin d'améliorer les structures existantes en terme d'encadrement et d'activités.

La création d'un CLSH peut être soutenue par une multitude de partenaires qui apportent un soutien financier ou technique :

- le Conseil Général, par l'intermédiaire de la PMI : aide financière à l'investissement ;
- la DDJS : aide ponctuelle pour le fonctionnement de projets particuliers ;
- la DDASS : aide financière pour des structures innovantes ;
- les communes : mise à disposition de locaux, personnels ou matériel, ou aide à l'investissement et au fonctionnement ;
- l'Etat peut parfois apporter une aide financière à l'investissement.

La mise en place d'un centre de loisirs doit être précédée d'une enquête auprès de la population concernée, afin de mieux évaluer les besoins pour que la structure y soit adaptée.



La gestion des CLSH de manière intercommunale permettrait donc d'adapter l'offre aux réels besoins des familles.

Photo 1 : Le CLSH de Brousseval

III. Une Halte-garderie itinérante

Il faudra attendre de voir les retombées de l'ouverture de la garderie de Joinville pour envisager un système de garde complémentaire, si nécessaire. Pour s'adapter aux territoires ruraux, une structure intercommunale et itinérante serait pertinente.

IV. Développer le réseau des points de lecture

L'axe 1 de la charte de développement du Pays Nord Haut-Marnais vise à renforcer l'attractivité, l'équilibre et le maillage du territoire. L'objectif 1.2.3. cherche à soutenir l'offre culturelle, sportive et de loisirs sur l'ensemble du Pays grâce à une politique globale visant à :

- faciliter le rapprochement des acteurs ;
- assurer la diffusion de l'information ;
- mutualiser certaines ressources matérielles et humaines ;
- optimiser l'utilisation des équipements ;
- développer de nouveaux équipements.

Il semble ainsi nécessaire de mettre les structures en réseau, notamment les bibliothèques, afin d'offrir aux lecteurs un service de la meilleure qualité possible.

Actuellement, les structures sont reliées à la Médiathèque Départementale de Haute-Marne (MDHM) mais ne le sont pas entre elles. En effet, la MDHM approvisionne chaque point de lecture du territoire (sauf Saint-Dizier) grâce à son bibliobus. Au vu de la mise en place de partenariats efficaces sur le territoire (sur 109 communes, 93 sont regroupées en communautés de communes et seulement 16 communes sont isolées), pourquoi ne pas imaginer une distribution des documents à l'échelle intercommunale ? Le bibliobus desservirait alors une seule commune de l'intercommunalité, le pôle intermédiaire en priorité, qui répartirait ensuite les ouvrages entre tous les autres points de lecture du territoire. De cette manière, la rotation des documents au sein de l'intercommunalité serait plus efficace et les lecteurs n'auraient pas à attendre le passage du bibliobus pour être ravitaillés. Ce système nécessiterait seulement la mise à disposition d'un véhicule utilitaire et la réquisition d'un agent communal une demi-journée par mois pour effectuer la tournée des structures de l'intercommunalité.



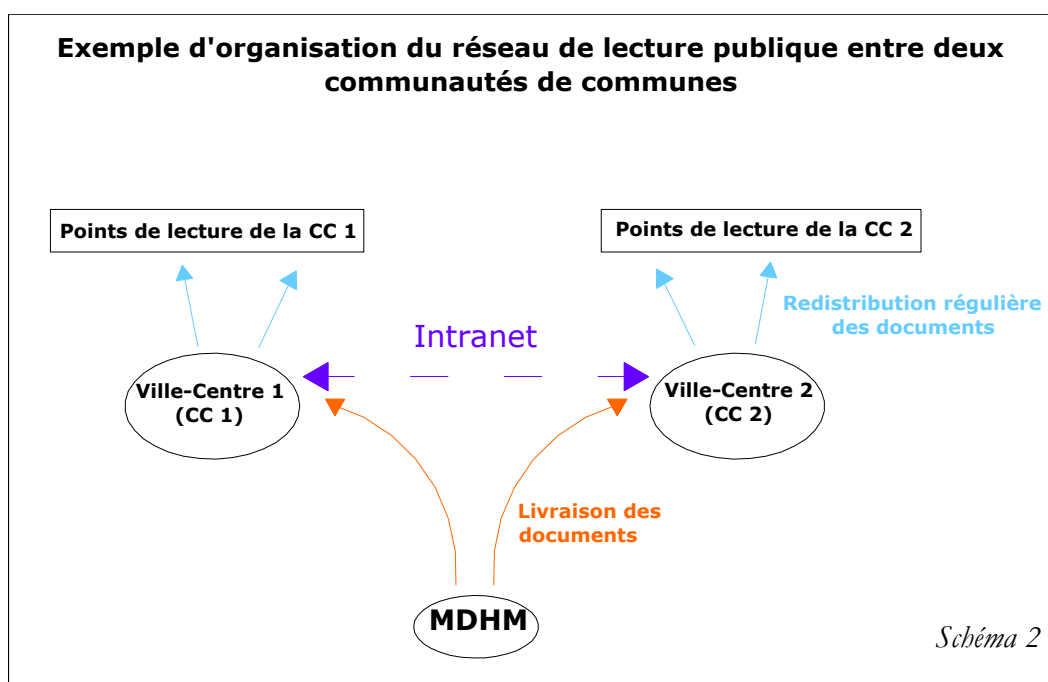
Photo 2 : Un Bibliobus du réseau de la MDHM.

Source : www.haute-marne.fr

NB : La médiathèque de Saint-Dizier n'appartenant pas au réseau de la MDHM, l'approvisionnement de la Communauté de Commune Saint-Dizier, Der et Perthois devra s'effectuer par l'intermédiaire d'une autre commune.

Par ailleurs, il serait pertinent de créer un réseau Intranet entre toutes les structures du Pays équipées en informatique. Le réseau permettrait aux structures de mieux connaître les ressources documentaires disponibles sur le territoire et ainsi de développer les prêts inter-bibliothèques. On constate d'ailleurs qu'à l'échelle nationale, la demande des lecteurs est en hausse pour ce type de prêts.

De plus, un Intranet documentaire mettrait à la disposition des lecteurs de la communauté de communes des ressources nouvelles. En effet, chaque structure bénéficiant d'un fonds propre, indépendant de l'apport de la MDHM, celui-ci pourrait être prêté à l'ensemble des lecteurs.



Des aides sont disponibles pour les collectivités qui souhaitent moderniser leur structure. En effet, le Conseil Général subventionne 20 % du coût de l'achat de matériel informatique et de l'équipement en logiciels. Enfin, selon les cas de figures envisagés, ces équipements peuvent être financés à hauteur de 20 % par la Région et à 40 % par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Ainsi, ces deux mesures permettraient de constituer un véritable réseau de bibliothèques et d'améliorer l'offre proposée aux lecteurs.

Conclusion

Il est nécessaire que les collectivités améliorent les services offerts aux familles, afin d'enrayer la baisse démographique constante enregistrée sur le territoire. Le développement de la restauration scolaire, une autre organisation des CLSH ainsi qu'une meilleure diffusion culturelle, basée notamment sur la lecture, optimiseraient les conditions d'accueil et le cadre de vie de ces familles.

THEME 2

ETRE EN LIEN, COMMUNIQUER

Actuellement, le Pays souffre d'un manque d'offre de transports, que ce soit en matière de déplacements ferrés ou routiers. Cela a pour conséquence d'accentuer la marginalisation et l'isolement des populations les moins mobiles, autrement dit les plus fragiles.

Or, le rôle du transport en matière de cohésion sociale, est reconnu comme primordial dans les textes de loi : " Le système de transport intérieur doit satisfaire des besoins des usagers dans les conditions économiques, sociales et environnementales les plus avantageuses pour la collectivité. Il concourt à l'unité et à la solidarité nationale, à la défense du pays, au développement économique et social, à l'aménagement équilibré et au développement durable du territoire [...] " (*article 1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifié par la loi n° 99-533 du 25 juin 1999*). Effectivement, l'égal accès de tous aux services aux publics et n'est possible que si les conditions de déplacement, de mobilité et d'intermodalité sont suffisantes. Les transports publics doivent offrir une alternative crédible aux transports individuels.

Etre en lien,
communiquer

1. Améliorer l'offre de transport existante

A) Les outils disponibles

En raison de la récente prise de conscience de ces enjeux, la question de l'offre de transports en milieu rural a fait l'objet d'une étude commandée par la DATAR et l'ADEME, publiée en novembre 2004. Cette étude a été l'occasion de réaliser un état des lieux des dispositifs existants et de leur évaluation.

Pour répondre aux problématiques de transport du Pays, plusieurs systèmes peuvent être imaginés. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur deux dispositifs déjà existants.

1. Covoiturage

Le covoiturage est un mode de déplacement où plusieurs personnes utilisent une seule voiture pour faire le même trajet. Ce système représente des avantages sur le plan économique puisque les frais de déplacement sont partagés, sur le plan social puisqu'il permet la rencontre entre individus, et sur le plan environnemental puisque le trafic et la pollution sont réduits.

Ce système fonctionne uniquement sur la base du volontariat, cependant, la puissance publique peut participer à son fonctionnement par le biais de campagnes de sensibilisation.

2. Le transport à la demande

Le transport à la demande est une solution pertinente pour les territoires périurbains et ruraux, où la demande de transport est souvent diffuse et où les lignes régulières "classiques" sont peu efficaces.

Le transport à la demande est un service de transport public qui ne fonctionne que lorsqu'une réservation a été enregistrée.

La plupart du temps, les destinations et les heures proposées sont fixées à l'avance et les itinéraires dépendent des réservations : les usagers sont ainsi pris en charge à leur domicile.

Lorsque le transport à la demande a été créé, voici plus de 20 ans, il était surtout destiné à la desserte des marchés en milieu rural pour les personnes âgées. Aujourd'hui, le transport à la demande est préconisé pour un large public et pour de nombreux motifs de déplacements : loisirs, études, démarches administratives, courses...

Le transport à la demande est généralement conçu, défini et géré par une collectivité locale (communauté d'agglomération, communauté de communes après un transfert de compétence). L'exécution du service est ensuite confiée à des transporteurs ou des " taxiteurs " suite à un appel d'offres.

B) Les applications possibles au niveau du Pays

Notre réflexion a abouti à la définition de trois systèmes applicables au Pays. Leur mise en place s'appuiera sur l'échelle des bassins de vie puisque ceux-ci se calquent sur les habitudes des habitants, notamment en terme de déplacements.

1. Le covoiturage

Ce système met en relation des personnes disposant d'un véhicule et celles ayant peu de moyens pour se déplacer (personnes âgées, jeunes, personnes à faible revenu...).

Ce mode de déplacement s'applique aussi bien pour des trajets ponctuels, que réguliers. Nécessitant un encadrement important en terme d'organisation, le dispositif de gestion du covoiturage devra être mis en place dans les mairies des pôles intermédiaires de chaque bassin de vie, à savoir Montier-en-Der, Joinville et Wassy. Afin d'être au plus près de la population nord haut-marnaise, les mairies pourraient jouer le rôle de relais des pôles intermédiaires : les habitants intéressés par le covoiturage auraient donc la possibilité de s'inscrire à la mairie de leur commune, en tant que conducteur ou passager.

Cela nécessite la mise en place d'un portail commun via Internet permettant aux mairies des bourgs ruraux, d'être connectées au service de gestion du pôle intermédiaire, et ainsi de transmettre les inscriptions en temps réel. En retour, la mairie recevrait l'ensemble des possibilités de déplacements du nouvel inscrit et les contacts à prendre.

En terme d'investissements, ce dispositif nécessite la présence de matériel informatique et d'une connexion Internet (également à disposition du public) dans les mairies, le portail Internet étant le lieu virtuel d'échange entre l'offre et la demande.

Ce financement devra être supporté par les communautés de communes, cependant, des frais d'inscription pourront être demandés aux usagers, dans la limite du raisonnable. Par la suite, passagers et automobilistes se mettront d'accord pour régler les frais de déplacements.

Ce système devra être ponctué de réunions d'informations organisées par la communauté de communes la plus apte à le faire dans chaque bassin de vie : Communauté du Pays du Der pour le bassin de vie de Montier-en-Der, du Val de Blaise pour le bassin de vie de Wassy et de Marne-Rognon pour le bassin de vie de Joinville. Ces réunions auront pour but d'informer et de faire se rencontrer les usagers potentiels. De plus, une campagne d'information devra nécessairement être organisée par le Pays, afin de sensibiliser l'ensemble de la population.

**Etre en lien,
communiquer**

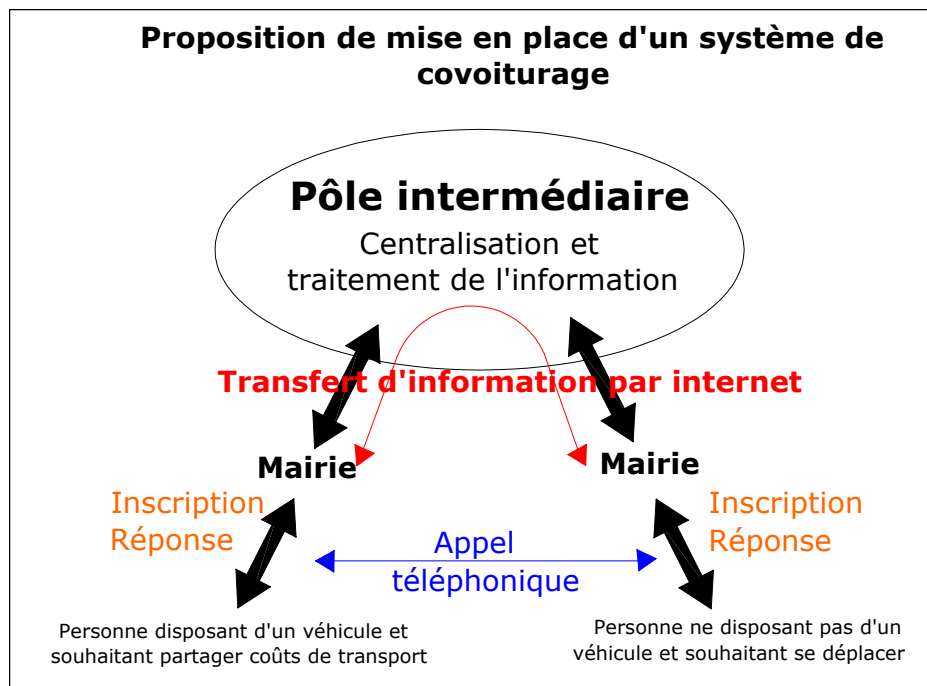


Schéma 3

Etre en lien, communiquer

2. Le Transport à la Demande (TAD)

Ce système représente un avantage certain pour ses usagers. En effet, il permet à la population de pouvoir se déplacer avec peu de contraintes, puisque le point de départ se situe en général au domicile de l'intéressé et à des horaires qu'il détermine lui-même. Cependant, la mise en place d'un tel système, dans une zone rurale comme le Pays Nord Haut-Marnais, entraîne certains problèmes en matière d'organisation et de rentabilité.

La mise en place d'un tel service sur le Pays nécessiterait d'implanter, comme pour le covoiturage, un système de gestion du TAD dans les mairies des pôles intermédiaires de chaque bassin de vie : Montier-en-Der, Joinville et Wassy. Cela nécessite le recrutement d'une personne supplémentaire dans les mairies des pôles intermédiaires ou l'achat d'une centrale de réservation.

Le projet devra être porté grâce à un partenariat entre les communautés de communes de chaque bassin de vie concerné : conventions permettant aux EPCI la délégation de leur maîtrise d'ouvrage à la communauté de communes désignée pour gérer le système.

La communauté de communes responsable devra, par la suite, lancer un appel d'offre pour trouver un transporteur susceptible de prendre en charge les déplacements.

En terme de fonctionnement, l'utilisateur effectue sa réservation par téléphone, et le rôle de la centrale est de regrouper les besoins enregistrés par lieux et horaires de départ et de contacter le transporteur.

Dans tous les cas, ces investissements devront être pris en charge par les communautés de communes de chaque bassin de vie, avec l'aide du Conseil Régional et Général, et il revient à chaque bassin de vie d'organiser son réseau de transport par rapport aux caractéristiques territoriales. En effet, les trois bassins de vie de Montier-en-Der, Joinville et Wassy présentent certaines différences :

- le bassin de vie de Montier-en-Der regroupe une communauté de communes pour 4600 habitants,
- Joinville regroupe trois communautés de communes pour 12 200 habitants,
- Wassy regroupe deux communautés de communes pour 10 300 habitants.

En ce qui concerne le transporteur choisi, le Pays pourrait passer un accord avec les sociétés de taxis présentes sur le territoire pour qu'elles assurent le transport, à des prix réduits.

Chacune des deux parties a un avantage à le faire :

- les sociétés de taxis car cela leur permettrait d'augmenter leur clientèle.
- les communautés de communes parce qu'elles amélioreraient l'offre de services sur le territoire.

En matière de tarification, l'accord passé entre les communautés de communes de chaque bassin de vie et les sociétés de taxis, devra aboutir à la mise en place de coûts avantageux pour les usagers. Les communautés de communes pourraient participer au financement, sous la forme de bons voyages pour les usagers ; ou proposer des diminutions de taxes fiscales (Taxe Professionnelle notamment) aux sociétés, en l'échange d'une tarification adaptée.

Néanmoins, les densités de population étant faibles sur la majorité du territoire, il semble probable que la demande des habitants ne soit pas assez importante pour justifier un tel système. En effet, ce système n'est envisageable qu'en l'échange d'investissements importants.

Une étude approfondie sur les demandes des usagers et leur ressenti par rapport à ce type de transport étant de toute façon indispensable pour évaluer la pertinence du système.

N.B. : Les sociétés de taxis citées sont présentes à Saint-Dizier, dans les pôles intermédiaires du Pays et dans certains bourgs relais comme Doulevant-le-Château, Rupt ou Poissons.

Etre en lien,
communiquer

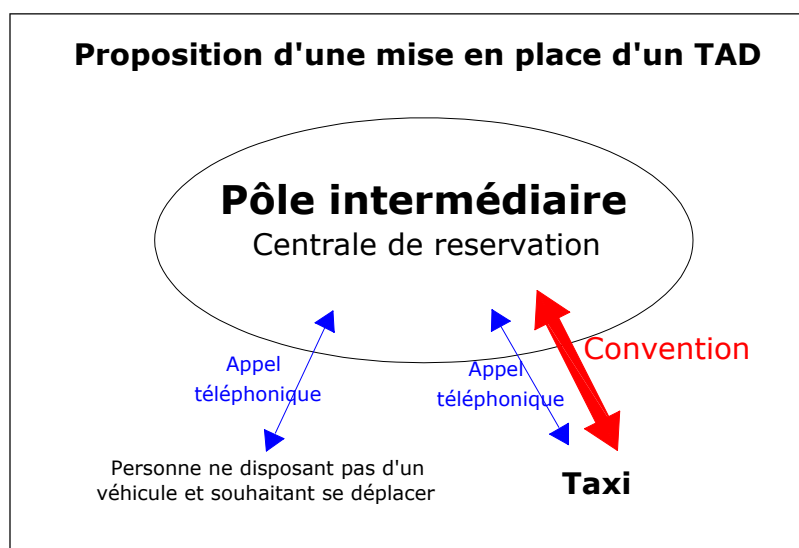


Schéma 4

3. Un système de TAD souple : compromis entre le covoiturage et le TAD classique

Compte tenu des caractéristiques du Pays, un compromis entre les deux méthodes évoquées ci-dessus peut être envisagé. L'inconvénient principal du TAD reste son organisation complexe et coûteuse. Il s'agirait donc d'appliquer la méthode de gestion du covoiturage au fonctionnement du TAD.

Le but de ce principe étant que les usagers d'une même commune ou de deux communes limitrophes puissent se contacter, se mettre d'accord sur un jour et un horaire de départ, et prennent contact avec la société de taxis pour effectuer le déplacement.

Ainsi, le dispositif de gestion devra être mis en place dans les mairies des pôles intermédiaires de

chaque bassin de vie, et chaque mairie des bourgs relais devra être reliée via Internet à ce dispositif. Le système d'inscription restant le même que celui du covoiturage.

Les déplacements seront quant à eux réalisés par les sociétés de taxis, choisies après signature d'un marché, selon les conditions évoquées ci-dessus : tarification avantageuse contre baisse de taxes ou le remboursement du manque à gagner que la nouvelle tarification impose aux sociétés.

L'avantage est que plus les usagers sont nombreux sur un même déplacement, plus le tarif est avantageux. Ce système pourrait peut être fonctionner avec les personnes âgées qui se déplacent plus facilement à plusieurs pour effectuer des courses ou des démarches administratives.

Une fois le fonctionnement assimilé par les usagers, le rôle de la mairie ne devient plus qu'informatif, les habitués se mettant d'accord entre eux et s'adressant directement à la société de taxis. La société applique alors la tarification choisie : tarification normale pour un seul passager, et dégressive suivant le nombre de passagers (2 à 4).

Le rôle du Pays sera d'organiser une campagne d'information afin de sensibiliser le plus grand nombre.

**Etre en lien,
communiquer**

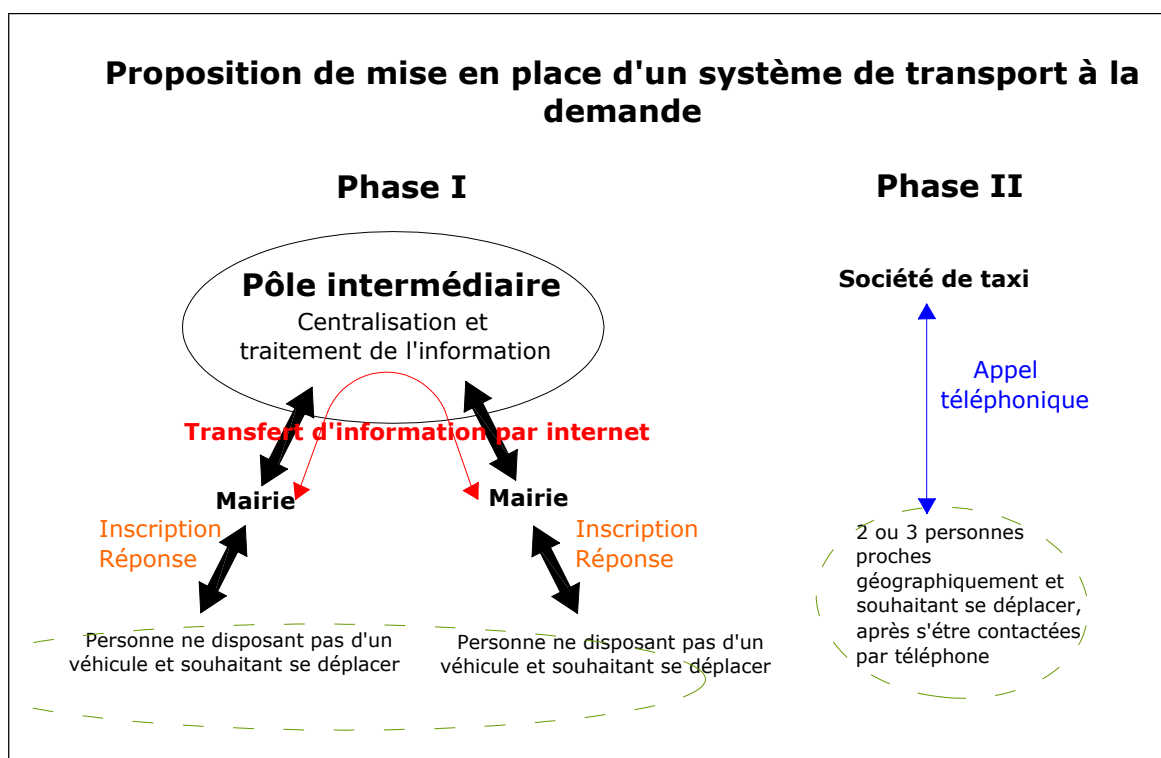


Schéma 5

II. Mise en place d'un Cyberbus

Le multimédia est aujourd'hui un outil incontournable de la vie quotidienne et il touche tous les domaines, des loisirs aux activités professionnelles. Il peut constituer un outil important pour améliorer la diffusion des services en zone rurale. Il s'agit d'un des objectifs (1221) de l'axe 1 de la Charte de Développement du Pays (*cf. annexe : Charte de Développement du Pays Nord Haut-Marnais*).

A) Offrir l'accès à Internet et ses services à tous

Afin de favoriser l'accès au multimédia et principalement à Internet, le cyberbus peut constituer un outil intéressant pour que chacun ait accès à ces technologies nouvelles, même dans les milieux ruraux les plus isolés. Il s'agit d'un autocar équipé en postes informatiques (une dizaine), qui se déplace dans les communes et propose des ateliers d'initiation et de sensibilisation aux outils informatiques et à Internet, ainsi que des consultations libres. Le cyberbus va donc à la rencontre du public et se connecte facilement à Internet par des liaisons numéris de France Telecom. Le concept du cyberbus est issu d'une volonté simple : ne pas créer un vecteur supplémentaire d'exclusion entre ceux qui savent et peuvent utiliser un micro-ordinateur et les autres, et donner à tous la possibilité d'accéder à l'information et aux services. Ainsi, son objectif est double : sensibiliser les publics aux outils informatiques quels qu'ils soient et permettre un accès aux services en ligne, aux personnes les moins mobiles des communes isolées.

Les plus jeunes peuvent y découvrir l'univers du web dans le cadre de leur scolarité, les adultes peuvent utiliser l'informatique dans un cadre professionnel. Par ailleurs, ce système permettrait aux personnes en difficulté d'accéder à Internet, et ainsi de pouvoir consulter les différents services d'aide en ligne.

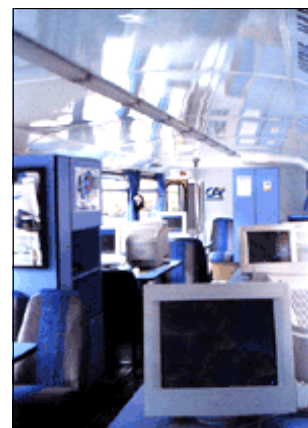
B) Les exemples déjà mis en place en France

Il existe déjà de nombreux cyberbus en France, mis en place à différentes échelles : départementale (les Landes) ou intercommunale (Pays Haut-Anjou Segréen). Entre 2002 et 2004, dans le Pays Haut Anjou Segréen, le bus a réalisé plus de 300 interventions et 12 000 personnes ont été sensibilisées. Si les jeunes, par l'intermédiaire des écoles, sont très touchés, toute la population est visée et chaque tranche d'âge est représentée dans le bus. Dans le Cher, le planning d'intervention du " mobile multimédias " est complet d'une année sur l'autre.

Une structure mobile a l'avantage d'aller au devant de la population, notamment en milieu rural, de mutualiser les coûts (équipements...) entre les communes et de proposer une animation cohérente sur l'ensemble du territoire. Ce type d'équipement attire fortement la population. En effet, on a pu observer une hausse des inscriptions à la médiathèque de Saint-Dizier, depuis l'ouverture de l'espace multimédia.

Photo 3 : Le cyberbus du Pays Haut Anjou Segréen

Source : www.payshautanjousegreen.fr



**Etre en lien,
communiquer**

C) L'application au niveau du Pays

Dans le Pays Nord Haut-Marnais, le cyberbus pourrait être mis en place à l'échelle des bassins de vie. Pour ce faire, il faudrait envisager des partenariats intercommunaux entre certaines communautés de communes. Ainsi le bassin de vie de Joinville regrouperait Marne-Rognon, les Deux-Vallées et Val du Rongean ; celui de Wassy, les communautés de communes du Val de Blaise et de la Région de Doulevant-le-Château. Enfin, le bassin de vie de Saint-Dizier grouperait la Vallée de la Marne et Saint-Dizier, Der et Perthois. Le bassin de vie de Montier-en-Der couvrant essentiellement la communauté de communes du Pays du Der, le cyberbus pourrait être mis en place à cette échelle. Il serait toutefois judicieux de lancer une expérience pilote sur une communauté de communes, afin d'évaluer la réussite du système avant de l'élargir à l'ensemble du Pays.

A destination des communes rurales essentiellement, le cyberbus serait un complément à l'équipement déjà existant ou à créer, dans les pôles plus urbains. Ces communes centres pourraient bénéficier de l'animateur une ou deux journées par semaine dans les bibliothèques ou les mairies équipées de matériel informatique.

La mise en place du cyberbus nécessiterait, par bassin de vie, l'achat d'un bus, d'équipement en matériel informatique (une dizaine d'ordinateur en réseau) et le recrutement d'un animateur chargé de conduire le bus et d'animer des ateliers d'initiation ou de perfectionnement en informatique. La structure pourrait éventuellement bénéficier d'une aide du Conseil Général pour le financement de l'équipement informatique.

Les frais d'électricité et les communications téléphoniques seront à la charge des communes. Elles devront déterminer un point fixe pour l'emplacement du cyberbus et prévoir un point de branchement, le plus pratique et avantageux étant la mairie. Trois branchements, que l'animateur pourra effectuer, sont nécessaires :

- deux branchements électriques : pour le fonctionnement du matériel informatique et pour le chauffage.

- un branchement téléphonique : pour l'accès à Internet. Un partenariat avec France Telecom est nécessaire afin d'assurer une possibilité de branchement dans chaque commune qui souhaite recevoir le cyberbus. La couverture ADSL du territoire Nord Haut-Marnais étant complète, la connexion Internet devrait être possible pour chaque commune.

Pour assurer une rotation régulière sur l'ensemble du territoire desservi, le cyberbus ne devra pas s'installer plus de 2 jours consécutifs dans une même commune.

Les communes devront réserver le cyberbus, lorsqu'elles souhaiteront l'utiliser, suite à une demande d'une association, d'une école, ou d'un organisme de formation par exemple ou de sa propre initiative. La venue du cyberbus doit être préparée au sein des communes pour que les habitants soient informés du passage et puissent s'inscrire à l'avance pour venir l'utiliser. La réussite d'une telle initiative devra être accompagnée d'une bonne communication auprès des habitants.

L'animateur pourra dispenser des cours adaptés au niveau de chacun et en fonction également de l'organisme qui en a fait la demande. Il peut s'agir d'écoles, d'associations ou d'organismes de formation. Les ateliers pourront être divers : découverte de l'ordinateur, des outils de bureautique, d'Internet et des outils de communication en ligne, consultation de cédéroms d'information, de jeux et d'éducation, apprendre à faire des CV, lettres de motivation et à se servir des services administratifs en ligne. Ces ateliers ne devront pas dépasser 3h consécutives, afin de diversifier les thèmes abordés et de toucher un public plus large.

**Etre en lien,
communiquer**

Il serait par ailleurs nécessaire de laisser la possibilité aux usagers d'avoir un accès libre aux postes afin qu'ils puissent consulter plus librement pendant une durée limitée. C'est en effet par la pratique régulière de l'informatique que l'on assimile le plus d'informations.

La mise en place de cyberbus sur le territoire pourra être progressive, par exemple commencer dans un bassin de vie, à titre expérimental et s'étendre par la suite.

Il faut souligner qu'à terme, il serait essentiel pour le territoire et la population, que chaque commune s'équipe d'Internet, pour sa propre utilisation, et mette des postes à disposition de la population, en consultation libre.

Une étude préalable à la mise en place d'un cyberbus sera nécessaire, afin d'évaluer les besoins réels de la population.

**Etre en lien,
communiquer**

Conclusion

En matière de transports et de réseaux, l'égal accès de tous aux services publics n'est possible que si les conditions de déplacement, de mobilité, d'intermodalité et de communication sont suffisantes. De ce fait, dans sa réflexion sur l'offre de services de son territoire, le Pays doit absolument prendre en compte les possibilités de déplacements et d'utilisation de nouvelles technologies de ses habitants.

Compte tenu des caractéristiques rurales du Pays, et de l'isolement spatial d'une certaine catégorie de population, le développement des transports alternatifs et le renforcement de l'offre en haut débit et en téléphonie mobile du territoire semblent être les solutions les plus adaptées. Ces outils permettraient respectivement, d'offrir une plus grande mobilité aux populations fragiles, et de relativiser la notion de proximité en proposant un ensemble de services plus facilement accessibles.

Cependant, ces systèmes pouvant exister sous différentes formes d'organisation et de fonctionnement, selon les caractéristiques du territoire concerné, une étude approfondie devra être envisagée avant de mettre en place des systèmes définitifs, les plus efficaces possibles.

THEME 3

DISPOSER DES SERVICES DE PROXIMITÉ

**Disposer des services
de proximité**

Le Pays Nord Haut-Marnais cherche, notamment au travers du premier axe de sa charte de développement, à " offrir un cadre de vie attractif " à ses habitants. Le renforcement des pôles structurants du territoire semble indispensable à l'amélioration de l'offre de commerces.

Il est indispensable de maintenir l'offre commerciale existante en renforçant son attractivité et d'inciter la création ou la reprise de commerces dans les zones les moins dotées. En effet, la présence d'un petit commerce dans une commune rurale, éloignée d'un centre urbain, est utile aussi bien pour tisser ou conserver un lien social que pour permettre à certains habitants, notamment les plus âgés, dépourvus de moyens de locomotion, de s'approvisionner sur place.

I. L'Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce

Une Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC) a déjà été mise en place à l'échelle du Pays d'avril 2003 à juin 2006. Ce dispositif est destiné à contribuer au maintien et à la revitalisation du tissu économique du bassin d'emploi nord haut-marnais, hors ville de Saint-Dizier. L'opération est financée par la Région Champagne-Ardenne, l'Etat au travers du Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), et l'Europe avec le Fonds Européen de Développement Economique et Régional (FEDER) et concerne les investissements liés à :

- l'aménagement immobilier : mises aux normes d'hygiène, de sécurité et d'environnement. Construction, extension et aménagement de local ;

- la devanture : rénovation et extension, travaux complets de la restauration à la réfection, y compris vitrage, système antiviol, éclairage, signalétique ;

- l'outil de production : investissement apportant une plus-value à l'entreprise ou appliquant les normes en vigueur, camions de tournée alimentaire ;

- la reprise d'entreprise : éléments corporels de la reprise.

L'ORAC constitue une aide à l'investissement individuel. Elle accompagne les commerçants qui veulent investir pour pérenniser le commerce et en faire profiter le territoire.

Même si le bilan de cette opération n'a pas été effectué, elle semble avoir été efficace. L'ORAC a ainsi permis d'aider le financement d'une centaine de dossiers, essentiellement dans les Communautés de Communes Marne-Rognon, Val de Blaise et Pays du Der, en subventionnant 20 % de leurs travaux. Par ailleurs, des dossiers ont même été déposés après la date limite (1^{er} janvier 2006), ce qui démontre l'intérêt des commerçants et artisans pour ce type d'outil.

La reconduction d'un tel projet serait envisageable afin de permettre à une plus large part de commerçants et d'artisans d'en profiter pour se moderniser. On pourrait donc prévoir l'ouverture d'une 3^{ème} tranche de l'ORAC en août ou organiser une nouvelle opération dans le cadre du nouveau contrat de Pays de 2007.

**Disposer des services
de proximité**

II. La Démarche Qualité

D'autres procédés peuvent également être mis en place pour dynamiser le commerce et l'artisanat rural. La démarche qualité, menée dans le cadre de l'opération urbaine de Wassy, vise à " permettre aux commerçants et artisans, la CCI étant maître d'œuvre, de disposer d'un outil de mesure et de suivi de leurs performances pour développer leur clientèle et améliorer leur rentabilité, ainsi que les faire connaître à un niveau autre que local, mais régional " (Cf. JHM). Cette action de démarche qualité des commerces a pour but de leur faire obtenir le Label Qualité. Celui-ci est un gage de confiance pour les clients, leur assurant la proximité, le conseil, l'écoute et la disponibilité des commerçants wasseyens. En décembre 2005, 11 commerçants ont obtenu le Label Qualité pour un an.



Photo 4 : La bijouterie L'Ecrin à Wassy a obtenu le Label Qualité.

On peut donc envisager d'étendre l'application de cette charte qualité à d'autres communes du Pays, particulièrement aux pôles intermédiaires des bassins de vie, qui proposent une offre commerciale diversifiée. La revitalisation des commerces de proximité apparaît déjà comme un enjeu pour les collectivités locales. Pour ne citer que Joinville, des manifestations commerciales sont organisées par l'association des commerçants, une opération concernant les devantures et enseignes commerciales est prise en charge par la commune et une carte de fidélité a été créée entre les commerçants, montrant la prise en compte de l'offre commerciale comme un élément attractif d'un territoire.

**Disposer des services
de proximité**

III. L'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat

La mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), prioritairement dans les zones rurales dans lesquelles les commerces sont menacés, serait pertinente pour dynamiser l'offre commerciale. En effet, " La pérennité des commerces de proximité passe également par une reconquête des consommateurs, et donc des habitants " (Cf. La gazette des communes, 25 juillet 2005, Revitaliser le commerce de proximité). Sur le Pays, de nombreux îlots, au bâti dégradé, se retrouvent vidés de leurs habitants. En permettant l'arrivée de nouvelles familles, c'est la venue de nouveaux consommateurs que l'on encourage.

Des OPAH sont déjà programmées dans l'actuel Contrat de Pays : Pays du Der, Région de Doulevant-le-Château, Saint-Dizier, Vallée de la Marne et Wassy. La reconduite de ces opérations est envisagée dans le prochain Contrat.



Une bonne campagne d'information pourrait mobiliser les propriétaires du Pays. En effet, l'OPAH réalisée dans le cadre de à Wassy (1996-1998) a révélé " que les propriétaires sensibilisés au problème locatif sont prêts à faire des efforts conséquents pour produire une réhabilitation de qualité " (Cf. Diagnostic préalable à une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, ARIM Lorraine, février 2004).

**Disposer des services
de proximité**

Photo 5 : Des logements vacants présents sur tout le territoire. Ici, un exemple à Wassy.

Par ailleurs, on a pu constater au cours de notre diagnostic, que les marchés du Pays n'étaient pas très diversifiés, proposant essentiellement des produits alimentaires (sauf ceux de Saint-Dizier). Une étude serait peut être à envisager pour les dynamiser et leur donner plus de poids dans la vie commerciale locale. Ce type de réflexion a été mené au Pays de Langres, aboutissant à une charte commerciale commune aux six marchés du Pays. Cette charte a fait suite à l'ORAC (1997-2000) qui a mis en avant la prédominance des commerces ambulants dans l'offre commerciale et artisanale. L'étude "Commerces et Marchés de France", nécessaire à la réalisation de la Charte, a été financé par une association de développement. On peut toutefois imaginer le rôle d'impulsion que pourrait jouer le pays dans la mise en place d'un tel outil.

IV. Les autres pistes envisageables

- "Mille Villages" contribue à créer ou maintenir des commerces dans les communes de moins de 2000 habitants.

- Elaboration d'une charte de mise en valeur des enseignes et des devantures (prescription de certains principes architecturaux à respecter : matériaux, couleurs, éclairage, hauteur de l'enseigne, etc.) pour accompagner la rénovation des vitrines et rendre les commerces plus attractifs.

- L'appui sur les Unions Commerciales pour dynamiser les territoires en organisant des manifestations qui permettent d'attirer les consommateurs.

Le Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC) constitue ainsi l'outil privilégié pour revitaliser le commerce de proximité en milieu rural. En effet, les crédits du FISAC ont été augmentés de 10 millions d'euros en 2005, soit un total de 60 millions d'euros dans le cadre du plan de soutien aux commerces de proximité lancé par le gouvernement.

Conclusion

Les commerces de proximité favorisent le dynamisme des bourgs ruraux, et permettent d'y entretenir le lien social. Face au déploiement des supermarchés en zone urbaine, ils apparaissent comme le dernier rempart contre la désertification rurale. Le Pays se doit donc de sensibiliser les acteurs locaux au maintien de ces commerces grâce aux outils dont il dispose. Les projets pouvant être envisagés sur le territoire veillent avant tout à prévenir la fermeture des commerces.

**Disposer des services
de proximité**

THEME 4

ETRE ACCOMPAGNÉ, SOUTENU

**Etre accompagné,
soutenu**

Le Pays Nord Haut-Marnais dispose de nombreuses structures oeuvrant dans l'emploi et la formation. Cependant, des problèmes d'organisation existent, rendant la lisibilité et l'accessibilité de ces services parfois difficiles pour les actifs.

Compte tenu de la Charte de Développement du Pays, il nous semble judicieux, d'une part, de développer la concertation entre les acteurs concernés et d'améliorer la lisibilité de leurs actions et d'autre part, d'augmenter l'offre de services du territoire.

Bien entendu, ces propositions tiennent compte des spécificités du territoire, à savoir une organisation composée d'un pôle urbain et de trois pôles intermédiaires. Pour chacun de ces niveaux, un ensemble de solutions est envisagé afin de mettre en place une véritable cohérence territoriale en terme d'offre à la population.

I. Renforcer la concertation et améliorer la coordination

A) Les Maisons de l'Emploi

Les Maisons de l'emploi rassemblent toutes les initiatives publiques et privées en faveur de l'emploi dans un territoire. Elles ont pour but d'améliorer le service rendu aux demandeurs d'emploi, aux salariés et entreprises. A l'initiative des collectivités locales, en partenariat avec les acteurs traditionnels de l'emploi, elles proposent des projets de territoire concertés et adaptés aux besoins locaux.

Au sein de ces structures, certains membres consultatifs sont obligatoires. Il s'agit de la collectivité locale, de l'Etat, de l'ANPE et de l'ASSEDIC auxquelles peuvent s'ajouter des organismes tels que les Conseils régionaux et généraux, les EPCI, les communes, mais également l'AFPA, les Missions Locales, les Comités de Bassin d'Emploi, les Chambres Consulaires...

Les partenaires de ces maisons de l'Emploi sont variés, il peut s'agir de Centres d'animation, de ressources et d'information sur les formations (CARIF), des groupements d'employeurs, des organismes de formation, des prestataires de services...

En terme d'actions, le bassin d'emploi est le périmètre de référence de la Maison de l'emploi. En effet, c'est l'échelon pertinent pour agir sur la rencontre entre offre et demande d'emploi. Il peut toutefois y avoir des exceptions en fonction de la réalité économique, sociale, démographique et géographique des territoires. En outre, pour favoriser l'accès à ses services, la Maison de l'emploi peut se structurer en réseau de proximité, notamment dans les zones rurales.

Les Maisons de l'emploi peuvent choisir l'un des deux statuts suivants : association loi de 1901 ou Groupements d'Intérêt Public (GIP). Leurs moyens sont ceux apportés par les membres constitutifs et les partenaires associés, soit en financement spécifique, soit par la mutualisation de moyens existants (humains, matériels...), en particulier ceux des acteurs du Service Public de l'Emploi (SPE). L'Etat contribue au démarrage et au développement des Maisons de l'emploi sous forme d'aides à l'investissement et au fonctionnement, notamment pour le recrutement sur contrat de droit privé, des personnels nécessaires, au-delà de ceux mis à disposition par les partenaires.

**Etre accompagné,
soutenu**

Les Maisons de l'emploi possèdent trois missions.

- **L'observation, l'anticipation et l'adaptation au territoire** : la Maison de l'emploi développe un diagnostic et une stratégie locale par l'analyse du marché du travail et des potentialités du territoire afin d'anticiper les besoins des entreprises et des organismes publics par des formations et des actions adaptées.

- **L'accès et le retour à l'emploi** : la Maison de l'emploi améliore l'accueil, l'information, l'accompagnement individualisé et le reclassement des personnes sans emploi ou salariées dans un parcours professionnel en optimisant la complémentarité de l'offre de services des partenaires.

- **Le développement de l'emploi et la création d'entreprises** : la Maison de l'emploi anticipe et accompagne les mutations économiques et les restructurations des territoires en développant la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et en contribuant au maintien et à la création d'activités. La Maison de l'emploi favorise notamment l'accompagnement de la création ou de la reprise d'entreprise.

Lors de la création d'une Maison de l'emploi, deux scénarii sont possibles :

La mise en place d'une **Maison de l'emploi " virtuelle "** : correspond à la mise en place d'un portail commun (via Internet) pour tous les organismes dont l'activité est liée à l'emploi ou la formation. Cette mise en réseau a pour but d'éviter de créer de nouveaux locaux et ainsi limiter les coûts de réalisation, mais également d'optimiser les relations entre les différents organismes en faisant circuler l'information en temps réel.

La mise en place d'une **" réelle " Maison de l'emploi** : correspond à la réalisation ou la mise à disposition d'un lieu susceptible d'accueillir l'ensemble des partenaires oeuvrant dans les domaines de l'emploi et de l'information. (ANPE, Mission Locale, Assedic...) et ainsi faciliter la lisibilité de leurs actions vis-à-vis des usagers et des entreprises.

En janvier 2006, 126 Maisons de l'emploi ont déjà été labellisées, l'objectif, pour un maillage complet du territoire national, étant de fonder 300 établissements d'ici la fin de l'année 2007.

B) La mise en place d'une Maison de l'Emploi au niveau du Pays

Au niveau du Pays, la création d'une Maison de l'emploi, quelle que soit sa forme, semble être une solution appropriée pour répondre aux attentes des usagers. En effet, un travail plus approfondi entre l'ANPE, la Mission Locale et éventuellement les agences d'intérim, par leur rôle grandissant en matière d'emploi, permettrait un meilleur suivi des actifs, notamment grâce au partage des données dont dispose chacune des trois structures.

Ainsi, une réflexion est en cours quant à l'utilité d'un tel projet sur Saint Dizier.

La Maison de l'Emploi pourrait prendre différentes formes.

1. Une Maison de l'emploi " réelle "

Cette maison de l'emploi serait localisée à Saint Dizier, où les sièges des structures sont déjà présents. Ce projet a pour but de regrouper dans un même bâtiment les organismes dont l'activité est liée à l'emploi et à la formation : l'ANPE, les Assedic et la Mission Locale.

**Etre accompagné,
soutenu**

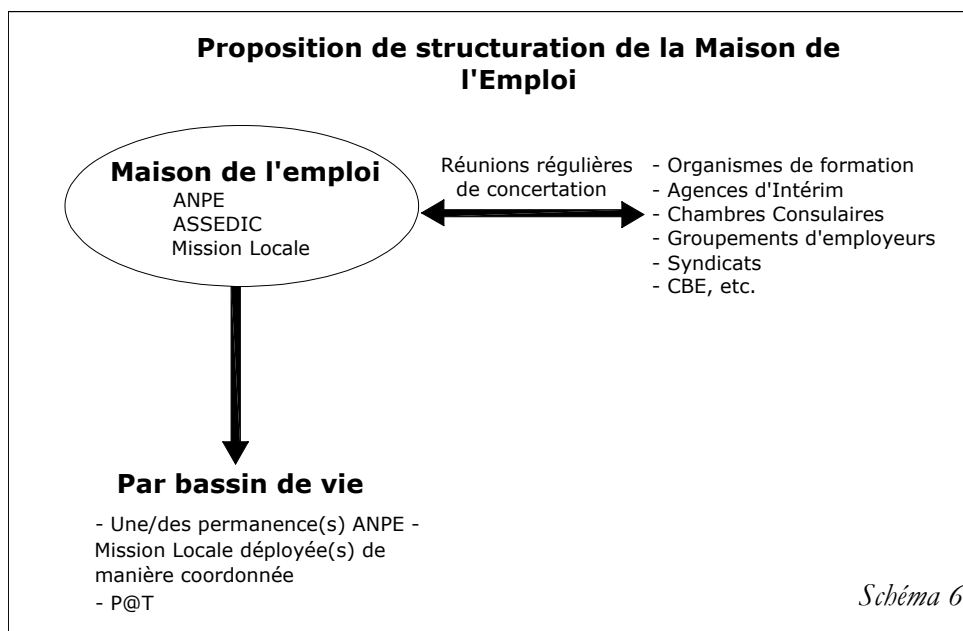
Ce partage des locaux a pour avantage de favoriser le transfert des informations, de mutualiser les coûts de fonctionnement, et de faciliter la mise en place de projets communs à destination des usagers.

Par ailleurs, cette organisation simplifiera les démarches des usagers ; la mise en place d'un guichet unique améliorera leur orientation vers l'organisme adéquat et leur permettra de rencontrer plus aisément chacun d'eux.

Quant aux entreprises, ce regroupement des acteurs permettra une diffusion plus rapide de leurs attentes auprès des structures, et donc des usagers eux-mêmes.

Ce système nécessite qu'un des organismes de la Maison de l'emploi assure la coordination des acteurs. L'ANPE étant l'organisme le plus important, ce rôle pourrait lui être confié.

Néanmoins, la mise en place d'une telle structure nécessite de créer, voire aménager des locaux aptes à recevoir tous ces organismes. Des investissements doivent donc être envisagés, même si ces derniers sont en partie couverts par le biais d'aides de l'Etat.



2. Une Maison de l'emploi " virtuelle "

Cette solution semble plus facilement réalisable, compte tenu des faibles coûts de mise en place qu'elle entraîne, et du moindre investissement qu'elle représente pour la puissance publique. Il s'agit de mettre en place un portail commun (via Internet) par le biais duquel tous les organismes seraient en contact. Cela permettrait d'optimiser les relations entre les structures ; la circulation de l'information se faisant en temps réel.

Exemple : une inscription à l'ANPE pourrait être enregistrée en temps réel par la Mission Locale ou les Agences d'intérim et inversement.

Les demandeurs d'emploi, inscrits ou non, pourraient également avoir accès au portail Internet (au sein même des structures et dans certaines mairies) qui aurait un rôle d'information et de présentation des structures (adresse, divers contacts...) mais également de présentation des diverses solutions envisageables en matière de formation (comme le P@T par exemple).

**Etre accompagné,
soutenu**

Par ailleurs, l'orientation des demandeurs d'emploi et la prise de rendez-vous serait plus facile, les organismes étant en relation directe.

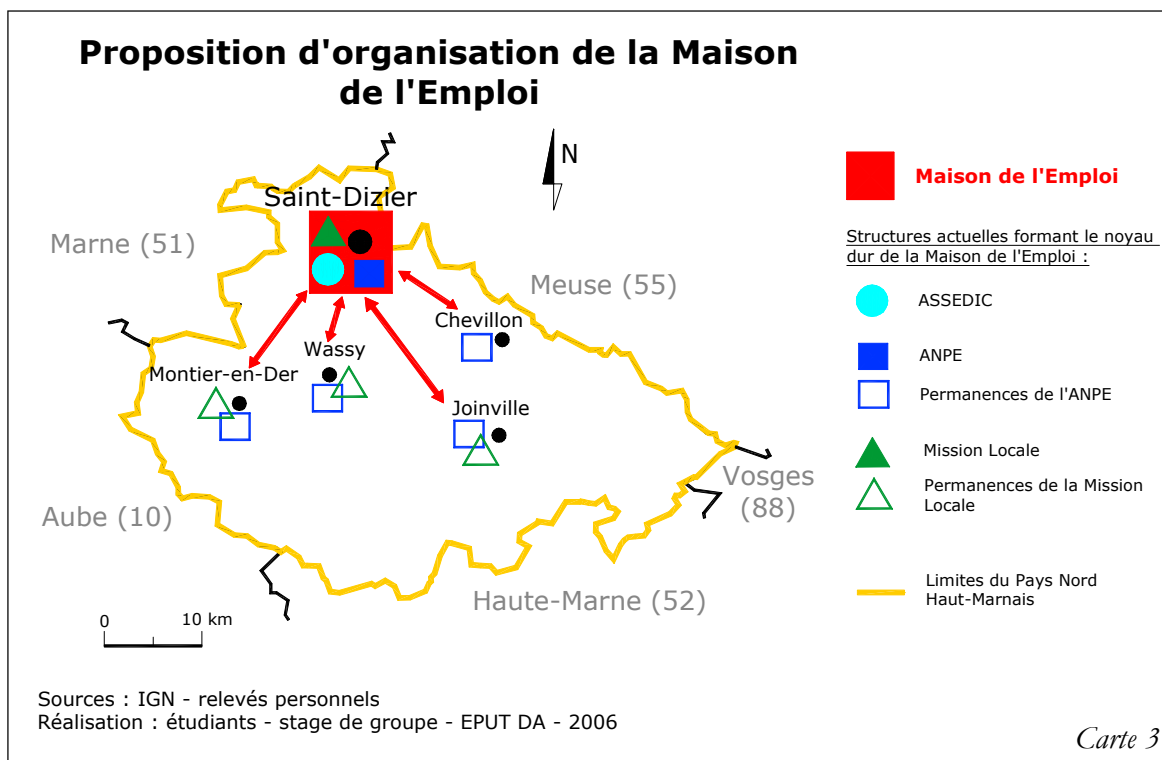
Cependant, une telle organisation nécessite une formation du personnel quant à l'utilisation d'Internet.

Quelle que soit la méthode choisie, la mise en place d'une Maison de l'emploi nécessite plus de dialogue entre les différents acteurs de l'emploi et de la formation. Des rencontres régulières, sous forme de réunions de concertation, sont recommandées à une fréquence d'environ 1 à 2 fois par an. Ces réunions permettraient aux élus et organismes de se rencontrer et créeraient un environnement de travail favorable à l'élaboration de projets communs répondant aux problématiques du territoire nord haut-marnais.

Les acteurs de ces réunions seraient :

- l'ANPE, l'Assedic et la Mission Locale ;
- les représentants du Conseil Général et Régional, du Pays et des communautés de communes ;
- les acteurs de la formation : AFPA, GRETA, Poinfor, l'ADPS, " Interactions et Entreprises " ;
- les chambres Consulaires : Chambre de Commerces et d'Industrie et Chambre des Métiers et de l'Artisanat ;
- le Comité de Bassin d'Emploi, l'IUMM, AGEFOS-PME...
- les agences d'intérim.

Ces rencontres auront lieu au sein même de la Maison de l'emploi, si celle-ci est créée ; ou, dans le cas d'un portail commun, dans les locaux de la structure la plus apte à organiser ce type de réunions.



**Etre accompagné,
soutenu**

II. Renforcer l'offre existante et la rendre plus accessible

Les deux structures principales en terme d'emploi que sont l'ANPE et la Mission Locale, sont assez bien présentes sur le territoire nord haut-marnais sous la forme de permanences hebdomadaires ou mensuelles. Ces fréquences étant adaptées aux demandes de chacun des pôles, elles sont de fait plus nombreuses à Joinville. Néanmoins ce dispositif peut encore être amélioré par une meilleure coordination entre l'ANPE et la Mission Locale.

Les permanences pourraient avoir lieu les mêmes jours pour simplifier la démarche des usagers lorsqu'ils souhaitent rencontrer les deux structures. Cela nécessite que la Mission Locale poursuive son déploiement, notamment à Chevillon, où l'ANPE est déjà présente une fois par mois. De plus, l'ANPE souhaitant intensifier ses modalités de suivi des demandeurs d'emploi, l'ouverture de nouvelles permanences est envisageable. Il revient donc aux communes (ou groupements intercommunaux) de proposer des locaux convenables permettant l'accueil d'agents. Ces créations devront avoir lieu dans des communes pouvant jouer le rôle de relais par rapport au réseau existant et devront être situées dans des zones actuellement non couvertes par le service (communautés de communes de la Région de Doulevant-le-Château et du Val du Rongéant).

Les Points d'Accès à la Téléformation

Dans le secteur des nouvelles technologies au service de la formation, les Points d'Accès à la Téléformation (P@T) s'ouvrent progressivement. Depuis ces dernières décennies, la formation et ses enjeux sont en constante évolution. Cette notion de formation - que ce soit pour les demandeurs d'emploi, les salariés ou les particuliers - se développe face à un marché de l'emploi fluctuant, une redéfinition du temps de travail ou encore une spécialisation des savoirs. C'est pourquoi la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) a lancé en 2002 le programme Fore II. Tourné vers la formation à distance, ce programme est articulé autour du double principe du maillage territorial et du partenariat, dans le but d'implanter et de fédérer des réseaux de Points d'Accès à la Téléformation (P@T) sur l'ensemble du territoire. Ces P@T accueillent toutes catégories de public relevant de la formation professionnelle souhaitant suivre une formation ouverte et à distance de qualité, dans une logique de parcours individualisé. La formation se déroule alors principalement en autoformation, avec l'accompagnement d'un formateur à distance et l'appui d'un animateur relais sur le site du P@T.

Les formations proposées sont nombreuses et touchent des domaines variés comme l'informatique, la gestion industrielle, les mathématiques, le français ou encore l'économie.

Ces outils, encore expérimentaux, ont l'avantage de relativiser la notion de proximité en allant au devant des actifs les moins mobiles, l'essentiel des organismes de formation se trouvant à Saint-Dizier. De plus, les P@T permettraient de mettre à profit la bonne couverture en haut débit Internet dont dispose le territoire.

Dans un premier temps, il serait pertinent d'implanter un P@T par bassin de vie, puis, dans un second temps, de renforcer leur déploiement.

**Etre accompagné,
soutenu**

Les P@T nécessitent l'existence de locaux indépendants équipés en postes informatiques et connectés à Internet, ou de structures disposant déjà du matériel nécessaire : écoles, bibliothèques ou Cyberbus (évoqué dans le thème 2, lié aux réseaux Internet). Cependant, compte tenu du faible taux d'ouverture au public de près de 65 % des mairies du Pays, ne peut-on pas imaginer que ces établissements puissent accueillir ce genre d'animations ? Cela sous entend des locaux assez importants pour pouvoir recevoir toutes les personnes concernées et une localisation rationnelle, proche et accessible au plus grand nombre.

En terme de fonctionnement, des animateurs sont indispensables pour encadrer les personnes en formation. Dans un souci de mutualisation des coûts, les animateurs des P@T pourraient voir leur temps de travail partagé entre les différents locaux équipés, et participer à l'animation de cyberbus.

III. Vers une réorganisation des services sociaux

Au niveau national, le Plan de Cohésion Sociale du 30 Juin 2004 incite les acteurs sociaux à mieux coordonner leurs actions. Pour ce faire, plusieurs outils sont disponibles comme par exemple les **Pôles d'Accueil en Réseau pour l'Accès aux Droits Sociaux (PARADS)**. Créés prochainement, ils visent à mieux connaître les publics en difficulté, à améliorer les procédures de travail et les pratiques de réseau, et à éviter que l'accès aux droits ne demande des démarches multiples et complexes. Allant dans le sens des orientations que nous comptons suivre, les principes des PARADS nous semblent intéressants.

Cependant d'autres solutions sont possibles, notamment par le biais des **Centres Intercommunaux d'Action Sociale (CIAS)**. Ces centres jouissent de compétences déléguées par les communes membres de l'EPCI en matière d'action sociale. Ils permettent aux communes de mutualiser les dépenses liées au suivi des populations du territoire et de mieux remplir les missions au titre des actions sociales légales et facultatives. De ce fait, les CIAS paraissent bien adaptés aux caractéristiques des territoires ruraux.

A) Optimiser le rôle des Centres Communaux d'Action Sociale

Le problème de lisibilité que rencontrent les usagers et les collectivités en matière de services sociaux est bien illustré par l'exemple des Centres Communaux d'Action Sociale de Saint-Dizier, Joinville et Wassy.

D'une part, ceux-ci sont peu présents sur le Pays Nord Haut-Marnais et leurs actions ne concernent que les habitants des communes où les CCAS sont implantés. Sur les autres communes, le rôle du CCAS est censé être rempli par la mairie. Cependant, le peu d'heures d'ouverture de la majorité d'entre elles, ainsi que le manque de formation des secrétaires de mairie limite les actions au titre de l'aide sociale aux populations, et en particulier, la participation à l'instruction des demandes sociales.

**Etre accompagné,
soutenu**

D'autre part, on constate que les CCAS existants ont un rôle primordial d'orientation et d'information du public qui dépasse amplement et anormalement l'échelle communale.

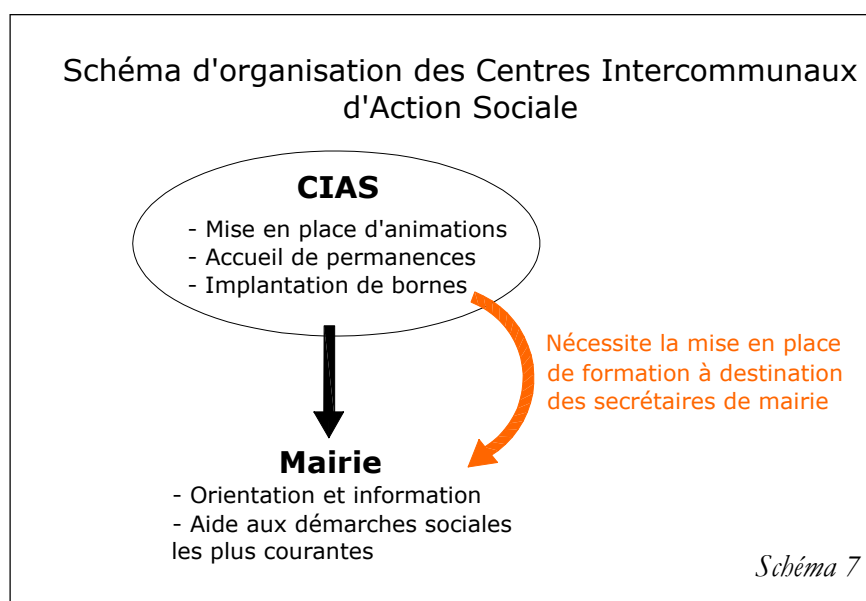
De ce fait, la mise en place de CIAS permet de résoudre les problèmes évoqués en touchant une population plus nombreuse à l'échelle intercommunale.

Il est donc souhaitable que chaque communauté de communes crée un CIAS, qui pourra s'implanter dans des locaux existants, accessibles au plus grand nombre.

Pour ce faire, des fonds départementaux existent. Cependant, ces fonds étant annuels, il faudra, pour l'année 2007, que les EPCI se renseignent pour constituer les dossiers dans les délais recommandés. A titre d'exemple, le Conseil Général proposait pour l'année 2006 des Fonds des Grands Travaux Ruraux aux communautés de communes pour, entre autres, regrouper des services à la population dans un bâtiment public.

B) Améliorer la lisibilité d'action des organismes sociaux

Sur le territoire, les permanences des organismes sociaux sont souvent regroupées dans des locaux mis à disposition par les collectivités, que ces services soient administratifs ou associatifs (insertion par l'emploi, aide à domicile...). Les CIAS pourraient devenir le lieu de ces regroupements et jouer le rôle de guichet unique. Cette concentration favoriserait la mise en place d'actions communes visant à mieux soutenir les personnes rencontrant des difficultés.



**Etre accompagné,
soutenu**

De plus, les CIAS pourraient être le lieu d'implantation de bornes interactives de la CAF ou d'un système de visio-accueil. En effet, la CAF, désireuse d'être plus proche des usagers, souhaite à moyen terme développer ce dispositif pour permettre aux allocataires d'être en lien avec ses agents via Internet.

Ces implantations peuvent être envisagées dans les pôles de consommation principaux, où la CAF ne dispose pas de points d'accueil, c'est-à-dire sur la Communauté de Communes du Val de Blaise, voire sur celles de la Vallée de la Marne et du Pays du Der.



Photo 6 : La borne CAF de Saint-Dizier.

C) S'appuyer sur les secrétariats de mairies

La création d'un CIAS ne décharge pas les mairies de leurs compétences en matière de services sociaux, et les incite même à développer leurs actions dans ce domaine puisqu'elles joueraient un rôle de relais au niveau communal. Cette nouvelle organisation légitime, par la même occasion, le droit de regard qu'ont juridiquement les mairies quant aux actions des CCAS.

La mairie, première maison de services publics sur un territoire, aurait alors une mission d'orientation du public vers les organismes sociaux compétents sans forcément passer par le CIAS, et d'aide ou traitement des démarches sociales de base (dossiers d'inscription...).

Ce dispositif nécessite la formation du personnel de mairie qui doit de fait, connaître les organismes présents sur le territoire, leurs missions, et être compétent quant à l'instruction des demandes d'aide sociale.

En contrepartie, le CIAS mènerait prioritairement des missions d'animation (atelier d'insertion, portage de repas à domicile, gestion des structures périscolaires...) en liaison directe avec les institutions publiques et privées.

**Etre accompagné,
soutenu**

Conclusion

Les services de l'emploi et les services sociaux sont le reflet du dynamisme et de la qualité de vie des habitants d'une collectivité territoriale.

Au regard de la fragilité économique et sociale du Pays Nord Haut-Marnais, ces services ont un rôle primordial à jouer au niveau de la solidarité et de la cohésion sociale du territoire.

Actuellement en nombre suffisant, les organismes présents doivent faire l'objet de réorganisations afin d'obtenir une meilleure coordination de leurs prestations rendant leurs actions plus efficaces.

Elles permettront également d'améliorer la lisibilité de leurs missions et faciliteront les démarches des usagers.

**Etre accompagné,
soutenu**

THEME 5

ACCEDER AUX SOINS

Le Pays Nord Haut-Marnais connaît plusieurs difficultés en matière de services de santé. Cette situation risque de s'aggraver compte tenu de certaines caractéristiques du territoire : vieillissement de la population, âge avancé des professionnels de santé et faible attractivité du territoire.

I. Favoriser la venue et le maintien des professionnels de santé

A) Les outils existants

1. Les mesures législatives

Le constat étant semblable dans de nombreuses régions, le CIADT de décembre 2003 a retenu plusieurs mesures destinées à favoriser la venue et le maintien des professionnels de santé dans les territoires ruraux déficitaires.

La loi 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie (art 49) prévoit un dispositif d'aides visant à faciliter l'installation des professionnels de santé libéraux ou des centres de santé dans les zones déficitaires.

Sur le Pays, la Mission Régionale de Santé a identifié trois zones déficitaires : les cantons de Doulevant-le-Château, Poissons et Doulaincourt-Saucourt (dont 7 communes intègrent le périmètre du Pays), où les médecins généralistes peuvent bénéficier de dispositifs d'aide. Ce dispositif, actif depuis un an, permet aux collectivités :

- de mettre des locaux professionnels et des logements à disposition des médecins ;
- de leur verser une prime d'installation ;
- de fournir des aides à l'investissement et au fonctionnement ;
- d'inciter la venue d'étudiants de troisième cycle par le biais d'indemnités de logements et de déplacements...

Cette loi prévoit d'inciter les regroupements des professionnels par la création de Maisons médicales et/ou pluridisciplinaires. Deux décrets du Conseil d'Etat permettent d'ailleurs aux médecins de disposer de cabinets multi-sites et d'être secondés par un assistant.

La loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (art 38) va dans le même sens que la loi relative à l'assurance maladie et élargit les possibilités des collectivités locales.

Elle prévoit que les collectivités territoriales peuvent apporter des aides financières à l'installation des médecins et à la réalisation des stages des étudiants en médecine dans les territoires ruraux.

2. Les autres mesures

Il s'agit donc de lutter contre la sous médicalisation en milieu rural. Dans les communes de moins de 2 000 habitants ou dans des communes situées en ZRR (*cf. diagnostic : 52 des 109 communes du Pays le sont*), les professionnels de santé exerçant à titre libéral, peuvent être exonérés de taxe professionnelle, pour une durée de 2 à 5 ans, sur délibération des collectivités locales. Ils bénéficient également d'une exonération d'impôt sur le revenu au titre de leurs jours de permanence médicale, s'ils sont installés dans des zones sous-médicalisées.

Dans les zones présentant une faible densité de médecins par habitant ou dans les zones de montagne, les collectivités locales peuvent financer l'installation de médecins, de centres de santé, de maisons médicales ou encore de structures participant au maintien de la permanence des soins. Les collectivités peuvent, à ce titre, bénéficier du fonds de compensation de la TVA.

B) Définition des Maisons Médicales

L'isolement est un facteur important de démotivation des professionnels de santé en ce qui concerne leur installation, voire leur maintien dans certaines zones. La couverture des besoins sanitaires dans une zone où la densité de population diminue et où les conditions d'exercice des médecins deviennent de plus en plus difficiles, amène à renforcer les modes de pratiques coopératives entre professionnels de santé (médecins entre eux, médecins et auxiliaires médicaux) et entre médecine de ville et hôpital (pratiques en réseaux, hôpitaux locaux). Ces modes de pratiques ont pour but de rompre l'isolement des médecins, de limiter la charge des contraintes (gardes et congés alternés) et de favoriser une prise en charge coordonnée des patients.

Les maisons médicales dispensent des soins de santé primaires. Les médecins généralistes, des kinésithérapeutes, des infirmiers, voire des professionnels de la santé mentale, des dentistes et des pharmaciens, etc. y travaillent en équipe.

Petites structures proches de la population, elles répondent directement aux besoins du territoire et de la population.

Ce dispositif est particulièrement intéressant en milieu rural, où les densités médicales sont très faibles, pour maintenir les professionnels de la santé et en attirer de nouveaux.

Ces structures permettent :

- d'améliorer la qualité de l'exercice professionnel en favorisant l'échange de pratiques, en stimulant la dynamique de groupe et en partageant les coûts du matériel et du personnel (secrétariat, etc.) ;
- d'améliorer l'accessibilité, la coordination et la continuité des soins par le partage des dossiers médicaux, la mise en place de réunions de coordination, la mise en place d'un local de garde...
- d'améliorer la qualité de vie des professionnels de la santé en évitant leur isolement, en facilitant leur remplacement et la prise de congés, etc.

Il semble donc que ce nouveau type d'organisation des services médicaux et l'ensemble des aides proposées par le gouvernement représentent une opportunité pour tenter d'améliorer l'offre en services médicaux du Pays.

II. La création de Maisons Médicales sur le Pays

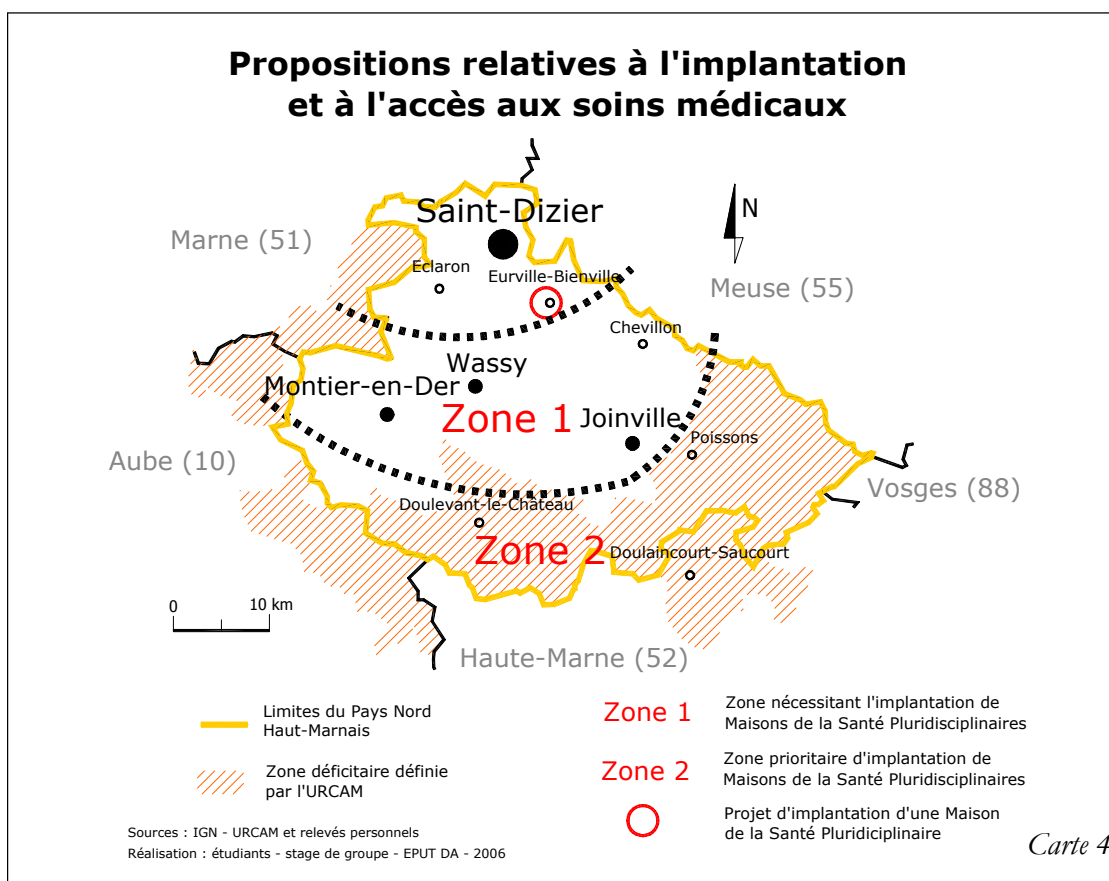
Notre diagnostic sur l'offre médicale du Pays a laissé apparaître quelques manques préjudiciables à la population nord haut-marnaise : une sous médicalisation des zones est et sud du Pays et une pénurie de spécialistes sur l'ensemble du territoire étudié.

De ce fait, il nous semble pertinent de favoriser l'accès aux soins pour les habitants des zones sous médicalisées, s'appuyer sur les outils d'aide à l'installation de médecins généralistes sur ces mêmes zones et améliorer les conditions d'exercice des professionnels de la santé par le biais de structures du type Maisons Médicales ou Maisons de la santé.

A) Favoriser l'accès aux soins pour les habitants des zones sous médicalisées et améliorer les conditions d'exercice des professionnels de la santé

La création d'une Maison de la Santé pluridisciplinaire doit tout d'abord s'appuyer sur la localisation et la discipline qu'exercent les professionnels de la santé déjà présents. Cet établissement a pour but de regrouper les professionnels du Pays en un même lieu tout en attirant de nouveaux. Travailler en groupe est déjà courant sur le territoire au regard du nombre de cabinets médicaux du Pays, mais ces derniers ne regroupent que des professionnels de la même discipline.

Toute création devra donc être précédée d'un travail de concertation entre les différents praticiens médicaux et paramédicaux pour connaître leur motivation quant à l'intégration d'une telle structure.



Ces établissements peuvent voir le jour dans les pôles intermédiaires du Pays (Montier-en-Der, Joinville et Wassy), là où les professionnels de la santé sont déjà présents et pour la plupart regroupés en cabinet. Cependant, cette implantation nous semble prioritaire dans des zones très déficitaires en offre de soins médicaux, et dans lesquelles l'arrivée de professionnels est indispensable pour, entre autre, répondre aux problèmes de déplacements dont souffrent les personnes les plus isolées.

La réalisation d'une Maison pluridisciplinaire de santé nécessite l'existence ou la création de locaux aptes à être loués aux praticiens. Etant donné que l'implantation d'un professionnel de la santé représente un bénéfice tant pour la commune d'accueil que pour les communes alentours, il s'avère qu'une telle structure doit être prise en charge au niveau intercommunal. En outre, cette organisation mutualise les coûts d'investissement.

Au préalable, les communautés de communes qui souhaitent mettre en place un tel projet doivent s'assurer de posséder la compétence requise. Cette dernière n'étant ni obligatoire, ni optionnelle pour les EPCI, les communes membres devront la créer après en avoir défini l'intérêt communautaire.

Les communautés est et sud du Pays, que sont la région de Doulevant-le-Château, Marne-Rognon, Val du Rongean et Deux Vallées, devront être les premières à élaborer un tel projet. Des fonds départementaux annuels existent, intitulés Fonds des Grands Travaux Ruraux pour l'année 2006. Les EPCI devront se renseigner régulièrement des subventions disponibles pour constituer leur dossier dans les temps.

Il est à noter qu'un tel établissement est en cours de réalisation à Eurville-Bienville par la Communauté de Communes de la Vallée de la Marne. Il regroupera en un même lieu deux médecins généralistes, un psychologue, deux infirmiers, un prothésiste dentaire, un kinésithérapeute et une pharmacie. Des locaux sont aussi prévus pour accueillir un dentiste. Rentables au bout d'une quinzaine d'années, les travaux ont été subventionnés par la Région Champagne-Ardenne, le Conseil Général de la Haute-Marne et l'Etat, à travers la Dotation de Développement Rural - dotation réservée aux communautés de communes rurales et ciblée sur les projets de développement économique. L'expérience d'Eurville-Bienville, quel que soit son impact, doit servir de support de réflexion à l'ensemble des acteurs du territoire.



Photo 7 : Une maison médicale est en construction à Eurville-Bienville.

Mais le risque lié à la réalisation d'un tel établissement est de voir s'installer des professionnels de la santé implantés jusque là sur d'autres communes du territoire, alors même que la majorité du Pays Nord Haut-Marnais est confronté au problème de la sous-médicalisation. C'est pourquoi à long terme, une répartition homogène des Maisons de la santé paraît souhaitable, dans le but d'attirer de nouveaux praticiens.

Le Pays Nord Haut Marnais est relativement bien doté en établissements hospitaliers. Cependant, l'installation d'auxiliaires médicaux, voire de médecins, engendrée par les Maisons de la santé pluridisciplinaires constitue un atout pour les hôpitaux locaux.

Ces derniers pourront travailler avec les professionnels libéraux dans le cadre de conventions déjà existantes (Service de Soins Infirmiers A Domicile) ou à créer pour améliorer les prestations.

Photo 8 : L'installation de médecins et d'auxiliaires médicaux représentent un atout pour les hôpitaux locaux.

Ici, celui de Wassy.



B) S'appuyer sur les outils d'aide à l'installation proposés par les lois existantes

Les collectivités peuvent s'investir davantage pour améliorer les conditions d'accueil des professionnels de la santé. En effet, les lois relatives à l'assurance maladie et au développement des territoires ruraux mettent à disposition des collectivités locales, présentant certaines caractéristiques d'attribution, un ensemble d'aides à l'investissement, de primes à l'installation et d'exonérations fiscales ayant pour objectif le maintien et l'installation de professionnels.

Par ailleurs, l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie (URCAM) gère le Fonds d'Aide à la Qualité des Soins en Ville (FAQSV), créé en 1999 et alimenté par l'assurance maladie. Ils visent à aider les professionnels de la santé exerçant en ville à titre libéral ou en centre de santé, dans leurs dépenses de fonctionnement, d'équipement, d'étude ou de recherche. Cependant, ces aides prennent fin en 2006.

Mais l'URCAM envisage à moyen terme d'élargir les aides qu'elle propose déjà lors de l'installation de médecins généralistes à d'autres professionnels de la santé des domaines médicaux et paramédicaux. Elle projette également d'attribuer des aides financières à la réalisation de Maisons médicales.

Dans tous les cas, l'URCAM sera un partenaire incontournable pour la mise en place de projets liés au domaine médical. Les collectivités devront donc se tenir informées de l'ensemble des aides que cette structure fournit et des expériences qu'elle souhaite mettre en place.

En outre, il semble important pour ce territoire peu attractif, de mener des actions en vue d'attirer de jeunes praticiens. Pour ce faire, la loi relative au développement des territoires ruraux prévoit que les collectivités locales et leur groupement puissent accorder des indemnités de logements et de déplacements aux étudiants de troisième cycle de médecine générale lorsqu'ils effectuent leurs stages dans des zones déficitaires, ce stage pouvant se solder par un accord entre l'étudiant et la collectivité pour qu'il s'installe au moins 5 ans sur le territoire. Pour faciliter ces démarches, des partenariats peuvent être passés avec les facultés de médecine de Reims et Nancy.

Conclusion

Face à la sous-médicalisation généralisée du territoire et l'âge avancé des professionnels de la santé, le Pays Nord Haut-Marnais doit encourager les acteurs du territoire à améliorer les conditions d'exercices des médecins et des auxiliaires médicaux.

Les outils existants sont multiples et se complètent, qu'il s'agisse d'aide à l'investissement, d'exonérations fiscales ou de Maisons de la Santé Pluridisciplinaires.

Les collectivités doivent traiter ce thème de manière prioritaire, l'accès aux soins étant un facteur déterminant de la qualité du cadre de vie et du maintien de la population sur le territoire.

CONCLUSION

Les services aux publics ont pour rôle de répondre aux besoins primordiaux des personnes. Ils doivent être adaptés aux attentes des habitants et évoluer en fonction des mutations sociales et technologiques de la société.

Proposer une offre de services de qualité est primordial, tant pour les habitants que pour les entreprises. Les caractéristiques démographiques rendent son maintien parfois difficile dans les zones les plus fragiles, justifiant dès lors l'intervention des collectivités.

C'est pourquoi le Pays Nord Haut-Marnais, en allant dans le sens des politiques publiques actuellement définies par le législateur, a souhaité mener une réflexion sur les services aux publics.

Le diagnostic réalisé dans un premier temps nous a permis de dégager sept orientations de travail qui ont constitué la trame de nos propositions.

Notre réflexion sur l'offre de services du Pays et les moyens de l'améliorer s'est inspirée d'outils existants et éprouvés, mais aussi d'autres plus originaux.

Par thème, diverses solutions ont été proposées, allant de la création de structures lorsque le service est peu présent, jusqu'au regroupement des prestataires quand l'offre est suffisante mais peu coordonnée. Cependant, au regard de la situation, certains sujets tels que les transports ou l'activité médicale, semblent devoir être traités prioritairement.

Si ces propositions sont jugées pertinentes par les acteurs du territoire, celles-ci pourront intégrer le futur contrat de Pays qui doit être signé en 2007. Avant leur réalisation, des études de faisabilité plus poussées devront être menées, pour en assurer la réussite. En outre, il est envisageable, dans un premier temps, de mettre en place certains outils sur une portion volontaire de territoire, pour l'élargir ensuite à l'ensemble du Pays Nord Haut-Marnais si l'expérience s'avère concluante.

Quoi qu'il en soit, l'amélioration et l'adaptation de l'offre de services sont des conditions sine qua none pour relever les défis démographiques et sociaux du territoire. Elles doivent constituer l'une des préoccupations majeures des acteurs nord haut-marnais, s'ils veulent maintenir, voire attirer de nouvelles populations.

BIBLIOGRAPHIE

Références et Ouvrages généraux relatifs aux services aux publics

Jean-Alain MARIOTTI, Aménagement du territoire, services publics et services au public, Avis et rapport du Conseil Economique et Social, Les éditions des Journaux Officiels, 2006.

Etudes

Etude sur les services à la demande et transports innovants en milieu rural : de l'inventaire à la valorisation des expériences, réalisée par ADETEC pour la DATAR, l'ADEME et la direction des transports terrestres du ministère de l'Equipeement, 2004.

Diagnostic préalable à une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, Wassy, ARIM Lorraine, février 2004.

Documents officiels

Rapport d'Activité ORAC du Pays Nord Haut-Marnais, Année 2 Tranche 1, Avril 2004-Mars 2005, ORAC, mars 2005.

Bilan Intermédiaire de la Tranche 1 de l'Opération Urbaine de Wassy, Alexandra COFFRE - Mairie de Wassy, 26 avril 2004 - 31 mars 2005.

L'élaboration d'un projet de maison de la santé pluridisciplinaire de la Communauté de Communes du Carrefour des quatre Provinces (23), Mairie-conseils, 07/02/2006.

Quelle offre de soins en milieu rural pour demain ?, MSA, Petit déjeuner de presse du 28/09/2005.

Revue, brochures et périodiques

Collectivités locales, dynamiser le marché du travail et de l'emploi, Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, novembre 2005.

Articles de presse

Revitaliser le commerce de proximité, La Gazette des Communes, 25/07/2005.

Références Internet

Site de la Chambre du Commerce et de l'Industrie : www.haute-marne.cci.fr

Site du Pays Haut Anjou Segréen : www.payshautanjousegreen.fr/cyberbus/index1.htm

Site des expériences intercommunales : www.experiences-intercommunales.net/59U.htm

TABLE DES FIGURES

Table des Schémas

Schéma 1 : Proposition d'organisation des cantines scolaires	7
Schéma 2 : Exemple d'organisation du réseau de lecture publique entre deux communautés de communes	11
Schéma 3 : Proposition de mise en place d'un système de covoiturage	16
Schéma 4 : Proposition de mise en place d'un Transport à la Demande	17
Schéma 5 : Proposition de mise en place d'un Transport à la Demande Souple	18
Schéma 6 : Proposition de structuration de la Maison de l'Emploi	30
Schéma 7 : Schéma d'organisation des Centres Intercommunaux d'Action Sociale	34

Tables des Cartes

Carte 1 : Les bassins de vie du Pays Nord Haut-Marnais	3
Carte 2 : Développement du système de restauration scolaire en fonction des communautés de communes	8
Carte 3 : Proposition d'organisation de la Maison de l'Emploi	31
Carte 4 : Moyen de transport utilisé pour les trajets domicile-travail par les Nord Haut-Marnais	40

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Photo 1 :	Le Centre de Loisirs Sans Hébergement de Brousseval	9
Photo 2 :	Un bibliobus du réseau de la MDHM (<i>source : www.haute-marne.fr</i>)	10
Photo 3 :	Le cyberbus du Pays Haut Anjou Segréen (<i>source : www.payshautsegreen.fr</i>)	19
Photo 4 :	La bijouterie l'Ecrin à Wassy a obtenu le label Qualité	24
Photo 5 :	Des logements vacants présents sur le territoire. Ici un exemple à Wassy	25
Photo 6 :	La borne CAF de Saint-Dizier	35
Photo 7 :	Une maison médicale est en construction à Eurville-Bienville	41
Photo 8 :	L'installation de médecins et auxiliaires médicaux représentent un atout pour les hôpitaux locaux. Ici, celui de Wassy	42

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE 2

INTRODUCTION 3

Thème 1 : S'ouvrir aux autres, s'ouvrir au monde 5

I. Développer le système de restauration scolaire 6

II. Améliorer l'organisation des Centres de Loisirs Sans Hébergement 9

III. Une Halte-garderie itinérante 10

IV. Développer le réseau des points de lecture 10

Conclusion 12

Thème 2 : Etre en lien, communiquer 13

I. Améliorer l'offre de transport existante 14

A) Les outils disponibles 14

1. Covoiturage 14

2. Le transport à la demande 14

B) Les applications possibles au niveau du Pays 15

1. Le covoiturage 15

2. Le Transport à la Demande (TAD) 16

3. Un système de TAD souple : compromis entre le covoiturage et le TAD classique 17

II. Mise en place d'un Cyberbus 19

A) Offrir l'accès à Internet et ses services à tous 19

B) Les exemples déjà mis en place en France 19

C) L'application au niveau du Pays 20

Conclusion 21

Thème 3 : Disposer des services de proximité 22

I. L'Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce 23

II. La Démarche Qualité 24

III. L'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat 25

IV. Les autres pistes envisageables 26

Conclusion 26

Thème 4 : Etre Accompagné, Soutenu 27

I. Renforcer la concertation et améliorer la coordination 28

- A) Les Maisons de l'Emploi 28
- B) La mise en place d'une Maison de l'Emploi au niveau du Pays 29
 - 1. Une Maison de l'emploi " réelle " 29
 - 2. Une Maison de l'emploi " virtuelle " 30

II. Renforcer l'offre existante et la rendre plus accessible 32

Les Points d'Accès à la Téléformation 32

III. Vers une réorganisation des services sociaux 33

- A) Optimiser le rôle des Centres Communaux d'Action Sociale 33
- B) Améliorer la lisibilité d'action des organismes sociaux 34
- C) S'appuyer sur les secrétariats de mairies 35

Conclusion 36

Thème 5 : Accéder aux soins 37

I. Favoriser la venue et le maintien des professionnels de santé 38

- A) Les outils existants 38
 - 1. Les mesures législatives 38
 - 2. Les autres mesures 39

B) Définition des Maisons Médicales 39

II. La création de Maisons Médicales sur le Pays 40

A) Favoriser l'accès aux soins pour les habitants des zones sous médicalisées et améliorer les conditions d'exercice des professionnels de la santé 40

B) S'appuyer sur les outils d'aide à l'installation proposés par les lois existantes 42

Conclusion 43

CONCLUSION 44

BIBLIOGRAPHIE 45

TABLE DES FIGURES 46

TABLE DES PHOTOGRAPHIES 47

TABLE DES MATIERES 48

ANNEXES 50

ANNEXES

Annexe 1 : La liste des contacts	51
Annexe 2 : La Charte de Développement du Pays Nord Haut-Marnais, septembre 2003	52

ANNEXE 1

Nom	Organisme	Contacts
Mme LANDREAT	Agent de développement - Communauté de communes de la Vallée de la Marne	03 25 05 81 00
Communauté de Communes du Causse Nord Ouest du Tarn	Centre de Fontbonne	05 63 33 10 85 fontbonne2@wanadoo.fr
Comité d'expansion	Pays Haut Anjou Segréen	02 41 92 24 94 www.payshautanjousegreen.fr
Mme AUBERT	Conseillère Technique Temps libre à la CAF	03 25 56 67 97
M. KOZAKOVICH	Responsable du service des prestations à la CAF	03 25 30 80 91
Sylviane BARRAND	Directrice de la Médiathèque Départementale de Haute-Marne	03 25 03 29 19 sylviane.barrand@haute- marne.fr
Christelle CHAPELLE	Chef de projet - Pays de Langres	03 25 88 04 04
Alexandra COFFRE	Chargée de mission - Mairie de Wassy	03 25 55 32 60 fisacwassy.coffre@wanadoo.fr

Hommes, Territoire et Projets



AINGOULAINCOURT, ALLICHAMPS, AMBONVILLE, ANGLUS, ANNONVILLE, ARNANCOURT, ATTANCOURT, AUTIGNY le GRAND, AUTIGNY le PETIT, AVRAINVILLE, BAILLY aux FORGES, BAUDRECOURT, BAYARD sur MARNE, BETTANCOURT la FERREE, BETTONCOURT le HAUT, BEURVILLE, BLECOURT, BLUMERAY, BOUZANCOURT, BRACHAY, BRAUCOURT, BRESSONCOURT, BREUIL sur MARNE, BROUSSEVAL, BROUTHIERES, CEFONDS, CHAMOUILLEY, CHANCENAY, CHARMES en l'ANGLE, CHARMES la GRANDE, CHATONRUPT, CHEVILLON, CIREY sur BLAISE, CIRFONTAINES en ORNOIS, COURCELLES sur BLAISE, CUREL, DOMBLAIN, DOMMARTIN le FRANC, DOMMARTIN le SAINT PERE, DOMREMY-LANDEVILLE, DONJEUX, DOULEVANT le CHÂTEAU, DOULEVANT le PETIT, DROYES, ECHE-NAY, ECLARON, EFFINCOURT, EPIZON, EURVILLE BIENVILLE, FAYS, FERRIERES et la FOLIE, FLAMMERCOURT, FLORNOY, FONTAINES sur MARNE, FRAMPAS, FRONVILLE, GERMAY, GERMISAY, GILLAUME, GOURZON, GUDMONT-VILLIERS, GUINDRECOURT aux ORMES, HALLIGNICOURT, HARMEVILLE, HUMBECOURT, JOINVILLE, LANDEVILLE, LANEUVILLE à REMY, LANEUVILLE au PONT, LANEUVILLE aux BOIS, LESCHE-

Pays nord haut marnais

Proposition de Charte de développement

RES sur le BLAISERON, LEZEVILLE, LONGEVILLE sur la LAINES, LOUVE-MONT, LOUZE, MACONCOURT, MAGNEUX, MAIZIERES les JOINVILLE, MATHONS, MERTRUD, MOESLAINS, MONTIER en DER, MONTREUIL sur BLAISE, MONTREUIL sur THONNANCE, MORANCOURT, MUSSEY sur MARNE, NARCY, NOMEYCOURT, NONCOURT sur le RONGEANT, NULLY-TREMILLY, OSNE le VAL, PANCEY, PAROY sur SAULX, PAUTAINES AUGEVILLE, PERTHES, PLANRUPT, POISSONS, PREZ sur MARNE, PUELLEMON-TIER, RACHECOURT sur MARNE, RACHECOURT SUZEMONT, ROBERT MAGNY, ROCHES sur MARNE, ROUVROY sur MARNE, ROZIERES, RUPT, SAILLY, SAINT-DIZIER, SAINTE-LIVIERE, SAUDRON, SAUVAGE MAGNY, SOMMANCOURT, SOMMER-MONT, SOMMEVILLE, SOMMEVOIRE, SOULAINCOURT, St URBAIN MACONCOURT, SUZANNECOURT, THILLEUX, THONNANCE les JOINVILLE, THONNANCE les MOULINS, TREMILLY, TROISFONTAINES la VILLE, VALCOURT, VALLEREST, VAUX sous St URBAIN, VAUX sur BLAISE, VECQUEVILLE, VILLE en BLAISOIS, VILLIERS aux BOIS, VILLIERS aux CHENES, VILLIERS en LIEU, VILLIERS sur MARNE, VOILLECOMTE, WASSY...



Septembre 2003

Aux acteurs du Pays nord haut marnais

Depuis, maintenant plus de neuf mois, nous, élus et acteurs de la société civile, avons participé aux travaux d'élaboration du plan de développement de notre bassin de vie : le Territoire nord haut marnais.

Après avoir réalisé ensemble un état des lieux, partagé les enjeux locaux, imaginé des scénarios, défini collégialement les axes de développement, nous vous présentons aujourd'hui le projet de développement .

QUELLE EST L'AMBITION POUR NOTRE PAYS ?

Les acteurs du Pays se fixent **un double objectif** :

- **Faire des Hommes du territoire les Acteurs de leur développement**, en assurant leur épanouissement à travers la prise en compte de l'ensemble des facteurs qui conditionnent la qualité de vie et l'emploi.
- **Réussir le renouvellement de l'activité économique sur un territoire désenclavé** pour répondre aux enjeux de reconversion et d'attractivité auxquels est confronté aujourd'hui le territoire.

POUR QUELS RÉSULTATS ?

Les résultats attendus, à l'issue de cette décennie, sont :

1. le maintien et le développement des industries existantes
2. l'implantation et le développement d'activités à forte valeur ajoutée sur des niches de marché,
3. l'émergence de nouvelles compétences et de marchés locaux à partir des ressources du territoire notamment naturelles et agricoles,
4. le développement d'une activité touristique et culturelle économiquement reconnue et construite de manière cohérente sur l'ensemble du territoire.

COMMENT ORIENTER NOTRE ACTION ?

Pour atteindre ces résultats, les acteurs ont souhaité **concentrer leurs actions dans les trois directions suivantes** :

Axe 1 - Renforcer l'attractivité, l'équilibre et le maillage du Pays

Faisons du Pays nord haut marnais un territoire attractif, vivant et solidaire

Axe 2 - Stimuler l'initiative, la formation et la poly-compétence

Devenons les acteurs de notre développement

Axe 3 - Créer des activités économiques performantes

Illustrons-nous dans des domaines d'excellence et d'innovation

La **Charte du Pays nord haut marnais**, qui vous est présentée ci-après, **formalise ces trois directions et précise les grandes orientations à suivre sur les dix prochaines années.**

L'action du Pays se situe résolument dans un **contexte d'ouverture et de plus grand rayonnement du territoire** destiné à valoriser une situation géographique qui le place au cœur du Grand Est. Ainsi, le territoire souhaite se positionner comme un partenaire des territoires voisins.

Laurent Gouverneur
Communauté de communes du Val de Blaise

Daniel Jacomme
Communauté de communes de Marne Rognon

Gilles Lavocat
Communauté de communes de Val du Rongean

Jean-Marc Fèvre
Communauté de communes de la région de Doulevant le Château

Michel Bozek
Communauté de communes de la Vallée de la Marne

Jean-Jacques Bayer
Communauté de communes du Pays du Der

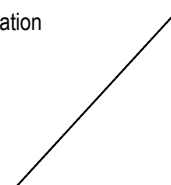
François Cornut-Gentille
Communauté de communes de Saint Dizier, Der et Perthois

Jacky Boussel
Communauté de communes des deux vallées

Philippe Bossois
Conseiller général

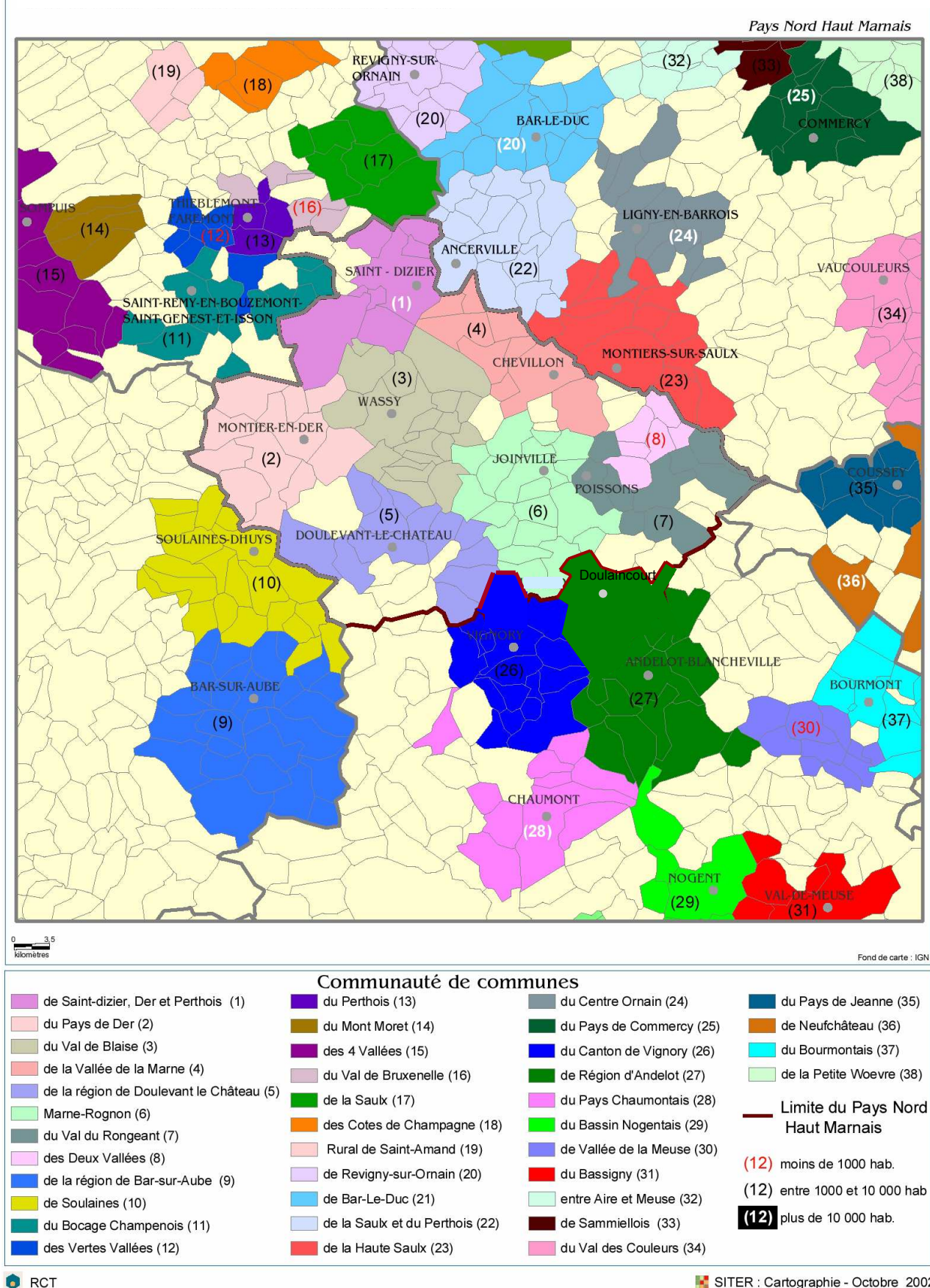
Thierry Delong
Conseiller général

Les membres du bureau de l'Association de Préfiguration



Pays nord haut marnais

- 78 808 habitants
- 109 communes
- 8 Communautés de communes (voir carte ci-dessous)



Sommaire

1	Axe 1 : Renforcer l'attractivité, l'équilibre et le maillage du Pays	6
1.1	Valoriser le positionnement stratégique du Territoire dans le Grand Est	7
1.2	Offrir un cadre de vie attractif	8
1.2.1	Renforcer les pôles structurants du territoire	8
1.2.2	Garantir l'accessibilité des services et commerces pour l'ensemble du territoire	9
1.2.3	Soutenir l'offre culturelle, sportive et de loisirs et sa diffusion sur l'ensemble du Pays	9
1.3	Faciliter l'accueil sur le Pays Nord Haut Marnais	10
1.3.1	Organiser l'accueil d'activités sur l'ensemble du Pays	10
1.3.2	Développer une offre de logements diversifiée dans un environnement de qualité	10
2	Axe 2 : Stimuler l'initiative, la formation et la poly-compétence	12
2.1	Inciter les Hommes à agir et innover dans l'activité sociale, économique, culturelle du Pays nord haut marnais 13	
2.1.1	Eveiller et motiver	13
2.1.2	Former les acteurs	13
2.1.3	Accompagner les acteurs	13
2.2	Expérimenter de nouvelles pratiques de gestion des ressources humaines	14
2.2.1	Développer et diffuser de nouveaux outils de gestion des ressources humaines	14
2.2.2	Anticiper les besoins en emplois et compétences à l'échelle du territoire	14
2.2.3	Développer la mutualisation des compétences	14
2.3	Favoriser l'adaptation des compétences pour mieux répondre aux besoins des salariés et des entreprises	15
2.3.1	Développer une formation adaptée aux besoins des entreprises et aux aspirations des Hommes du Territoire	15
2.3.2	Accompagner globalement les publics sans emploi	15
2.3.3	Renforcer l'attractivité des différents métiers présents et à venir	15
3	Axe 3 : Créer des activités économiques performantes	16
3.1	Favoriser l'initiative économique sur l'ensemble du territoire	17
3.1.1	Offrir un accompagnement de qualité pour les projets dans le domaine économique	17
3.1.2	Lancer des opérations pilotes pour faciliter la reprise et la création d'entreprises sur l'ensemble du territoire	18
3.1.3	Aider au maintien d'une activité agricole performante et diversifiée	18
3.2	Développer et valoriser des filières identifiantes sur le nord haut marnais	19
3.2.1	Promouvoir un pôle de compétences lié à l'aménagement urbain et aux savoir-faire industriels traditionnels	19
3.2.2	Développer un pôle d'excellence autour des traitements de l'image et des technologies nouvelles	19
3.2.3	Optimiser les retombées économiques liées au pôle scientifique et de recherche de Bure/Saudron	19
3.2.4	Valoriser la « ressource bois » du Pays	19
3.3	Développer l'économie touristique	20
3.3.1	Mettre en œuvre un plan marketing et commercial concerté	20
3.3.2	Construire une offre touristique innovante	21
3.3.3	Promouvoir et vendre l'offre touristique du Pays nord haut marnais	21
3.4	Développer l'image économique du Pays Nord Haut Marnais	22
3.4.1	Créer une nouvelle image économique du pôle de Saint-Dizier	22
3.4.2	Renforcer la notoriété du Pôle de Saint-Dizier	22
3.4.3	Promouvoir les acteurs économiques et les pôles d'excellence du territoire	22
4	Organisation générale du Pays	23



Axe 1 : Renforcer l'attractivité, l'équilibre et le maillage du Pays

Les acteurs du Pays nord haut marnais veulent aujourd'hui rééquilibrer leur territoire et améliorer son attractivité résidentielle et économique. Pour ce faire, il souhaite s'organiser autour de pôles structurants : le pôle urbain de Saint -Dizier et les trois pôles secondaires existants, que sont Joinville, Montier-en-Der et Wassy. Disposant d'un panel conséquent de services et de commerces, ces pôles doivent devenir le support privilégié du développement des commerces de proximité et des services itinérants pour les villages appartenant à leur zone d'influence.

Une plus grande attractivité du territoire passera donc par le renforcement des services et commerces mais aussi par l'amélioration de l'offre de logements grâce à la réhabilitation du patrimoine bâti dans le respect de l'architecture locale. L'offre culturelle, sportive et de loisirs devra également être diversifiée et sa diffusion facilitée sur l'ensemble du territoire.

L'attractivité de la zone rurale sera également liée au développement d'activités économiques dont les conditions d'accueil devront être améliorées.

Ce premier axe stratégique vise à **faire du Pays un territoire attractif**, par l'amélioration de ses conditions de desserte, **vivant et solidaire** dans la gestion concertée des facteurs qui contribuent à la qualité des conditions de vie sur le territoire. Il est ainsi structuré en trois grandes orientations qui sont les suivantes :

1. Valoriser le positionnement géographique stratégique,
2. Offrir un cadre de vie attractif ,
3. Faciliter l'accueil sur le Pays nord haut marnais.

**Faisons de
notre Pays
un territoire
vivant
et solidaire**

La qualité actuelle de la desserte du territoire a été identifiée comme un frein important à son développement et ce, malgré une localisation relativement stratégique au cœur du Grand Est.

La valorisation de cette situation géographique passe par l'amélioration de la desserte et de l'accessibilité de Saint-Dizier dont le rayonnement est nécessaire pour assurer celui du Pays.

Aussi les acteurs du Pays se mobilisent pour **l'amélioration de l'ensemble des moyens de communication** lui permettant de se positionner dans l'espace Grand Est, d'être relié à l'Europe et d'être une destination facile au départ de la région parisienne.

Dans cet esprit, les acteurs du Pays engageront des actions de lobbying et seront force de proposition pour ce qui concerne :

- les dessertes routières N4, N67 et D384/D400, confortant son rôle interrégional et valorisant sa position de carrefour entre deux axes stratégiques est/ouest (Paris-Strasbourg) et nord/sud (Benelux-axe rhodanien),
- les dessertes ferroviaires et notamment l'accès au TGV Est, permettant de conforter sa place au sein de la région, de rapprocher le territoire de



la capitale et de le relier directement à des villes européennes,

- les technologies de l'information et de la communication (couverture du territoire par la téléphonie mobile et les réseaux haut débit).

Le renforcement de l'accessibilité devra pouvoir bénéficier à l'ensemble du territoire. Aussi les acteurs du territoire seront attentifs et forces de proposition afin que l'amélioration des dessertes locales puisse être poursuivie (desserte routière et ferroviaire).



1.2 - Offrir un cadre de vie attractif

L'objectif des acteurs du Pays est, ici, d'inverser la spirale du déclin démographique. Pour ce faire, ils souhaitent s'organiser autour de pôles secondaires forts ayant un rôle structurant grâce à l'amélioration de l'offre de services qu'ils proposent et à leur plus grande accessibilité.

Par ailleurs, le développement des activités culturelles et de loisirs pour lesquelles la demande des ruraux est de plus en plus forte se fera de manière concertée sur l'ensemble du Territoire, illustrant la volonté des acteurs de faciliter les relations ville - campagne.



Marché
Pays du Der (Montier en Der)

1.2.1 - RENFORCER LES PÔLES STRUCTURANTS DU TERRITOIRE

Dans un souci d'équilibre, les différents pôles du territoire doivent pouvoir jouer pleinement leur rôle et mettre à la disposition des habitants l'ensemble des services quelle que soit leur nature. Le Pays pourra ainsi s'organiser autour de véritables bassins de vie aptes à améliorer les conditions de vie sur l'ensemble du territoire.

Le Pays est une échelle pertinente pour la réflexion collective sur l'organisation des services.

1211 - Organisation des services publics

Les acteurs du Pays seront force de proposition et engageront les démarches de réflexion nécessaires à une meilleure organisation des services publics sur le territoire. Cette réflexion permettra l'affirmation des vocations des différents pôles secondaires tels Joinville, Montier-en-Der et Wassy et des pôles intermédiaires tels Doulevant le Château, Poissons ou Chevillon.



1212 - Amélioration de l'offre commerciale

L'importance de l'offre commerciale dans l'attractivité des pôles incitera les acteurs à réfléchir ensemble aux actions à mener pour soutenir ces activités face à la concurrence croissante des grands centres commerciaux proches. Il pourra s'agir par exemple de favoriser le développement de commerces offrant des services différents comme les commerces multiservices ou les artisans commerçants.

1213 - Soutien aux services à la personne

Les pôles secondaires sont également l'espace idéal pour le développement et le soutien aux services à la personne, qui apparaissent aujourd'hui insuffisants. Le Pays soutiendra la réflexion sur les expérimentations de nouvelles formes de services à destination de la petite enfance et dans le domaine des services aux personnes âgées particulièrement nombreuses sur le territoire (structures d'accueil, animations notamment).

1214 - Développer les ressources financières et optimiser les dépenses des collectivités locales

Soucieux de conforter les ressources propres des collectivités locales, les acteurs du Pays soutiendront ces dernières dans le montage de projets ayant un impact significatif sur leurs ressources financières et l'optimisation de leurs dépenses.

A titre d'exemples, les acteurs du Pays pourront favoriser l'émergence et le développement d'activités économiques exploitées par les collectivités locales comme la production d'énergie.

1.2.2 - GARANTIR L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES ET COMMERCES POUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

1221 - Améliorer la diffusion des services en zone rurale

Il pourra s'agir pour les acteurs du Pays de faciliter la diffusion en zone rurale des activités de service et de commerce par l'incitation et le soutien à la réalisation des « tournées » (marchés, services et commerces ambulants).



1222 - Faciliter les déplacements sur le territoire

Par ailleurs, les acteurs du Pays pourront également soutenir l'expérimentation de nouvelles formes de transport : système de covoiturage, transport à la demande, ...etc.



Au delà de la présence des services et commerces dans les bourgs centres et compte tenu de la dispersion des habitants sur le Pays, il est essentiel de faciliter l'accessibilité à l'ensemble de ces services.

1223 - Faciliter le développement de l'usage des Technologies de l'Information, de la Communication et de la Connaissance (TICC)

Pour l'ensemble des démarches administratives, les acteurs du Pays nord haut marnais pourront initier le développement de l'utilisation des TICC.

ex : sensibilisation, formation, développement de sites portails d'intérêts collectifs, équipement (bornes, visio-guides, visioconférence, ...), ...etc.

1.2.3 - SOUTENIR L'OFFRE CULTURELLE, SPORTIVE ET DE LOISIRS SUR L'ENSEMBLE DU PAYS

Pour assurer aux habitants, quel que soit leur lieu de résidence, l'accès à la culture, aux loisirs, aux pratiques sportives ou artistiques, le territoire facilitera la mise en œuvre d'une politique globale visant essentiellement :

- à faciliter le **rapprochement des acteurs**, développer la concertation dans la programmation et soutenir la « circulation » des spectacles et animations,



- à assurer la **diffusion de l'information**,
- à **mutualiser certaines ressources** matérielles (essentiellement des équipements) et humaines (des animateurs),



dans le cadre d'un schéma d'aménagement global à l'échelle du Pays,

- à **optimiser l'utilisation des équipements** et soutenir les projets de mise aux normes et d'amélioration de certains d'entre eux,
- à développer de **nouveaux équipements** socioculturels et sportifs.



1.3 - Faciliter l'accueil sur le Pays Nord Haut Marnais

1.3.1 - ORGANISER L'ACCUEIL D'ACTIVITÉS SUR L'ENSEMBLE DU PAYS

Pour enrayer le déclin démographique dont ils font l'objet, les acteurs du Pays nord haut marnais ont décidé de se donner les moyens d'accueillir de nouvelles activités et de nouveaux habitants avec le souci permanent d'une bonne répartition des activités de manière à promouvoir un plus grand équilibre au sein du territoire.

Afin d'être en mesure d'accueillir des entreprises industrielles, artisanales et tertiaires, le Pays devra disposer des infrastructures adéquates :

- Il animera la réflexion nécessaire à la définition et au soutien d'une stratégie d'équipements en terme d'infrastructures notamment communication haut débit et de couverture en téléphonie mobile,
- Il facilitera le développement de zones d'activités en conformité avec les vocations des différentes zones du territoire définies dans un schéma d'aménagement à l'échelle du Territoire.

Ex : accueil de PME-PMI sous traitantes avec le développement de l'immobilier d'entreprises, accueil d'entreprises artisanales, développement d'activités exclusivement touristiques...etc.



L'élaboration de ce schéma sera l'occasion d'un partenariat entre les différentes collectivités locales, la Chambre de Commerce et d'Industrie et Cap Développement.

1.3.2 - DÉVELOPPER UNE OFFRE DE LOGEMENTS DIVERSIFIÉE DANS UN ENVIRONNEMENT DE QUALITÉ

La qualité des conditions de logement et du cadre de vie est essentielle dans le choix d'un lieu de résidence.

Aussi, les acteurs du Pays souhaitent miser sur ces deux aspects pour parfaire son attractivité résidentielle.

Au delà de la nécessaire amélioration de l'offre de logements, le Pays souhaite aussi que le cadre architectural et naturel des communes soit, par sa qualité, un élément fort d'attractivité et de bien-être de ses habitants.



1321 - Améliorer l'offre de logements

Pour accroître **l'offre de logements** aujourd'hui très limitée, les acteurs du Pays souhaitent soutenir la réhabilitation et la mise sur le marché des nombreux logements vacants existants sur le territoire.

Au delà du recensement de ces logements, le Pays aura à innover en imaginant un dispositif facilitant leur mise à disposition. Dans cet esprit, le Pays souhaite avoir une démarche globale et partenariale pour tenter de résoudre les problèmes de logement sur le territoire.

Ex : Sensibilisation, communication auprès des propriétaires, mise en œuvre des programmes de réhabilitation (OPAH), dispositif facilitant les démarches, suivi de l'offre de logements, mise en réseau des acteurs facilitant le rapprochement de l'offre et de la demande ...etc.



1322 - Poursuivre l'amélioration du cadre architectural des communes du pays



La réhabilitation du patrimoine bâti est déjà bien engagée et des opérations d'embellissement des villages sont menées sur l'ensemble du territoire.

Les acteurs du Pays soutiendront la poursuite de ces interventions, jugées essentielles, et veilleront à la fois à leur cohérence, au respect du cadre architectural traditionnel et à la valorisation des savoir-faire locaux.

À l'exemple de Chevillon, Louvemont, Montier en Der, Montreuil sur Blaise, Poissons, Rouvroy sur Marne ...

1322 - Préserver l'environnement et le cadre paysager

La qualité des paysages et de l'environnement compte aujourd'hui beaucoup dans le choix d'un lieu de résidence. Le Pays, qui dispose de paysages et d'un environnement naturel relativement bien préservés, souhaite pouvoir en faire un élément d'attractivité.

Les acteurs du Pays seront donc amenés à réfléchir ensemble aux conditions de préservation et de valorisation de leur environnement naturel et travailleront, notamment sur :

- Les milieux naturels spécifiques et les espaces d'intérêt paysager

Ex : mise en valeur en concertation avec les acteurs agricoles

- Les ressources en eau souterraine et de surface (identification et traitement des points noirs, mise en valeur des milieux aquatiques, ... etc.





Axe 2 : Stimuler l'initiative, la formation et la poly-compétence

Conscient que le développement du Territoire ne peut se faire que par les Hommes qui y vivent, les acteurs du Pays s'engagent dans une démarche globale et ambitieuse d'implication, de stimulation et de valorisation de ses habitants.

La démarche « Pays », mobilisant les élus et les acteurs socio-économiques, pour élaborer cette Charte, a été la première marche prouvant qu'un certain nombre de citoyens, organisés au sein du Conseil de Développement, pouvaient devenir acteurs du développement de notre Territoire.

Fort de cette première expérience réussie, les acteurs du Pays s'engagent à la démultiplier, en stimulant les initiatives et en développant les capacités de ses Hommes à être entrepreneurs.

Attitude vitale pour un Territoire, cette capacité à se mobiliser et se projeter est primordiale dans l'activité économique. Dès lors, les acteurs du Pays accompagneront les forces vives dans leur projet

professionnel et de qualification, contribuant aussi à pallier les difficultés persistantes de recrutement des entreprises haut marnaises.

Les actions engagées sur cet axe participeront à terme à « réconcilier » les habitants avec leur Territoire, pour qu'ils en soient de véritables ambassadeurs et participent ainsi au plus grand rayonnement attendu du Pays nord haut marnais.

Afin d'atteindre l'objectif « **stimuler l'initiative, la formation et la poly-compétence** », le Pays retient trois orientations principales :

1. Inciter les Hommes à agir et innover dans l'activité nord haut marnaise (sportive, sociale, économique...),
2. Favoriser l'adaptation des compétences pour mieux répondre aux besoins des salariés et des entreprises,
3. Expérimenter de nouvelles pratiques de gestion des ressources humaines.

**Devenons
les acteurs
de notre
développement**

2.1 - Inciter les Hommes à agir et à innover dans l'activité sociale, économique, culturelle du Pays nord haut marnais

L'objectif du Pays dans ce cadre est de pallier le faible niveau de création d'activités qui caractérise le territoire en développant les **capacités à être « entrepreneurs »** de ses habitants.

L'activité est entendue au sens large et concernera tous les domaines : le domaine économique, dans une perspective de création d'emplois, mais aussi le domaine social, la culture et l'animation en général.



2.1.1 - EVEILLER ET MOTIVER

Pour inciter à la prise d'initiatives, quelle que soit leur nature, le Pays souhaite pouvoir aider les habitants en leur facilitant l'accès à l'information d'une part et en mettant en place un dispositif de stimulation d'autre part.

Les interventions imaginées dans ce cadre sont ainsi :

- la mise en place d'un **centre de ressources** mettant à disposition de tous des exemples de projets réussis en France ou à l'étranger et réunissant l'ensemble des données nécessaires au montage de ces projets.
- l'organisation de concours annuels type **bourse aux projets**



2.1.2 - FORMER LES ACTEURS

L'ambition du Pays est véritablement de développer la capacité des nord haut marnais à être entrepreneurs et à se projeter dans l'avenir. Les formations adaptées sont de plusieurs natures :

- des formations à la conduite de projets à destination des futurs entrepreneurs, des agents des collectivités locales,
- des formations sur la culture « projet » à développer

en amont et donc en partenariat avec l'Education Nationale, pour préparer les générations futures,

- des formations pour un accompagnement pertinent des porteurs de projet qui pourraient être plus particulièrement destinées aux élus du territoire.

2.1.3 - ACCOMPAGNER LES ACTEURS



Si la sensibilisation et la formation apparaissent essentielles pour inciter les acteurs à « entreprendre », elles peuvent ne pas être suffisantes.

L'ambition du Pays pour réussir « la dynamisation » du territoire se traduit par la volonté de s'engager aux côtés des futurs porteurs de projet. Ainsi, les acteurs du Pays s'attacheront à assurer aux porteurs de projet un transfert de savoir-faire en terme de conduite de projets qui s'appuiera :

- sur un accompagnement individualisé de proximité,
- sur un centre de ressources dédié au montage de projet et à la création d'activités.

2.2 - Expérimenter de nouvelles pratiques de gestion des ressources humaines

L'anticipation des changements économiques peut faciliter le maintien sur le territoire d'un tissu économique dynamique.

C'est dans cet objectif global que le territoire souhaite pouvoir soutenir l'emploi local en favorisant la concertation autour de la question de l'emploi et des compétences.

2.2.1 - DÉVELOPPER ET DIFFUSER DE NOUVEAUX OUTILS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Tenant compte des nouvelles aspirations des salariés et des évolutions dans l'entreprise, certains syndicats professionnels et formateurs ont engagé une refonte de la définition de leur métier (FNBTP, AFPA,...).

Rompant avec les logiques de description des métiers par la seule compilation des tâches à effectuer, les métiers sont décrits en fonction des qualités (capacités et compétences) que chaque salarié doit développer pour occuper une fonction donnée.

L'objectif est de permettre

aux salariés

- de construire un parcours professionnel varié, renforçant leur employabilité.

L'expérimentation d'un métier particulier devant être considérée comme une étape pour acquérir de nouvelles compétences et progresser dans le secteur d'activité.

aux entreprises

- de faciliter le recrutement par l'identification de salariés compétents appartenant à d'autres secteurs d'activités,
- de proposer aux salariés une perspective d'acquisition de nouvelles capacités et compétences valorisables à moyen terme dans l'entreprise ou dans une autre.

Dans le but de renforcer l'attractivité des activités existantes et à venir, et forts des expériences en cours, les acteurs du Pays souhaitent développer et diffuser un nouvel outil de référence des activités par une approche des compétences.

2.2.2 - ANTICIPER LES BESOINS EN EMPLOI ET EN COMPÉTENCE À L'ECHELLE DU TERRITOIRE

Le Pays, par l'animation d'une réflexion collective, souhaite développer une **approche territorialisée de la gestion des emplois et des compétences**, qui devra passer par la sensibilisation des chefs d'entreprise et une approche prospective de l'évolution de certains métiers.

La sensibilisation des entreprises leur permettra d'anticiper et ainsi de faire face aux départs en retraite importants sur les postes de production et d'encadrement.

Dans le souci d'anticiper les difficultés que pourraient rencontrer des salariés menacés dans leur emploi à court ou moyen terme, le Pays souhaite mettre en place une fonction « veille-emploi » dont la forme reste à définir en concertation avec l'ensemble des partenaires institutionnels et

avec les entreprises du territoire.

D'autre part, le territoire devra s'attacher à développer les formations nécessaires pour disposer des nouvelles compétences adaptées aux filières qu'il souhaite développer pour assurer son rayonnement (voir aussi axe 3).

Afin de renforcer les compétences dans les petites structures (entreprises, associations, mais aussi collectivités), les acteurs du Pays souhaitent soutenir les initiatives visant à organiser et à promouvoir la mutualisation des compétences.

2.2.3 - DÉVELOPPER LA MUTUALISATION DES COMPÉTENCES

Afin de renforcer les compétences dans les petites structures (entreprises, associations, collectivités), les acteurs du Pays souhaitent soutenir les initiatives visant à organiser et à promouvoir la mutualisation des compétences.



Employabilité et Parcours professionnel

2.3 - Favoriser l'adaptation des compétences pour mieux répondre aux besoins des salariés et des entreprises

2.3.1 - DÉVELOPPER UNE FORMATION ADAPTÉE AUX BESOINS DES ENTREPRISES ET AUX ASPIRATIONS DES HOMMES DU TERRITOIRE

La nécessaire adaptation des compétences doit remplir deux objectifs :

- répondre à une pénurie de compétences constatée par les entreprises (main d'œuvre qualifiée et main d'œuvre dans des secteurs très spécifiques),
- favoriser l'épanouissement des habitants, en donnant des perspectives d'évolution professionnelle aux acteurs actuellement salariés ou en recherche d'emploi.

Les interventions des acteurs du Pays porteront ainsi sur les publics sans emploi, les actifs salariés et les entreprises.

2311 - Accompagner la mise en place de plans de formation

L'adaptation en interne des compétences peut permettre de répondre en partie aux problèmes de main d'œuvre des entreprises. Aussi, les acteurs du Pays souhaitent voir se développer les formations des salariés au sein des entreprises du territoire. Pour cela, les acteurs du Pays pensent pouvoir intervenir en sensibilisant et en accompagnant les chefs d'entreprise dans l'élaboration et la mise en place de plans de formation pluriannuels.

2312 - Renforcer l'offre de formation via les TICC

Les technologies de l'information et de la communication donnent aujourd'hui les moyens à chaque territoire d'avoir accès à des formations de qualité à distance. Rompant avec l'image d'un territoire sans formation supérieure, les acteurs du Pays souhaitent développer un « campus virtuel » où tout à chacun aura la possibilité de suivre les formations souhaitées, enseignées par un corps professoral de qualité.

Le nécessaire regroupement des étudiants dans un centre localisé au sein du Pays permettra de créer un pôle de recherche à destination des entreprises du Territoire.

2.3.2 - ACCOMPAGNER GLOBALEMENT LES PUBLICS SANS EMPLOI

Le Pays doit faciliter **l'insertion professionnelle des publics sans emploi** en favorisant le rapprochement des services publics de l'emploi et du monde de l'entreprise.

Ex : actions de formation et d'insertion spécifiques, expérimentations en faveur de l'emploi des jeunes et notamment en faveur de celui des femmes, ...etc.

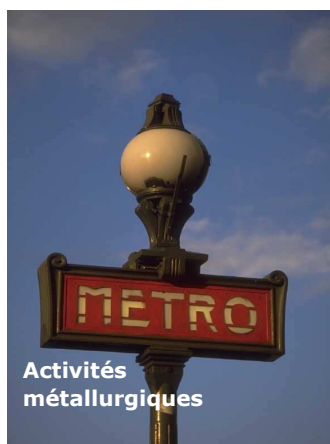
Le rôle du Pays est d'assurer la coordination des acteurs de manière à ce que les publics les plus fragiles, cumulant différents handicaps (formation, logement, santé, endettement, social,...) puissent être pris en charge d'une manière globale et puissent bénéficier d'un accompagnement dans la durée afin d'accroître leurs chances de réinsertion.

2.3.3 - RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DES DIFFÉRENTS MÉTIERS PRÉSENTS ET À VENIR

Les acteurs du Pays s'attacheront à **renforcer l'attractivité des différents métiers** qu'ils soient de nature industrielle, artisanale ou agricole.

Pour pallier la faible connaissance et l'image souvent négative de certains métiers, il pourra par exemple favoriser la concertation et le rapprochement des acteurs pour une meilleure communication et de promouvoir les métiers pourvoyeurs d'emplois sur le territoire.

Le Pays s'attachera à travailler de concert avec le milieu de la formation et notamment l'Éducation Nationale par l'organisation en partenariat d'occasions de rencontres entre les jeunes en formation et les entreprises (ateliers de rencontres, forum emploi, développement du tutorat, de l'apprentissage...).



Axe 3 : Créer des activités économiques performantes

Le Pays nord haut marnais dispose de ressources diversifiées qui aujourd'hui ne sont pas valorisées. Elles peuvent être synthétisées de la manière suivante :

- des savoir-faire industriels spécifiques, qui pourraient servir de base au développement de l'innovation et à la constitution de pôles d'excellence économique,
- le lac du Der, produit d'appel touristique, à partir duquel, le Pays pourrait drainer de nombreux visiteurs sur l'ensemble du territoire et donner un nouvel élan à son activité touristique,
- un pôle urbain, de faible notoriété mais de poids démographique important et concentrant les activités et services.

Les acteurs locaux ont la volonté de s'appuyer sur les ressources propres du Pays afin de **s'illustrer dans des domaines d'excellence et d'innovation pour assurer à la fois le rayonnement du territoire et le développement d'activités économiques performantes.**

Cette volonté s'exprime à travers les quatre orientations suivantes :

1. Favoriser l'initiative économique sur l'ensemble du territoire,
2. Développer et valoriser des filières identifiantes,
3. Développer l'économie touristique,
4. Développer l'image économique du Pays nord haut marnais.

**Illustrons-
nous
dans des
domaines
d'excellence
et
d'innovation**

3.1 - Favoriser l'initiative économique sur l'ensemble du Territoire

3.1.1 - OFFRIR UN ACCOMPAGNEMENT DE QUALITÉ POUR LES PROJETS DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE

Pour dynamiser le tissu économique actuel, les acteurs du Pays se doivent d'assurer les conditions de son maintien et pour faciliter la création d'activités, particulièrement faible sur l'ensemble de la zone rurale, le Pays axera son action dans plusieurs directions :

3111 - Favoriser la coordination des structures de développement

Afin d'offrir un accompagnement de qualité aux porteurs de projet, le Pays pourra favoriser le rapprochement et la coordination des structures de développement existantes sur le territoire par leur mise en réseau avec la formalisation des missions et des objectifs de chaque structure et le développement de compétences collectives.

3112 - Renforcer l'accompagnement des porteurs de projet

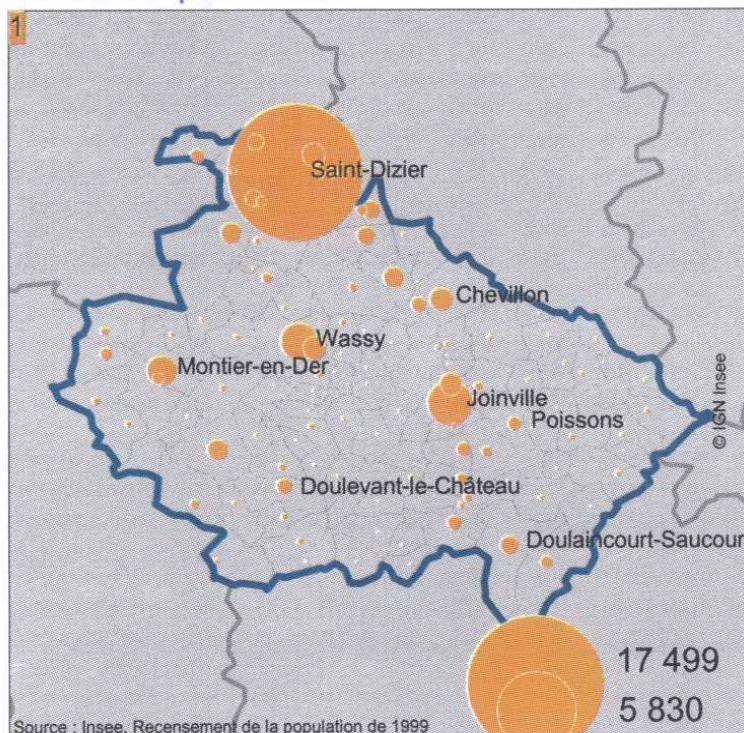
Rompant avec la seule logique d'accueil et d'information, le Pays souhaite pouvoir apporter aux porteurs de projet un service d'accompagnement renforcé.

Ce service pourrait se concrétiser par la mise en place d'une « capacité d'ingénierie unique », regroupant en un même lieu les compétences des différentes structures de développement, et permettant d'assurer un accompagnement personnalisé et un suivi des porteurs de projet sur les cinq premières années d'exercice.



Un Pays vivant est un pays support d'activités diversifiées. Pour pallier le manque d'activités actuel dans la zone rurale et diversifier l'activité économique sur l'ensemble du territoire, les acteurs du Pays décident de s'engager dans une démarche dynamique de soutien aux porteurs de projet économique. Cette démarche doit permettre d'irriguer tout le territoire et ainsi de satisfaire les objectifs d'équilibre recherchés.

Nombre d'emplois en 1999



3113 - Développer la logique de Système Productif Local

Confrontés à des moyens financiers réduits, à un manque de compétences marketing et commerciales, et à une faible culture partenariale, les sous-traitants du Pays nord haut marnais rencontrent d'importantes difficultés à se développer.

Complétant les outils classiques d'accompagnement de projets, les acteurs du Pays veulent innover en développant une démarche « proactive ». Ainsi, afin de pallier les faiblesses de ces entreprises, ils souhaitent faire émerger, à partir des compétences présentes dans les structures de développement, un dispositif qui aura pour objectif d'aller chercher les marchés, d'élaborer l'offre et de coordonner les sous-traitants du Pays nord haut marnais.

Cette démarche, associée aux actions collectives en cours, devrait permettre de structurer à terme un système productif local (travail des métaux, bois, ...).

3.1.2 - LANCER DES OPÉRATIONS PILOTES POUR FACILITER LA REPRISE ET LA CRÉATION D'ENTREPRISES SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Les difficultés importantes auxquelles le territoire est confronté en matière d'installation et de reprise, nécessitent d'expérimenter et de mettre en œuvre des solutions nouvelles :

les acteurs du Pays proposent de soutenir des actions à caractères pilote complétant les dispositifs traditionnels et l'accompagnement proposé par ailleurs.

A titre d'exemple, l'ensemble des partenaires du développement économique pourront se mobiliser afin d'encourager l'émergence et la diffusion de nouvelles formes de financement comme le

développement du capital risque de proximité, l'implication des banques, ...etc.

Par sa connaissance du contexte, des acteurs et des porteurs de projet, le Pays pourra inciter au regroupement d'entreprises et à la mutualisation de certaines ressources humaines.

Pour assurer un accompagnement efficace et le suivi régulier des actions entreprises, le Pays cherchera à se doter d'un observatoire sur le modèle de l'observatoire du commerce et de l'artisanat à l'étude dans le cadre de l'Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce.

3.1.3 - AIDER AU MAINTIEN D'UNE ACTIVITÉ AGRICOLE PERFORMANTE ET DIVERSIFIÉE

L'activité agricole contribue, à de nombreux titres, au maintien d'un territoire rural vivant notamment à travers la présence d'actifs agricoles et l'entretien de l'espace. Les acteurs du Pays, conscients de l'intérêt que représente la présence sur son territoire d'une activité agricole dynamique souhaitent soutenir les acteurs de cette filière dans le maintien d'actifs agricoles et dans leur nécessaire adaptation aux évolutions de la Politique Agricole Commune.

Plusieurs pistes d'intervention pourront être approfondies en collaboration avec les partenaires du développement agricole. L'objectif est d'assurer le maintien d'une activité agricole sur le territoire qui soit performante, diversifiée et respectueuse de l'environnement.



3131 - Favoriser la diversification des produits et des métiers agricoles

La diversification et la multifonctionnalité des agriculteurs contribuent au maintien des exploitations.

Aussi le Pays soutiendra la réflexion collective sur les niches à développer en terme de diversification (chanvre, produits de terroir, produc-



tions de qualité, par exemple) et sur le développement de services rendus par les agriculteurs (développement des activités d'accueil, mise en valeur des zones humides, entretien des chemins pour le compte des collectivités, etc...).

3132 - Faciliter les reprises et transmissions des exploitations

Pour faciliter le maintien d'actifs agricoles sur le territoire, le Pays pourra avoir un rôle d'accompagnement et de promotion des actions engagées par la profession en faveur de la reprise et de la transmission des exploitations.



3.2 - Développer et valoriser des filières identifiantes sur le Pays nord haut marnais

3.2.1 - PROMOUVOIR UN PÔLE DE COMPÉTENCES LIÉ À L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET AUX SAVOIR-FAIRE INDUSTRIELS TRADITIONNELS

L'activité industrielle traditionnelle nord haut marnaise, confrontée à une concurrence internationale croissante, doit pouvoir innover pour développer des activités à plus forte valeur ajoutée.

Le Pays propose d'accompagner les acteurs en assurant leur mise en réseau ainsi que le développement et la promotion d'activités contribuant à l'émergence d'un pôle de compétences autour de l'aménagement et du mobilier urbains et de la fonderie d'art.



Dans un souci de diversification des activités économiques et de promotion d'activités économiques performantes, le Pays souhaite profiter des nombreuses ressources dont il dispose. Que ce soit en terme de savoir-faire ou de ressources naturelles et patrimoniales, ces ressources sont aujourd'hui très faiblement valorisées. Considérant qu'elles constituent malgré tout un formidable gisement de développement, le Pays assurera leur valorisation à travers le **développement de pôles d'excellence**.

Ces pôles d'excellence développés sur la base de caractéristiques ou ressources spécifiques du territoire seront autant d'**opérations de différenciation** et d'**innovations** sur lesquelles le territoire pourra également communiquer et accroître ainsi sa notoriété. Il souhaite montrer ainsi qu'il sait allier modernité et tradition.

Les acteurs du Pays soutiendront ainsi des expérimentations permettant de développer des activités autour de thèmes déjà identifiés, et qui pourront être complétés ultérieurement.

3.2.2 - DÉVELOPPER UN PÔLE D'EXCELLENCE AUTOUR DES TRAITEMENTS DE L'IMAGE ET DES TECHNOLOGIES NOUVELLES

La photographie animalière contribue déjà à la notoriété du territoire pour un public d'initiés et assure tous les ans un temps fort d'animation valorisant indirectement les ressources naturelles du territoire.

Cette activité réellement spécifique du Pays nord

haut marnais pourrait être valorisée et présenter des opportunités de création d'activités à travers sa mise en perspective et son rapprochement avec les technologies modernes que constituent les traitements numériques et les technologies de l'information et de la communication.

3.2.3 - OPTIMISER LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES LIÉES AU PÔLE SCIENTIFIQUE ET DE RECHERCHE DE BURE / SAUDRON

L'implantation d'un pôle scientifique et technologique à proximité immédiate du territoire pourrait être une opportunité pour le Pays afin de pallier

le manque de « matière grise » dont il a fait le constat et qui participe selon lui à sa faible notoriété.

3.2.4 - VALORISER LA « RESSOURCES BOIS » DU PAYS

Le Pays nord haut marnais dispose de ressources forestières conséquentes dont la valorisation s'effectue essentiellement à l'extérieur du département. La qualité des essences présentes lui permettrait pourtant de développer des activités de première transformation (marqueterie, tonnellerie). Ces activités pourraient également permettre l'émergence d'activités liées à la valorisation énergétique de la ressource forestière locale.

Les acteurs du Pays souhaitent contribuer au développement de ces filières en soutenant et assurant la promotion des initiatives expérimentales.



3.3 - Développer l'Économie Touristique

3.3.1 - METTRE EN ŒUVRE UN PLAN MARKETING ET COMMERCIAL CONCERTÉ

Comme identifié à l'occasion du diagnostic, le développement de l'activité touristique nécessite, pour être plus ambitieux, une approche concertée dans la définition et la promotion de produits touristiques, et l'amélioration du professionnalisme de ses acteurs.

3311 - Renforcer le partenariat entre les acteurs

Le Pays s'attachera à favoriser toutes les formes de partenariat entre les acteurs du territoire et ceux de l'extérieur, afin d'assurer une plus grande diffusion des nombreuses initiatives qui se développent sur l'ensemble du territoire.

3312 - Améliorer le professionnalisme des acteurs

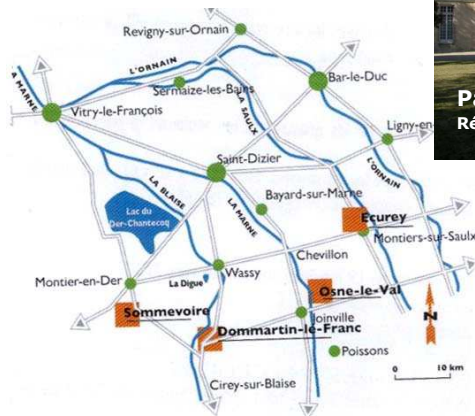
L'ambition du Pays en terme touristique doit pouvoir se traduire sur le territoire par un accueil professionnalisé, gage d'un développement durable de la notoriété touristique du Pays.

Aussi, le Pays veillera à développer le professionnalisme des acteurs et la qualité de l'accueil.

3313 - Engager une démarche marketing

Le Pays souhaite se positionner en tant que destination touristique à part entière et donc construire une offre touristique qui lui soit propre et qui soit adaptée aux nouvelles attentes des touristes.

Il soutiendra donc la réalisation de travaux prospectifs identifiant des créneaux touristiques à développer.



L'ambition des acteurs du Pays est de développer une activité touristique économiquement reconnue et construite de manière cohérente sur l'ensemble du territoire qui puisse permettre de différencier le territoire des autres territoires ruraux disposant d'atouts patrimoniaux de nature proche.

Dans le domaine du tourisme, le Pays dispose :

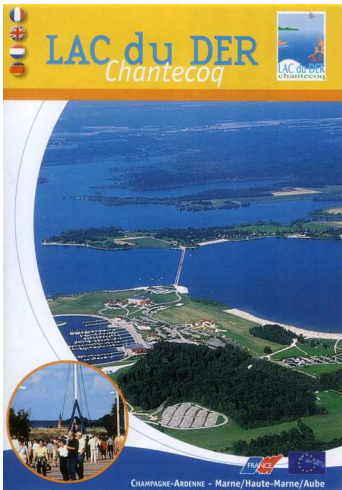
- d'un atout majeur – le lac du Der – qui accueille chaque année plus de 130 000 touristes
- et d'une activité en cours de développement – la découverte du patrimoine industriel avec la mise en place d'un Pôle d'économie du Patrimoine qui dépasse d'ailleurs les limites du Pays.

Cette activité, fondée sur une valorisation innovante des ressources locales spécifiques du Pays, pourra par ailleurs se structurer autour du lac du Der et d'autres sites touristiques comme le Château du Grand Jardin de Joinville ou le canal de la Marne à la Saône.

Elle implique la mise en œuvre d'un partenariat effectif entre les différents acteurs qui oeuvrent aujourd'hui de manière dispersée et l'engagement d'une démarche marketing et commerciale ambitieuse, complétée d'une démarche qualité.



3.3.2 - CONSTRUIRE UNE OFFRE TOURISTIQUE INNOVANTE



Le Pays souhaite, à travers son offre touristique, pouvoir se démarquer des autres territoires ruraux disposant de potentialités de même nature. Ainsi les acteurs du Pays consolideront les pôles existants et soutiendront les projets innovants de valorisation de ses différentes ressources en concertation avec les Pays limitrophes.

3321 - Appuyer le développement touristique du Pays sur des pôles consolidés

Pour accroître l'activité touristique du territoire, les acteurs du Pays souhaitent pouvoir s'appuyer sur des éléments de notoriété et disposer de produits d'appel attractifs.

Les acteurs du Pays s'attacheront ainsi à renforcer le pôle majeur d'activité touristique du lac du Der (aménagements, animations) et le château du Grand Jardin à Joinville.



3322 - Valoriser les potentialités sur l'ensemble du territoire en répondant aux attentes des consommateurs

Les acteurs du Pays souhaitent développer des offres innovantes et attractives en mettant en valeur :

- ses spécificités patrimoniales



comme le patrimoine industriel avec le Pôle d'économie du Patrimoine, rural (éco-village de la Blaise, ...), naturel (randonnée, cyclo-touriste, pêche et chasse, découverte des produits agricoles et de la gastronomie), nautique (lac, canal,...), architectural et historique (Château de Cirey sur Blaise,...) ... etc.

- ses spécificités d'animations comme l'AFPAN, Festival des moissons, Carnaval de Wassy, ...etc.

La saison touristique est particulièrement courte, ce qui ne permet pas aujourd'hui de rentabiliser les investissements en matière d'hébergement. Aussi les acteurs du Pays s'attacheront à accroître la fréquentation du territoire hors saison. Ils favoriseront l'émergence de produits combinés et « clé en mains » pour développer une offre touristique de court séjour sur la base de week-end thématiques.

3323 - Créer une offre d'hébergement touristique différenciée

L'offre d'hébergement nord haut marnaise peut se démarquer et être promue grâce à une labellisation appropriée (maisons de caractère, décoration faisant référence aux savoir-faire locaux, mise à disposition de produits du terroir impliquant des partenariats entre les sites d'hébergements et les agriculteurs, les éleveurs,...) et une charte de qualité portant sur l'accueil.

3.3.3 - PROMOUVOIR ET VENDRE L'OFFRE TOURISTIQUE DU PAYS NORD HAUT MARNAIS

3331 - Assurer une promotion concertée de l'offre touristique

Le Pays favorisera la mise en oeuvre d'une stratégie de promotion commune et d'une communication harmonisée sur l'ensemble du territoire permettant d'afficher une offre à la fois plus conséquente et facilement identifiable (plaquette, signalétique homogène, ...etc.).

3332 - Mettre en place une force de vente

Le développement de l'économie touristique passe par la mise en place d'une réelle force de vente dédiée à ce secteur d'activités.

Les acteurs du Pays souhaitent ainsi, en complément des actions de promotion aujourd'hui menées (salons, affichage, ...etc.), mettre en place une force de vente pour pousser les produits du Territoire chez les prescripteurs (Comités d'entreprises, Tours opérateurs internationaux, ...etc.).

3.4 - Développer l'image économique du Pays nord haut marnais

3.4.1 - CRÉER UNE NOUVELLE IMAGE ÉCONOMIQUE DU PÔLE DE SAINT-DIZIER

Dans l'objectif d'asseoir le rayonnement du pôle de Saint-Dizier et donc celui du Pays, le territoire veut « redorer » son image économique actuelle, qui apparaît aujourd'hui comme un frein à l'accueil d'entreprises.

Pour cela les acteurs du Pays souhaitent se démarquer dans leur **offre d'accueil d'activités** en proposant une offre différenciée (à l'image de la zone de référence) qui passera par le développement d'une offre « clé en main » en Zones d'Activités pour les entreprises.

Le Pays pourra, par exemple, favoriser la réflexion sur l'implication des collectivités locales dans l'équipement des zones d'activités en outils mutualisables qu'ils soient des outils de production ou de services.

Pour faciliter la diversification économique et l'implantation d'entreprises performantes, les acteurs du Pays favoriseront le développement de **servi-**

Pour accroître l'attractivité économique et développer des activités nouvelles, les acteurs du Pays veulent diffuser une image dynamique.

Pour cela, ils ont besoin d'un pôle urbain fort qui leur serve de « locomotive » et décide donc d'améliorer et de promouvoir le pôle de Saint-Dizier.

Le développement de pôles d'excellence servira également de support à la création et la diffusion d'une nouvelle image du Pays.

ces aux entreprises et le regroupement des dites entreprises pour favoriser l'émergence de l'innovation : Recherche et Développement, laboratoire, centre d'affaires...



3.4.2 - RENFORCER LA NOTORIÉTÉ DU TERRITOIRE

La dynamique récente développée sur Saint-Dizier dans le cadre de son Grand Projet de Ville mérite d'être mieux connue à l'extérieur afin de changer l'image du pôle urbain du Pays.

Il s'agira notamment d'assurer la promotion des actions de réhabilitation urbaine, des activités culturelles, etc.



3.4.3 - PROMOUVOIR LES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET LE PÔLES D'EXCELLENCE DU TERRITOIRE

Pour répondre à l'enjeu de reconnaissance économique du Pays, les acteurs réfléchiront aux actions à mener collectivement pour assurer la promotion du territoire et des établissements présents sur le territoire (nomination d'un ambassadeur représentant les unités de production présentes dans le Pays nord haut marnais) et engager une démarche de prospection dynamique facilitant le maintien et le développement du réseau de PME-PMI sous traitantes.

Il s'attachera également à valoriser le développe-

ment de pôles d'excellence par des actions de communication concertées.





La mise en œuvre du projet de Pays nécessite d'explicitier les rôles des différents acteurs et de formaliser cet espace de réflexion, de concertation et de mise

en cohérence, créé par les Élus au sein de l'association de

préfiguration.

Par ailleurs, afin de répondre aux enjeux de reconnaissance du territoire, il importe que tous les acteurs puissent nommer ce bassin de vie auquel ils appartiennent, pour en être fier et en promouvoir efficacement les actions qui vont y être menées. Une politique de communication doit ainsi être menée.

4 - L'organisation du Pays

4.1 - Mise en place du cadre juridique et opérationnel

4.1.1 - L'ESPACE DE CONCERTATION ET DE MISE EN COHÉRENCE DU PAYS NORD HAUT MARNAIS

Le Pays nord haut marnais, espace de concertation, aujourd'hui incarné par l'Association de préfiguration, poursuivra son rôle de mise en cohérence des actions du Pays, portées par les maîtres d'ouvrage : communauté de communes ou communes.

A l'exemple de la programmation des projets d'équipement et d'embellissement du Territoire (PREET), mise en œuvre à l'échelle du Pays en 2003, à la demande du Conseil Régional pour favoriser la cohérence de l'action publique, il permettra le conventionnement avec l'Etat, le Conseil Régional, voire le Conseil Général, du plan d'actions, décidé par les maîtres d'ouvrage, puis il assurera le suivi des réalisations du Projet de Pays.

De plus, il s'attachera à animer les réflexions sur le développement du territoire, à soutenir et à suivre les différentes actions, à mobiliser les moyens pour la mise en œuvre du projet commun, et à poursuivre le travail collégial engagé avec les représentants de la société civile, organisés au sein du Conseil de développement.

Pour assurer ses missions, l'association bénéficiera de moyens d'animation appropriés (équipe Pays : chef de projet et animateurs thématiques). Ils ne se substitueront pas aux acteurs thématiques existants mais faciliteront leur mise en réseau. C'est ainsi, qu'à l'exemple du Groupe Technique Pays (GTP) déjà mobilisé pour l'élaboration de la charte de développement du territoire, l'association, pour mener à bien ses missions, constituera des groupes projets à partir des partenaires institutionnels et techniques présents sur le territoire.

4.1.2 - LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

Le Conseil de développement du Pays Nord Haut Marnais, créé par les Élus de l'Association de Préfiguration, à partir du Comité de Bassin d'Emploi nord haut marnais, rassemble plus de 200 acteurs, représentatifs de la diversité des activités politiques, économiques, sociales, culturelles ou associatives présentes sur le territoire.

Il a participé activement à l'élaboration de la charte de développement durable du Pays : état des lieux, diagnostic, enjeux, prospective, scénarii, axes de développement et formalisation de la Charte. Il sera associé à son suivi.

Le Conseil de développement sera informé sur la

mise en œuvre du projet de développement du Pays et pourra être associé à l'évaluation des actions menées.

Les élus pourront consulter le Conseil de Développement sur toute question relative à l'aménagement et au développement du territoire.

Pour animer ses travaux, il pourra solliciter l'appui technique et logistique de l'équipe Pays qui mettra à sa disposition les rapports et supports de présentation nécessaires, et pourra en cas de besoin contribuer à l'animation de ses réunions de travail.

4.2 - Assurer l'animation et le suivi du projet de territoire, poursuivre la réflexion sur l'aménagement du Territoire

4.2.1 - SOUTENIR ET DÉMULTIPLIER LES RESSOURCES D'ANIMATION

Outre la mobilisation des compétences de l'Etat, de la Région, du Département et des partenaires institutionnels traditionnels (CCI, Chambre des Métiers, Chambre d'agriculture, OTSI...) à travers le Groupe Technique Pays, le Pays Nord Haut Marnais s'appuiera sur la capacité d'animation des EPCI.

Ils pourront être un relais utile dans la mise en réseau des partenaires internes et externes, l'appui technique aux porteurs de projet, la gestion et le suivi du programme de développement.



4.2.2 - METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF D'ÉVALUATION DU TERRITOIRE



Dans un souci d'efficacité, le Pays Nord Haut Marnais s'engagera dans une démarche d'évaluation accompagnant la réalisation de son projet de territoire. Elle permettra de mesurer les résultats atteints et d'apprécier les processus engagés afin d'éclairer les acteurs et les élus pour conforter ou réorienter la stratégie du territoire.

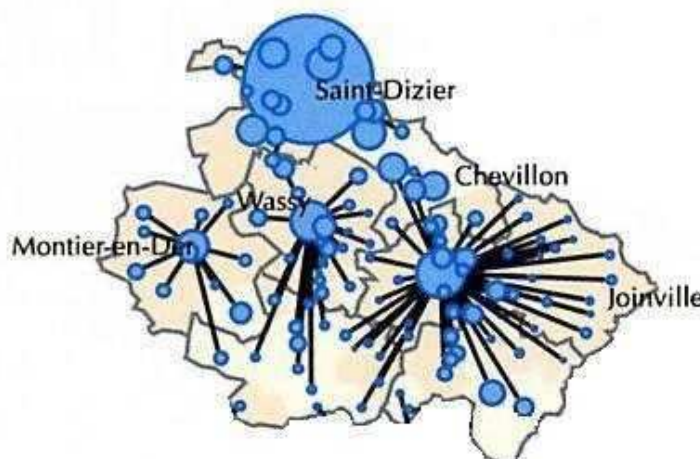
L'élaboration de ce dispositif et sa conduite seront réalisées en partenariat avec le Conseil de Développement.

Le suivi évaluation pourra s'appuyer sur la constitution d'observatoires comme le prévoit la charte notamment sur les questions relatives à l'habitat, au commerce et à l'artisanat.

4.2.3 - APPROFONDIR LA RÉFLEXION SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Dans tous ses travaux, le Pays pourra poursuivre la réflexion sur le développement et l'aménagement du territoire.

L'expérience acquise en terme de concertation et de travail en commun sera valorisée à travers l'élaboration d'un certain nombre de schémas d'aménagement (TIC, activités sportives, zones d'activités économiques,..) voire dans le cadre des travaux nécessaires à l'élaboration d'un futur Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).



Pôles de consommation et d'attractivité - source INSEE

4.3 - Favoriser la reconnaissance du Territoire

Pour assurer sa reconnaissance et maintenir la mobilisation des acteurs, le Pays nord haut marnais poursuivra l'effort de communication à destination des acteurs internes mais aussi externes au territoire.

4.3.1 - ASSURER LA RECONNAISSANCE DU PAYS

4311 - Informer pour mobiliser

Pour s'assurer de la mobilisation des acteurs du territoire et des porteurs de projet potentiels, le Pays développera des actions de communication spécifiques. Elles porteront à la fois sur la mise en place du Pays et sur le contenu de la charte de développement durable du territoire.

4312 - Communiquer à destination des habitants pour favoriser le sentiment d'appartenance au Pays

Les opérations d'information auprès de la population pourront prendre la forme d'articles rédigés dans la presse locale ou d'un journal de Pays exclusivement consacré à la vie locale et aux initiatives qu'il entreprend.

4.3.2 - ASSURER LA RECONNAISSANCE EXTERNE DU PAYS

4321 - Conduire des campagnes de promotion collectives

Peu impliqués jusqu'à présent dans des opérations de promotion de leur territoire, les acteurs locaux doivent aujourd'hui s'attacher à faire reconnaître l'existence du Pays au delà de ses limites administratives.

Des campagnes collectives pourront être développées notamment pour la promotion de l'offre d'accueil d'entreprises ainsi que pour les offres culturelles et touristiques.

4322 - Développer les partenariats

Des partenariats et des échanges devront être multipliés avec les territoires voisins, les partenaires régionaux, nationaux, européens voire internationaux sur de nombreux thèmes d'intervention : la formation, l'intégration de l'offre touristique du Pays dans l'offre régionale, la promotion des pôles d'excellence, la valorisation de la ressource « bois », l'organisation des services, par exemple.

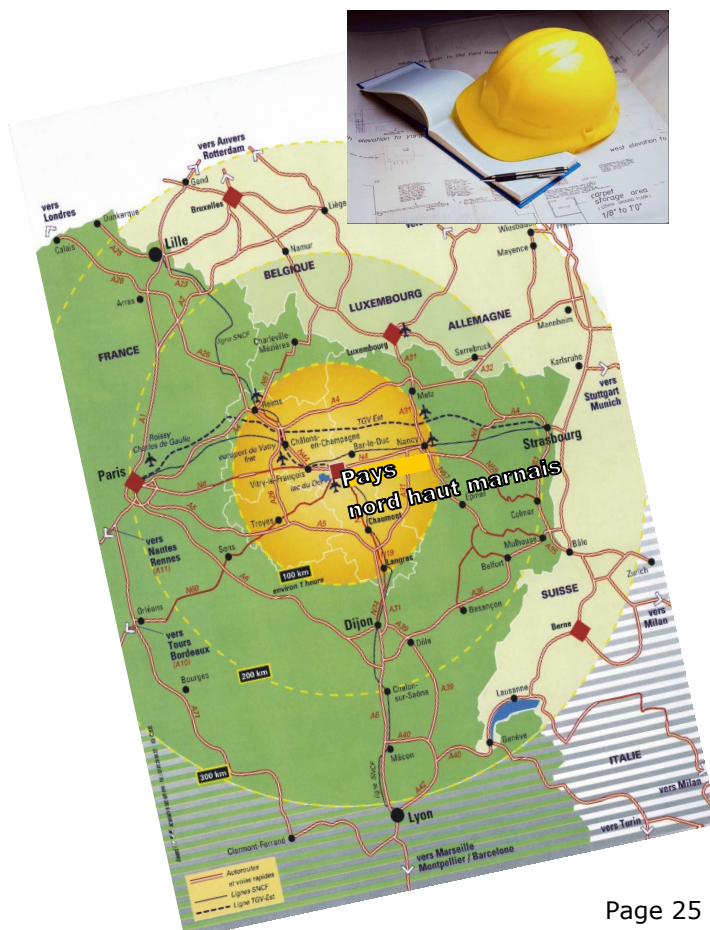
4.3.3 - RENOUVELER ET AFFIRMER L'IDENTITÉ DU PAYS

Dans une perspective de communication interne et externe, le Pays doit mettre en chantier une réflexion lui permettant d'adopter à la fois un logo et un nom.

Cette réflexion devra se réaliser sur la base des ressources et activités identifiantes du territoire et de sa stratégie de développement et intégrer l'esprit d'ouverture dans lequel se situe la construction et le projet du Pays.

Il importe effectivement

- de faciliter l'identification du territoire pour communiquer,
- de choisir un nom qui permette aux communes extérieures à la Haute-Marne mais incluse dans le bassin de vie de pouvoir rejoindre la dynamique enclenchée sur le territoire.





Avec la participation de l'Europe, de l'Etat et du Conseil Régional

Association de Préfiguration du Pays nord haut marnais - Hôtel de ville - Place Notre-Dame - 52130 Wassy

Directeur de la publication : Laurent Gouverneur - Secrétariat et Conception : équipe Pays - Impression : X



Février, Mars, Avril 2006

SERVICES AUX PUBLICS DU PAYS NORD HAUT-MARNAIS



DOCUMENT DE SYNTHESE



Sophie Barthés
Laurent Boithias
Marielle Bourgoïn
Alexandra Coché
Benoit Pinneau

Sommaire

Introduction	page 3
S'ouvrir aux autres, s'ouvrir au monde	page 4
Etre en lien, communiquer	page 9
Disposer des services de proximité	page 14
Etre accompagné, soutenu	page 20
Accéder aux soins	page 24
Conclusion	page 25

INTRODUCTION

Le Pays Nord Haut-Marnais couvre 109 communes, 8 communautés de communes et rassemble 78 000 habitants (dont 30 900 à Saint-Dizier).

Dans le cadre de l'axe 1 de sa Charte de Développement adoptée en 2004, le Pays a souhaité mener une étude sur les services aux publics. Notre travail s'est donc déroulé en deux phases :

Un diagnostic des services aux publics présents sur le territoire nord haut-marnais, nous permettant de dégager 7 orientations :

- améliorer le partenariat entre les différents prestataires de services publics ou privés, pour plus de complémentarité et d'efficacité ;
- favoriser le regroupement des services de proximité pour assurer leur maintien dans les zones les plus fragiles ;
- privilégier le regroupement des services par thème pour accroître leur lisibilité (système de guichet unique...) et améliorer la qualité du suivi des personnes ;
- prendre appui sur l'intercommunalité et le milieu associatif pour développer certains services ;
- accroître l'accessibilité des services par l'amélioration des offres de transport, le déploiement des services itinérants et des permanences, et le réaménagement des horaires;
- prendre appui sur la bonne couverture en ADSL du territoire ;
- informer les acteurs du Pays de l'ensemble des outils mis à leur disposition.

L'élaboration de propositions découlant des orientations, qui pourront être inscrites dans le prochain Contrat de Pays de 2007.

Nous avons articulé notre travail autour de cinq thèmes, que nous avons définis au début du diagnostic selon les besoins fondamentaux des personnes :

- S'ouvrir aux autres, s'ouvrir au monde ;
- Être en lien, communiquer ;
- Disposer aux services de proximité ;
- Être accompagné, soutenu ;
- Accéder aux soins.

Ce document de synthèse regroupe les fiches distribuées au Conseil d'Administration et à ses partenaires, lors des présentations de chacune des phases de l'étude (le 17 mars 2006 pour le diagnostic et le 3 avril 2006 pour les propositions).

THEME 1

S'OUVRIR AUX AUTRES, S'OUVRIR AU MONDE

Enfance, éducation

Une population plus jeune que celle du reste du département.

Le sud et l'est du territoire ont une faible proportion de moins de 20 ans.

Les services liés à l'enfance

Les structures d'accueil de l'enfance, quelles qu'elles soient, sont un facteur déterminant pour l'accueil de nouvelles familles.

Les services de protection de l'enfance sont assurés par le Département, à travers les deux Protection Maternelle Infantile (PMI) de Saint-Dizier et Joinville.

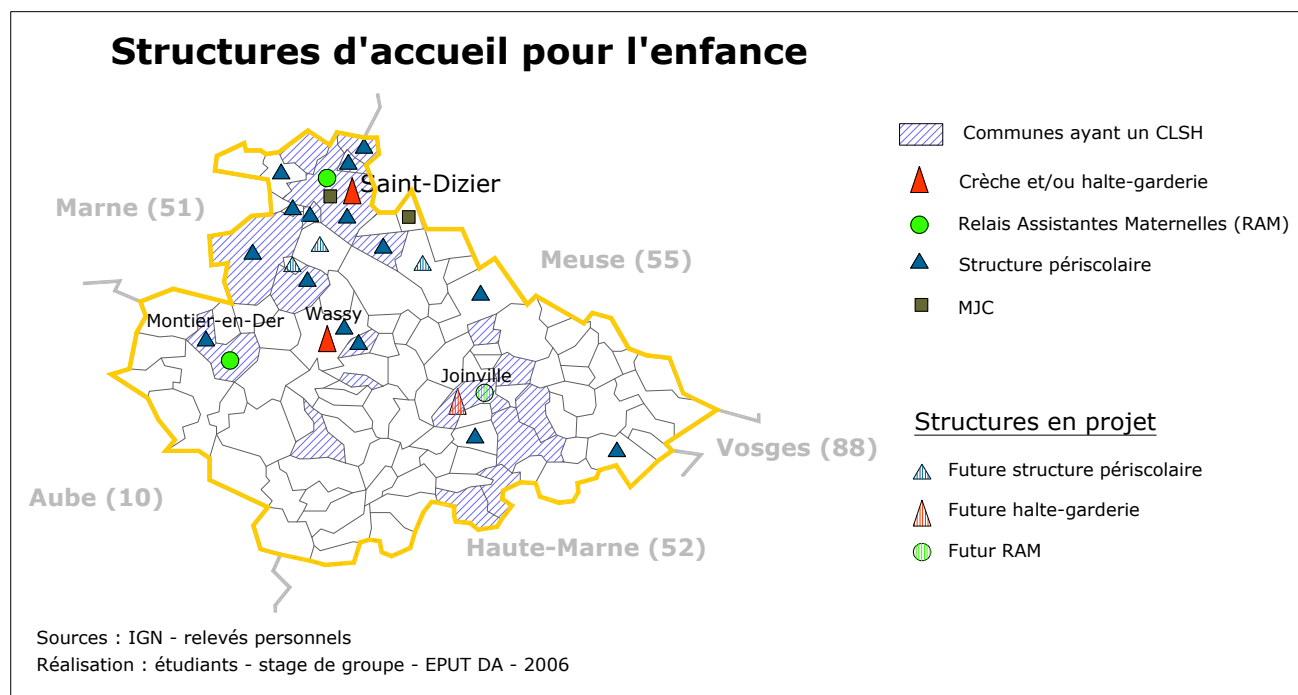
L'offre de garde est diversifiée à Saint-Dizier et dans les communes alentours : structures multi-accueil (halte-garderie, crèche...) et assistantes maternelles. Les structures périscolaires sont concentrées autour de Saint-Dizier. L'offre correspond à la demande.

L'offre est plus restreinte sur le reste du Pays : garderie à Wassy, projet de halte-garderie sur la Communauté de Communes Marne-Rognon. Les ménages ont en majorité recours aux assistantes maternelles.

Les CLSH, concentrés surtout autour de Saint-Dizier et Joinville, ont des fonctions très disparates. Certains n'assurent qu'un accueil pendant les vacances scolaires, tandis que d'autres accueillent les enfants les soirs après la classe et les mercredis.

Il existe très peu de restaurants scolaires pour le premier degré : 19 dont 11 à Saint-Dizier.

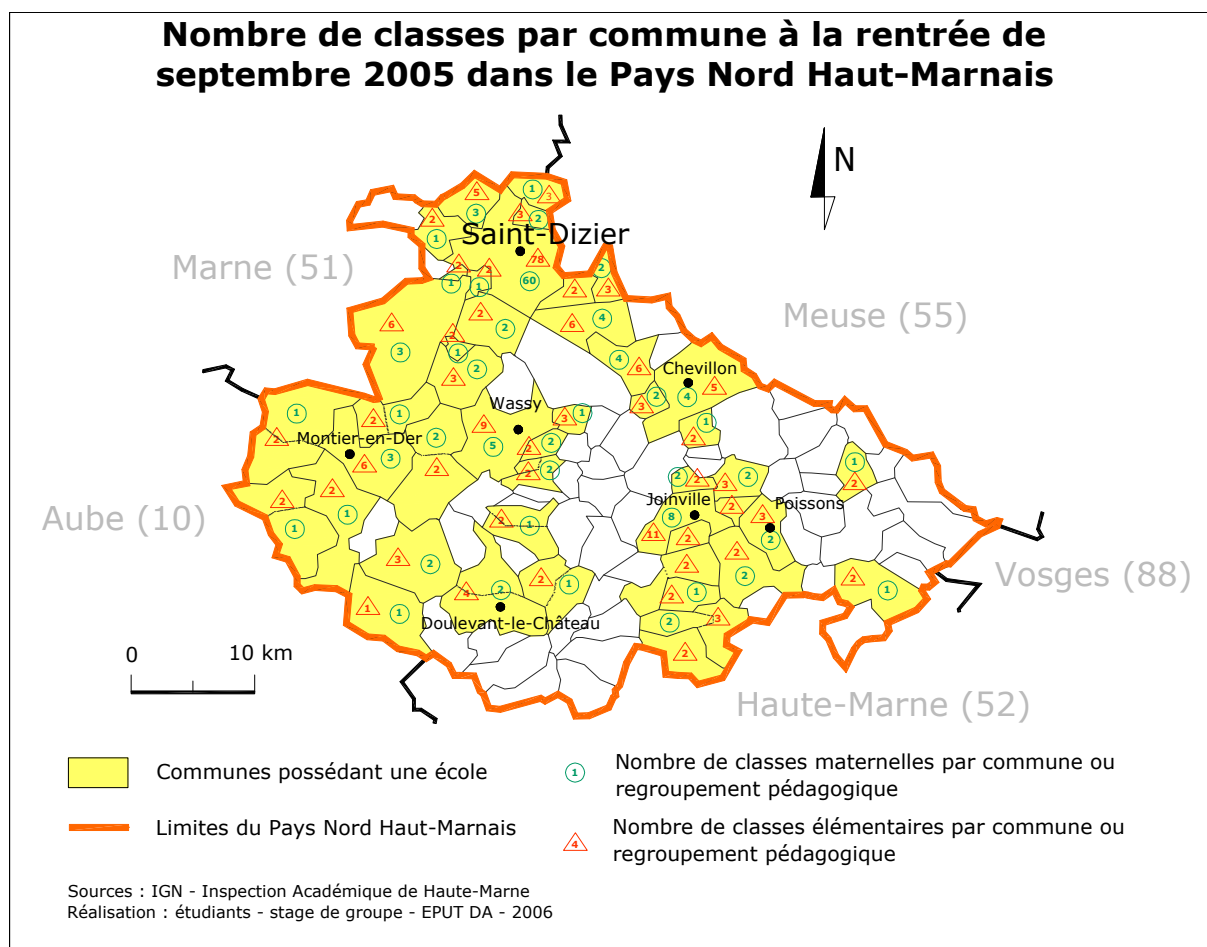
S'ouvrir aux autres,
s'ouvrir au monde



L'éducation

Le Pays Nord Haut-Marnais possède une population plus jeune que celle du reste du département. Pourtant les parties sud et est du territoire sont peu couvertes par les écoles en raison de la faible proportion de moins de 20 ans.

Les écoles maternelles, élémentaires et primaires sont au nombre de 95 sur le territoire, 10 d'entre elles sont des regroupements pédagogiques. Les classes sont peu chargées en primaire et maternelle. On observe une baisse des effectifs, c'est pourquoi des écoles sont menacées de fermetures et d'autres font l'objet de regroupements pédagogiques.



Il existe 10 collèges sur le Pays : six sont à Saint-Dizier, les autres sont à Chevillon, Joinville, Montier-en-Der et Wassy pour un total de 4 189 collégiens.

Le Pays compte sept lycées : quatre à Saint-Dizier, un à Joinville proposant tous des filières générales, technologiques et professionnelles. Celui de Wassy offre uniquement une formation professionnelle et celui de Droyes est un lycée agricole. Sur 3 278 lycéens du Pays, un tiers est inscrit en lycée professionnel.

L'offre de formation post-bac est limitée aux BTS et il n'y a pas d'université à Chaumont, seulement une antenne de l'IUFM. Les jeunes sont donc obligés de quitter la Haute-Marne s'ils veulent poursuivre des études supérieures.

Synthèse

Les services liés à l'enfance sont plus diversifiés et plus présents autour de Saint-Dizier. Les assistantes maternelles représentent le principal mode de garde des autres cantons. Elles sont d'ailleurs en nombre insuffisant sur certains cantons (notamment celui de Joinville). Les cantines scolaires font également défaut sur le territoire.

L'offre insuffisante de formations supérieures sur le département a plusieurs répercussions: la " fuite " des jeunes et le manque d'actifs qualifiés, ce qui freine le développement du territoire.

Culture et sports

Domaine culturel

De nombreux points de lecture publique, fédérés par la Médiathèque Départementale de Haute-Marne (MDHM), maillent le territoire. Hors de ce réseau, la médiathèque Romain Rolland de Saint-Dizier vient diversifier l'offre de lecture.

Un unique cinéma implanté à Saint-Dizier, que vient compléter le circuit de cinéma itinérant proposé par Ciné Ligue (Brousseval, Chevillon, Doulevant-le-Château, Joinville, Montier-en-Der).

Les salles de spectacles sont inégalement réparties et se concentrent sur les communes de Saint-Dizier et Joinville. Des projets d'équipement sont en cours d'élaboration à Saint-Dizier et Wassy.

Quelques festivals reconnus nationalement tel le Festival International de la Photo Animalière et de Nature de Montier-en-Der, ou régionalement comme le festival de théâtre de la Plume Verte, dynamisent le territoire. Les associations, bien représentées sur le Pays, font vivre le domaine culturel le reste de l'année.

Domaine sportif

De nombreux équipements sont présents sur le Pays, il s'agit essentiellement de terrains de foot et de courts de tennis ; une seule piscine est présente sur le territoire : le centre nautique de Saint-Dizier.

L'activité sportive est bien développée : le Pays compte la moitié des licenciés du département.

L'offre en matière sportive s'appuie sur un tissu dense d'associations (l'Office Municipal des Sports de Saint-Dizier regroupait 60 associations en 2001) et sont à l'initiative des manifestations sportives (l'association *Poissons-Triathlon* organise chaque année le triathlon du Vallage avec deux autres associations).

Synthèse

Le milieu associatif joue un rôle moteur dans le maintien et l'animation des domaines culturels et sportifs (700 associations actives sur les 3000 déclarées sur le Pays en 2003). Malgré la richesse associative du territoire nord haut-marnais, la majorité des activités est organisée à l'échelle communale et peu de projets de grande envergure voient le jour à échelle plus vaste (celle des communautés de communes ou du Pays).

Même si l'accès à la culture est plus difficile dans les zones rurales (insuffisance de l'offre et problèmes de transports), des dispositifs existent pour la développer (itinérance).

Orientations

- Favoriser les échanges et les partenariats entre les structures.
- Privilégier la gestion intercommunale des services.

Propositions

Objectifs	Développer l'offre de restauration scolaire
Outils	Restaurants scolaires intercommunaux
	Agrément de cuisine centrale
Financements	Bourse de cantine du Conseil Général
Partenaires	Hôpitaux locaux
	Maisons de retraite
	Collèges (CG)

Objectifs	Améliorer l'organisation des CLSH
Outils	Contrats Temps Libre
Financements	Conseil Général (PMI)
	DDJS
	DDASS
Partenaires	Communes
	DDJS

Objectifs	Améliorer l'offre de lecture en créant un véritable réseau de lecture	
Outils	Gestion intercommunale des documents de la MDHM	Réseau intranet entre les structures
Financements	Communautés de communes	Conseil Général
		Conseil Régional
		DRAC
Partenaires	MDHM	MDHM
		Communes

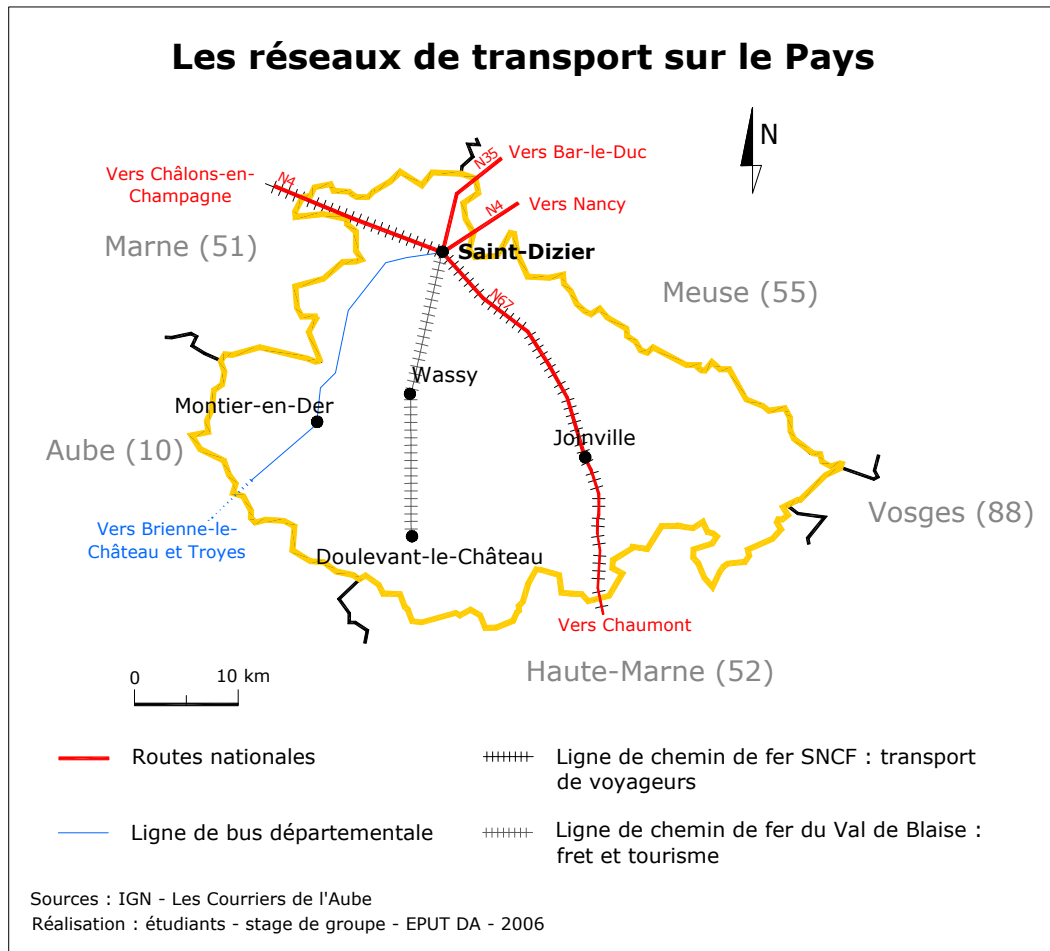
THEME 2

ETRE EN LIEN, COMMUNIQUER

Les Transports

Territoire de passage enclavé, encadré à l'ouest par Paris, au nord par Reims, au sud par Dijon et à l'est par Metz et Nancy.

Faible niveau d'équipement du département en matière d'infrastructures ferroviaires et absence d'infrastructures autoroutières.



**Etre en lien,
communiquer**



La gare de Joinville

Les Transports

Un territoire au potentiel sous exploité

A l'échelle régionale :

Un réseau ferroviaire régional et interrégional peu attractif : que ce soit pour les étudiants, les actifs ou les retraités.

La ligne Paris-Strasbourg permet aux étudiants du Pays de gagner l'Université de Nancy, mais seulement au départ de Vitry-le-François. Quant à la Ligne à Grande Vitesse Est, son tracé contourne le Département.

A l'échelle départementale :

Quatre lignes TER mises en place par la SNCF : il s'agit des lignes 2, 6, 14 et 15. Cependant, seule la ligne 15 dessert des communes du Pays autres que Saint-Dizier et Joinville.

Quatre lignes de bus mises en place par le Conseil Général, seules trois de ces lignes desservent le Pays : il s'agit des lignes 3 et 30 (assurées par les Courriers de l'Aube) et de la ligne Saint-Dizier/Bar-le-Duc (assurée par les rapides de la Meuse).

A l'échelle locale :

Le réseau de transport urbain Oréa de Saint-Dizier : composé de trois lignes de bus principales et de deux lignes de transport à la demande représentant plus de 500 000 voyageurs par an.

Le transport scolaire : assuré par le SITCAR, composé de 15 lignes régulières, transporte près de 1 400 élèves et dessert plus de 100 communes du nord du département.

Des modes de transport alternatifs peu développés : il s'agit de modes de transports collectifs par bus ou navettes ne fonctionnant qu'à titre exceptionnel (une fois par semaine pour relier les marchés de Montier-en-Der, Joinville et Wassy) et concernant les communautés de communes du Pays du Der, de Marne-Rognon et du Val de Blaise ; et d'un réseau de transport à la demande pour la seule communauté de communes du Val-de-Blaise.

Une ligne ferroviaire au sein du Pays : la ligne reliant Doulevant-le-Château à Saint-Dizier n'est actuellement utilisée que pour le transport de fret entre Brousseval et Saint-Dizier.

Synthèse

Que ce soit au niveau des déplacements individuels ou collectifs, le Pays souffre d'un manque avéré d'équipements de type autoroutes, 2x2 voies, voies ferrées ou encore lignes de bus ; et d'une offre assez pauvre en matière de transport collectif lorsque des lignes existent : horaires inadaptés ou dessertes ne concernant que les communes importantes comme Saint-Dizier et Joinville.

Ces problèmes de déplacements amplifient la marginalisation déjà forte des populations Nord Haut-Marnaises rencontrant des difficultés d'insertion ou de mobilité : personnes âgées, demandeurs d'emploi... Cette situation constitue un frein à l'amélioration des conditions de vie au sein du Pays et en particulier pour les populations citées.

Orientations

- Développer l'offre de transports existante que ce soit en terme d'horaires ou de dessertes.
- Mettre en place des systèmes de transports collectifs dits alternatifs, comme le Transport A la Demande (TAD), pour mieux répondre aux besoins des Nord Haut-Marnais.

Etre en lien,
communiquer

Les réseaux haut débit et téléphonie mobile

Une politique nationale favorable

Une politique nationale facilitant l'équipement des territoires en haut débit et en téléphonie mobile :

- le Plan d'Accompagnement du Haut Débit sur les Territoires de septembre 2004 ;
- la loi sur la Confiance en l'Economie Numérique de juin 2004 ;
- la charte " département innovant ", signée par le département de la Haute-Marne en 2004 ;
- le Plan d'extension de la couverture du territoire par les réseaux de téléphonie mobile de 2003.

Une couverture plutôt satisfaisante

96 % des Nord Haut-Marnais peuvent prendre un abonnement à l'Internet haut débit avec le fournisseur de leur choix. Cependant, il existe peu de points d'accès libre ou de cybercentres sur le Pays.

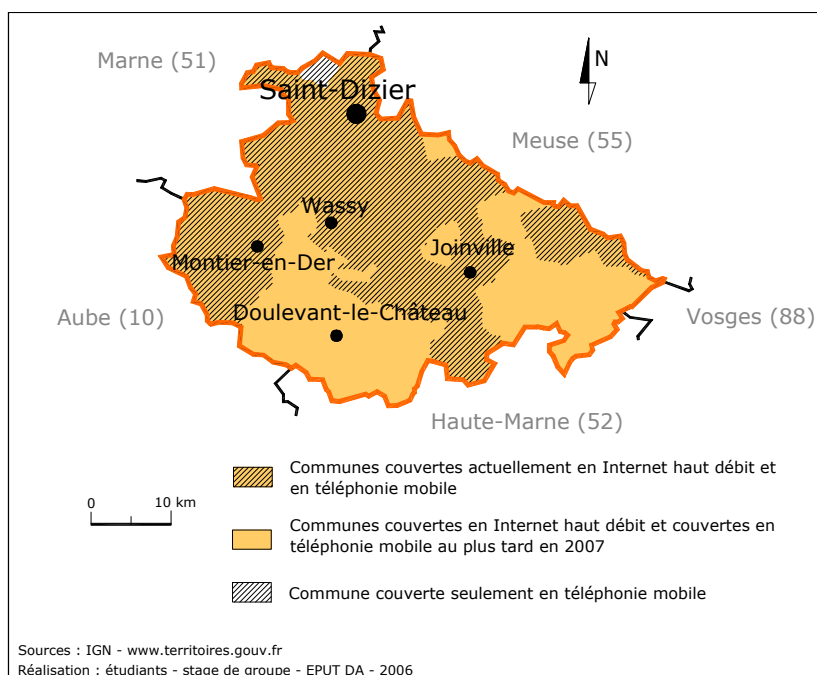
D'ici 2007, l'ensemble des communes du Pays Nord-Haut-Marnais devrait être couvert en téléphonie mobile.

Synthèse

Le département de la Haute-Marne bénéficie donc d'une couverture en téléphonie mobile et en haut débit de qualité, contrairement à certains départements limitrophes tels que la Meuse, l'Aube ou encore les Vosges.

Orientations

- S'appuyer sur la couverture numérique du territoire pour développer des services en ligne tels que l'ADELE (l'administration électronique), les P@T (la formation via Internet). Ces services en ligne pourraient être une alternative à l'isolement ou à l'éloignement de la population vis-à-vis de certains services.



**Les réseaux Internet haut
débit et téléphonie mobile
au 1er janvier 2005**

**Etre en lien,
communiquer**

Orientations

- Développer l'offre de transport existante.
- Mettre en place des systèmes de transports alternatifs.
- S'appuyer sur la couverture numérique du territoire pour développer les services en ligne.

Propositions

Etre en lien,
communiquer

Objectifs	Améliorer l'offre de transport existante		
Outils	Covoiturage		Transport à la demande souple
Financements	Communautés de communes		Communautés de communes
			Conseil Général
Partenaires	Sociétés de taxis		Sociétés de taxis

Objectifs	Offrir à tous un égal accès à internet et ses services
Outils	Cyberbus
Financements	Conseil Général
	Communautés de communes
Partenaires	

THEME 3

DISPOSER DES SERVICES DE PROXIMITÉ

**Disposer des services
de proximité**

LES CHAMBRES CONSULAIRES, LES SERVICES PUBLICS ET COLLECTIVITES

Les chambres consulaires du Pays

La Chambre de Commerce et d'Industrie : localisée à Saint-Dizier.

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat : localisée à Chaumont avec une antenne à Saint-Dizier.

La Chambre d'Agriculture : localisée à Chaumont avec une antenne à Joinville.

Les services déconcentrés de l'Etat

Le Centre des Impôts : localisé à Saint-Dizier et Joinville.

Le Trésor Public : présent à Chevillon, Doulevant-le-Château, Eurville-Bienville, Joinville, Montier-en-Der, Saint-Dizier et Wassy.

La Préfecture de Département : localisée à Chaumont

Les Sous-Préfectures : localisées à Langres et Saint-Dizier.

Les mairies

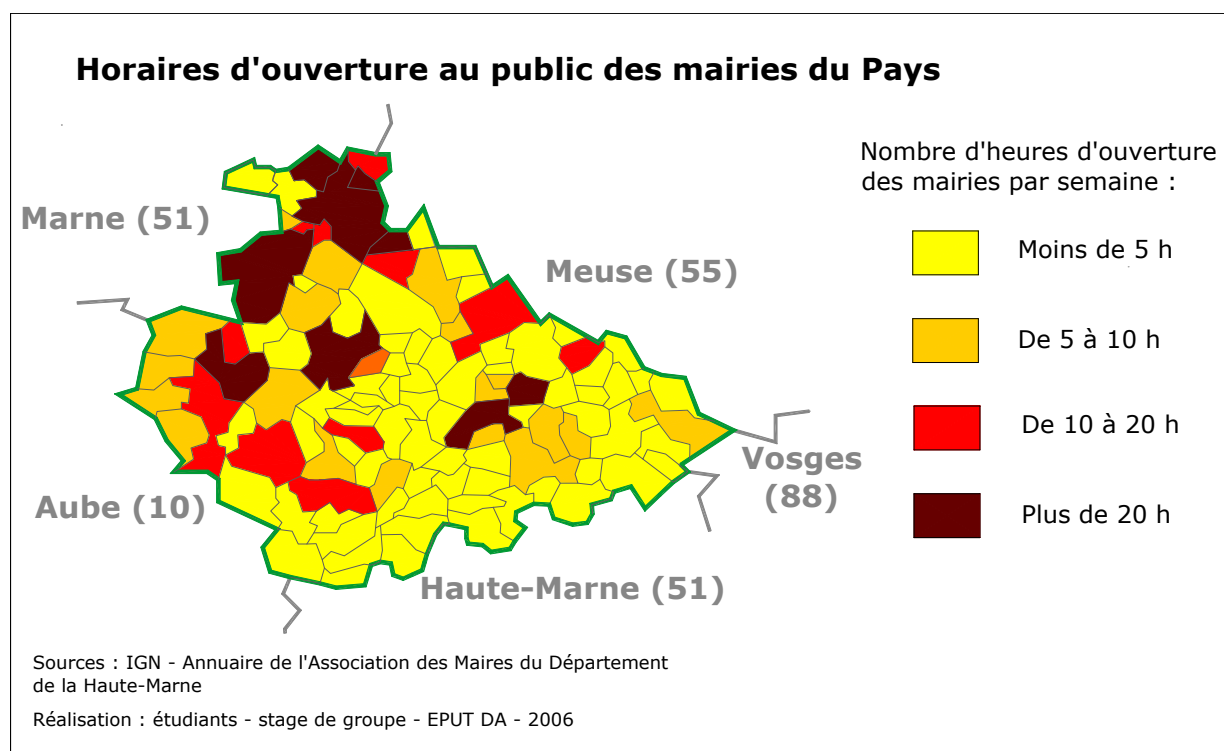
La mairie est une collectivité territoriale possédant des attributions multiples : état civil, urbanisme, aide sociale...

Elle est le lieu de rencontre par excellence entre la puissance publique et la population.

Synthèse

Au niveau du Pays, 65 % des mairies sont ouvertes moins de 5 heures par semaine, isolant un peu plus la population en matière d'accès aux services de l'Etat.

Disposer des services
de proximité



Les commerces de proximité

Désertification du milieu rural.

Phénomène de concentration commerciale qui menace les commerces de proximité.

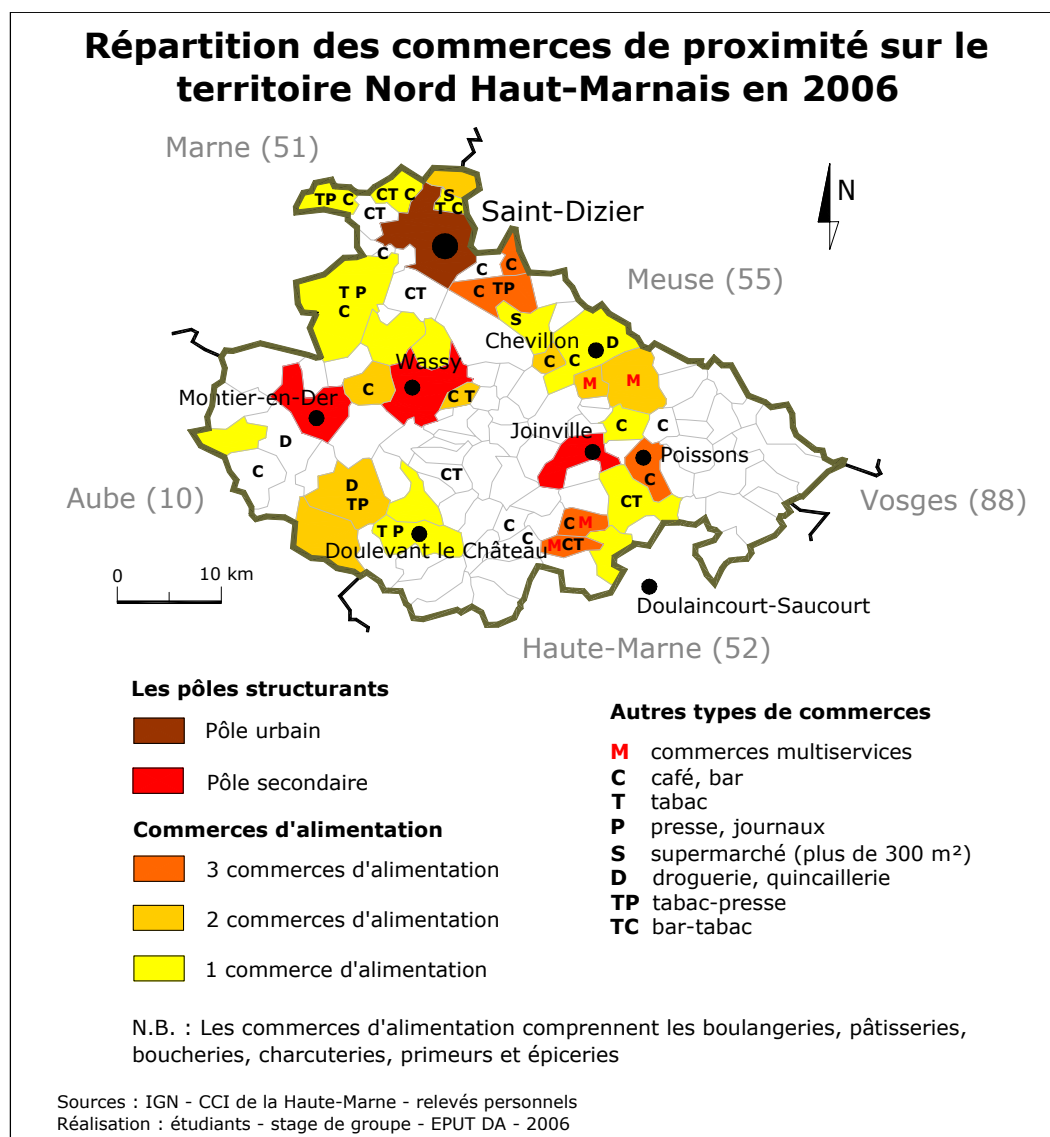
Transfert de poste dans les budgets des ménages : de plus en plus de dépenses liées aux loisirs.

Les commerces présents sur le Pays

Le Pays Nord Haut-Marnais est structuré autour de quatre pôles que sont : Saint-Dizier (pôle urbain du Pays avec 31 000 habitants), Wassy, Montier-en-Der et Joinville (pôles intermédiaires comptant respectivement 3 400, 2 014 et 4 385 habitants, *source RGP 1999*).

La répartition des commerces de proximité reste liée à cette organisation territoriale :

- Saint-Dizier dispose d'un large éventail de commerces de proximité et d'équipements à la personne ;
- les pôles intermédiaires possèdent des commerces de proximité mais les commerces d'équipement à la personne, de culture et de loisirs restent rares ;
- les communes restantes, faiblement peuplées, sont quant à elle peu, voire pas équipées en commerces de première nécessité. Il s'agit plus particulièrement des communes situées à l'extrême est, au centre et au sud du Pays.



Disposer des services de proximité

Les commerces de proximité

Les commerces ambulants : l'ensemble du Pays est bien desservi par 51 commerces ambulants (boulangeries, boucheries, multiservices), ce qui permet à la population la moins mobile d'accéder facilement aux commerces de première nécessité.

Les marchés : concernent les communes de Montier-en-Der, Wassy, Saint-Dizier, Joinville et Doulevant-le-Château (Eurville-Bienville et Bettancourt-la-Ferrée proposent seulement un emplacement réservé à un commerçant).

L'avenir des commerces :

Dans les petites communes, les commerces de proximité sont davantage menacés de fermeture : il est difficile pour certains commerçants actuels, proches de la retraite, de trouver un repreneur.

Les commerces multiservices semblent constituer une alternative efficace à cette situation.

Dispositif actuel en faveur du maintien des commerces :

- opération " 1000 villages " ;
- projet de ville à Saint-Dizier (mise en place d'une carte de fidélité, d'une charte de qualité et d'un animateur) ;
- cartes de fidélité à Joinville ;
- charte de qualité à Wassy ;
- ORAC : terminée en décembre 2005, un bilan doit être réalisé pour évaluer sa pertinence.

Synthèse

Saint-Dizier propose une offre commerciale complète et exerce ainsi un fort pouvoir d'attraction sur les consommateurs de l'ensemble du Pays. Les pôles secondaires remplissent ce rôle à moindre échelle.

Les commerces ambulants semblent proposer une alternative à cette concentration de services. Malgré tout, l'offre proposée reste insuffisante puisque peu diversifiée et ne constitue pas une solution à part entière à l'isolement des personnes les moins mobiles du territoire.

Cependant certaines initiatives sont prises pour tenter de maintenir et améliorer l'offre existante.

Disposer des services
de proximité

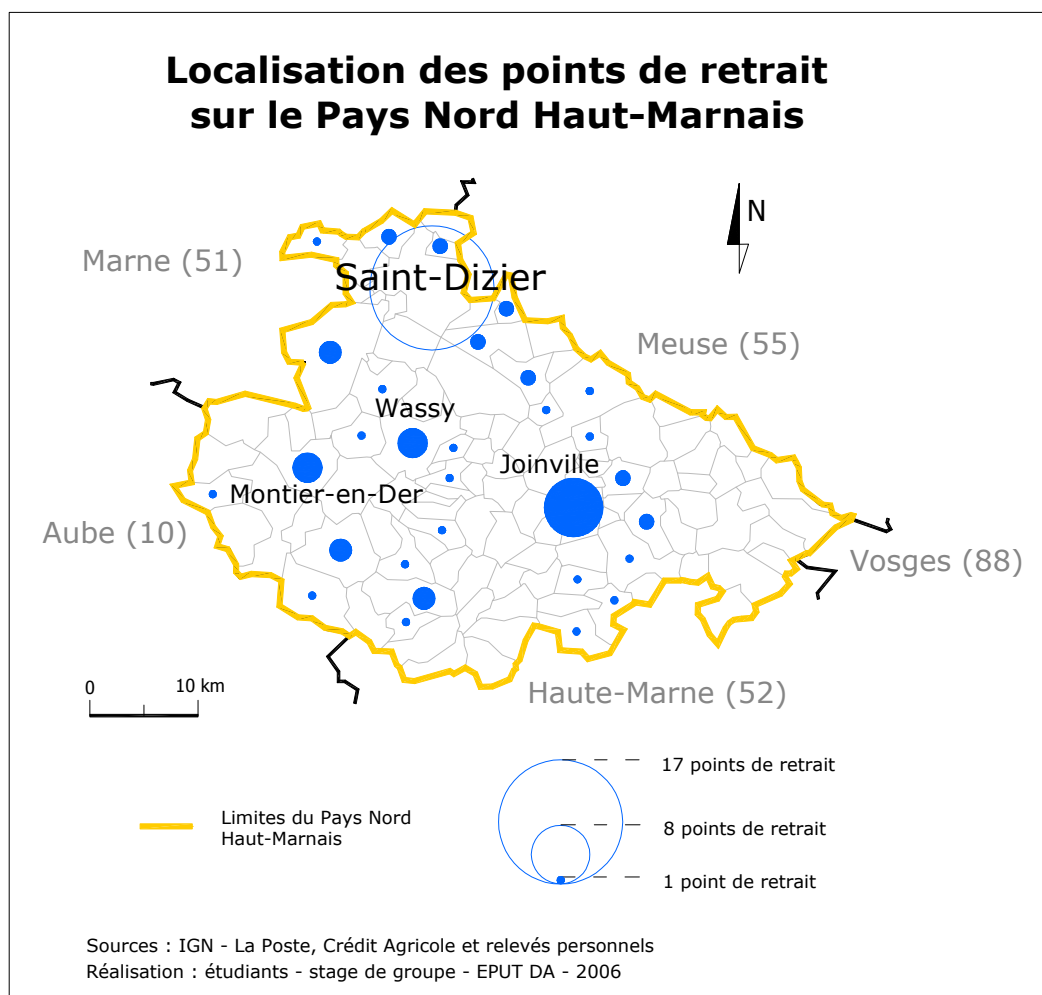


Le tabac-presse de Chamouilley.

Le service postal et les services bancaires

Une faible densité de population.

Peu de bourgs structurants qui concentrent les services de proximité de base.



Disposer des services de proximité



Le bureau de Poste de Doulevant-le-Château.

Le service postal et les services bancaires

Des services de proximité adaptés aux opérations courantes

La Poste souvent perçue comme le dernier service public national

Le service postal est assuré par :

- les bureaux de Poste qui garantissent l'accès à l'intégralité de l'offre commerciale et sont directement gérés par la Poste ;
- les Agences Postales Communales gérées en partenariat avec les mairies (convention avec une commune ou un EPCI dont la durée maximale est de 9 ans) ;
- les Relais Poste (gérés en partenariat avec les commerçants).

Au vu de la baisse de population subie par le territoire, la répartition des bureaux de poste n'est sans doute plus adaptée au contexte actuel.

Le Pays est bien équipé en établissements postaux : il compte un équipement postal pour 2 463 habitants contre un pour 3 530 habitants au niveau national.

Les horaires d'ouverture sont très variables et les horaires de levées ne paraissent pas adaptés, notamment aux besoins des entreprises (levée la plus tardive à 16h30 au Centre Courrier).

Les bureaux de Poste ont tendance à se transformer en Agences Postales Communales ou en Relais Poste. Ces derniers permettent le maintien de la présence postale dans le Pays, même s'ils ne proposent pas l'intégralité des services de la Poste.

Les banques

Les banques sont peu nombreuses (mise à part la Banque Postale) et se concentrent essentiellement à Saint-Dizier et dans les pôles secondaires : Wassy, Montier-en-Der et Joinville.

Les points de retrait ("Points Verts" du Crédit Agricole) se mettent en place sur l'ensemble du territoire par le biais des commerçants et semblent être en nombre suffisant. Ils permettent à ses clients de retirer de l'argent plus près de leur domicile.

Disposer des services de proximité

Synthèse

Les services financiers de la Poste et les banques se complètent pour mailler au mieux le territoire et offrir un accès aux opérations les plus courantes.

A travers les Relais Poste et Points Verts, les commerçants prennent de plus en plus le relais pour assurer un service de proximité dans les communes les plus isolées.

Malgré une répartition irrégulière et des horaires parfois peu adaptés, la population semble satisfaite de l'offre postale proposée.

Orientations

- Adapter les horaires d'ouverture aux besoins des usagers.
- Maintenir l'offre de commerce existante en les rendant plus attractifs.
- Inciter à la création ou à la reprise de commerces.

Propositions

Objectifs	Améliorer et dynamiser l'offre commerciale		
Outils	ORAC		Démarche Qualité
Financements	Conseil Régional		FISAC
	FISAC		FEDER
	FEDER jusqu'en 2006 (après 2008 selon la politique menée)		
Partenaires	CCI		CCI
	CMA		Unions commerciales
	Région		
	Délégation Régionale au Commerce et à l'Artisanat		
	Conseil Général		
	Trésorerie Générale		

Disposer des services de proximité

Objectifs	Attirer les consommateurs sur le territoire
Outils	OPAH
Financements	Commune ou communauté de communes
	Etat
	ANAH
	Eventuellement Région, Département, CAF, Caisses de retraite...
Partenaires	Eventuellement Habitat et Développement, OPHLM...

THEME 4

ETRE ACCOMPAGNÉ, SOUTENU

**Etre accompagné,
soutenu**

L'accompagnement des actifs dans leur parcours professionnel

Un territoire rural au passé industriel marqué

L'industrie, toujours au cœur de l'emploi, concerne 50% des salariés de l'arrondissement de Saint-Dizier dont 20 % dans le secteur de la métallurgie.

Un taux de chômage préoccupant atteignant 11,7% dans l'arrondissement en août 2005, soit 2 points de plus que la moyenne nationale.

Une population en décalage avec le marché de l'emploi :

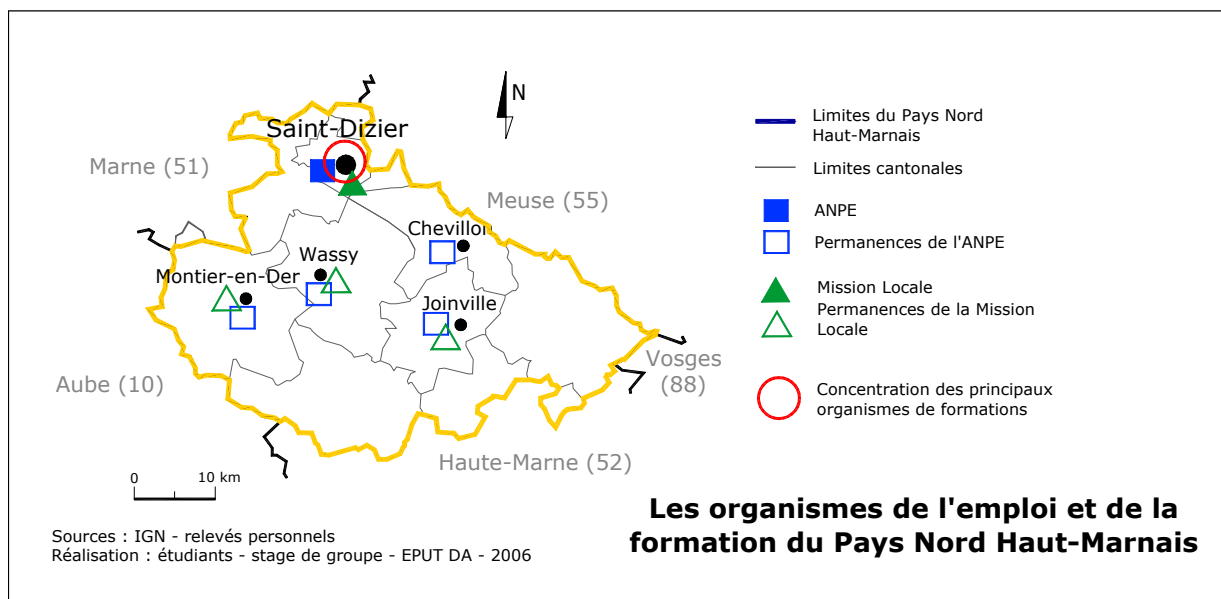
- une population globalement sous-qualifiée par rapport à la moyenne nationale ;
- les jeunes actifs ne correspondent pas toujours aux attentes des entreprises du territoire.

Une volonté claire de concilier emploi et formation

L'accompagnement des demandeurs d'emploi est adapté au contexte nord haut-marnais, avec la mise en place d'actions spécifiques à destination des femmes et des jeunes actifs, ainsi que des permanences dans de multiples points du territoire (ex. ANPE et Mission Locale).

Les structures d'aide aux entreprises en matière de gestion des compétences analysent les besoins de formation des employés (ex. : CBE).

Des organismes de formations nombreux : AFPA, GRETA, ADPS, Poinfor...



Synthèse

L'offre d'accompagnement des actifs est globalement satisfaisante tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Néanmoins, un problème récurrent d'accessibilité desdits services se pose pour les demandeurs d'emplois les plus en difficulté. Par ailleurs, le nombre important de structures dans les domaines de l'emploi et de la formation rend les coordinations complexes et les actions parfois peu lisibles.

**Etre accompagné,
soutenu**

Soutenir les personnes rencontrant des difficultés

Un taux de chômage et une situation économique préoccupante.

Un niveau de vie généralement inférieur à la moyenne nationale.

Un fort vieillissement de la population.

De nombreux organismes oeuvrant dans le domaine social

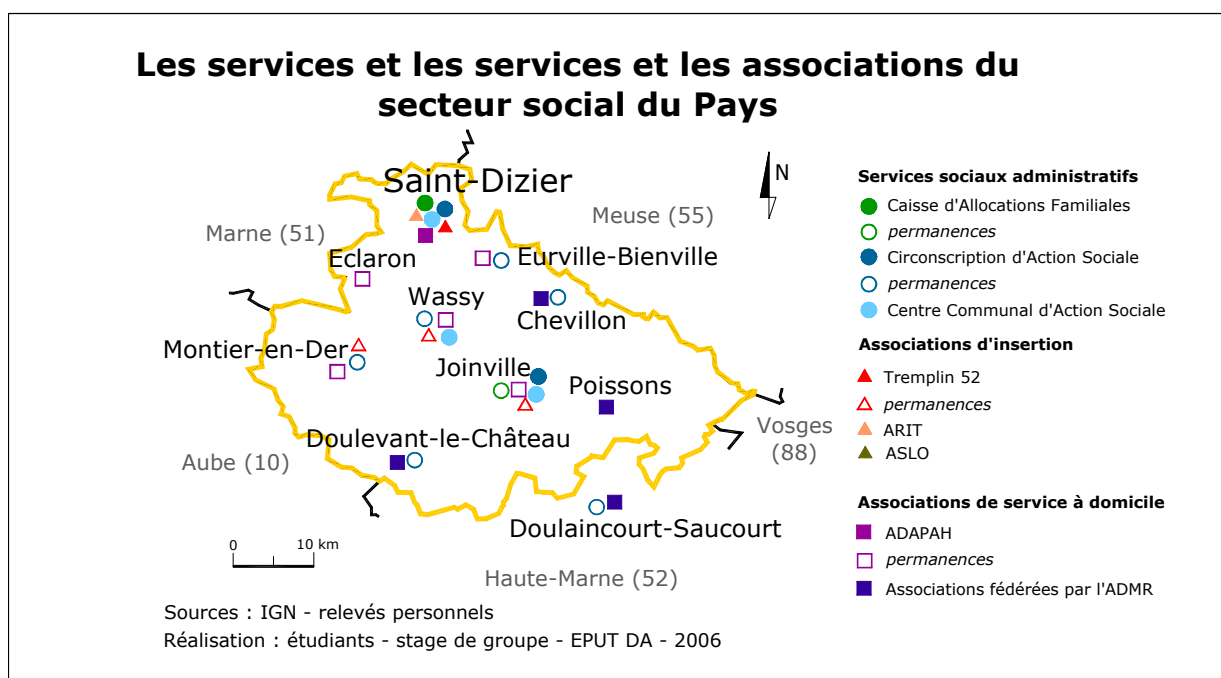
Les principaux services sociaux présents (CPAM, CAS, CCASS...) cherchent à être au plus près des populations nécessiteuses et démobilisées, par des actions spécifiques de soutien et la mise en place de permanences sur l'ensemble du territoire.

Des associations d'insertion par l'emploi (ASLO, Tremplin 52, ARIT...) sont implantées depuis longtemps et reconnues par les pouvoirs publics.

Le service à domicile, présent et diversifié (ADMR, ADAPAH), est pris en charge depuis longtemps par le milieu associatif. Les collectivités territoriales tendent à l'investir.

Synthèse

Face à une dégradation certaine de son paysage social, le Pays Nord Haut-Marnais dispose des structures nécessaires en matière d'action sociale (services sociaux, associations, collectivités territoriales). Presque toutes cherchent à être au plus près de la population en allant au devant des personnes peu mobiles. Chaque organisme, qu'il soit administratif ou associatif, a ses propres domaines d'intervention, mais la multitude des structures existantes rend les missions de chacun parfois peu lisibles.



**Etre accompagné,
soutenu**

Orientations

- Soutenir le maintien et le déploiement des structures existantes.
- Améliorer la lisibilité et l'accessibilité des services.
- Favoriser le dialogue entre les services sociaux et de l'emploi avec les collectivités et l'ensemble des acteurs du territoire.
- Inciter les regroupements communaux à prendre en charge certains services.

Propositions

Objectif	Améliorer la coordination des acteurs de l'emploi - formation
Outils	Maison de l'Emploi
	Réunions de coordination
Financements	Etat
	EPCI et Saint-Dizier
	ANPE, ASSEDIC, Mission Locale
Partenaires	Commission Nationale des Maisons de l'Emploi
	Organismes de formation

Objectif	Améliorer l'organisations des services sociaux
Outils	Centres Intercommunaux d'Action Sociale
	Formation des secrétaires de mairie
Financements	Conseil Général
	Communautés de communes
	Communes
Partenaires	Organismes sociaux publics (CAF, CPAM, CCAS...)
	Associations d'insertion

**Etre accompagné,
soutenu**

THEME 5

ACCEDER AUX SOINS

L'activité médicale et paramédicale

Une population vieillissante.

Un territoire rural aux densités faibles et structuré par un pôle urbain et trois pôles secondaires.

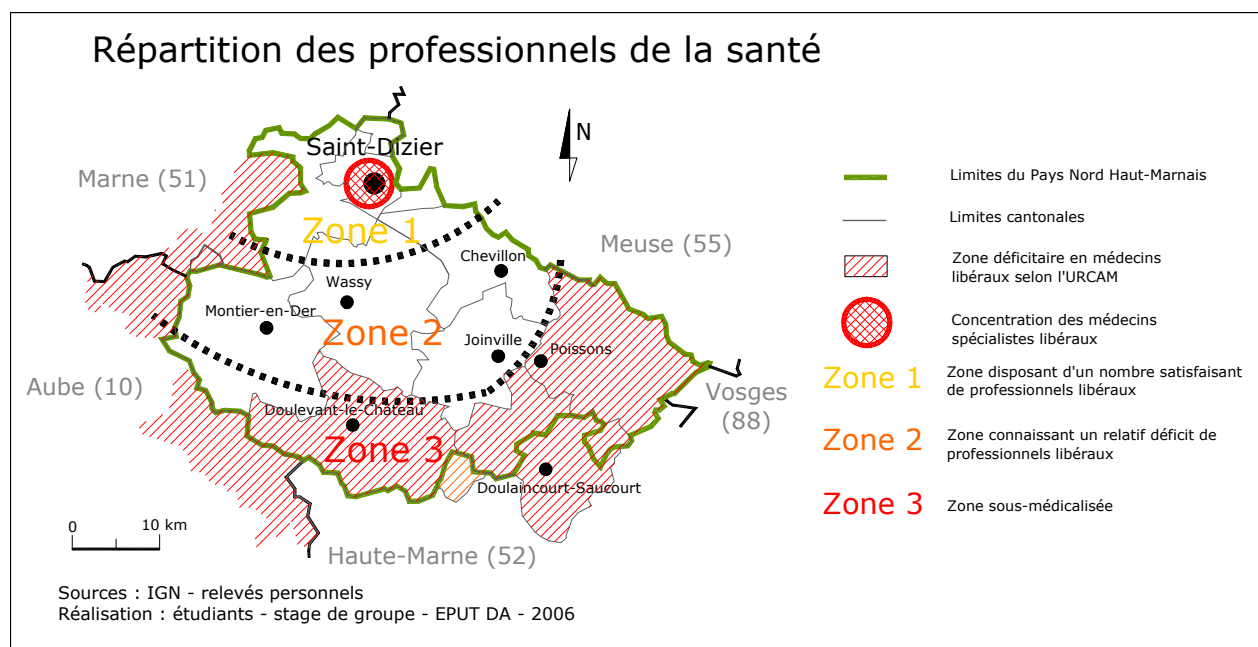
Une région peu attractive, qui ne parvient pas à accueillir les populations nouvellement diplômées.

Des professionnels de la santé en nombre insuffisant

Un manque de médecins généralistes libéraux, notamment dans le sud du territoire, où beaucoup travaillent en cabinet.

Les spécialistes sont trop peu nombreux et localisés à Saint-Dizier. Ils ne parviennent pas à répondre à la demande de la population qui doit parfois consulter des médecins à l'extérieur du territoire.

La pénurie de professionnels du paramédical est particulièrement préoccupante dans le sud du Pays.



Synthèse

Le territoire est globalement peu pourvu en professionnels libéraux de la santé. La pénurie se fait d'autant plus sentir dans le sud du Pays Nord Haut-Marnais.

Au regard de la démographie médicale actuelle et du vieillissement de la population, des solutions doivent être trouvées pour favoriser l'installation d'activités médicales et paramédicales. Elles doivent être en adéquation avec les capacités d'accueil du territoire et les nouvelles aspirations d'exercice des jeunes libéraux.

Les établissements médicaux

Une faible densité de population.

Un nombre grandissant de personnes âgées : une population qui nécessite des soins particuliers.

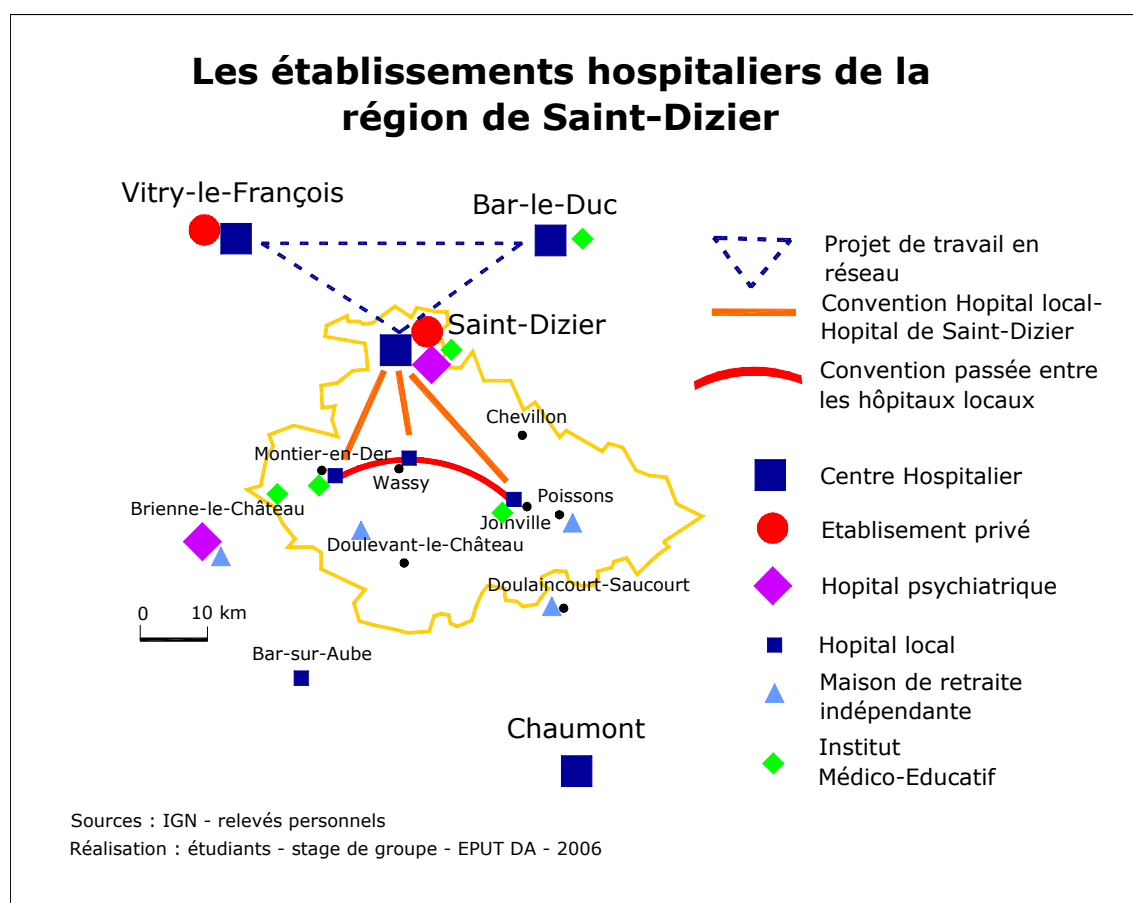
Une offre de soins relativement satisfaisante

2 centres hospitaliers et 3 hôpitaux locaux sont implantés sur le territoire, permettant de satisfaire les besoins de la population.

L'adaptation des structures face à la demande spécifique des personnes âgées :

- par la création d'unités de jour spécialisées en Alzheimer au Centre Hospitalier de Haute-Marne et dans les hôpitaux de Wassy et Joinville ;
- par le développement ou la modernisation des Unités de Soins Longue Durée et des maisons de retraite ;
- par la mise en place d'Etablissements Hébergeant des Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

Des structures qui prennent en charge les personnes handicapées, telles que la Fondation Lucy Lebon de Montier-en-Der et le Bois l'Abesse de Saint-Dizier.



Les établissements médicaux

Evolution de la prise en charge des patients : les hospitalisations sont en baisse, on favorise les consultations et l'hospitalisation de jour pour éviter aux patients de longs séjours hospitaliers.

La prise de conscience de l'importance du regroupement des professionnels : l'ouverture du Pôle Santé à Saint-Dizier devrait assurer de meilleures conditions de travail aux professionnels de santé, conduisant ainsi à une plus grande synergie.

Le rôle structurant des hôpitaux locaux : les hôpitaux locaux de Montier-en-Der, Wassy et Joinville permettent de mailler le territoire et de répartir l'offre de soins.

Un fonctionnement riche de partenariats permettant d'assurer une meilleure prise en charge des patients, notamment grâce au partage des lits d'aval (soins de suite) et à la mobilité des professionnels.

Des établissements indépendants (maisons de retraite) complètent l'offre de soins à destination des personnes âgées.



L'hôpital local de Wassy



L'hôpital local de Joinville

Synthèse

Saint-Dizier est bien équipé en infrastructures hospitalières, l'hôpital André Breton et le Centre Hospitalier Général offrant des soins complémentaires. Ces structures travaillent en lien avec les hôpitaux locaux qui maillent le reste du territoire. Même si ces derniers offrent des prestations restreintes, essentiellement tournées vers la gériatrie, celles-ci sont adaptées aux besoins exprimés sur le territoire.

La mise en place de partenariats entre toutes ces structures permet leur développement en réseau.

Orientations

- Encourager la complémentarité entre les structures hospitalières.
- Améliorer les conditions d'exercice des professionnels de la santé en utilisant les outils déjà existants.
- Favoriser l'accès aux soins pour les personnes les moins mobiles.

Propositions

Objectif	Maintenir et développer l'activité des professionnels de santé libéraux
Outils	Maisons de Santé Pluridisciplinaires
Financements	Eventuellement Etat, Région
	Communautés de Communes
	Fonds d'Aide à la Qualité des Soins de Ville
Partenaires	URCAM

CONCLUSION

Les services aux publics ont pour rôle de répondre aux besoins primordiaux des personnes. Ils doivent être adaptés aux attentes des habitants et évoluer en fonction des mutations sociales et technologiques de la société.

Proposer une offre de services de qualité est primordial, tant pour les habitants que pour les entreprises. Les caractéristiques démographiques rendent son maintien parfois difficile dans les zones les plus fragiles, justifiant dès lors l'intervention des collectivités.

C'est pourquoi le Pays Nord Haut-Marnais, en allant dans le sens des politiques publiques actuellement définies par le législateur, a souhaité mener une réflexion sur les services aux publics.

Le diagnostic réalisé dans un premier temps nous a permis de dégager sept orientations de travail qui ont constitué la trame de nos propositions.

Notre réflexion sur l'offre de services du Pays et les moyens de l'améliorer s'est inspirée d'outils existants et éprouvés, mais aussi d'autres plus originaux.

Par thème, diverses solutions ont été proposées, allant de la création de structures lorsque le service est peu présent, jusqu'au regroupement des prestataires quand l'offre est suffisante mais peu coordonnée. Cependant, au regard de la situation, certains sujets tels que les transports ou l'activité médicale, semblent devoir être traités prioritairement.

Si ces propositions sont jugées pertinentes par les acteurs du territoire, celles-ci pourront intégrer le futur contrat de Pays qui doit être signé en 2007. Avant leur réalisation, des études de faisabilité plus poussées devront être menées, pour en assurer la réussite. En outre, il est envisageable, dans un premier temps, de mettre en place certains outils sur une portion volontaire de territoire, pour l'élargir ensuite à l'ensemble du Pays Nord Haut-Marnais si l'expérience s'avère concluante.

Quoi qu'il en soit, l'amélioration et l'adaptation de l'offre de services sont des conditions sine qua none pour relever les défis démographiques et sociaux du territoire. Elles doivent constituer l'une des préoccupations majeures des acteurs nord haut-marnais, s'ils veulent maintenir, voire attirer de nouvelles populations.